

also Paris 1961
ISAAC AZOURI

**LE CHOIX
DES
INVESTISSEMENTS
EN ISRAËL**

éditions cujas — paris 

Isaac AZOURI
Docteur de lettres et sciences

LE CHOIX
DES INVESTISSEMENTS
EN ISRAËL

EDITIONS CUIJAS
17, rue Cujas
PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Isaac AZOURI

Docteur ès sciences économiques

**LE CHOIX
DES INVESTISSEMENTS
EN ISRAËL**

ÉDITIONS CUJAS

19, rue Cujas

P A R I S

1299c AZOURI
Docteur en sciences économiques

LE CHOIX
DES INVESTISSEMENTS
EN ISRAËL



ÉDITIONS CULAS
19, rue Couss
P A R I S

A MA MÈRE

Que M. le Professeur Leduc trouve ici l'expression de nos bien vifs remerciements pour l'intérêt bienveillant qu'il nous a toujours témoigné ! Nous tenons aussi à remercier les différents organismes israéliens pour l'abondante documentation qu'ils nous ont gracieusement fournie, ainsi que le ministère de l'Education nationale français, pour la subvention qu'il nous a accordée et qui nous a permis de réaliser l'impression de ce travail.

Isaac AZOURI.

« Le pays d'Israël a été le berceau du peuple juif. C'est là que s'est formée son identité spirituelle, religieuse et nationale. C'est là qu'il a réalisé son indépendance et créé une culture d'une valeur à la fois nationale et universelle. C'est là qu'il a écrit la bible et qu'il l'a donnée au monde.

Exilé du sol de Palestine, le peuple juif y est resté fidèle en tous les pays où il a été dispersé et n'a jamais cessé de faire des vœux et de prier pour son retour en Palestine et pour la restauration de sa liberté nationale.

Dominés par cette tradition, les juifs se sont efforcés, à travers les siècles, de retourner au pays de leurs pères et d'y reconstituer un Etat. Dans les dernières décades, ils y sont retournés en masse. Ils ont redonné vie au désert, ressuscité leur langue, construit des villes et des villages et établi une communauté vigoureuse en pleine croissance dans sa vie économique comme dans sa vie culturelle».

David BEN-GOURION.

AVANT PROPOS

L'ÉTAT D'ISRAËL EST-IL UN PAYS SOUS-DÉVELOPPÉ ?

Avant d'aborder ce thème, il serait utile de dire ce que les économistes entendent par sous-développement.

Les études descriptives et théoriques sur le sous-développement se sont multipliées depuis le lancement par le président Truman de l'idée du point IV, en 1947. Le Congrès des économistes de langue française tenue en 1952, et le rapport introductif du professeur G. Leduc lui ont été consacrés.

M. Philip, dans ses cours d'économie sociale comparée de Doctorat 1957-1958, notait déjà qu'au total, on peut définir un sous-développé : par le non usage complet des ressources disponibles, où il n'y a pas un plein emploi des ressources en hommes et en capitaux. M. Philip a démontré que cette définition conduit à deux observations :

« En premier lieu, *la notion de sous-développement varie selon les époques*. Le Sahara a été pendant longtemps uniquement un désert, aujourd'hui, c'est une région sous-développée, dans la mesure où l'on y a trouvé quelque chose à développer. Il existe des régions dont on ne peut pas dire qu'elles sont sous-développées : le pôle Nord et le pôle Sud ne le sont pas pour l'instant.

A l'inverse, *des pays riches peuvent être sous-développés*. C'est le cas du Canada par exemple, qui est déjà un pays riche mais où l'état actuel d'utilisation des ressources disponibles est minime par rapport à des ressources potentielles énormes. Il peut déjà avoir atteint un certain niveau de richesse tout en étant en état de sous-développement par rapport aux possibilités qui résultent de ses disponibilités ».

En outre, il y a des pays à la fois pauvres et sous-développés. Parmi eux, on distingue ceux qui sont surpeuplés de ceux qui sont sous-peuplés.

Voici ce qui pour M. F. Vito (1) concerne le sous-développement « C'est une conception très large, sous-développement par rapport à quoi ? Je ne dis pas par rapport au potentiel, parce qu'alors vous pouvez indiquer comme sous-développé même le Canada, où ce qui n'est pas le cas, il y a des industries qui attendent d'être mises en valeur. Suivant les niveaux d'individus, vous trouvez qu'il y a des pays comme l'Amérique, la Grande-Bretagne et le Canada, en avant, et d'autres qui sont plus loin. Je propose de considérer comme sous-développés les pays ou régions, qui ont un système de développement beaucoup plus lent ».

Cependant, le Congrès des économistes de langue française, tenu en 1952, a montré l'existence de deux états possibles de sous-développement : un pays peut être sous-développé par rapport à la pleine utilisation de son potentiel économique, constitué essentiellement par ses ressources naturelles et humaines ou bien par rapport à l'état économique et technique de pays plus évolués. Il semble d'ailleurs, qu'il ne faut pas opposer ces deux points de vue, mais les conjuguier.

M. G. Leduc (2) a écrit : « Les termes de comparaison avec d'autres « sujets économiques » d'un pays, d'une région, d'un groupe social, etc., qu'il est sous-développé, ou insuffisamment développé implique donc un jugement de comparaison faisant intervenir la notion d'un développement considéré comme acquis ou, du moins, suffisant. Mais cette « suffisance » est elle-même fort difficile à préciser.

« A certains égards, le développement économique et social de la grande République Nord Américaine ne saurait être considéré comme actuellement suffisant. De nouvelles croissances demeurent possibles et même souhaitables. Elles sont d'ailleurs souhaitées.

Des progrès supplémentaires peuvent être encore réalisés.

Un surcroît de « progressivité générale » constitue encore un idéal pour beaucoup. Particulièrement du point de vue « social », la manière dont l'actuelle « richesse » américaine est acquise et distribuée peut prêter à bien des critiques ».

« Il serait fortement exagéré de porter un jugement global d'insuffisance de développement sur tous les autres pays du monde ».

M. Leduc conclut à ce sujet qu'on est amené à admettre qu'il existe une infinité de degrés dans le développement.

Dans le rapport du Congrès des économistes de langue française (3), on peut lire : « A quoi reconnaitrons-nous, sans hésita-

(1) G. LEDUC, Travaux du Congrès des économistes de langue française, 1959, « Problèmes du développement régional ».

(2) G. LEDUC, *Cours d'économie d'Outre-Mer et du développement*, licence 4^e année, 1960-1961, p. 14.

(3) G. LEDUC, Travaux du Congrès des économistes de langue française « Le Développement et ses problèmes », p. 20, Editions Domat Montchrestien.

tions possibles, un « pays sous-développé » ? Présente-t-il en premier lieu, des tests démographiques et sociaux déterminés ? A. Sauvy en distinguait dix, de validité d'ailleurs inégale et qui seraient communs « aux diverses civilisations attardées », à savoir : haute mortalité (et surtout forte mortalité infantile), forte fécondité, sans obstacle volontaire à la maternité ; alimentation physiologique, condition inférieure de la femme, travail des enfants, faible développement de l'instruction de la population active, avec primauté du secteur primaire agricole, faiblesse des classes moyennes, absence de suffrage universel libre ».

Notre maître M. G. Leduc ajoute que l'inégalité dans les degrés de développement se traduit nécessairement par une inégalité dans les niveaux de vie.

Pour en revenir à notre propos : l'Etat d'Israël est-il un pays sous-développé ? Plusieurs économistes israéliens ont étudié ce sujet et sont arrivés à des conclusions différentes.

M. A.L. Gaathon (4) répond par l'affirmative à cette question.

Il écrit : « On doit considérer ce pays comme étant sous-développé puisque le capital productif par tête d'habitant est insuffisant ». Mais, il reconnaît que cette situation résulte non d'un ralentissement de l'investissement au cours des dernières années, mais du fait de l'immigration qui a doublé la population du pays sans que le rythme d'accroissement de l'investissement ait pu se maintenir au même niveau.

Par contre, d'autres économistes israéliens pensent d'une autre façon. M. Bonné (5) a écrit : « Pour un grand nombre de raisons, que je ne peux pas développer ici, Israël en est arrivé dans divers domaines à de tels résultats économiques et à un tel volume de consommation par tête qu'il ne faut pas l'inclure dans le groupe des pays sous-développés, caractérisé par un niveau de production et de consommation extrêmement bas ».

Nous trouvons chez M. Guelfat (6) l'idée suivante : Israël en tant que « pays en construction » n'est ni un pays développé ni un pays sous-développé. Ce point de vue est soutenu par le professeur D. Patinkin qui, dans son intervention à la 68^e Assemblée de l'« American Economic Association », traitant du développement de la pensée économique israélienne, a fait remarquer que : « Israël n'est pas un pays sous-développé aux termes des critères familiers : pression démographique, standard de vie extrêmement bas, niveau général d'éducation et absence d'une conception de vie individualiste et rationaliste. Il y a plusieurs facteurs déterminant ce caractère d'Israël en tant que « pays en construction ».

(4) I.S.E.A. Niveaux de développement et politiques de croissance (Israël) Série F (5).

(5) et (6) MM. BONNÉ et GUELFAT, I.S.E.A., *op. cit.*

Pour notre part, Israël présente les caractéristiques d'un pays économiquement développé. Israël a plus de médecins par tête d'habitant que n'importe quel autre pays, possède une presse très développée, un mouvement coopératif dans l'industrie et les transports aussi bien que dans l'agriculture, des syndicats très forts auxquels adhèrent 95 % environ de la population active, ne représentant pas seulement les intérêts de la classe ouvrière mais étant aussi les employeurs d'un nombre important de travailleurs et de professions libérales. Israël présente également une structure de la main-d'œuvre active qui correspond à celle des pays avancés, c'est-à-dire, une part réduite dans le secteur primaire et environ la moitié de la population active dans le secteur des services (secteur tertiaire).

En outre, Israël présente un niveau de vie très élevé et un revenu moyen par tête d'habitant (7) qui correspond à celui des pays développés. De plus, même si on considère que ces résultats ont été obtenus grâce aux dons et investissements étrangers, les possibilités industrielles et la rationalisation appliquée même dans l'agriculture nous permettent d'affirmer qu'Israël est un pays « en voie de développement ».

Mais Israël n'a pas encore atteint le niveau des économies occidentales. Il faut pour cela encore de très gros investissements.

C'est le choix de ces investissements qui est l'objet de notre thèse.

Nous examinerons dans un chapitre préliminaire une notion générale sur les investissements et ensuite une vue d'ensemble sur le développement et les réalisations économiques et sociales de la Palestine.

Dans la première partie, nous traiterons les déterminants du choix des investissements en Israël.

C'est dans la seconde partie que nous étudierons le sujet du choix actuel des investissements en Israël.

Dans la troisième partie, nous montrerons la planification et ses répercussions sur l'avenir d'Israël.

Enfin, après avoir inséré tout au long de la thèse, nos idées personnelles, nous essayerons d'en dégager une conclusion.

(7) On tient pour sous-développés les pays ayant un revenu par tête, inférieur à 100 dollars (Point IV).

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Section I

Notion générale des investissements

« L'investissement est au centre de la vie économique.

Théorie monétaire, théorie de fluctuations, théorie de la croissance, théorie de l'intérêt, théorie aussi, bien entendu de l'entreprise, de l'épargne, du capital et du revenu, théorie de la prévision et des choix aléatoires, *nul domaine où il n'entre en ligne de compte*. Aussi, n'est-il presque aucun auteur, aucun ouvrage où un tel aspect ne soit évoqué » (1). Les classiques ont beaucoup parlé de l'investissement, sans utiliser toutefois ce terme, et sans le considérer comme une variable à part.

Dans leurs analyses, la notion d'investissement était souvent confondue avec celle de l'épargne. Les « avances » faites à la terre dans l'analyse des Physiocrates, ce ne sont en somme que des investissements.

C'est cependant Keynes et sa théorie générale qui mettent en vedette la notion d'investissement. A partir de 1936, l'analyse économique a gravité autour de ce concept.

Plusieurs auteurs se sont attachés à donner une définition du concept investissement. Le professeur H. Guillon écrit à ce sujet : « L'investissement, c'est l'accroissement du capital, des bâtiments, des outillages, des énergies disponibles ». D'autre part, M. Pradel (2) a défini l'investissement en tant « qu'opération, due généralement à l'intervention active d'un agent humain, qui a pour objectif de créer un capital, c'est-à-dire un bien durable procurant des satisfactions différées ».

(1) Pierre DIETERLEN, *L'investissement* (Introduction).

(2) M. PRADEL, *L'épargne et l'investissement*, Que sais-je, 1950.

La décision d'investissement prend donc en considération deux éléments : d'une part, un coût immédiat en dépenses de facteurs, d'autre part, des satisfactions ou des biens produits dans le temps par le capital créé.

Un investissement sera dit productif si la valeur cumulée des satisfactions et des biens produits au cours du temps est supérieure au coût immédiat. Dans le cas contraire, l'investissement sera improductif.

Si nous posons une question à quelqu'un qui n'a aucune formation économique : « dans quelles conditions un entrepreneur fera-t-il un investissement nouveau » ? il nous répondra certainement : un entrepreneur fera un investissement s'il en tire un bénéfice, c'est-à-dire, si toutes les dépenses que nécessitent la construction et la mise en œuvre du bien capital sont inférieures au prix de vente des produits obtenus à l'aide de ce bien capital. Pour traduire cette notion familière en termes plus techniques, Keynes nous dit « qu'il y aura un investissement si l'efficacité marginale du capital est plus élevée que le taux d'intérêt ». L'investissement continuera jusqu'à ce que les deux termes de la comparaison deviennent égaux.

A partir de ce moment, tout investissement supplémentaire provoquera une perte pour l'entrepreneur, et par conséquent ne sera pas entrepris.

Pour achever de préciser la notion d'investissements, il faut examiner la distinction faite par Hicks entre deux sortes d'investissements, à savoir : les investissements autonomes et les investissements induits. Les investissements induits dépendent de la demande courante de biens de consommation, des variations du revenu national et de leurs effets sur la consommation ; ils sont liés au jeu du principe d'accélération, les investissements induits augmentent quand la demande est en augmentation. Les investissements autonomes comprennent les investissements publics, les investissements qui résultent des découvertes techniques, et les investissements de « long-range » qui sont destinés à compenser leurs coûts pendant une période très étendue. Comme l'a signalé Hansen, il est des investissements qui n'escomptent qu'un rendement fort lointain.

C'est le cas, par exemple, de la construction d'un chemin de fer destiné à mettre en valeur une région non développée, ou de l'établissement d'un réseau électrique dans des économies arriérées.

Dans ce cas, les décisions relatives aux investissements sont déterminées par des prévisions à longue échéance, et ne dépendent aucunement des variations du revenu ou de la consommation en courte période. Certes, pendant une dépression cyclique, ces investissements seront ralentis exactement comme ceux qui dépendent de la consommation. Mais ce ralentissement est, en effet, la conséquence des conditions externes (comme la rareté du crédit par

exemple), n'ayant aucun rapport avec la nature même de ces investissements.

De quoi dépend la formation de ce capital à longue échéance (3) ? Bien entendu, les conditions de coûts et de rentabilité exercent une influence non négligeable. Cependant, le facteur le plus profond et le plus important dans la détermination du capital de ce genre est l'existence de possibilités d'investissements qui créent les éléments structurels de l'économie. L'état démographique, l'espace économique, la technique, le type d'organisation, tels sont les véritables facteurs dont dépendent les investissements à longue échéance.

Nous n'entendons pas dire que chaque fois que ces facteurs structurels ouvrent une possibilité d'investissement, il y aura certainement un investissement réel. Beaucoup de facteurs interviennent et peuvent empêcher la transformation du potentiel d'investissement en investissements effectifs. Dans les pays sous-développés il existe de nombreuses opportunités d'investissement dont la réalisation se trouve gênée, soit par le manque de capitaux financiers, soit par le manque de main-d'œuvre ou de techniciens, soit pour ces deux raisons à la fois. Cela ne doit toutefois pas nous faire perdre de vue la réalité fondamentale, que les investissements de longue échéance dépendent avant tout, de l'existence de certaines possibilités d'investissement, résultant de l'état de la structure économique.

Ainsi donc pourrions-nous établir la distinction entre deux sortes d'investissements : les investissements à longue échéance, et les investissements à courte échéance qui dépendent des besoins courants de la consommation. Sans doute sera-t-il impossible de mesurer avec précision, parmi les investissements totaux d'une nation, la part des investissements à longue échéance, et celle qui se fait en fonction de la consommation courante.

M. Ragnar Nurkse a écrit dans la première page de son ouvrage (4) « *Capital is a necessary but not a sufficient condition of progress* ». Le problème central en ce qui concerne l'investissement dans les économies sous-développées, ou en voie de développement, consiste dans les difficultés auxquelles se heurte la formation du capital. M. Nurkse explique la formation du capital (5) : « The meaning of « capital formation » is that society does not apply the whole of its current productive activity to the needs and desires of immediate consumption, but directs a part of it to the making of capital goods : tools and instruments, machines and transport facilities, plant and equipment, all the various forms of real

(3) C'est-à-dire, les investissements qui ne dépendent pas des variations de la consommation courante.

(4) *Problems of capital formation underdeveloped countries*, Sixth impression Oxford, Basil 1958 Blackwell, p. 1, R. Nurkse.

(5) R. NURKSE, *op. cit.*, p. 2.

capital that can so greatly increase the efficacy of productive effort. The term is sometimes used to cover human as well as material capital, it can be made to include investment in skills education and health — a very important form of investment».

Mais à partir du moment où la constitution d'une épargne a été réalisée, ou qu'une aide extérieure a été accordée, un autre problème se pose : l'orientation des investissements ou la répartition de l'investissement entre les divers secteurs de l'économie.

M. P. Dieterlen a trouvé deux difficultés liminaires dans l'investissement :

1° Quel est l'objet de l'investissement ?

Sur quelles catégories de biens porte-t-il ? équipement, matières premières, produits finis, biens de consommation durables ?

Sur tout achat quelconque de facteurs, y compris les services ?

2° Quel est le sujet qui investit ?

L'entrepreneur seul, l'Etat-entrepreneur, ou, agissant en tant qu'Etat, les particuliers ?

Ce sont là les questions qui se posent aux pays jeunes, et entre autres à Israël, qui se trouvent placés devant la modicité du capital disponible et le besoin de développement économique, doivent autant que possible, s'efforcer de réaliser des investissements dont l'effet sur la croissance du revenu est maximum. Théoriquement, aucune sorte de gaspillage n'est permise, et le choix de l'investissement optimum s'impose.

Mais comment définir ce choix optimum ? Comment peut-on en appliquant des lois économiques, démontrer différentes sortes d'investissements, qui sont d'une grande variété : grande industrie et petite industrie, industrie des biens de consommation et industrie des biens de production ; ou en d'autres termes, industrie sidérurgique ou industrie textile, voire même grande industrie textile fortement nécessaire ou petite industrie textile employant aussi peu de machines que possible ?

Le problème n'est pas aussi facile qu'on peut le croire. La loi de la proportion des facteurs, surtout appliquée dans l'hypothèse de l'équilibre et en économie statique, peut difficilement s'accorder à la situation d'un pays sous-développé, ayant un déséquilibre structurel.

Ainsi donc, le problème de répartition du volume national des investissements se pose sous deux angles :

I. — La répartition entre différentes branches, implique les choix de la nature des investissements. Par exemple en U.R.S.S., la priorité est donnée à l'industrie lourde (sidérurgique, chimique,

mécanique). Au Japon, la priorité est donnée à l'industrie légère : textile (autant que possible, la main-d'œuvre remplaçant la machine) et on a préféré les petites entreprises. Aux Indes, la priorité est donnée au développement agricole et à l'utilisation maximum des capacités existant dans les industries des biens de consommation et de production (Plan III).

II. — La répartition dans le temps, cette question qui implique les choix de priorité, la répartition dans l'espace des investissements qui pose toute une série de problèmes de choix de l'emplacement rationnel des investissements.

Tous ces problèmes ont été étudiés et analysés d'une façon plus ou moins exhaustive à l'échelle de l'entreprise privée. A l'antipode, au sein de l'économie planifiée, centralisée, les mêmes problèmes ont été l'objet de nombreuses controverses dans les sphères des organismes planificateurs. Donc, pour cet organisme central, il faudrait établir des principes et des critères de choix qui font valoir sur l'ensemble des plans individuels, les intérêts de la collectivité.

L'importance de ce problème est d'autant plus grande qu'une série de moyens d'action (fiscalité favorable, subvention, financement par fonds publics ou autres facilités), sera à la disposition du gouvernement pour réaliser les objectifs retenus à la suite de ces choix.

Le modèle analytique qui guiderait la décision d'investissement doit inclure les éléments suivants :

- L'emploi du capital, de main-d'œuvre et de matières premières dans chaque type de production.
- Le coût en devises extérieures, des importations nécessaires.
- La demande étrangère pour des exportations possibles.
- La restriction dans la composition des produits de chaque accroissement du revenu national.
- La disponibilité de la main-d'œuvre, des devises étrangères et d'autres ressources rares, y compris le Fonds d'investissements.

Evidemment, il existe une théorie des investissements qui est valable en général pour tous les pays, considérant une situation politique, technique et un niveau de vie donnés.

Mais en réalité, les investissements posent des problèmes différents d'un pays à l'autre, autrement dit la décision pour un tel investissement dépend de plusieurs facteurs, et parmi eux existent des facteurs spécifiques locaux.

Reprenons notre question posée plus haut : Quel est le sujet qui investit ? En fait, l'entrepreneur est l'agent numéro un de l'inves-

tissement ; il attache une importance toute particulière à la rentabilité. Il ne retient ou tend à ne retenir que l'investissement donnant un résultat matériel visible, sous forme de revenu.

M. Migeon (6) a écrit que l'entrepreneur peut se proposer de réaliser :

- soit un accroissement *de la puissance globale de la production* ;
- soit de lancer *des fabrications entièrement nouvelles* correspondant au désir d'introduire sur le marché des produits nouveaux ;
- soit d'*améliorer* par des modifications de conception un produit déjà connu ;
- soit de *rénover fondamentalement les méthodes* de production existantes, ce qui est le propre d'une politique de productivité,
- soit enfin de procéder à des *réformes de structure* touchant aux divers départements de l'entreprise et non pas seulement aux seuls départements techniques.

Il conviendra de procéder à un examen serré de ce que l'on peut appeler : « l'intérêt économique » des investissements projetés.

Ces investissements seront-ils finalement utiles ? Seront-ils rentables ? Dans quelle mesure ? Quelles seront les conséquences finales ? toutes ces questions se posent du point de vue de l'entreprise, c'est-à-dire sous l'angle micro-économique.

L'Etat est devenu un agent économique très actif. En quittant l'optique micro-économique et en passant à l'optique macro-économique, tout en tenant compte du rôle primordial que joue l'Etat actuellement dans l'activité économique en général, nous pouvons élargir la notion de l'investissement. Dès lors, on peut accorder le caractère d'investissement à des dépenses considérées usuellement comme de simples dépenses de consommation, par exemple : les dépenses d'éducation et de santé publique, et cela dans la mesure où ces dépenses serviront à accroître ultérieurement la productivité nationale. A noter que certains analystes (Kuznets, Dieterlen) sont allés plus loin : ils considèrent les dépenses militaires comme un investissement et même ces investissements comme nécessaires. Ils ont un intérêt politique et économique, parfois considérable comme c'est le cas d'Israël ; ces dépenses ne sont pas directement et matériellement rentables, il n'en reste pas moins vrai, qu'elles peuvent l'être indirectement et, cela en garantissant la sécurité nationale considérée comme un élément du patrimoine national. Car, un investissement doit être réalisé non pas parce qu'il est rentable

(6) M. MIGEON, « La politique des investissements », *Revue Hommes et Techniques*, juillet-août 1956.

seulement, mais surtout, parce qu'il est indispensable au développement de l'économie en général.

Les dépenses d'investissements d'Etat sont habituellement classées en trois grandes catégories : équipement économique, équipement social et équipement administratif. Il convient de souligner le caractère subtil, et souvent arbitraire d'une telle classification. Il est bien évident, par exemple, que certaines dépenses dites économiques, ont une répercussion sociale immédiate; en sens inverse, les résultats économiques de l'action de la formation professionnelle par exemple, ne peuvent être négligés.

La cadence de ces investissements a naturellement varié suivant la conjoncture locale et les circonstances internationales.

Dans tous les pays neufs on a remarqué de nombreux goulots d'étranglement, qui ne peuvent disparaître qu'au fur et à mesure du progrès de l'expansion économique provoqué par l'orientation des investissements, grâce à la politique d'investissement de l'Etat et la planification.

Quand on parle de planification, on a immédiatement présent à l'esprit, l'organisation centrale de l'U.R.S.S. : le Gosplan. Cet organe détermine les investissements fondamentaux. Partant de là, on prévoit ensuite quelle sera la part de chaque organe secondaire dans l'ensemble.

Les U.S.A. de leur côté, malgré leur tendance pour le libéralisme ne manquent pas de planifier leur économie : par exemple le « New Deal » de Roosevelt.

La France s'est lancée, elle aussi, dans la planification de son économie. Aussitôt après la libération et grâce à l'initiative de M. Jean Monnet, un plan d'équipement a été conçu puis mis en application.

« Si les plans doivent rendre plus facile l'élaboration des programmes des investissements, il doit alors être possible pour les grandes entreprises et les grands services publics de définir leurs besoins à longue échéance et aussi de mettre en charge leurs fournisseurs pour l'ensemble de ces besoins » (7).

(7) M. MIGEON, « La politique des investissements », *op. cit.*

Section II

Vue d'ensemble de l'économie palestinienne

Avant de commencer notre étude proprement dite du choix des investissements en Israël, nous avons jugé nécessaire d'exposer en quelques lignes une vue d'ensemble de l'économie palestinienne.

A. — *Avant 1922*

Avant la première guerre mondiale, la Palestine était, elle aussi, essentiellement agricole et le schéma désormais classique du pays arriéré important des produits manufacturés et exportant des produits agricoles et des matières premières, s'applique avec une certaine fidélité. Jusque là, la Palestine était considérée comme un petit pays très pauvre et incapable de nourrir convenablement ses propres habitants. En effet, la superficie de la Palestine ou plutôt du moderne Etat d'Israël est de 20.700 km², mais la moitié de cette étendue est désertique.

Après la première guerre mondiale, en 1922, la Société des Nations-Unies concède à l'Angleterre le mandat sur la Palestine, mandat aux termes duquel la Grande-Bretagne s'engageait à assumer la responsabilité d'instituer dans le pays un état de choses politique, administratif et économique susceptible d'assurer l'établissement du Foyer National pour le peuple juif... et à assurer, également le développement d'institutions de libre gouvernement, ainsi que la sauvegarde des droits civils et religieux, de tous les habitants de la Palestine, à quelque race ou religion qu'ils appartiennent.

B. — 1922-1938

En 1933 arriva en Palestine la grande immigration polonaise et en 1938, l'immigration allemande (8). Les habitants déjà installés ne pouvaient pas entrer en compétition avec les nouveaux venus, nettement supérieurs au point de vue intellectuel et économique. Grâce à de nouveaux systèmes d'irrigation, la plupart des étendues arides se transforment en terres productrices. Le nombre des juifs qui était en 1914 de 80.000 s'éleva à cette époque à 463.000 pour 880.000 arabes.

(8) L'immigration juive en Palestine a commencé avant la première guerre mondiale et a subi en particulier une impulsion après le début du mouvement sioniste en 1897. Au milieu du XIX^e siècle, le nombre des juifs en Palestine, était évalué à 1.000, il était passé à 6.000 en 1914.

Les exportations de denrées alimentaires constituaient 70,4% des exportations totales, alors que les importations de produits manufacturés composaient 58,5% des importations totales.

Le solde de la balance commerciale, soit 4,9 millions de livres palestiniennes était comblé essentiellement par l'apport de capital juif (3,9 millions de livres palestiniennes) dont 1,4 million de donation et 2,5 millions de capital privé qui commençaient à s'investir dans le pays.

Ces chiffres montrent bien la fragilité de l'équilibre économique palestinienne avant l'année 1938, et le coefficient très élevé de dépendance vis-à-vis du monde extérieur.

Mais de toute façon, jusqu'en 1938, le schéma traditionnel était respecté et l'économie toujours menacée, était à la merci de la moindre crise affectant l'écoulement des produits agricoles.

C. — 1938-1948

Les établissements industriels juifs se multiplièrent, et de 624 qu'ils étaient en 1930, ils atteignirent le nombre de 1.556 en 1938, quadruplant leur production (7,9 millions de livres palestiniennes au lieu de 2,1 millions) et employant trois fois plus d'ouvriers (21.964 au lieu de 7.582).

L'agriculture juive reçut entre temps, d'autres capitaux qui lui permirent de se développer et de se moderniser. L'afflux des immigrants juifs eût normalement accru sensiblement les importations ; et ces immigrants qui avaient des habitudes de consommation européenne, influencèrent naturellement la composition des biens importés.

La Palestine dépendait donc toujours de l'extérieur : fait qui ne s'était encore jamais démenti.

La seconde guerre mondiale démontra abondamment la possibilité, pour ce petit pays de se développer économiquement, et grâce à des circonstances particulièrement favorables d'exporter des articles manufacturés produits par son industrie.

Au cours des années 1938-1945, de même que les autres pays, elle n'eut pas à financer la guerre ; le financement en fut assuré en Palestine par les armées alliées, qui opéraient sur place des achats massifs de biens de toutes sortes. On peut dire que dans ces achats réside la cause fondamentale du développement industriel du pays dans la période précédant l'indépendance d'Israël. Les chiffres de production de l'industrie juive, montrent tout le progrès accompli dans ce secteur au cours de la guerre. Le nombre des établissements industriels juifs passa de 1.556 en 1938 à 2.180 en 1943 ; la valeur de la production de 7.821.000 livres palestiniennes en

1930 à 36.287.000 en 1943, et les capitaux investis de 11.063.000 livres palestiniennes à 20.523.000.

Ces derniers chiffres sont très intéressants, car ils démontrent l'augmentation de la production en volume et la situation financière très largement favorable de l'industrie, ainsi que les capitaux investis.

D. — *L'année 1948*

Le 15 mai avant minuit, les juifs proclamèrent la création de l'Etat d'Israël, en se basant sur les sujets naturels et historiques, sur la Bible, sur le lieu créé par 13 siècles d'histoire et sur la résolution de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. Comme titres juridiques les juifs invoquaient en plus de ladite résolution : la déclaration Balfour en 1917 reconnue par les Etats-Unis, la France et l'Italie. Les Etats-Unis reconnurent immédiatement l'Etat d'Israël.

En effet, il y avait en 1948 600.000 juifs en Palestine, ce chiffre s'est élevé aujourd'hui à environ 2.400.000.

Au moment de l'Indépendance, quatre faits principaux caractérisaient l'économie du pays :

- dépendance vis-à-vis de l'étranger ;
- une agriculture qui ne pouvait pas suffire à l'approvisionnement du pays ;
- une industrie qui a bénéficié du « boom » de la guerre ;
- existence d'un niveau de vie élevé.

1° *La dépendance de la Palestine vis-à-vis de l'étranger :*

C'est le déficit commercial permanent du pays qui a provoqué le fait grave de cette dépendance à l'égard de l'étranger. Même en 1943, au cours de la période la plus sombre de la guerre, les importations n'étaient couvertes qu'à raison de 49 % par les exportations, pour le pourcentage moyen de couverture d'avant-guerre de 33 % et, pour les dernières années de la Palestine, de 34 % en 1946, de 32 % en 1947. Le tableau n° 1 nous illustre la structure des importations restée quasi identique en vingt ans (exception faite de l'accroissement de l'importation des produits bruts, conséquence de l'industrialisation) ; d'autre part, les exportations reposent avant tout sur l'écoulement de deux seuls produits : les agrumes et le pétrole irakien raffiné et embarqué à Haïfa.

C'est aux investissements et surtout aux dons philanthropiques recueillis dans la Diaspora juive, qu'il importait de venir combler sans cesse cet énorme déficit commercial.

TABLEAU N° 1

RÉPARTITION DES DIFFÉRENTS SECTEURS DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA PALESTINE (1)
(en pourcentage)

Années	Alimentation Boisson-tabac	Produits bruts	Produits manufacturés	Divers
A. — <i>Importation</i>				
1926	27,4	7,7	57,8	7,1
1939	25,6	10,1	64,0	0,3
1947	26,9	24,3	43,3	5,0
B. — <i>Exportation</i>				
1926	77,8	3,6	18,0	0,6
1939	81,9	3,1	15,0	—
1947	32,0	31,8	36,0	0,2

(1) La contribution arabe, tant dans l'importation que dans l'exportation, était assez faible en Palestine. Le commerce extérieur était avant tout celui de la population juive.

Source : NATHAN, GASS et CREAMER, *Palestine : Problem and promise*, 1946, p. 318.

Balance des paiements de la Palestine :

Conséquence inattendue de la guerre, le stationnement des troupes britanniques avec les dépenses afférentes, a permis de constituer une réserve sterling qui se monte en 1946 à 135 millions de livres palestiniennes (9). Il était assez inquiétant pour l'avenir, que les dépenses militaires anglaises contribuassent, en 1947 pour plus de 34 % à l'équilibre de la balance des paiements, les exportations venant en second lieu pour 21 % et enfin, les dons philanthropiques pour 14 %. Le tableau n° 2 permet de suivre cette évolution.

2° Une agriculture qui ne peut suffire à l'approvisionnement du pays :

Sur un terrain qui a coûté fort cher (le prix de la terre par dunam — 1.000 m² — était en 1948 douze fois celui de 1924-1925) on a développé au maximum une culture intensive, avec tout l'équipement technique désirable. Exception faite de la culture des agrumes, qui est en grande partie du ressort d'agriculteurs privés, le développement rural de la Palestine juive est dû à l'initiative des différents groupements sionistes, pour lesquels l'impératif de la rentabilité était relégué à la seconde place par des considérations jugées plus urgentes d'occupation maximum du sol à des fins straté-

(9) The Middle East, 2^e édition (Europa public ltd) London, p. 222 et 226.

TABLEAU N° 2
LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA PALESTINE
(en millions de livres palestiniennes)

Types de paiements	Débit	Crédit
<i> Paiements « visibles »</i>		
Importation	57.262	
Exportation		14.645
<i> Paiements « invisibles »</i>		
Intérêts, profits et dividendes		2.000
Assurance, commissions et courtages	1.000	
Tourisme (net)	1.550	
Remise des immigrations		1.500
Sommes reçues par les résidents étrangers (y compris les biens et services fournis aux compagnies pétrolières)		6.500
Transfert de capitaux privés		4.500
Transfert de dons et fonds philanthropiques		9.500
Modification de l'actif des banques à l'étranger	1.000	
Modification de la monnaie en circulation		5.070
Financements gouvernementaux (nets)	3.950	
Dépenses militaires		23.500
Divers (royalties, copyrights)	2.500	
Total des « invisibles »	10.000	52.570
Total des « visibles »	57.262	14.645
Total des « invisibles »	10.000	52.570
Solde		47
TOTAL....	67.262	67.262

giques. On ne pouvait seulement qu'espérer qu'à la longue, les villages édifîés en de pareilles conditions s'avèrent économiquement rentables.

Car, l'agriculture juive était dépendante, à la fois de la Diaspora juive de l'extérieur, pour les capitaux indispensables à la construction et à l'entretien d'une structure économique non immédiatement rentable, et aussi de l'agriculture arabe palestinienne, pour l'approvisionnement du marché, en céréales principalement. L'instauration d'un Etat d'Israël allait voir la fuite de l'indispensable agriculture arabe. Il pouvait d'autre part, paraître inquiétant de persister à compter sur l'aide étrangère pour l'entretien même d'un secteur aussi important qu'est l'agriculture pour un Etat.

3° Une industrie qui a bénéficié du « boom » de la guerre :

Si l'industrialisation a commencé en Palestine grâce aux investissements capitalistes (Rothschild, Richon le Sion ou la Palestine

Electric Corp.) elle n'a pas pris son essor avant l'arrivée de nombreux émigrants possédant des ressources moyennes.

Depuis 1930, la plupart des capitalistes juifs ne pouvaient apporter librement qu'une partie de leurs ressources en Palestine, par suite des interdictions d'exportations de capitaux en vigueur dans toute l'Europe, aussi les importations de capitaux en Palestine ont-elle pris le plus souvent, la forme d'importations d'équipement industriel.

Ainsi, la principale source de financement de l'industrie juive a été le capital privé (le propriétaire était en même temps directeur technique de l'entreprise dans la plupart des cas).

La part du capital investi dans l'industrie par des bailleurs de fonds résidant à l'étranger est faible, parce que ceux-ci préféraient acquérir des immeubles et des terres, plutôt que de placer leurs capitaux dans l'industrie. Cependant, l'épreuve que l'industrie palestinienne a pu surmonter avec succès, pendant les années de la deuxième guerre mondiale, par suite de l'accroissement des besoins des armées alliées et des autres pays du Moyen-Orient en articles manufacturés, permet de croire en sa résistance et en son adaptabilité aux conditions du moment, ce qui conduira peut-être les capitalistes étrangers à avoir davantage confiance dans les investissements industriels de l'avenir.

Plus récemment, l'augmentation de la population a fourni à l'industrie un marché intérieur de plus en plus vaste. Les investissements dans l'industrie ont été élevés, cependant, ces facteurs favorables sont contrebalancés par l'insuffisance de l'approvisionnement local en matières premières et par le coût de la production. Le pays n'est pas riche en ressources naturelles et est largement tributaire des importations. Si le coût de la production est élevé, il faut l'attribuer au haut niveau des salaires — voir plus loin — au prix élevé de l'électricité et dans un grand nombre d'industries, à l'importance relativement faible de la plupart des établissements industriels. Ces facteurs semblent avoir entravé la vente des marchandises sur les marchés mondiaux.

La part des investissements de crédit de l'Agence juive, du Keren Hayesod et du Keren Kayemet Le Israël dans le financement de l'industrie, est toujours restée faible (10). Les milieux industriels juifs sont en effet très opposés aux principes du capitalisme d'Etat qu'elle qu'en soit la forme; et des opérations ayant pour but de rendre l'Agence juive propriétaire d'établissements industriels

(10) L'Agence juive a déployé une grande activité en matière d'investissements et de services sociaux. Le Fonds National Juif était chargé d'acquérir des terres et s'est efforcé d'orienter vers l'agriculture des juifs qui avaient exercé d'autres professions, si bien qu'il y a eu un développement considérable de la culture des agrumes et de l'industrie laitière.

seraient mal vues. Par contre, le Fonds National Juif participe aux opérations courantes de crédit industriel en collaboration avec les banques palestiniennes privées.

L'essor industriel de la guerre (nous l'avons déjà montré) a été financé à ses débuts, principalement par les banques suivantes : Anglo Palestine Bank, Industrial Bank, Palestine Corporation Ltd, puis l'accumulation des liquidités a permis aux industries de devenir moins dépendantes des crédits bancaires, et au sortir des hostilités la situation de l'industrie au point de vue financement peut se résumer ainsi :

- Des réserves se sont accumulées pendant la guerre par suite des réparations différées et des profits considérables. Ces réserves sont prêtes à s'investir dès que le besoin s'en fera sentir.
- Des crédits à long terme sont plus faciles à obtenir, soit des institutions locales, soit des capitalistes juifs à l'étranger.
- Des entrepreneurs britanniques et américains manifestent de plus en plus le désir de coopérer avec les entreprises palestiniennes surtout depuis la guerre où l'industrie a subi un « boom » de développement.

Enfin, ajoutons que les grandes coopératives du pays (Hamachbir Hamerkasi et Solel-Boneh) manifestent leur intérêt pour l'industrie et acquièrent souvent des établissements entiers (11).

L'industrie juive dans la Palestine de 1948, n'est encore qu'un ensemble économique en majorité voué à la transformation et à la production de biens de consommation, qui tente de s'adapter, le boom passé, à la compétition internationale renaissante.

4^o Niveau de vie élevé :

La guerre, en même temps qu'elle contribuait à l'équilibre de la balance des paiements, a suscité un niveau de vie élevé, lié au « boom » de l'industrie.

Un retour à une conjoncture économique plus calme qui commence à se dessiner en 1948, pourrait bien nuire à ce niveau de vie dont le maintien du « statu quo » sera l'impératif politique des dirigeants du futur état d'Israël.

L'évolution du salaire et de l'emploi est décrit dans le tableau n° 3 qui montre les indices du salaire, de l'emploi et du coût de la vie. L'indice d'emploi a subi une augmentation d'environ 100 % entre 1939 et 1943, c'est-à-dire pendant les années de guerre et est ensuite tombé à 157 (1938-1939 = 100). Par rapport à 1939,

(11) Memento Economique, Palestine.

TABLEAU N° 3
EVOLUTION DES SALAIRES ET DE L'EMPLOI
DANS UN GROUPE CHOISI D'INDUSTRIES DE PRODUCTION
(Indice du salaire et de l'emploi : 1938-39 = 100)
(Indice du coût de la vie : août 1939 = 100)

Nombre d'individus employés		Salaires et traitements	Coût de la vie (au mois de janvier)
Année	Emploi		
1939	102	103	100
1940	114	119	118
1941	138	167	141
1942	176	304	194
1943	206	583	232
1944	196	664	237
1945	193	783	253
1946	184	875	267
1947	157	831	271

Source : NATHAN, GASS et CREAMER, *op. cit.*, p. 220.

TABLEAU N° 4
CIRCULATION FIDUCIAIRE EN PALESTINE

Année	En millions de L.P.
Février 1937.....	4,2
» 1939.....	7,6
» 1940.....	9,7
» 1941.....	12,3
» 1942.....	22,4
» 1943.....	33,2
» 1944.....	38,2
» 1945.....	43,6
» 1946.....	39,4
» 1947.....	40,1

Source : NATHAN, GASS et CREAMER, *op. cit.*, p. 220.

l'indice du salaire était 8 fois plus élevé en 1947, aussi le coût de la vie a été multiplié par 2,7 pendant la même période. Ces chiffres signifient un niveau de vie élevé par rapport aux années précédentes.

Le tableau n° 4 permet de montrer l'évolution de la circulation fiduciaire en Palestine.

TABLEAU N° 5

BILAN DES DÉPENSES DES INSTITUTIONS NATIONALES JUIVES EN PALESTINE
(en millions de livres palestiniennes)

	De 1917 à 1944		De 1945 à 1947	
	1.000 L.P.	%	1.000 L.P.	%
Colonisation agricole	14.302	40,1	10.701	27,7
Services sociaux	10.299	28,6	9.017	23,3
Immigration	2.854	7,8	5.596	14,2
Organisation et sécurité	2.898	7,8	4.227	10,9
Colonisation urbaine, commerce et industrie	2.390	6,4	1.114	2,8
Travaux publics et logement	1.817	5,0	4.644	11,9
Administration générale	1.192	4,3	3.280	9,2
TOTAL....	35.620	100	38.579	100

Dans le budget s'étalant sur la plus longue période de 1917 à 1944 (voir tableau n° 5), on constate que 40,1 % au moins des sommes dépensées ont été affectés à la colonisation agricole et que l'on pourrait très valablement grouper avec le pourcentage afférant aux travaux publics, au logement, et, probablement, avec une part importante du budget de l'organisation et de la sécurité. Par contre, la part de la colonisation urbaine et des investissements de style capitaliste est fort modeste.

E. — *La politique économique d'Israël au moment de l'indépendance*

Une balance des comptes, fondée sur la philanthropie de l'étranger, niveau de vie artificiellement élevé, une industrie qui tente de conserver les gains qu'elle a acquis au cours de la guerre, une agriculture de riches dans un pays pauvre, le tableau est sombre et il ne paraît pas que la Palestine juive, à l'aube de l'indépendance, puisse décemment accueillir de nouveaux immigrants. Mais l'immigration n'est pas un fait nouveau pour Israël et en dépit de son ampleur, les leaders Sionistes de la Palestine juive ne modifieront point leur doctrine quasi officielle de l'intégration de l'immigration.

Car, la principale difficulté d'ordre économique à laquelle l'Etat d'Israël a dû faire face depuis sa création a été l'absorption d'une immigration massive. Il fallait augmenter la production du pays et surtout la production agricole et industrielle. Pour obtenir ces résultats, des investissements importants ont été nécessaires. Ils ont été financés en grande partie, par des capitaux étrangers et, pour une moindre part, par des capitaux d'origine locale.

L'accroissement des revenus consécutif à l'augmentation de la capacité de production, la nécessité d'importer des biens d'équipement en grandes quantités et le maintien de la consommation à son niveau antérieur pendant quelques années ont compromis l'équilibre de la balance des paiements, facteurs auxquels est venu s'ajouter un autre élément, à savoir l'ampleur des dépenses relatives à la défense nationale, ont exercé de sérieuses pressions inflationnistes.

Le Premier Ministre de l'Etat, M. Ben-Gourion a écrit : « La création de l'Etat transformera la population juive en un peuple souverain, responsable lui-même de sa sécurité et de son existence. Ce ne sont pas les Nations-Unies qui ont créé et maintenu l'Etat d'Israël. Elles ont simplement décidé du principe de son établissement. Elles ne l'ont pas défendu lorsque dès sa naissance, il fut attaqué ».

Les conditions dans lesquelles s'est effectuée la création du jeune Etat, ont obligé les autorités israéliennes, dans le but de renforcer l'indépendance, à déterminer un ordre de priorité pour les diverses dépenses d'investissements et à tenir compte des cinq critères suivants :

- immigration massive ;
- boycott économique des pays arabes ;
- dépendance à l'égard de l'aide financière extérieure ;
- importance des dépenses militaires ;
- importance du secteur industriel ouvrier.

PREMIÈRE PARTIE

**Facteurs déterminants
du choix des investissements
en Israël**

CHAPITRE PREMIER

LE CHOIX DES INVESTISSEMENTS DÉPEND DES RESSOURCES PRODUCTIVES

L'inventaire détaillé des ressources économiques existantes du pays ou de la région considérés, qui s'est déjà avéré nécessaire pour la détermination du quantum minimum de capital social fixe, va se révéler une fois encore indispensable pour fournir les bases des premiers critères du choix des investissements. Il permettra en effet, de distinguer facteurs rares et facteurs abondants de l'économie et d'établir une échelle préférentielle des investissements en fonction du fait qu'ils épargnent un ou des facteurs rares, ou mieux encore, qu'ils tendent à guérir l'économie du déséquilibre né de cette rareté (1).

Leur rôle est évident ; il va de soi que les données naturelles comme les données humaines et les données techniques commandent la constitution du quantum et la politique de développement.

De façon très générale, il faut d'abord noter qu'ils indiquent quels sont les secteurs vers lesquels diriger les investissements en économie développée ou sous-développée. Il est évident que cela dépendra des ressources propres à chaque pays, de ses structures démographiques, économiques et sociales.

Section I

Ressources naturelles

Les données naturelles tiennent au relief, au climat, au régime des eaux, à l'existence et à la répartition des ressources en matières premières, aussi bien quantitatives que qualitatives.

(1) Pierre FONTANEAU, *Essais sur les investissements*, p. 231, librairie Ferraris, Alger, 1957.

Dans une première section, nous essayerons de poser l'état actuel du facteur naturel. Nous nous intéresserons ainsi successivement aux facteurs climatiques et aux ressources en eau ; nous examinerons ensuite les ressources du sous-sol.

Sous-Section I. — Facteurs atmosphériques et climatiques Ressources en eau

A. — Le climat

Si l'on déduit le climat de la latitude, on classe Israël dans la zone subtropicale, puisque le pays se trouve entre 29°30' et 33°15' de latitude nord. Mais cette donnée mérite quelques correctifs. En effet, les vents de la Méditerranée y sont en fréquents conflits avec ceux du désert ; il en résulte des températures moyennes douces (20,4° à Tel-Aviv, 17° à Jérusalem). Il convient aussi de faire une exception pour la vallée du Jourdain, où les vents modérateurs ne peuvent pas exercer leur influence, si bien que les étés y sont étouffants. Le Néguev, d'autre part, a un climat désertique. Une autre différence résulte encore de l'altitude, puisque les côtés s'échellonnent de — 400 à 1.200 mètres environ.

Israël est un terrain de lutte entre les influences maritimes de l'Ouest et désertiques du Sud et de l'Est (2). Dans l'ensemble, c'est bien un climat méditerranéen au ciel lumineux et pur, avec un été brûlant et sec de mai à septembre ; l'hiver est doux et humide d'octobre en avril, c'est la saison des cyclones. Les saisons de transition, très brèves, sont marquées par un vent d'Est chaud et sec : le Kkamsin», et parfois par des pluies diluviennes dans le Nord-Est du pays, pouvant causer des dégâts considérables. Les influences désertiques rendent ce climat continental : les amplitudes thermiques sont fortes, les changements de temps brusques, les pluies de convection fréquentes. Les précipitations se trouvent très inégalement réparties dans l'espace comme dans le temps : l'aridité croît rapidement vers le Sud et l'Est, varie fort d'une année à l'autre. Ainsi, la tranche moyenne annuelle de pluie est en haute Galilée de 1.000 millimètres, à Haïfa de 652, à Jéricho de 190 et de 25 en certains points du Néguev. La pluie n'a d'ailleurs jamais été pour l'israélien un phénomène ordinaire, mais une bénédiction. Aussi le problème de l'eau a toujours été fondamental dans la vie du pays, seules les ressources en eaux abondantes peuvent assurer une sécurité relative à l'agriculture.

(2) Jean GOTHMAN, *Études sur l'État d'Israël et le Moyen Orient*, p. 16.

Deux saisons partagent l'année ; la saison des pluies en hiver va d'octobre à fin avril. Si elle compte 200 jours, il convient de remarquer que le nombre annuel des jours effectivement pluvieux n'est pas aussi élevé puisque les statistiques indiquent 65 jours à Haïfa, 60 jours à Tel-Aviv, 59 jours à Jérusalem. L'été est la saison sèche et plus chaude. Cependant, même en cette période, la plaine côtière jouit d'un climat assez humide.

B. — *Hydrographie et ressources en eau*

Les ressources en eau de surface ont toujours été insuffisantes. La seule grande rivière est le Jourdain qui n'offre aucun intérêt pour la navigation : dans sa plus grande partie, il parcourt une région désolée et il débouche dans une mer fermée ; de plus, une partie seulement de son cours est en territoire israélien. Ses principaux affluents sont le Yarmouk, la Zarka et le Jolud.

Les rivières qui se dirigent vers la Méditerranée ont une région torrentielle. Ainsi, le Kichon, aux environs de Haïfa et le Yarkon, au nord de Tel-Aviv, sont souvent secs en été et gonflés par des pluies subites en hiver.

Le lac de Tibériade équivaut environ à deux fois celui de Zurich, et la Mer Morte est grande comme deux lacs Léman. Jadis, la dépression du Ghor au Sud du lac de Tibériade, était occupée par une grande nappe d'eau salée. La Mer Morte n'en est qu'un vestige. Elle possède comme on le sait, une salure forte due à l'évaporation, et des sources thermales riches en sels minéraux qui suintent le long de ses bords.

Les sources importantes sont rares dans les régions les plus arides, où l'on en a le plus besoin. On n'obtient pas grand chose à recueillir les eaux de ruissellement dans des citernes ou des bassins. Aussi, depuis toujours, l'Israélien s'est adressé aux nappes d'eau souterraines, mais ici, le résultat dépend de la technique dont il dispose.

Donc, les nappes d'eau souterraines, les sources, les rivières et les ruisseaux du pays sont rares et de faible débit. Du reste, le pays ne les utilise pas encore à plein. Mais le plus grand problème de l'approvisionnement en ce qui concerne les espaces du Sud consiste à trouver le moyen de purifier l'eau de mer de ses sels. Le grand problème qui s'impose à la science juive (3) est la découverte d'un procédé pratique et bon marché pour la distillation de l'eau de mer, afin qu'on puisse irriguer les terres arides du Néguev car sous un tel climat, les possibilités agricoles sont fonction de l'eau. L'eau est l'indice de la croissance foudroyante d'Israël. En dix ans, la consommation est passée de 350 à 1.350 millions de m³ par an.

(3) David BEN-GOURION, *Le peuple et l'Etat d'Israël*.

Ici, on ne calcule pas le rendement agricole par rapport à la surface du sol, mais par rapport au volume d'eau : tant de blé au mètre cube et non à l'hectare.

C. — *Le climat et les eaux du Néguev*

Partout les températures moyennes sont élevées : à Beersheba 26° en août et 12° en janvier (amplitude 14°) ; pour S'dom, 31° en juillet et 15° en janvier (amplitude 16°). L'amplitude annuelle croît vers l'Est, mais ces moyennes ne nous renseignent qu'imparfaitement sur les traits originaux du climat. En effet, la brise de mer rafraîchit la plaine côtière et les hauteurs du Néguev durant les après-midi d'été ; le « Khamsin » (ce vent d'Est) peut, surtout en automne et au printemps, élever la température au-dessus de 40° : c'est ainsi qu'on peut monter à 41° à Oron, à 46° à Eilath, à 48° à S'dom.

Les précipitations, de type méditerranéen et généralement faibles, diminuent rapidement vers l'Est et se font extrêmement rares dans la dépression de la Mer Morte. Beersheba reçoit 200 millimètres de pluie ; S'dom de 50 à 75 ; la durée de la saison sèche dure six mois à Beersheba (de mai à octobre), huit mois à S'dom (de mars à octobre).

Les pluies diminuent aussi vers le Sud ; si les plissements du Néguev reçoivent encore de 100 à 150 millimètres, il tombe moins de 50 millimètres dans le Néguev tabulaire jusqu'à Eilath. Quand viennent ces rares pluies du Sud et de l'Est, elles sont si soudaines et torrentielles que le sol assoiffé ne peut les absorber : la plupart des eaux se rassemblent alors dans le lit des oueds et se précipitent vers la dépression de la Mer Morte.

L'humidité relative est cependant assez forte : de 63 à 77 % près de Gaza, sur la côte ; elle diminue rapidement vers l'Est et le Sud, dans la région d'Eilath, sur la côte de la Mer Rouge, de là l'importance des rosées, précipitations occultes qui apportent un complément d'humidité vite bu par le sol.

Au total, le dessèchement l'emporte de beaucoup sur les facteurs humidifiants : c'est son influence qui donne au Nord du Néguev un caractère steppique, et au Sud, l'aspect d'un véritable désert.

Seule, la région du Néguev, au Sud d'une ligne Gaza-Hébron, demeure sans eau, mais on a à peine effectué quelques forages dans ce district encore inconnu.

Ainsi dans les différentes parties du pays, la nature pose diversement le problème de l'irrigation, et l'homme doit s'adapter à chacun des cadres régionaux.

D. — *Les régions agricoles*

Nous allons essayer de délimiter les grandes régions agricoles d'Israël d'après le relief, l'aridité et la nature du sol (4).

La première de ces grandes régions, la plaine côtière, est partagée en deux par le Carmel ; au Sud, c'est la grande plaine qui s'élève vers l'Est et s'élargit vers le Sud ; l'aridité croît le long du littoral du Nord au Sud.

Très utile dans le Nord de la plaine, l'irrigation devient nécessaire et parfois indispensable vers le Sud ; le sous-sol recèle une riche nappe d'eau, le sol léger favorise les plantations d'agrumes. Au Nord du Carmel, la plaine dite de Haïfa-Acre est un peu moins aride, elle a de l'eau en quantité suffisante, un sol lourd mais fertile, l'irrigation y est encore très utile.

La montagne contraste vivement avec les riches plaines, bien arrosée, très accidentée, en partie calcaire, c'est une contrée de vie agricole très difficile ; à l'état naturel, Israël ne semble pas être la plantureuse contrée où coulent le lait et le miel, mais elle n'est pas non plus le pays désespérément aride que l'on a trop souvent tendance à imaginer. La mise en valeur de la Terre Sainte peut conduire à de grands résultats, mais à condition que l'homme organise, dans le but d'irriguer tout ce qui est irrigable, toutes les forces naturelles et économiques du pays.

La tolérance à la sécheresse, et la mesure dans laquelle les conditions locales pallient à l'aridité, détermineront le choix des cultures. Donc, la nécessité d'intégrer la conversion des sols et des eaux dans un programme général de développement, constitue l'un des thèmes centraux de tous les rapports nationaux. Elle implique la mise au point de programmes de travaux publics appropriés : des améliorations d'ordre technique sont également proposées en vue d'une utilisation plus efficace des zones de montagne et de transition. La structure des investissements et de la procédure envisagée pour l'agriculture reposerait donc sur un meilleur équilibre de l'utilisation des terres.

Israël a des caractéristiques topographiques et climatiques qui rendent l'application d'un plan de développement difficile.

Sous-Section II. — Ressources en matières premières

La Palestine a toujours eu la réputation d'un pays au sol pauvre. En effet, on ne tirait presque rien de son sol, si l'on exceptait la

(4) Jean GOTTMAN, *op. cit.*

Mer Morte fournissant de la potasse et d'autres matières premières utilisées dans l'industrie chimique, elle n'avait ni fer, ni métaux non ferreux, ni charbon, ni pétrole, ni forêts, ni coton, ni laine. Elle devait en somme importer presque toutes les matières premières nécessaires à son industrie.

Mais les prospections systématiques entreprises depuis 1948 par l'Institut Weizmann et l'Institut Géologique, ont permis de découvrir de très importants gisements de diverses natures, surtout dans le Néguev. La Mer Morte est riche en potasse et en brome et l'exploitation de ces richesses a été considérablement intensifiée. Les dépôts minéraux de la Mer Morte sont estimés comme suit :

Millions de tonnes

Chlorure de potassium	2.000
Bromure de magnésium	930
Chlorure de sodium	11.000
Chlorure de magnésium	22.000
Chlorure de calcium	6.000

Une autre richesse naturelle énorme est le désert du Néguev, dont l'exploitation est centralisée par « Mahzevi Israël » (industries Minières Israéliennes) et par une compagnie subsidiaire qui s'occupe spécialement des phosphates, Israël est un des rares pays possédant à la fois de la potasse et des phosphates. Les principales mines de ces derniers se trouvent au Vadi-Rohiba, au Sud du Grand Mahtesh. Les pierres de phosphates sont transportées par camion à Haïfa, où on les transforme en engrais chimique.

Depuis 1950, on extrait dans le Grand Mahtesh, du sable de verre de haute qualité. Non seulement on a pu ainsi arrêter toute importation de cette matière première, mais les besoins du pays atteignant quelques 40.000 tonnes par an et l'extraction s'élevant déjà à 100.000 tonnes, on espère pouvoir exporter les surplus. Le fer a été découvert d'abord, dans le Grand Mahtesh, et récemment on a trouvé des gisements plus importants au Vadi Faran, dans le Néguev central.

Le minerai de cuivre de Timna, à 30 km au Nord d'Eilath, comporte un pourcentage satisfaisant de métal pur. Des quantités importantes de ce minerai ont déjà été expédiées à l'étranger. Une usine est déjà construite en Israël, sa production est évaluée à environ 10.000 tonnes de cuivre par an, dont la majeure partie pourra être exportée.

A environ 5 km, à l'ouest de dépôts de cuivre, on a découvert des gisements de manganèse dont le minerai est riche à 40 %.

Cependant une difficulté réside dans le fait que le manganèse se trouve mélangé à du cuivre. La séparation peut être obtenue en laboratoire par électrolyse ; on cherche, toutefois, une méthode plus intéressante à l'échelle industrielle.

Le Néguev fournit de la glaise d'excellente qualité, qui convient à la fabrication de céramiques et de briques. L'Etat a économisé un million de dollars en cessant d'importer du sable de verre et en important moins de glaise.

Grâce à la présence de grandes quantités de felds-path, on se propose d'élargir l'industrie céramique. Dans la région d'Eilath où on en trouve, il y a aussi du mica, nécessaire à l'industrie électrique et qui manque actuellement sur le marché mondial.

Du côté de Haïfa on a découvert des dépôts de kaolin à porcelaine. C'est aussi dans le Néguev et dans la vallée du Jourdain que se trouvent les gisements de naphte les plus prometteurs. Pour faciliter l'exportation et la production de naphte et de gaz, une loi promulguée en août 1952 en a attribué tous les droits à l'Etat, en précisant les conditions de concession qui permettraient aux investissements étrangers de participer à égalité avec des capitaux nationaux.

La prospection du Néguev n'en est qu'à ses débuts et déjà, les résultats acquis sont considérables. Il est permis de s'attendre à d'autres découvertes substantielles propres à révolutionner la vie industrielle du pays.

Sous-Section III. — Insuffisance en ressources naturelles

L'eau et l'énergie sont deux éléments essentiels qui font défaut dans ce pays, même dans le Nord, et qui semblent totalement inexistantes dans le Sud. « Il y a sûrement des ressources abondantes en eau et en énergie que nous n'avons pas exploitées jusqu'à ce jour, car nous ne savions comment le faire mais ce que nous ignorions encore hier, peut-être le connaissons-nous demain » (5).

Presque tous les pays évolués sont situés dans la zone tempérée où l'eau est naturellement bien répartie et ne demande pas de très grands aménagements pour être une matière économiquement utilisable. Tel n'est pas actuellement le cas en Israël. Pour être utile et même simplement pour ne pas être un instrument de destruction des efforts entrepris, l'eau dans un pays doit généralement être, soit contrôlée, soit dirigée vers des régions où elle n'aboutit pas normalement ; ces travaux de contrôle et d'adduction des eaux, ainsi que

(5) David BEN-GOURION, *op. cit.*

d'irrigation représentent presque toujours d'énormes frais, tant pour leur constitution que pour leur entretien ; mais ils doivent être cependant réalisés dans les premières étapes du développement car ils constituent les préliminaires de toute amélioration dans le secteur agricole.

Israël se trouve géographiquement parmi des pays qui sont les plus riches du monde dans leurs ressources de pétrole et d'eau.

Israël semble actuellement pauvre en ressources énergétiques pas de houille, pas assez de pétrole, son potentiel hydro-électrique est faible et ses ressources assurées de charbon sont très restreintes.

Une production importante d'énergie hydraulique est possible mais dépend d'un règlement politique sans cesse différé. Auparavant, les industries du Néguev tiraient leur énergie et leur combustible du mazout importé de l'étranger par Haïfa, ce qui implique des achats et des transports coûteux.

La production de pétrole d'Israël a atteint 147.000 tonnes en 1959 ; entre 1952 et 1959, 70 millions de livres israéliennes, soit 14 millions de livres anglaises, ont été dépensés pour la recherche.

Israël a consommé en 1959, 1.683.000 tonnes de produits finis (pour 1.523.000 en 1958).

Du pétrole a été trouvé à Heletz, au Nord-Est de Gaza, en septembre 1955, ce qui a stimulé pendant un certain temps le forage dans différentes parties du pays, mais devant l'insuccès l'intérêt a diminué et l'activité s'est trouvée ralentie vers la fin de 1957.

Actuellement, l'effort principal est axé sur le forage et le développement dans le champ de Heletz et sur le forage pour le gaz dans deux régions situées au Sud-Ouest de la Mer Morte et au Sud de Tel-Aviv. Mais la prospection a continué et des zones voisines de Ashkelon et dans le Néguev sont retenues pour le forage. Les réserves alors évaluées à environ 5 millions de tonnes, dont 40/50 % seraient récupérables, mais récemment deux nouveaux puits ont accru le potentiel du champ : Heletz n° 25 a trouvé un horizon de calcaire à 61 mètres au-dessous de la couche de sable productrice qui se présente généralement à 1.525 mètres, et le n° 26 a étendu les limites du champ à 1.300 mètres au Nord. Les producteurs sont « Lapidot Israël Oil Prospectors Corp. », créés en octobre 1959 pour reprendre les intérêts de « Israël Oil Prospectors », « Lapidot Israël Pétroleum Co » et « Matsada United Petroleum Drilling Co ». Les capitaux sont en partie israéliens (Mekorot, Solel-Boneh et d'autres sociétés) et en partie américains (dont Ampal American Israël Corp.).

Le gaz trouvé à Zohar et à Kidod, au Sud-Ouest de la Mer Morte constitue une autre ressource petite, mais valable. Le gaz Zohar contient plus de 97 % de méthane et les ressources évaluées sont équivalentes, en pouvoir calorifique, à un million de tonnes de

pétrole. Près de la réserve de gaz trouvée récemment à Kidod, à 5 km au Nord de Zohar — mais distincte de celle-ci — le puits découvert a produit 7 millions de pieds cubes par jour, ce qui équivaut à la production de deux des meilleurs puits de Zohar. Un forage est maintenant entrepris sur une autre structure, à Daya à 20 km au Sud-Ouest de Zohar. La Société qui opère dans cette région est la « Naphta Corporation » (dont le capital est israélien et américain, et comprend Mekorot et Ampal).

La production de gaz de Zohar et de Kidod va dépasser les besoins des usines de potasse de la Mer Morte à S'dom, auxquelles le gaz de Zohar avait été destiné à titre d'expérience, et d'autres débouchés font l'objet d'études parmi lesquels le centre phosphatier d'Oron, les villes de Beersheba et de Dimona et une nouvelle grande centrale électrique (utilisant jusqu'à 200.000 tonnes de fuel-oil par an) à Ashdod sur la Méditerranée, où un nouveau port doit être construit avec l'aide d'un prêt de 27 millions et demi de dollars de la Banque Mondiale.

La production locale de pétrole couvre maintenant 10% de la consommation du pays en produits pétroliers. La consommation israélienne s'est accrue de 10% en 1959. L'augmentation la plus sensible était celle du fuel, en hausse de 14%, qui atteint 942.500 tonnes, soit 56% de la demande totale. Le pétrole et l'électricité produite au moyen du pétrole sont pratiquement les seules sources d'énergie industrielle et domestique, en l'absence de charbon, de houille blanche ou de bois, et la « Palestine Electric Corp. » est l'un des plus gros consommateurs de fuel. La demande en kérosène s'est accrue de 8%, atteignant 194.000 tonnes, et la consommation de diesel de 12%, mais celle d'essence a légèrement diminué, passant de 188.000 à 186.000 tonnes.

Le problème de l'énergie est encore plus important que celui de l'eau. A mesure que la civilisation humaine s'enrichit et que les besoins de l'homme se multiplient, le besoin d'énergie s'accroît.

« Si nous désirons maintenir dans ce pays un degré élevé de civilisation, nous devons aspirer à avoir en Israël un degré de civilisation qui ne soit pas inférieur à la création de sources d'énergie, qui nous en fournissent les qualités nécessaires aux hommes, aux bêtes et aux objets : véhicules terrestres, aériens et maritimes, appareils d'éclairage et de communication et machines pour toutes les branches de l'économie, ainsi que pour tous les besoins de l'éducation et de la culture » (6).

Les jeunes savants israéliens ont déjà découvert par eux-mêmes le secret de la fabrication de l'eau lourde, l'un des éléments nécessaires au développement de l'énergie atomique. La construction du

(6) David BEN-GOURION, *op. cit.*

premier four atomique est déjà terminée, et permettra, au cours des dix prochaines années, de parvenir à la production d'énergie atomique, ce qui ouvrira des horizons nouveaux au développement économique en général, et la résurrection du Néguev en particulier.

Section II

Ressources humaines

Nous allons consacrer cette section à l'étude du facteur humain. Les problèmes démographiques revêtent, en effet en Israël, une acuité toute spéciale.

Durant les dix premières années, la population s'est multipliée par 2,5 et, en avril 1958 a dépassé deux millions d'habitants.

La composition de la population d'Israël, le 1^{er} janvier 1959 était la suivante :

	<i>Personnes</i>
Juifs	1.810.148
Musulmans	152.568
Chrétiens	47.612
Druzes	21.344
Total	2.031.672

En 1943, 51 % de la population palestinienne était arabe, en 1952, neuf habitants d'Israël sur dix étaient juifs dont huit étaient nés hors du pays. Quels sont les pays qui ont pu dire une fois dans leur histoire, qu'un de leurs habitants sur deux résidait sur le sol depuis moins de dix ans ? Que penser enfin de cet immense mouvement de population qui sans cesse, amène de nouveaux juifs en Israël ?

En 1850, ils n'étaient que 12.000 environ, ils sont aujourd'hui autour de 2 millions sur le sol national.

Nous examinerons ainsi le chiffre de la population et son accroissement naturel, nous nous arrêterons ensuite à la formation de la population au point de vue culturel et professionnel, nous verrons ensuite la structure de l'immigration.

Au 1^{er} janvier 1955, la population de l'Etat d'Israël était de 1.717.834 habitants. La densité s'élevait alors à 82 par km². Fin 1949, 1.170.000 personnes environ résidaient en Israël ; ce chiffre ne

représente que les 2/3 de celui de 1955. L'accroissement durant ces cinq années a donc été de 50 %, soit la moyenne de 10 % par an (7).

Sous-Section I. — Le mouvement naturel de la population

La pyramide des âges en Israël (tableau n° 6) présente un aspect satisfaisant : sa base est large et sa pointe effilée. Israël est un Etat très jeune, où la moyenne d'âge est de vingt-huit ans, ce qui signifie que chaque année une génération plus nombreuse débouche sur le marché du travail et devient apte à apporter sa contribution à la production collective.

TABLEAU N° 6

RÉPARTITION DE LA POPULATION ISRAËLIENNE PAR SEXE ET PAR ÂGE

		Population juive				Population non juive
		8-11-1948	31-12-1951	31-12-1954	31-12-1958	31-12-1958
SEXE	M	51,7	50,9	50,8	50,7	51,2
	F	48,3	49,1	49,2	49,3	48,8
		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
ÂGE	0-14	28,7	31,0	32,9	34,9	45,5
	15-39	44,4	40,0	37,0	35,3	35,7
	40-59	20,7	22,2	23,1	22,2	12,0
	60 + ...	6,2	6,8	7,0	7,6	6,8
		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
ÂGE MÉDIAN		27,7	26,5	26,0	25,5	16,9
ÂGE MOYEN		28,3	28,3	28,1	28,3	23,0

Source : *Statistical Abstract of Israel* : 1958-59, p. 21.

Le taux de natalité est élevé et se maintient à 28 % environ.

Ce facteur est spécialement actif chez les israéliens d'origine asiatique et africaine, il est plus atténué chez ceux qui viennent de Turquie, de Grèce, de Yougoslavie et d'Europe Occidentale ; il est plus bas encore chez ceux qui sont arrivés d'Europe Centrale. Cette

(7) Comme on s'en rendra compte plus loin, cette moyenne n'est que théorique. En fait, l'immigration a été beaucoup plus forte au début de cette période qu'à la fin.

capacité d'accroissement naturel, plus forte chez les orientaux, fera augmenter le pourcentage de ceux-ci parmi la population. On prévoit ainsi qu'une population mi-européenne, mi-orientale, en 1953, deviendra en 1975, un tiers ou un quart européenne pour deux tiers ou trois quarts orientale» (8).

La mortalité a diminué grâce aux progrès de la médecine et de l'hygiène, comme dans les autres pays. Le taux de mortalité est un peu inférieur à 7 %. Le taux de mortalité de la population juive est voisin des pays les plus avancés. L'espérance de vie à la naissance est de 70 ans.

Avec l'introduction des méthodes d'hygiène et d'une assurance médicale dans tout le pays, l'« expectation of life » est passée de 64,13 (hommes) et 65,87 (femmes) en 1942-1944 à 67,5 et 70,5 en 1954, ce qui place Israël en tête avec les autres pays avancés, tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, etc.

Les services de santé sont bien organisés. Israël peut soutenir la comparaison avec les pays les plus avancés d'Europe, en ce qui concerne la mortalité infantile qui est de 39 % environ, la mortalité en couches, la fréquence des maladies infectieuses, etc.

Ces résultats ont été obtenus malgré l'immigration massive sans contrôle sanitaire. Les immigrants ont progressivement rejoint le niveau de santé de l'ancienne population. Tous les nouveaux immigrants bénéficient automatiquement de l'assurance-santé ; un grand travail d'éducation a été entrepris en vue de leur donner des principes d'hygiène personnelle, de puériculture, etc. En 1957, le nombre des lits d'hôpital a atteint 6,6 pour 1.000 habitants et l'on comptait 22 médecins patentés pour 10.000 habitants, fait qui place Israël aussi au premier rang de tous les pays du monde (un médecin pour 435 habitants), après Israël viennent l'U.R.S.S. et la Nouvelle-Zélande avec un médecin pour 760 habitants.

Sous-Section II. — La formation de la population

La population d'un pays, ses données humaines influent sur le volume du capital social fixe d'une part, par sa quantité et sa réparation, d'autre part par sa qualité.

Pour ce qui est des travaux d'infrastructure économique, ils dépendent, en effet, davantage de la contexture géographique du pays, de son étendue ou de la concentration de ses points d'activité. Par contre, les données démographiques tant quantitatives que qualitatives orientent dans une large mesure le volume des

(8) Raphaël PATAL, *Israël between East and West*.

travaux d'infrastructure humaine, c'est-à-dire le nombre des écoles, des hôpitaux, des centres d'enseignement technique, etc.

De tous les facteurs de la production, l'homme est le seul qui présente le double caractère d'être à la fois facteur de production et but final de l'activité économique envisagée dans son ensemble.

Donc, en tant que facteur de production, c'est-à-dire en tant que fournisseur de travail, l'homme a besoin d'être, pour être une matière économique utilisable (9).

Il n'y a pas lieu d'insister sur le fait bien connu que la technique moderne nécessite des ouvriers spécialisés, des contre-maîtres, des ingénieurs, exactement comme elle nécessite la construction d'écoles, de centres d'enseignement technique et de formation professionnelle, en tant qu'ils redonnent à l'homme partie ou totalité de sa capacité productive.

C'est même là l'essentiel de l'argumentation développée par M. Gabriel Ardant (10) dans son récent ouvrage intitulé *Le monde en friche*, Paris, 1959. Les deux principales richesses qui, aux yeux de l'auteur se trouvent inexploitées dans les économies en état de sous-développement, sont représentées d'une part par la main-d'œuvre en *sous-emploi* et d'autre part, par la *réserve disponible d'intelligence inutilisée*.

Nous examinerons successivement la structure professionnelle et culturelle de la population.

A. — *Structure professionnelle*

Rien ne traduit mieux ce changement que l'évolution, en moins de vingt ans de la structure professionnelle de la population juive (tableau n° 7).

En dépit de l'immense effort qui, nous le verrons, a été tenté pour développer l'agriculture, c'est une population résolument urbaine qui vit dans la Palestine juive de 1947. Était-il dès lors possible d'imaginer et d'espérer que pareil pays puisse accueillir et « absorber » le flot d'immigrants qui allaient y déferler cinq ans durant ?

Notons que c'est dans les deux secteurs agriculture et construction qu'Israël a le besoin le plus intense de main-d'œuvre et qui sont représentées ici par les taux les plus faibles (respectivement 4,9 et 2,4 pour 1950 ; 5,6 et 2,2 pour 1951). On conçoit combien écrasante est la tâche de reconversion professionnelle permettant d'atteindre le pourcentage de 20 % d'agriculture établi par les planificateurs israéliens. Nous avons pu obtenir la statistique officielle

(9) F. PERROUX, Les coûts de l'homme et le sous-développement, Cahiers de l'I.S.E.A., Série F, p. 57.

(10) G. LEDUC, *Cours d'Economie d'Outre-Mer et du Développement* 4^e année, licence 1960-1961, p. 18.

TABLEAU N° 7

LA STRUCTURE PROFESSIONNELLE DE LA POPULATION JUIVE
(en pourcentage — 1931-1951)

Type d'activité	1931	1939	1943	1947	1950	1951
Agriculture	18,4	19,3	13,2	12,6	4,9	5,6
Industrie.....	21,9	18,7	29,0	26,5	38,1	30,3
Construction	7,6	7,3	9,2	8,7	2,4	2,2
Commerce et banque	16,3	17,2	14,6	19,4	15,7	22,6
Transports et communications	5,0	4,7	3,8	6,3		
Professions libérales	11,1	10,4	7,6	10,7		
Employés, fonctionnaires, services personnel	7,1	17,2	19,8	15,8	30,6	28,1
Autres activités	12,6	5,2	2,8	—	6,3	11,2

suiivante qui nous donne l'état de la population active en Israël, au mois de juin 1954 :

	Milliers	%
Agricultures, forêts et pêcheries ...	102,2	18,2
Manufactures et industries	135,9	24,2
Construction, travaux publics	53,9	9,6
Transports, communications	35,9	6,4
Commerce et banque	68,5	12,2
Education, santé	55,0	9,8
Administration, autre services publics et privés	110,0	19,6
	561,4	100,0

La formule « From ship to farm » permettait aux nouveaux arrivants de s'intégrer immédiatement dans la vie productive du pays. Chaque famille d'immigrants s'installait immédiatement sur « sa terre » composée d'une maison et de huit dunams de terre irriguée.

B. — Structure culturelle

La population d'Israël est un échantillonnage de tous les groupes du peuple juif qui unifie la tradition ancestrale, le souvenir d'expériences analogues dans la Diaspora et une aspiration commune à une vie indépendante. Cependant, aussi rapidement que puisse s'accomplir cette unification, la différence des origines se fait toujours sentir dans la multiplicité des langues, dans la variété vestimentaire, la manière de vivre, les usages, l'attitude religieuse.

N'empêche que l'unité fondamentale de la nation s'affirme de façon toujours plus marquée dans le processus d'intégration culturelle. La première et principale étape est celle de l'unification de la langue. La lutte pour la restauration de l'hébreu en tant que langue vivante était déjà menée avec succès avant la fondation de l'Etat.

En Israël, l'analphabétisme ne dépasse pas 6%, alors qu'il atteint entre 50 et 90% dans la plupart des pays sous-développés d'Asie ou d'Afrique; les statistiques de l'U.N.E.S.C.O. nous apprennent qu'Israël est en tête des nations pour la consommation par tête en matière de théâtre, concerts, livres, imprimés, etc. Lorsqu'un pays témoigne d'un pareil niveau de culture générale, il dispose du même coup d'une capacité d'adaptation aux besoins de la collectivité qui représente l'élément le plus efficace en vue de l'expansion économique générale. L'expérience d'Israël nous montre la nécessité de lutter avec plus de vigueur et d'énergie contre l'analphabétisme, de former des travailleurs qualifiés dans l'agriculture d'abord, et ainsi que dans l'industrie. Autre nécessité, la formation de techniciens et d'ingénieurs qui permettront de tenir ce pays neuf au courant de l'évolution des techniques dans les pays industrialisés et d'y multiplier les centres de formation accélérée ou de reclassement pour la population nouvellement venue (afin qu'elle ne se concentre pas dans certaines activités plus ou moins stériles et qui ne sont pas en rapport avec les besoins de la collectivité, mais soit au contraire orientée et canalisée vers les secteurs les plus liés à la croissance recherchée).

La raison du succès remarquable du développement économique en Israël doit être cherchée dans le niveau de culture et de formation générale de la population, qui apparaît comme l'élément spécifique de la réalité israélienne.

Le progrès dans l'éducation, c'est une sorte d'investissement qui ne peut être rangé dans les catégories matérielles bien que son importance à longue échéance soit peut-être plus grande; ce sont les investissements dans le domaine humain. Le Gouvernement a dépensé en effet beaucoup pour élever le niveau de l'instruction et de la santé.

L'activité de ses services d'éducation s'est étendue considérablement depuis quelques années. Le nombre des élèves est passé de 108.000 en 1949 à 357.000 en 1957. Les écoles agricoles comptent 6.400 élèves, les écoles professionnelles 6.500 et celles d'enseignement supérieur, près de 10.000 (voir plus loin). L'Aliya (11) des jeunes a éduqué et instruit 53.000 jeunes, soit un quart du nombre des enfants ayant immigré dans le pays, et prend soin aujourd'hui de 13.000 garçons et filles.

(11) Aliya = immigration en hébreu.

Les réalisations dans le domaine des sciences et de la recherche, de la langue, de la littérature et des arts sont loin d'être négligeables. Les instituts de recherche israéliens sont actifs et permettent de répandre les connaissances professionnelles et d'élever les capacités scientifiques et techniques de la population. En quelques années, ils ont acquis une réputation dans le monde scientifique. Une enquête publiée par l'U.N.E.S.C.O., en 1956, a témoigné que 1.200 livres en moyenne se publient annuellement en Israël, ce qui constitue une des proportions les plus élevées du monde.

Une caractéristique importante du développement économique d'Israël est la combinaison du plan scientifique et du plan pratique et industriel. C'est ainsi que l'Université Hébraïque de Jérusalem (4.500 étudiants) dont la haute qualité scientifique n'est pas contestée et qui travaille depuis dix ans dans des conditions extrêmement difficiles, ne dédaigne pas de s'occuper du problème tel que la taille des diamants. De même, à l'Institut Weizmann, remarquable organisme de recherche scientifique situé à Rehovoth, à une trentaine de kilomètres de Tel-Aviv, l'équipement expérimental nucléaire a été utilisé notamment pour la prospection géologique du Néguev ; on y fabrique un oxygène lourd d'une qualité telle qu'il est vendu un peu partout dans le monde. Enfin, au Technion, Institut Polytechnique d'Israël à Haïfa (2.300 étudiants), on procède à des recherches et à des travaux de toute sorte, telles que par exemple des missions d'études d'aérodynamique demandées par l'aviation américaine.

Ajoutons en passant que l'élément culturel est loin d'être négligé et que, dans les grandes villes aussi bien que dans les plus petits kibboutzim (12), on trouve des institutions culturelles (théâtres, concerts, etc.).

Sous-Section III. — La structure de l'immigration en Israël

La déclaration d'indépendance, du 14 mai 1948, précise : « L'Etat d'Israël sera ouvert à l'immigration des Juifs de tous les pays » « chaque juif a le droit d'immigrer en Israël », stipule la loi du retour du 5 juillet 1950. La proclamation de l'Etat d'Israël a suscité une profonde émotion dans les communautés juives du monde entier. La patrie que l'on réclamait depuis deux millénaires dans les prières était ressuscitée. Les camps de réfugiés d'Europe se vidaient vers Israël. Encore des réfugiés accouraient d'Aden, du Yémen, d'Irak.

(12) Kibboutzim = le pluriel de kibboutz en hébreu.

Des Juifs arrivaient aussi de Roumanie et de Bulgarie. Les juifs des pays musulmans abandonnaient à vil prix, tous leurs biens et prenaient le chemin d'Israël. Au total, de 73 pays différents, des Juifs accouraient vers la terre promise. Cet élan se maintint durant plusieurs années. Il conférait une extraordinaire animation aux ports de Haïfa et de Tel-Aviv-Jaffa. Entre 1948 et 1951, l'afflux quotidien moyen était de 590 personnes, soit 25 nouveaux arrivants à l'heure, jour et nuit pendant trois ans. Du 15 mai 1948 au 31 décembre 1954, plus de 735.000 Juifs sont entrés en Israël.

A. — *Structure par âge et par sexe*

Sexe :

On a souvent écrit que les migrations juives où qu'elles aient pu se diriger dans le passé (par exemple : émigration polonaise vers les U.S.A.) étaient les migrations qui comportaient le pourcentage le plus élevé d'immigrants du sexe féminin : l'« Exode » de la Bible est souvent considéré, c'est un thème bien connu, comme le schéma typique des migrations juives (migrations de familles et non d'individus).

Cette caractéristique réelle de l'immigration juive se retrouve en Israël, et au fur et à mesure que les années s'écoulent, le nombre de femmes immigrant l'emporte peu à peu, sans que toutefois, le pourcentage de 1951, en dépit de la transplantation quasi complète de communautés juives entières, soit supérieur à celui, il est vrai exceptionnel, de 1936.

Au cours de l'année 1950, l'élément féminin était la nette minorité chez les immigrants originaires d'Asie ou d'Afrique ; Iran et Irak 857‰, Tunisie, Algérie, Maroc 754‰ — sauf le cas de transplantation générale de ces immigrants — Yémen 1.097‰ ; Libye 1.188‰. Les femmes prédominent chez les immigrants issus d'Europe : 1.117 femmes pour 1.000 hommes. Les pays de démocratie populaire se montrent plus libéraux pour accorder le visa de sortie aux femmes, par exemple la Roumanie 1.190‰. Bien entendu, l'année 1950 n'a été choisie qu'à titre d'année témoin de ces caractéristiques se maintiennent d'une année à l'autre ; ainsi, en 1951 la représentation des femmes atteignait chez les immigrants 1.375‰ tandis qu'elle n'était toujours que de 729‰ pour les immigrants issus du Maroc.

Age : (voir tableau n° 8).

0 à 14. — Plus forte représentation de cette classe d'âges en 1951 (31,7 %) qu'en 1948 (21,6 %).

15 à 44. — Elle est la classe la plus intéressante quant au présent israélien, démographique et économique. En 1948, 59,2 %

TABLEAU N° 8

STRUCTURE PAR AGE ET PAR SEXE DE L'IMMIGRATION JUIVE EN ISRAËL

Ages	% 1918		% 1948		% 1950		% 1951	
	M	F	M	F	M	F	M	F
0 à 4.....	5,5	5,2	6,5	6,1	5,6	5,3	5,8	5,4
5 à 9.....	2,1	2,0	3,7	3,6	4,1	3,9	5,4	5,0
10 à 14.....	3,6	3,2	4,2	3,8	4,7	4,2	5,3	4,8
15 à 19.....	7,4	5,8	4,8	4,1	5,3	4,5	5,2	4,7
20 à 24.....	8,1	7,1	5,0	5,3	4,4	4,3	3,8	4,3
25 à 29.....	7,5	6,2	5,9	5,7	3,1	4,2	2,9	3,7
30 à 34.....	4,8	4,2	4,3	3,8	2,9	3,6	2,2	2,6
35 à 39.....	4,8	3,3	4,5	3,5	3,4	3,8	2,2	2,9
40 à 44.....	3,7	2,9	3,5	3,0	4,1	3,9	2,6	3,2
45 à 49.....	2,7	2,0	2,5	2,3	3,2	3,2	2,5	2,8
50 à 54.....	1,8	1,5	2,0	2,0	2,9	3,1	2,7	3,2
55 à 59.....	1,0	0,9	1,3	1,3	2,1	1,8	2,1	2,3
60 à 64.....	0,7	0,7	1,2	1,4	1,5	1,6	1,7	2,0
65 à 70.....	0,3	0,4	0,8	0,8	0,9	0,9	1,2	1,5
70 et + ...	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6	1,0	1,1

des immigrants avaient de 15 à 39 ans et, seulement 34,5 % en 1951. L'élément minoritaire en 1948 (26,6 % pour 32,6 % d'hommes de cette classe) l'emporte en 1951 (18,2 % pour 16,3 %). Ce tassement de la « pyramide » de 1951, remarquable surtout chez les hommes, témoigne de la réticence des pays de démocratie populaire à laisser partir des individus productifs.

45 ans et au-dessus. — Représentation de plus en plus importante des immigrants de cette classe (massacres d'Europe).

L'accroissement de l'importance du groupe des individus âgés de 60 ans et plus est le suivant :

1948	2,7 %
1949	6,3 %
1950	7,3 %
1951	11,0 %

Sous l'effet de l'immigration, la répartition par âge de la population a évolué dans le même sens de renforcement des groupes d'âges au-dessous de 15 ans. Le tableau n° 9 ci-après permet de suivre l'évolution de la répartition juive par sexe et par âge entre 1928-1958.

La présence d'un grand pourcentage d'enfants dans les vagues d'immigration récentes aura une incidence très favorable sur le potentiel productif du pays dans les années à venir, mais à

TABLEAU N° 9
RÉPARTITION DE L'IMMIGRATION JUIVE PAR SEXE ET PAR AGE

		Palestine (a)		Israël			
		1928-48	1948-58	1948-51	1952-54	1955-57	1958
Sexe	M	53,1	50,5	50,7	50,4	49,9	49,2
	F	46,9	49,5	49,3	49,6	50,1	50,8
		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Age	0-14	18	30,7	28,3	36,0	38,3	34,2
	15-39	63	41,9	43,7	39,9	36,1	34,7
	40-59	13	20,6	20,8	17,3	20,1	24,2
	60 et + ...	6	6,8	7,2	6,8	5,5	6,9
		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Age médian			25,1	25,5	19,8	20,5	27,0

(a) Jusqu'au 14 mai 1948.

Source : M. SICRON P., 54 *Statistical Abstract of Israel*, 1958/59, p. 66-67.

court terme, l'absorption de contingents d'immigrants comprenant une forte proportion d'éléments dépendants, jeunes et vieux, constitue un grave problème pour les autorités qui s'efforcent de fournir aux nouveaux venus tous les services publics dont jouit la population déjà installée afin de faciliter leur intégration dans le nouveau milieu socio-économique.

B. — Structure professionnelle et culturelle

Les traits suivants dominaient et dominant encore la répartition professionnelle des juifs de la Diaspora :

- a) Un faible pourcentage engagé dans les secteur agricole.
- b) Une forte proportion occupée dans le commerce et le secteur financier.

c) En ce qui concerne l'industrie, une concentration dans le textile.

d) Une proportion non négligeable de juifs pratiquant des professions libérales ou faisant partie de l'administration publique.

Les réfugiés venaient en général, sans capitaux mais avec leur formation technique et leur volonté de travail : un homme de bonne culture générale, disposé à travailler, amortit en peu d'années l'outillage nécessaire à sa mise en état de produire.

Les immigrants arrivés en Israël avant 1955 appartenaient en 1960, à une catégorie professionnelle différente de celle dont ils relevaient à l'étranger.

C'est vers l'agriculture que se sont orientés les premiers immigrants juifs en Palestine. Les immigrants en Israël sont toujours venus dans leur grande majorité, de centres urbains et sans posséder de connaissances des problèmes ruraux.

Ce retour à la terre, qui constitue un des traits caractéristiques du reclassement professionnel des immigrants en Israël, a pris diverses formes, allant du village non coopératif (Moshava) à la colonie collectiviste (Kibboutz).

Après la création de l'Etat, les autorités publiques s'efforcèrent d'orienter vers le secteur rural une proportion aussi importante que possible de la vague massive d'immigrants. Cette politique, qui se poursuit toujours, est due à des nécessités socio-économiques ainsi qu'à des raisons d'ordre politique et stratégique. Il s'agit, en effet, non seulement d'augmenter la production agricole, afin de réduire le déficit commercial du pays, mais aussi de décongestionner les grands centres urbains et d'arriver à un meilleur équilibre entre la population urbaine et la population rurale. Il importe également de peupler des régions presque désertes, tel que le Néguev, et d'assurer la sécurité du pays par l'établissement d'un grand nombre de colonies le long des frontières.

Les colonies collectivistes, certes, auraient pu, en les dispensant des tâches de direction, accueillir ces immigrants s'ils n'avaient pas manifesté, en général, un certain détachement à l'égard de ce mode de vie. C'est une des raisons pour lesquelles, sans relâcher leur effort en vue de la création d'exploitations indépendantes, les autorités ont procédé à l'intégration d'un grand nombre d'immigrants dans l'agriculture en tant que salariés agricoles, travaillant dans les grandes exploitations administrées par le département de colonisation en collaboration avec les organisations d'agriculteurs. Ces exploitations pourront éventuellement dans quelques années être divisées en unités individuelles, lorsque les salariés en montreront le désir et seront capables de les gérer efficacement. 16 % environ des immigrants arrivés en Israël entre 1948 et 1954 s'orientaient vers le secteur agricole, et contribuaient dans une large mesure, à l'expansion remarquable obtenue entre 1948 et 1955. Plus de 40 % des travailleurs immigrant entre 1948 et 1953 étaient des artisans ou des ouvriers industriels.

La profession a changé de catégorie professionnelle et est passée notamment, de l'artisanat et de l'industrie à d'autres secteurs.

Les changements intervenus à l'intérieur des catégories professionnelles ne sont pas moins significatifs, surtout en ce qui concerne

la plus importante des catégories : industrie et artisanat. Les changements qui y sont survenus revêtent deux aspects principaux :

a) un passage « de l'atelier à l'usine », c'est-à-dire aux industries manufacturières modernes.

b) de nombreux changements de spécialités parmi les travailleurs industriels. Le groupe des industries : habillement, textile et alimentation est bien resté le premier du point de vue de l'effectif des travailleurs industriels juifs, mais la part relative de ce groupe a diminué sensiblement en Israël au profit d'autres industries de transformation et des industries de base : métallurgie, électricité, industries chimiques, matériaux de construction.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics a absorbé un cinquième des nouveaux immigrants. Le commerce vient, au deuxième rang, après l'industrie et l'artisanat.

D'autre part, ce faible pourcentage, n'est pas compensé — comme dans les économies évoluées ayant déjà subi un long processus d'industrialisation — par une haute productivité dans les secteurs industriels et agricoles. En effet, l'augmentation très rapide de la population dans un pays encore dépourvu d'infrastructure évoluée et d'équipement industriel adéquat, n'a pas pu être accompagné par des investissements massifs, propres à absorber une plus grande part de la main d'œuvre immigrante dans les secteurs « primaires » et « secondaires ». C'est pourquoi une fraction trop importante de l'immigration s'est dirigée vers des occupations tertiaires nécessitant des investissements relativement plus faibles.

Avant 1948, de nombreux immigrants étaient des travailleurs qualifiés et la situation de l'industrie était relativement bonne de ce point de vue, mais par la suite, la proportion d'immigrants qualifiés a diminué à la suite d'un changement de la répartition des nouveaux arrivants par pays d'origine. La plupart des nouveaux immigrants doivent recevoir une certaine formation avant de pouvoir être employés. De plus, le système égalitaire des salaires qui a pour effet de réduire l'écart entre les salaires des travailleurs qualifiés et ceux de la main-d'œuvre non spécialisée n'encourage pas les intéressés à acquérir une spécialisation. Il y a donc actuellement en Israël aussi une pénurie de personnel qualifié. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée, et l'insuffisance de la formation professionnelle, entraînent non seulement des goulots d'étranglement dans la production, des gaspillages de matériaux, une fabrication de qualité inférieure, mais encore la nécessité d'employer un plus grand nombre de travailleurs que dans les pays industrialisés, pour accomplir une opération donnée. Également, le choix de la méthode de production, peut aussi être influencé par la pénurie en personnel qualifié et en personnel de maîtrise.

L'immigration se poursuit actuellement à raison de 50 mille unités à 100 mille par an ; il est très vraisemblable que la population atteindra trois millions d'habitants à la fin de la prochaine décennie. L'objectif final envisagé à plus longue échéance et considéré comme le maximum économiquement supportable pour le pays est de l'ordre de 5 millions d'habitants.

Il va de soi que toute la structure économique et financière du pays est conditionnée par cette immigration massive et continue. Les possibilités de l'immigration dépendent précisément de la réussite du programme d'investissements. La répartition de la population dans les différentes branches de l'économie, l'importance des investissements, le volume des importations dépendent de facteurs imprévisibles.

Section III

Ressources en capitaux

Le premier devoir d'un pays préoccupé de son développement est de commencer par tirer le maximum des ressources naturelles et humaines dont il dispose sur son territoire, et, par conséquent, d'assurer le financement de leurs utilisations. Le problème fondamental est celui du capital. Le capital joue un rôle très important dans le développement ; il s'agit de financer les techniques nouvelles. Il arrive souvent que, dans les pays insuffisamment développés, les producteurs soient trop pauvres pour se procurer les biens d'équipement nécessaires, même ceux relativement bon marché, comme par exemple, dans l'agriculture, les semences améliorées, les insecticides ou les engrais.

Dans certains pays sous-développés, la thésaurisation est importante. Dans quelque pays d'Orient, les réserves d'or détenues par les particuliers atteindraient 10 % du revenu national (13). Ces sommes pourraient être affectées utilement au développement de la région. Cependant, il est souvent très difficile de les atteindre. De plus, ce mode de financement ne répond plus au cas qui nous occupe. Nous savons, en effet, que les « immigrants-possédants » ont souvent déjà placé leurs fonds à des fins productives et que les vagues plus récentes et plus importantes comprenaient beaucoup de « non-possédants ». Ce n'est donc pas par cette voie que le développement d'Israël a pu obtenir des investissements de quelque ampleur.

(13) Nations-Unies, Rapport d'un groupe d'experts sur les mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés.

Il y a trois sources principales de capitaux dans l'économie du pays, à savoir :

- l'épargne privée ;
 - les capitaux publics ;
 - l'importation nette de capitaux en provenance de l'étranger.
- Nous traiterons successivement chacune de ces trois ressources en capitaux.

Sous-Section I. — L'épargne privée

L'épargne joue, dans les pays insuffisamment développés, un rôle très utile. D'une part, les revenus qui vont à l'épargne diminuent d'autant la consommation et, augmentent d'autant les exportations ou diminuent d'une manière égale les importations de consommation. De plus, l'épargne destinée à l'investissement, contribue à la mise en valeur du pays. On comprend dès lors, le souci qu'a l'Etat d'Israël de permettre aux agglomérations les plus isolées de profiter de l'épargne. Cependant, le peuple israélien veut un niveau de vie assez élevé. D'autre part les besoins en capitaux sont très grands. L'épargne ne peut fournir ainsi qu'une modique contribution au développement du pays.

Il est vrai que l'on peut réduire la consommation de façon autoritaire et augmenter de cette façon l'épargne. On agit alors, par l'entremise du système fiscal. On sait, à ce propos, que la charge fiscale est lourde en Israël.

Les sources privées de financement sont constituées par deux sortes d'épargne : l'épargne spontanée et l'épargne forcée, c'est-à-dire cette part du revenu individuel ou social provenant de la production courante qui n'est pas dépensée pour la consommation courante. Leur importance respective s'est considérablement modifiée depuis le xix^e siècle.

A. — L'épargne spontanée

Elle a été l'objet presque exclusif d'études de la part des économistes libéraux du xix^e siècle et du début du xx^e siècle.

Pour eux, l'épargne est la différence entre le revenu monétaire et la dépense de consommation. L'épargne individuelle résulte d'un choix entre consommation et non-consommation. Elle est simplement l'expression inverse de la consommation individuelle. Sa décision sur le niveau de la dépense de consommation est en même temps une décision sur le revenu (positif ou négatif) de l'épargne anticipée (exante).

Le tableau n° 10 ci-après nous montre que l'épargne privée est négative jusqu'en 1956, mais qu'à partir de cette date, il y a eu une augmentation de l'épargne privée en Israël, grâce d'une part aux actions émises par la Compagnie d'électricité israélienne ou aux autres émissions qui apparurent sur le marché financier, grâce aussi aux versements des caisses d'assurances ou des systèmes de pensions et de retraites.

TABLEAU N° 10

L'ÉPARGNE PRIVÉE — EN PRIX COURANT
en livres israéliennes et en pourcentage (par an)

	1955	1956	1957	1958	1955	1956	1957	1958
<i>En millions L.I.</i>								
1) Le total des recettes privées (compris des bénéfices non distribués)	1.546	1.828	2.225	2.549	100 %	100 %	100 %	100 %
2) Le total de la consommation privée .	1.644	1.855	2.213	2.523	106,3	101,5	99,5	99,
3) L'épargne privée (2-1).....	— 98	— 27	+ 12	+ 26	— 6,3	— 1,5	0,5	1,0
<i>L'épargne par une personne en L.I.</i>								
4) La population en milliers	1.750	1.829	1.930	2.000				
5) La recette par une personne (1)	883	1.000	1.153	1.275				
6) La consommation privée (2)	939	1.014	1.146	1.262				
7) Epargne privée (3) .	— 56	— 14	+ 7	+ 13				

Source : M. GILBOA, *Riv'on lekalkala*, n° 25-26, janvier 1960.

La faiblesse de l'épargne chez les israéliens résulte de deux éléments sociaux et financiers :

1° L'amélioration du niveau de vie individuel ou familial, qui se manifeste par l'acquisition de biens de consommation durable, se réalise en grande partie au détriment de l'épargne consacrée à l'investissement industriel.

2° En outre, l'accroissement des impôts sur le revenu ou sur les successions ont détourné ou écarté de l'épargne une grande partie de la population.

On a constaté que l'épargne tend nettement à augmenter lorsque le revenu disponible est en hausse. Au cours des dernières années la hausse générale des revenus a donc eu son incidence sur l'augmentation de la propension moyenne à épargner.

B. — *L'épargne forcée (sociétaire)*

L'épargne forcée sociétaire résulte de la politique de l'autofinancement dans les grandes sociétés industrielles et commerciales. L'autofinancement signifie le financement de l'entreprise par elle-même. Mais de quel « financement » s'agit-il ?

Lorsqu'une entreprise investit par l'acquisition de biens immobiliers par exemple, les dépenses ne constituent pas des frais d'exploitation mais un placement de fonds d'une nature particulière. L'autofinancement consiste à réaliser ces investissements à l'aide des ressources propres à l'entreprise. M. J. Dean (14) entend par autofinancement : « le choix du profit en cherchant à tenir compte des besoins de l'entreprise en capitaux, s'exprime en fonction de la masse des profits qui doivent être conservés dans l'affaire pour financer le développement désiré sans faire appel aux marchés extérieurs des capitaux ».

En réalité, il n'est pas possible de répartir les investissements en deux catégories rigides : ceux financés par les ressources propres à l'entreprise et ceux réalisés à l'aide de capitaux extérieurs. Le plus souvent, les entreprises utilisent les diverses sources de financement dont elles peuvent disposer, bénéfices et emprunts se cumulent et permettent la réalisation de programmes d'investissement, qui n'auraient pu être envisagés sans ces apports différents de capitaux. Mais ce cumul ne s'oppose nullement à l'étude de l'autofinancement considéré en tant que phénomène économique particulier.

Au sens étroit du terme, l'autofinancement n'englobe pas l'amortissement et le remplacement des biens immobiliers hors d'usage. L'autofinancement permet de nouveaux investissements réalisés par la non distribution d'une partie du bénéfice net des entreprises, après constitution des amortissements. Pris dans ce sens, l'autofinancement correspond, approximativement, aux bénéfices non distribués des entreprises.

Les statistiques qui déterminent, par catégorie, les fonds affectés à l'investissement donnent une idée plus précise de l'ampleur du phénomène. Une étude de la National City Bank évalue à 84 % les dépenses d'investissements privés aux Etats-Unis, qui de 1946 à 1953, ont été financés par les recettes des entreprises, et à 6 % seulement les investissements financés par émissions d'actions et d'obligations.

En Israël, les entreprises privées peuvent financer leurs investissements, soit en utilisant une partie de leurs bénéfices, soit en faisant appel à l'épargne consolidée ou en attente de placement. La

(14) Joël DEAN, *Théorie économique et pratique des affaires*, p. 46.

première méthode est désignée sous le nom d'autofinancement,⁵ la seconde consiste en appel au marché financier (actions et obligations), en recours à des institutions financières spécialisées et en mobilisation de dépôts (crédits à moyen terme). Aucun de ces modes de financement privés n'échappe entièrement à l'intervention de l'Etat ; tous dépendent, au contraire, à des degrés d'ailleurs divers, de la politique économique financière, monétaire et fiscale du Gouvernement.

En réalité, l'autofinancement comprend deux sortes de ressources en Israël :

- Les profits réservés, c'est-à-dire la part des bénéfices nets annuels non distribués aux actionnaires des sociétés anonymes, aux porteurs de parts des sociétés à responsabilité limitée et aux propriétaires des entreprises privées.
- L'amortissement des équipements. L'Etat favorise, dans une certaine mesure, le développement de l'autofinancement, bien que l'importance de celui-ci ait parfois donné lieu à des critiques. L'intervention de l'Etat en matière d'amortissement, se situe presque exclusivement sur le plan de la fiscalité. En effet, l'amortissement échappe à l'impôt : la législation fiscale permet aux entreprises de conserver en franchise d'impôts la partie de leurs bénéfices annuels destinée à compenser la dépréciation des éléments de l'actif constatée dans l'année.

Tout investissement est un pari, il est donc impossible de choisir la méthode qui amortira au plus vite l'équipement initial, et qui laissera la possibilité de réviser plus tôt les décisions erronées à la lumière de développements successifs.

Le montant des bénéfices réinvestis dans l'entreprise israélienne dépend évidemment du montant des bénéfices nets et en première approximation du solde de compte d'exploitation.

En résumé, on peut dire que l'épargne privée n'est pas encore capable d'assurer le financement des investissements privés. Le financement des investissements privés sur fonds publics, nécessaire pour l'équilibre des plans de financement des entreprises, constitue donc également, l'instrument essentiel de la politique d'investissement de la puissance publique, politique, qui consiste à favoriser le financement des investissements considérés comme prioritaires, l'ordre de priorité étant défini dans les plans de modernisation et dans les programmes d'action régionale (voir plus loin).

Sous-Section II. — Capitaux publics

A côté de l'épargne privée, représentée par la fraction non consommée du revenu particulier, et de l'épargne des sociétés, représentée par les bénéfices non distribués en fin d'exercice, s'est développée l'épargne collective constituée par les ressources de toutes provenances de l'Etat qui ne sont pas affectées aux dépenses courantes.

Les ressources publiques demeurent nécessaires au financement des investissements pour deux raisons fondamentales : d'une part parce que les ressources privées ne peuvent encore couvrir les investissements dont le progrès technique et la concurrence internationale augmentent sans cesse le montant, et d'autre part parce que les pouvoirs publics désirent orienter les investissements.

Au cours de chacune des dix dernières années, les ressources publiques ont financé une part importante des investissements réalisés en Israël par l'Etat, par les entreprises privées et par les particuliers. Les motifs de l'intervention financière de la puissance publique ont sensiblement évolué durant la période considérée.

L'Etat s'est substitué partiellement ou totalement à l'initiative privée dans un certain nombre de secteurs économiques.

Les financements des entreprises étatiques, des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte a imposé des charges nouvelles à l'Etat. Ce dernier doit non seulement subvenir aux augmentations de capital des entreprises dans lesquelles il détient une participation, mais il doit également apporter aux entreprises nationalisées des ressources supplémentaires pour compenser l'absence de capitaux qui les caractérise. Le marché financier n'a pu fournir ces ressources supplémentaires, parce que les nationalisations ont été effectuées dans les industries de base qui réalisent les investissements les plus considérables et parce que l'épargne individuelle était insuffisante.

L'intervention directe de l'Etat dans l'activité économique a donc posé le problème du financement des investissements des entreprises nationales qui n'a été résolu que par le recours aux ressources publiques, obtenues de concours extérieurs, à l'impôt ou même à la trésorerie courante. M. G. Leduc (15) écrit à ce sujet : « nous signalerons seulement en quelques mots que, d'une façon générale, le financement public y est assuré soit par l'épargne locale (excédents budgétaires et emprunts locaux), soit par un recours à l'épargne extérieure ».

(15) G. LEDUC, *Cours d'économie d'Outre-Mer et du développement*, Doctorat, 1957-1958.

Depuis plusieurs années, on a eu recours à des mesures financières et fiscales pour absorber le pouvoir d'achat excédentaire : l'impôt et l'emprunt forcé. Mais le budget de développement a continué à être alimenté principalement par les dons et prêts de l'étranger. Des réformes ont été apportées en 1953 au régime fiscal, afin d'accroître les recettes publiques et d'atténuer la mauvaise répartition du revenu provoquée par l'inflation. Le produit de l'impôt sur le revenu est passé de 9,3 millions de livres israéliennes en 1949-1950 à 296,0 en 1957. Les principales sources de revenus indirects ont été les droits de douane sur les marchandises et les carburants (49 % en 1953-1954) et les taxes sur les produits de consommation non essentiels, comme les articles de luxe, les boissons alcoolisées et le tabac.

Les dépenses publiques totales ont augmenté rapidement, de 94 millions de livres israéliennes en 1949-1950 (non compris le budget spécial pour la défense) à 386 millions en 1954 (tableau n° 11)

TABLEAU N° 11

LES IMPÔTS DIRECTS ET INDIRECTS ET LA DÉPENSE PUBLIQUE
(en millions de livres israéliennes) 1954-1957

	1954	1955	1956	1957
Impôts directs	125	178	238	296
Impôts indirects nets	176	228	267	337
Totalité des impôts	301	406	505	633
Dépenses publiques	386	428	675	618
Epargne publique	— 85	— 22	— 170	+ 15

Source : *Riv'on lekalkala*, n° 25, août 1958, p. 361.

et à 683 millions en 1958 (16). Cet accroissement était dû en grande partie à la hausse des prix. Les dépenses de développement ont absorbé 41 % des dépenses publiques totales en 1953-1954. La part de l'agriculture, de l'industrie et des mines est passée de 29 % en 1949-1950 à 53 % en 1953-1954 (17) alors que celle du logement qui était de 28 % est tombée à 11 %.

L'émission par l'Etat de bons du Trésor et d'obligations foncières a couvert une part importante de la circulation fiduciaire et

(16) *Riv'on Lekalkala*, n° 25-26, janvier 1960, p. 115.

(17) Les dépenses de l'Etat ont représenté en moyenne 40 % du revenu national depuis plusieurs années.

a contribué largement au financement du budget spécial de la défense et du budget de développement. L'emprunt public, sous forme d'emprunts forcés d'obligations indexées au dollar et de versements anticipés de l'impôt sur le revenu, a pris plus d'importance ces dernières années et a contribué à enrayer la poussée inflationniste.

En résumé on peut dire que les finances publiques ont joué un rôle de tout premier plan dans l'économie israélienne, en raison de l'ampleur des dépenses publiques et de l'affectation des ressources publiques à l'accomplissement de grandes tâches économiques, fiscales et sociales. Il a fallu dépenser beaucoup pour élever la capacité de production du pays, renforcer ses moyens de défense, accorder des subventions et développer ses moyens de défense, ainsi que les services sociaux. Le tableau ci-dessus permet de suivre cette évolution, et il nous montre qu'il existe une épargne publique négative et permanente jusqu'à 1956, et qu'à partir de là, il y avait une augmentation de l'épargne publique en Israël.

Sous-Section III. — L'importation nette de capitaux étrangers

Lorsque la production d'un pays est insuffisante pour assurer à la fois la consommation et la formation du capital, cette dernière est facilitée par une aide de l'étranger permettant de réaliser l'équilibre de ce pays, de développer sa production et de faire apparaître une épargne interne.

L'aide extérieure, qui peut se manifester, soit sous forme d'investissement international, soit sous forme de don, peut s'analyser en un transfert d'épargne de pays riche à pays pauvre. Cette épargne est mise à la disposition du pays assisté :

- soit sous forme de biens de consommation, consistant en un « fonds de subsistance » pour les travailleurs employés dans des activités d'équipement ;
- soit sous forme de biens d'investissement et d'équipement.

Les investissements internationaux du xix^e siècle, l'aide Marshall de 1948 à 1952, l'aide aux pays sous-développés (Point IV, Plan de Colombo) peuvent s'analyser dans cette perspective. Ils constituent, à diverses époques, des sources de financement de la formation du capital net.

Les importantes sommes d'argent apportées en Israël ont été un facteur décisif dans l'absorption et l'intégration non seulement des nouveaux venus, mais de ceux ayant atteint l'âge adulte.

Le capital entré dans le pays s'élevait à 2.550 (18) millions de dollars à la fin mars 1957. Après déduction des sommes dépensées pour la défense, des stocks et de la somme de biens personnels des immigrants, le capital disponible pour les investissements a été de l'ordre de 1.500 millions à 1.750 millions. Ces capitaux importants ont été obtenus grâce à la contribution généreuse des Juifs de la Diaspora. Israël a reçu une aide considérable de gouvernements amis, principalement les U.S.A. Les investissements de réparations ont enfin été aussi une source non négligeable de revenus supplémentaires.

A. — Aide extérieure

Les dons. — Les dons des Etats-Unis qui avaient atteint 63,5 millions de dollars en 1951-1952 et 70,2 en 1952-1953 sont tombés à 52,5 en 1953-1954 et à 9,5 en 1959 et en 1960 (tableau n° 12). Ces

TABLEAU N° 12
RECETTES SANS CONTREPARTIE

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Transformations privées	15,9	35,1	35,6	36,7	36,5	27,4	3,9
Réparations allemandes privées	6,1	18,7	25,7	45,0	65,4	70,7	97,8
Réparations allemandes	82,3	87,5	79,2	77,9	69,7	63,3	79,7
Dons des Etats-Unis.....	38,6	20,5	6,8	24,1	16,4	9,5	9,7
Assistance technique de l'O.N.U.	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2
Contributions des Juifs	119,1	48,2	92,7	59,3	75,3	71,5	75,2
TOTAL....	262,4	210,4	240,4	245,4	263,6	242,8	299,5

Sources : *Bank of Israel : Annual report*, 1959, p. 34 ; — 1960, p. 32.

dons ont servi à aider à l'absorption des immigrants et au développement de l'industrie, de l'exploitation minière et de l'agriculture. De ce fait, les recettes en devises provenant des contributions de la communauté juive mondiale, les émissions d'obligations et les paiements au titre des réparations allemandes ont tenu une place plus importante dans la balance des paiements d'Israël. Les contributions de la communauté juive mondiale, en espèces et en nature, sont de 32 millions de dollars en 1951 à 67 millions en 1953 à 71 millions en 1959.

(18) Ils représentent par habitant un secours annuel de plus de 100 dollars soit à peu de chose près le revenu national moyen de l'Egyptien ou du Syrien.

Les réparations allemandes. — L'accord sur les réparations allemandes, qui a été ratifié en mars 1953, prévoit que l'Allemagne versera, en douze ans, 3.450 millions de marks (821 millions de dollars), dont 450 millions (107 millions de dollars) iront à des organisations juives en dehors d'Israël. Ces versements s'effectueront principalement sous forme de marchandise et de matériel achetés en Allemagne (voir tableau ci-dessus).

Crédit contrepartie. — En plus des dons, Israël a lancé un emprunt de développement économique dans le but de vendre 350 millions de dollars de bons d'Etat aux Etats-Unis. Cette opération a été aussi réalisée sur d'autres marchés financiers européens, tels que les Pays-Bas et la Suisse.

Le déséquilibre de la balance des paiements d'Israël a eu pour résultat de gréver le pays d'une dette extérieure importante. La dette directe de l'Etat et les dettes garanties par l'Etat s'élevaient à un total de 418 millions de dollars à la fin de 1954.

La dette extérieure en devises a augmenté entre 1953-1959 (19) de 227 millions de dollars.

La dette directe, constituée essentiellement par les emprunts de l'Indépendance et du Développement, par les frêts de l'Export-Import Bank, s'élevait à 348,7 millions de dollars à la fin de 1956 et à 668,3 millions à la fin de 1959.

La dette à court terme d'Israël s'élevait à 54,2 millions de dollars à la fin de 1954, et 72,4 millions en 1959. La dette à long terme s'élevait à 375,9 millions de dollars en 1954 et à 576,9 millions en 1959. Le tableau n° 13 nous permet de suivre cette évolution.

B. — *Capitaux privés et publics*

Les investissements étrangers s'élevaient en 1959 à 13 millions de dollars net. Il est probable que ces sommes augmenteront fort après la loi adoptée par la Knesseth (20) en 1950 et en 1959 pour encourager les investissements privés de capitaux étrangers et israéliens (voir deuxième chapitre). La loi créa un Centre d'Investissement dont le rôle était d'attribuer du crédit aux entreprises dont il approuve la création et de les faire bénéficier des privilèges et concessions qu'elle prévoyait par ailleurs.

Les étrangers investissant leurs capitaux en Israël ont reçu le droit de transférer hors du pays les bénéfices et les intérêts versés ainsi que le capital placé à concurrence de 10% au maximum du total des sommes investies au cours d'une même année. Sur le total

(19) Bank of Israël, *Annual report*, 1959, p. 35.

(20) Knesseth = parlement israélien.

de 124,7 millions de dollars d'investissements étrangers agréés, 53,3 % sont d'Amérique (21), 40,2 % d'Europe et 5 % de l'Union Sud-Africaine.

TABLEAU N° 13
LA DETTE DE L'ÉTAT À L'ÉTRANGER - 1954-1960
(en millions de dollars)

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
A. — <i>La dette en devises</i>	348,7	393,9	433,2	470,7	484,3	480,9	437,7
(1) à moyen terme et à long terme							
— Crédit de l'indépendance et du développement	160,1	198,3	245,8	290,4	324,1	359,5	388,6
— Crédits à long terme	156,9	155,3	149,1	132,3	124,8	148,1	153,2
— Crédits à moyen terme	58,9	65,5	57,3	60,7	75,7	69,3	64,7
Total	375,9	419,1	452,2	483,3	524,6	576,9	606,5
(2) à court terme	54,2	57,2	68,0	70,9	89,5	72,4	101,6
(3) Devises disponibles à l'étranger .	81,4	90,4	87,0	83,5	129,8	168,4	270,4
B. — <i>La dette en monnaies locales</i>	—	31,6	72,3	97,9	144,4	187,4	237,3
TOTAL GLOBAL....	348,7	417,5	505,5	568,6	628,7	668,3	675,0

Sources : *Bank of Israel : Annual rapport*, 1959, p. 36 ; — 1960, p. 34.

M. Levi Eshkol, ministre des Finances, à la date du 18 mars 1958, s'exprime ainsi : « Pour attirer le capital privé, nous devons permettre à ce capital de tirer de son utilisation le profit qu'il peut raisonnablement escompter, nous devons aussi inspirer de la confiance en la sécurité de ces placements ».

Plus importante est sans doute l'épargne réalisée par des titulaires de revenus d'origine non israéliennes, soit que ceux-ci soient établis définitivement dans le pays, soit qu'ils ne s'y considèrent que comme des résidents temporaires (fonctionnaires, techniciens d'entreprises, voire même commerçants et membres de professions libérales). Il est impossible pour le moment de fournir des chiffres sur l'importance de cette épargne. On peut supposer qu'en ce qui concerne les résidents définitifs, une partie importante en est réinvestie sur place.

(21) O.N.U., *Le développement de l'investissement manufacturier en Egypte, Israël et en Turquie*, 1958.

Les avoirs personnels et les capitaux transférés par les immigrants.

— En arrivant en Israël, les immigrants introduisent dans le pays une certaine quantité de biens qu'ils ont apportés avec eux. Il s'agit en général de produits manufacturés destinés à l'installation de la famille : outils, vêtements, etc. Mais assez souvent les nouveaux venus apportent vers leur nouvelle patrie, des capitaux sous forme d'équipement technique destiné à des entreprises de dimensions moyennes ou relativement petites. Dans un très petit nombre de cas seulement, l'entrepreneur immigrant importe aussi sur la base d'« importations sans paiement » des matières premières nécessaires au démarrage de son industrie ; de nombreuses petites usines se sont ainsi créées en Israël.

Les transferts de capitaux sous forme de marchandises importées sans paiement, sous forme de biens de production et d'équipement, ont une importance capitale non seulement pour la balance des comptes, mais encore pour l'économie générale du pays. Ils sont le reflet de la politique d'investissement et le développement d'Israël.

Enfin, nous pouvons citer une autre source de capitaux : *la propriété arabe abandonnée*. La valeur de la propriété abandonnée par des réfugiés arabes en Israël a été évaluée — fin novembre 1948 — par le bureau des réfugiés du Comité de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, à 100 millions de livres anglaises de biens immobiliers et 20 millions de biens mobiliers.

CHAPITRE II

LE CHOIX DES INVESTISSEMENTS DÉPEND DES MOYENS D'ORIENTATION DES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS

L'intervention de l'Etat sur le plan économique vise plus particulièrement à supprimer les déséquilibres nuisant au fonctionnement général du système. L'économie dans laquelle nous vivons est en effet complexe, et, si elle est en croissance, elle ne progresse pas de façon continue, mais par oscillations, les phases de prospérité étant suivies de périodes de récession. Lorsque les stocks s'accumulent et que le chômage sévit cruellement, l'Etat encourage les investissements entraînant l'emploi de la main-d'œuvre inoccupée et donnent aux investisseurs des débouchés à leurs produits.

Lorsqu'au contraire, les matières premières sont rares, la production d'énergie insuffisante, et la main-d'œuvre introuvable, il favorise les branches d'activité les plus utiles à la collectivité : on atteint ce résultat en faisant bénéficier ces dernières d'attributions prioritaires de matières premières ou d'énergie, et en leur donnant des facilités pour se procurer la main-d'œuvre, nationale ou étrangère.

Le choix des moyens.

L'Etat dispose d'un certain nombre d'incitations pour drainer les investissements vers les objectifs économiques qu'elle souhaite voir atteindre. Les deux plus importants moyens d'action de l'Etat sur l'orientation des nouveaux investissements sont les suivants :

A. — Les incitations d'ordre fiscal

Comme toutes les techniques économiques ou financières, elles présupposent une certaine théorie explicative de l'activité écono-

mique. La politique fiscale (y compris la protection douanière) part du principe que les investissements constituent le principal moteur de l'activité économique, et cette politique suppose un certain nombre de bases théoriques, conditions de sa réussite.

La fiscalité exerce donc un effet déséquilibrant à court terme, mais à long terme, si cette politique réussit, c'est-à-dire si elle parvient à accroître le capital national et à orienter les investissements vers les branches avantageuses pour l'économie nationale, cela doit avoir pour conséquence un accroissement de la matière imposable et donc une augmentation des recettes. Mais ce pouvoir rééquilibrant ne peut s'exercer qu'à long terme. M. Fontaneau (1) écrit sur la détaxation : « Les entrepreneurs sont disposés à investir, mais ils ne le font pas, en égard aux prix trop élevés des biens d'équipement. Un des éléments des prix de ces biens étant la fiscalité, si on atténue cette dernière, les prix sont susceptibles de baisser et, partant, on donne aux investisseurs des occasions nouvelles ou supplémentaires d'équipement.

Les effets de la détaxation varieront suivant les secteurs d'investissements, suivant la place des biens capitaux dans les coûts de production ».

B. — *Les incitations d'ordre financier*

L'aide (2) financière peut revêtir diverses formes : subventions budgétaires, garantie de l'Etat aux emprunts consentis par les banques, crédits sélectifs par un bureau d'orientation de nouveaux investissements.

L'aide financière doit être accordée à la suite d'un examen cas par cas. Son montant n'en sera pas moins fixé d'après une étude rationnelle.

L'analyse économique de l'investissement et de ses conséquences pourra même être poussée beaucoup plus loin que si l'aide était forfaitaire. Il sera tenu compte de la structure financière de chaque affaire, des perspectives de rentabilité de chaque projet, et de la plus ou moins grande volonté de l'industriel de le réaliser. Les avantages proviennent de ce qu'il est très économique pour les finances publiques de prévoir exactement les besoins de chaque industriel et d'allouer à chacun le minimum nécessaire pour qu'il accepte de réaliser son installation.

(1) M. P. FONTANEAU, *Essais sur les investissements*, p. 10-11.

(2) Les méthodes d'aide directe aux industriels ont été utilisées en Israël depuis 1950 en faveur de la politique d'expansion régionale. Elles consistent principalement dans l'aménagement de zones industrielles comportant des terrains tout équipés et desservis en moyens de transport.

Dans ce chapitre, nous étudierons les trois sections suivantes :

- Législation fiscale.
- Bureau d'orientations des investissements.
- Crédit sélectif. Subvention.

Section I

Législation fiscale

« Les investissements apparaissent comme un élément fondamental de l'économie, aussi bien sur le plan structurel que le plan conjoncturel, et les pouvoirs publics y attachent sans cesse plus d'importance. Par ailleurs, de tout temps, la fiscalité a été l'un des moyens d'action préférés des hommes d'Etat. Aussi, le dirigisme économique aidant, l'ont-ils employée pour encourager les investissements. Presque toutes les nations ont pratiqué une politique de détaxation. En quoi consiste-t-elle ? Il s'agit de favoriser par le levier de la fiscalité, et plus spécialement par celui de l'exonération, les investissements qu'on peut définir, très largement, comme étant la transformation d'un capital monétaire » (3).

Cette politique se propose donc de diminuer le poids de la fiscalité ; elle doit avoir pour conséquence un accroissement des investissements des entrepreneurs sur une activité (un secteur étant favorisé par rapport à un autre), ou un développement spatial (une région encourageant plus que d'autres les investissements).

« La détaxation a été mise également au service de la politique conjoncturale pour relancer l'économie globalement ou partiellement. Ces mesures d'interventionnisme fiscal reposent sur la croyance qu'il est possible d'accroître les investissements en les rendant plus avantageux » (4).

Israël est l'un des premiers pays qui ait voté une législation spéciale pour encourager les investissements de capitaux.

Persuadée que le développement et la consolidation économique du pays exigent une large initiative et des investissements de capitaux d'origine tant nationale qu'étrangère, la Knesseth vota, en 1950, la première loi israélienne sur l'encouragement des investissements de capitaux par l'octroi aux entreprises nouvelles ou existantes de divers avantages visant à encourager les investissements. Cette loi constitue un facteur important en stimulant l'afflux de

(3) P. FONTANEAU, *op. cit.*, p. 5.

(4) P. FONTANEAU, *op. cit.*, p. 6.

capitaux, locaux ou étrangers, vers des voies productives, car elle est un moyen important pour l'orientation des investissements en Israël.

Le développement de la productivité du pays et de sa capacité d'affronter la concurrence sur les marchés mondiaux est indispensable à la mise sur pied d'une économie indépendante, desservant une population sans cesse croissante. Mais ce but ne peut être atteint par le seul moyen de l'aide financière gouvernementale ni des subventions de l'étranger. Il faut la participation des capitaux privés, jointe à la spécialisation administrative ou technique qui accompagne généralement les investissements de fonds et, en particulier, ceux de l'étranger.

La loi octroie à cette fin, des réductions d'impôts (5), des taxes et des droits de douane, et accorde des facilités pour l'importation de matières premières et de biens d'équipement, et un certain libéralisme concernant le contrôle des changes. Ces avantages spéciaux libèrent l'industriel des difficultés que pourrait susciter l'avenir de l'entreprise ; ils lui permettent aussi d'estimer plus sûrement les perspectives de ses mises de fonds. La loi tend, en conséquence, à encourager les investissements à long terme ; elle ne sert pas cependant, d'appât à la spéculation ni aux opérations hasardeuses, prometteuses de bénéfices rapides et faciles au détriment du bien général.

La loi a répondu aux espérances qui avaient été fondées sur elle : durant les cinq premières années de son application, quelque 700 entreprises ont obtenu le bénéfice entier ou partiel des avantages prévus par la loi.

Toutefois, ce nombre n'est pas suffisant encore pour pourvoir aux besoins de l'économie nationale, ni en rapport satisfaisant avec les moyens indispensables à l'exécution des projets de développement. Ces entreprises sont financées en grande majorité par des fonds recueillis avec l'assistance du gouvernement et un petit nombre seulement par des capitaux privés.

Afin de susciter un accroissement des investissements privés, la Knesseth a modifié la loi, sur la base de l'expérience passée, donnant aussi corps aux suggestions des milieux économiques du

(5) On peut raisonnablement supposer que dans les pays où l'impôt sur les transactions, ou la production, ou le chiffre d'affaires, ou la valeur ajoutée, suivant les diverses terminologies, occupe une place importante, la détaxation des investissements aura, sinon son siège exclusif, au moins l'un des sièges principaux dans le cadre de cet impôt. De ce fait, les transactions économiques supplémentaires nées de la détaxation ne procureront pas de grandes recettes au Trésor durant cette période, puisque par définition, elles auront trait seulement à l'installation de l'équipement et seront de ce point détaxées.

Mais ce sont les revenus du travail qui seront sensiblement augmentés. En effet, la construction d'une usine, la fabrication d'une machine nécessitent un emploi de main-d'œuvre, en contrepartie des salaires seront versés.

pays ou de l'étranger. Les modifications de cette loi amendée en 1955, ont pour but :

1^o d'assurer l'exécution efficace et équitable de la loi, au moyen de simplifications administratives ;

2^o d'accroître les avantages accordés aux investisseurs.

Chose particulièrement intéressante pour ceux-ci, le législateur a pris en considération leur désir, légitime dans une certaine mesure, des liquidités de leurs investissements, c'est-à-dire de pouvoir retirer une partie de leurs avoirs sans pour cela mettre en danger l'assise financière de l'entreprise. A cet effet, un des articles de la loi accorde des avantages particuliers aux investissements à long terme (ceux qui sont en fait, le plus profitable à l'économie nationale), et aussi à d'autres investissements dont il préconise l'orientation vers certains domaines.

Cette loi fut remplacée en 1959, par la législation actuelle.

Celle-ci, fruit de neuf ans d'expérience dans l'encouragement des investissements présente des points beaucoup plus intéressants que le texte précédent, et surtout en ce qui concerne les allègements fiscaux et le change des monnaies. Les formalités administratives ont, elles aussi, été simplifiées. Nombreux sont ceux, en Israël comme à l'étranger, qui voient dans la loi de 1959, l'exemple d'une législation heureuse, aux fins d'encourager les possesseurs de capitaux et de leur fournir une base saine de travail.

Pendant les neuf années au cours desquelles il fut régi par la première loi, le Centre des Investissements a délivré 1.776 « agréments » en vue de la fondation de nouvelles entreprises, ou de l'agrandissement d'entreprises existantes, agréées ou non, y compris plusieurs cas intéressants d'agrandissements successifs de la même affaire. Il y a lieu de noter que le taux de croissance de l'économie israélienne a triplé pendant cette période, ce qui est l'une des proportions d'expansion économique les plus fortes du monde. Tous les projets agréés n'ont certes pas été exécutés, et tous ceux qui ont été mis en œuvre n'ont pas toujours été menés à terme. A la date du 16 août 1959, lorsque la nouvelle loi entra en vigueur, 720 entreprises agréées fonctionnaient, pour un total d'investissements de 160 millions de livres israéliennes en capitaux locaux et de 145,7 millions de dollars en capitaux étrangers.

Voici en bref, les points principaux de la loi de 1959 (6) pour l'encouragement des investissements de capitaux :

(6) Publiée au *Recueil des lois* (Sefer Hahoukim), n° 293 du 12 av. 5719 (16 août 1959).

A. — *Le but*

« La présente loi a pour but d'attirer des capitaux vers Israël et d'encourager l'initiative économique et les investissements de capitaux tant étrangers que locaux, aux fins suivantes :

- développement de la capacité de production du pays, exploitation rationnelle de ses ressources et de potentiel économique à plein rendement de la capacité de production des entreprises existantes ;
- amélioration de la balance des paiements de l'Etat, réduction des importations et augmentation des exportations ;
- absorption des immigrants, répartition rationnelle de la population sur le territoire de l'Etat et création de nouvelles sources de travail ».

B. — *L'exécution de la loi*

Elle a été confiée au Centre des Investissements (nous en parlerons dans notre prochaine section) dont le directeur, le comité de direction et le conseil sont désignés par le gouvernement. Le « Centre » a deux fonctions :

1° il s'occupe en Israël et à l'étranger d'encourager les investissements présumés de capitaux ;

2° il est indispensable à l'octroi aux investisseurs des avantages spéciaux prévus par la loi, et ce, au moyen de l'agrément conféré à leurs projets.

C. — *Les avantages accordés par la loi*

Ils sont soit généraux, telle l'exonération de l'impôt immobilier urbain et rural accordée pour toute construction neuve, soit et surtout, particuliers et basés sur un « projet agréé », « déterminé ».

D. — *Agrément des projets*

Les intéressés doivent présenter leurs projets au Centre des Investissements. Si le projet est conforme aux buts énoncés par la loi, la direction confèrera son agrément et le projet bénéficiera de ce fait, de tous les avantages prévus par la loi. Un projet agréé est susceptible d'entrer dans l'une des catégories suivantes :

1° Fondation, en tout ou partie d'une entreprise nouvelle, ou agrandissement d'une entreprise existante. Le tout, la partie ou l'agrandissement seront considérés comme « entreprise agréée » dans le cadre de la loi.

2° Construction, agrandissement ou acquisition d'un immeuble, en tout ou en partie, pour une personne résidant à l'étranger et utilisant, pour ce faire, des devises étrangères. Un immeuble agréé bénéficie des mêmes avantages que ceux qui sont conférés à une entreprise agréée, sauf exonération des impôts indirects d'après les indications de cette loi.

3° Investissement sous la forme d'actions d'une entreprise ou dans un immeuble, soit que l'entreprise ou l'immeuble aient fait l'objet d'un agrément. Un placement de cette nature acquiert le statut « d'investissement agréé ».

4° Prêt en monnaie étrangère consenti pour une durée minimum de 7 ans, ou prêt en monnaie israélienne pour une durée minimum de dix ans. Un prêt agréé bénéficie de tous les avantages réservés à un « investissement agréé », de sorte que le texte qui suit fait état uniquement d'investissements agréés.

Avantages fiscaux.

Des allègements d'impôts sont accordés durant toutes les phases de la réalisation du projet et de sa mise en œuvre.

Droits d'enregistrement. — Dès le stade initial, l'agrément d'un projet donne droit à un délai de cinq ans pour le paiement des droits d'enregistrement d'une société, pour l'augmentation de son capital ou pour l'inscription d'une mutation immobilière.

Impôts immobiliers. — Les impôts immobiliers urbains ou ruraux sont perçus en Israël sur la base de la valeur locative nette, soit le montant du loyer qu'un immeuble est susceptible de rapporter chaque année, montant dont sont déduites certaines sommes pour frais d'entretien de l'immeuble.

Tout nouveau bâtiment ou toute nouvelle annexe à un bâtiment existant est exonéré de ces impôts pendant les cinq ans qui suivent leur construction. Si le bâtiment ou l'annexe ont été construits ou acquis pour les besoins d'une entreprise agréée, la période d'exonération est encore prolongée de cinq ans.

L'exonération de l'impôt immobilier rural est accordée pour une période de dix à quatorze ans aux propriétaires de différents genres de plantations. Les cultures industrielles bénéficient aussi de l'exonération de l'impôt immobilier rural.

L'impôt sur le revenu. — Une entreprise agréée est en général exemptée de l'impôt sur le revenu pendant cinq années à partir de l'année où elle aura réalisé pour la première fois un bénéfice imposable.

Amortissement accéléré. — Le taux d'amortissement des bâtiments, machines et équipement déductible par une Société pour les besoins de l'impôt, est fixé en Israël par certains règlements; il varie généralement de 7 à 20 % par an pour les machines et l'équipement et de 2 à 13 % pour les bâtiments. Mais, quelque soit ce taux, les entreprises agréées ont le droit de déduire l'amortissement à raison du double du taux ordinaire, pendant les cinq premières années d'utilisation des bâtiments et des machines.

Transferts de capitaux.

Israël, comme beaucoup d'autres pays, se voit encore obligé, dans une certaine mesure, d'exercer un contrôle sur les devises étrangères et les importations. Les dispositions suivantes ont été prises en faveur des investisseurs étrangers.

Biens nécessaires à une entreprise. — Les fonds en devises étrangères d'un investissement agréé peuvent être utilisés soit pour l'importation, soit pour l'achat en Israël de l'équipement, des machines et des matériaux nécessaires à la fondation de l'entreprise et, le cas échéant, de matières premières, etc. Si ces biens sont destinés à une entreprise agréée, ils seront exemptés des droits de douane et autres taxes indirectes.

Transfert de devises étrangères hors d'Israël. — Une personne résidant à l'étranger et qui a effectué en Israël un investissement agréé en devises étrangères, est autorisée à transférer hors d'Israël la totalité de ses bénéfices, sans aucune restriction.

Dans le cas d'un prêt agréé en devises étrangères, l'investisseur est assuré de pouvoir rapatrier son capital et les intérêts, conformément aux conditions du prêt approuvé par le « Centre ».

Si une personne résidant à l'étranger liquide son investissement agréé en devises étrangères et en réinvestit la contre-valeur en Israël, le nouvel investissement sera lui aussi reconnu comme un investissement en devises étrangères.

Il faut ajouter que les *dépôts* en devises étrangères effectives dans les banques israéliennes par des personnes résidant à l'étranger sont exemptés de tout contrôle et de tout impôt.

Nous avons constaté que par cette loi, selon le cas, les pouvoirs publics peuvent avantager tel ou tel secteur de l'activité économique sur le plan structurel ou conjoncturel. Il leur est loisible de le faire, soit en utilisant la détaxation intéressant les impôts sur la production, en d'autres termes, en agissant sur la fiscalité indirecte, soit en employant la détaxation concernant la fiscalité directe et les revenus tirés de certains investissements.

L'incitation à investir, pour un entrepreneur, dépend de plusieurs facteurs et la détaxation n'est que l'un d'entre eux.

Section II

Bureau d'orientation des nouveaux investissements

Nous avons souligné l'importance des investissements privés pour le développement économique. Cette importance a été reconnue par un grand nombre de gouvernements dont les pays ont besoin de capitaux étrangers et qui ont adopté une législation fixant les règles et les conditions dans lesquelles les entreprises étrangères peuvent fonctionner dans leur pays.

Evidemment, nous tenons à souligner que le gouvernement doit avant tout décider s'il désire ou non recevoir dans son pays des entreprises et des investissements étrangers de caractère privé.

Si le gouvernement estime que les capitaux et la gestion d'origine étrangère peuvent apporter une contribution précieuse au développement économique de la nation, il doit faire effort réel pour les attirer et pour leur donner les moyens de fonctionner normalement.

Que doit donc faire un gouvernement désireux — comme Israël — d'encourager de tels efforts ? La législation ne suffit pas. Il faut que tous les services gouvernementaux soient animés par un esprit de coopération active. Les gouvernements doivent créer un bureau central chargé d'étudier les projets industriels où les parties intéressées peuvent obtenir tous les renseignements dont elles ont besoin et faire une demande unique suivie à tous les stades par le même fonctionnaire chargé de les représenter et d'être leur répondant auprès de tous les autres services gouvernementaux.

Pour appliquer ces mesures, un organisme a été créé par la même loi : « Le Centre des Investissements » dont le rôle est d'approuver ou non les nouvelles entreprises qui ont des projets d'investissements liés aux différents ministères intéressés, concernant l'octroi des licences, permis, exonérations, etc.

Nous envisagerons successivement le rôle du « Centre des Investissements » et le résultat de sa politique.

Sous-Section I. — Le rôle du « Centre des Investissements ».

Le « Centre », composé des représentants des différents ministères dont la compétence touche à l'économie nationale, est donc plus

qu'un organisme d'information. Il aide l'investisseur depuis le projet d'investissement jusqu'à l'obtention des licences nécessaires.

Son but est la poursuite d'une politique positive dont la fin est le développement économique. La possibilité d'acquérir et d'épargner les devises étrangères par le relèvement de la production, pour les besoins de consommation locale et de l'exportation — la possibilité aussi d'arriver à un niveau supérieur d'emploi.

Ce « Centre », dont nous venons de donner un aperçu général, est une affirmation positive du gouvernement d'Israël, d'offrir aux investissements étrangers des conditions très favorables.

L'attention se portera donc longtemps encore sur les « Importations sans allocations de devises » puisqu'elles sont liées à la gestion primordiale des investissements de capitaux étrangers dans ce pays. Le meilleur espoir d'Israël de réduire le déficit de sa balance commerciale est là, puisque les principes de base qui président à la politique d'investissement et à l'approbation des transferts sont : favoriser par priorité les entreprises qui produisent les biens essentiels devant auparavant être importés, et de ce fait diminuent le débit de la balance commerciale ; favoriser également les entreprises qui présentent de sérieuses perspectives de production immédiate pour l'exportation, et par conséquent affermissent le crédit de la même balance commerciale.

Le gouvernement a créé ce « Centre » d'investissements dont le rôle est de fournir des renseignements aux détenteurs de capitaux locaux ou étrangers et de déterminer si les investissements envisagés répondent bien aux besoins de l'économie nationale. Comme M. L. Eshkol (7) ministre des Finances l'a déclaré : « Les activités du Centre d'Investissements sont essentielles pour l'économie du pays. L'afflux de capitaux étrangers est indispensable dans un pays comme Israël qui, pour l'instant du moins, importe plus de marchandises qu'il n'en exporte.

Investir ne signifie pas seulement placer de l'argent, mais aussi dépenser du temps, de l'énergie, posséder des connaissances techniques, avoir des relations d'affaires sur le marché mondial, etc.

Le gouvernement se propose de continuer à l'avenir comme par le passé à encourager les investissements sains en Israël, et à consentir aux entreprises agréées les facilités et avantages prévus par la loi. Le propriétaire des fonds investis peut être assuré que le gouvernement apprécie ses efforts, *sachant que la prospérité de son entreprise contribue à la prospérité du pays tout entier*».

(7) ESHKOL, L. « Le Centre d'Investissements. Après cinq années d'activité ». *Bulletin économique d'Israël*, volume III, n° 5-6, Jérusalem, 1955.

Dans ce but, le gouvernement accorde au « Centre d'Investissements » le pouvoir de donner effet à la loi, dans sa lettre et dans son esprit. De nombreux amendements offrant des facilités supplémentaires à ceux qui désireraient investir des capitaux, ont été apportés récemment au texte de la loi ; et le « Centre » décide s'ils sont dignes d'encouragement (à savoir dégrèvements de l'impôt sur le revenu, sur la propriété foncière, tant urbaine que rurale, exemptions et remboursements de droits de douane, facilités dans l'octroi de licences d'importation pour machines et matières premières, autorisation de transférer à l'étranger leurs placements de capitaux à titre de bénéfices, de dividendes ou de frêts, et conseils objectifs).

L'orientation des investissements par le « Centre ».

Il est nécessaire que l'administration établisse une sélection entre les différents investissements possibles, choix plus précis et estimation des avantages. Le choix des investissements se trouve pratiquement avec l'application des mesures d'aide : l'industrialisation insuffisamment appuyée se décourage et ne réalise pas son projet. Dans celle d'une aide plus ou moins automatique, le choix des investissements s'opère *a priori*, en analysant d'aussi près que possible la situation des différentes branches de production.

Mais, il est toujours nécessaire de disposer d'une méthode permettant entre deux investissements déterminés, de choisir celui qui est le plus apte à la réalisation des objectifs fixés. En ce domaine, plus qu'en aucun autre, la distance est grande entre ce qu'il faudrait faire et ce qui est possible.

1° *Ce qu'il faudrait faire.* — Pour opérer un choix valable entre deux investissements, il est nécessaire de mesurer les conséquences de chacun d'eux et d'intégrer chacune de ces conséquences à un modèle général de l'économie, lui-même variable dans le temps.

Car le « Centre » a une tâche très importante au point de vue économique global, c'est lui qui décide l'orientation des investissements et donne la priorité à certains projets.

2° *Ce qui est possible.* — La méthode à employer consiste à établir un critère de sélection des investissements, et à coter ensuite tous les projets en fonction de ce seul critère.

— Le « Centre » doit choisir le critère de sélection, en fonction de la situation de l'économie israélienne. Il est évident que le critère ne sera pas le même pour une région agricole ou industrielle, pour le Sud ou le Nord, manquant de telle ou telle qualité de main-d'œuvre, de telle ou telle catégorie de capitaux, de sécurité aux frontières, etc.

— Il faut enfin, que les différents projets d'investissements soient, au regard du critère choisi, mesurables au prix d'opérations simples et contrôlables sans difficulté, au cas où des industriels seraient tentés, pour obtenir le maximum d'aide de la part du « Centre des Investissements », de fausser les informations fournies.

Compte tenu de ces impératifs, le « Centre » est donc tenu d'employer pour mesurer l'intérêt des investissements projetés dans l'état actuel de l'économie israélienne, un critère fondé sur l'appréciation de la valeur ajoutée découlant de chaque implantation industrielle. La part de la valeur ajoutée impliquée dans les différentes conséquences de l'investissement peut être déterminée approximativement à l'aide de coefficients intersectoriels :

- a) la rentabilité du projet ;
- b) la surcharge du coût de l'investissement et la surcharge du prix de revient ;
- c) la structure financière de l'entreprise.

Sous-Section II. — Les résultats de la politique du « Centre des Investissements »

A l'issue de la première année de sa fondation le « Centre » avait approuvé 334 entreprises industrielles agréées avec des capitaux de 41,7 millions de livres israéliennes dont 22,9 millions de capitaux étrangers, et la même année 80 entreprises avaient déjà commencé à produire.

Environ 25 % des établissements agréés par le « Centre » jusqu'à la fin de mai 1953, fabriquaient des marchandises que l'on ne produisait pas encore en Israël : tuyaux d'acier, pneumatiques, ampoules électriques, produits pharmaceutiques, montres, etc.

Vers la fin de 1954, le « Centre » avait agréé 467 entreprises. Les investissements effectués par les nouvelles entreprises comptaient 40,5 millions de dollars et 47,6 millions de livres israéliennes. De même que 32,7 millions de dollars et 2,5 millions de livres israéliennes environ pour l'élargissement d'anciennes entreprises, soit un total de 73,2 millions de dollars et 50,1 millions de livres israéliennes.

Près de 55 % du capital de ces entreprises agréées était concentré dans les industries des articles en métal, des denrées alimentaires, des produits chimiques et du ciment, tandis que la part de l'industrie textile n'était que de 11 %. Parmi ces entreprises, les entreprises où le capital investi par travailleur, atteignait le chiffre le plus élevé, étaient celles des articles en papier, des produits chimiques, des produits en caoutchouc et du ciment.

Toutefois, le « Centre » a eu tendance, en 1952, à n'agréer de nouvelles entreprises que si elles prévoyaient la constitution de stocks de matières premières.

Les entreprises se sont installées pour la plupart, dans les centres urbains à population dense. Parmi celles situées dans les nouvelles zones de mise en valeur du pays, on en compte (jusqu'à fin 1954) 6 dans la région d'accès de Jérusalem et de Hartouv, 15 en Galilée, 19 à Accre et Naharia, 16 à Lod et Ramelé, et 9 dans le Néguev (à Beersheva et S'dom principalement).

En 1955 et 1956, le « Centre » a approuvé 211 nouvelles entreprises. Le total de la somme investie a été de 26 millions de dollars et 58,2 millions de livres israéliennes.

Vers la fin de l'année 1959, 871 entreprises industrielles étaient agréées, représentant des investissements de capitaux étrangers s'élevant à 162,7 millions de dollars, et de capitaux locaux se montant à 167,2 millions de livres israéliennes.

TABLEAU N° 14
ENTREPRISES INDUSTRIELLES AGRÉÉES, DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ

Année	Nombre des entreprises	Capital approuvé (millions L.I. et \$)	
		Local en L.I.	Etranger en dollars
1948-1950	80	9,7	13,5
1951	86	8,6	10,7
1952	119	8,2	14,3
1953	121	13,7	20,0
1954	61	9,9	14,7
1955	78	21,3	17,5
1956	75	44,8	8,9
1957	104	24,8	11,3
1958	77	13,7	20,8
1959	70	12,5	30,9
	871	167,2	162,7

Source : Rapport du Ministère du Commerce et de l'Industrie, mai 1960.

Vers la fin de la même année, 1.856 projets au total avaient été approuvés par le « Centre », représentant un montant d'investissements en capitaux étrangers de 376,7 millions de dollars et 330,9

millions de livres israéliennes comme capitaux locaux (voir tableau n° 15), dont 1.580 étaient de nouvelles entreprises. Les investissements pour ces nouvelles entreprises s'élevaient à 335,4 millions de dollars, plus 248,0 millions de livres israéliennes. En outre, 276 entreprises anciennes s'agrandissaient par investissement de 41,3 millions de dollars et de 82,9 millions de livres israéliennes.

TABLEAU N° 15

LES AGRÉMENTS DU « CENTRE D'INVESTISSEMENTS » SELON LES ANNÉES
(en millions de livres israéliennes)

Année	Agréments de nouvelles entreprises			Elargissement des entreprises			Total des agréments		
	Capital approuvé			Capital approuvé			Capital approuvé		
	Nombre	Local L.I.	Etranger	Nombre	Local L.I.	Etranger	Nombre	Local L.I.	Etranger
1950	328	26,2	63,0				328	26,2	63,0
1951	350	30,8	63,7				350	30,8	63,7
1952	176	24,0	41,1				176	24,0	41,1
1953	88	18,2	16,5				88	18,2	16,5
1954	78	8,8	9,0	24	1,0	1,5	102	9,8	10,5
1955	104	12,8	12,3	32	8,7	9,8	136	21,5	22,1
1956	107	45,4	13,7	40	9,6	1,5	147	55,0	15,2
1957	118	30,3	15,9	45	4,1	14,1	163	34,4	30,0
1958	109	23,1	44,6	56	21,7	1,3	165	44,8	45,9
1959	122	28,4	55,6	79	37,8	13,1	201	66,2	68,7
	1.580	248,0	335,4	276	82,9	41,3	1.856	330,9	376,7

Source : Rapport du Ministère du Commerce et de l'Industrie, mars 1960.

Au début, l'agriculture était la plus favorisée par les investissements, mais après que celle-ci eut atteint un niveau satisfaisant on s'intéressa à passer à l'industrie, aux carrières, aux pétroles, à l'accroissement de l'énergie électrique et surtout au développement des richesses naturelles.

Le choix de l'emplacement a une importance considérable lorsqu'il s'agit d'agréer une entreprise; le « Centre » s'efforce de diriger les personnes désireuses de créer une entreprise vers les zones et les villes qui ont le plus besoin d'entreprises nouvelles, en consentant un maximum de facilités et de concessions. Ces efforts

ont été récemment couronnés d'un certain succès ; il est à espérer que, grâce au développement de l'exploitation, des ressources naturelles, à l'expansion des colonies agricoles, à l'extension du réseau électrique et à l'adduction d'eau vers les régions non développées, il sera possible d'y attirer les investissements de capitaux.

Les profits dans les entreprises autorisées.

Les entreprises autorisées réalisent des profits supérieurs à ceux d'autres industries et d'autres entreprises. En 1954 la rémunération de 239 entreprises autorisées (intérêt, rente et profit) s'est élevée à 22 % alors que ce taux était beaucoup moins élevé pour l'ensemble des entreprises privées. La position plus forte des entreprises autorisées est due à leur meilleur rendement, car elles ont pour la plupart des usines modernes dotées d'un équipement perfectionné et une dimension qui en assure la rentabilité.

En résumant les réalisations pratiques du « Centre d'Investissements », il ne faut pas oublier de mentionner que les capitaux qui ont afflué dans le pays ont été accompagnés de l'arrivée de personnes possédant une expérience pratique et d'experts qui ont introduit des procédés de production nouveaux et efficaces. Les marchés de 78 pays se sont ouverts aux produits israéliens, en partie grâce à l'initiative des industriels aidés et guidés par le gouvernement. On peut affirmer que les investissements faits par le « Centre » pendant la période 1950-1960 ont apporté une contribution importante au développement économique d'Israël. Mais, malgré les résultats acquis, il y a ample place pour des investissements nouveaux ; les amendements projetés sont destinés à attirer de plus en plus les capitaux indispensables au développement du pays. Dans ce but, la loi rend possible également les investissements sous la forme de prêts en devises étrangères pour un terme de dix ans au moins. Elle prévoit l'exonération de plein droit des impôts et exempte l'intéressé des droits de douane, etc.

On doit aussi connaître l'existence d'un institut important en Israël pour l'encouragement des investissements : c'est l'« Institut Industriel » fondé en 1957, et qui a pour tâche de réaliser les investissements dans l'industrie. Cette banque, qui a émis 12 millions de livres israéliennes d'actions, est appelée à concentrer 100 millions de dépôts venant d'investisseurs locaux et étrangers. Avec le budget de développement de l'Etat, elle financera des entreprises existantes et nouvelles, réalisant ainsi le plan ébauché par le ministère du commerce et de l'industrie. Ce plan envisage un investissement de l'ordre de 538 millions au cours des années 1958-1963 et la création de 45.000 nouveaux emplois.

Les buts de l'Institut Industriel sont les suivants :

- le développement industriel dans les régions non exploitées ;
- la possibilité d'épargner les devises étrangères par le relèvement de la production pour l'exportation ;
- le maximum d'exploitation en matières premières ;
- attirer de plus en plus les capitaux privés et publics étrangers vers les secteurs productifs.

Le tableau n° 16 nous fait constater que l'Institut industriel a mis l'accent sur le développement de « zones non exploitées » : comme le Néguev a absorbé 50 millions de livres israéliennes, la Galilée de l'Est et l'Ouest, 41 millions, la région de Tel-Aviv et Jaffa, pas plus de 3,4 millions environ.

TABLEAU N° 16
LA DIVISION DES CRÉDITS SELON LES RÉGIONS

La région	Millions de L.I.	Nombre de demandes
Galilée de l'Est (compris Sefad et Nazareth).	19.622	51
Galilée de l'Ouest (Acre, Naharya	21.286	45
Shoumrone	7.254	31
Shorane	11.018	72
Tel-Aviv - Jaffa	3.374	51
Sud (Rehovoth, Lod, etc.)	10.061	46
Néguev du Nord	24.272	31
Néguev du Sud	21.753	38
Jerusalem	4.794	29
TOTAL....	123.434	394

Source : Rapport annuel 1959, « La Banque du développement industriel ».

Section III

La politique de crédit et de subvention

L'action financière de l'Etat sur l'économie peut se faire sentir de deux façons : par la politique sélective du crédit et par des subventions de l'Etat.

Sous-Section I. — La politique sélective de crédit

L'économie moderne est une économie de crédit ; dès qu'a été dépassé le stade artisanal et individualiste, l'industrie a fait appel à toutes les formes du crédit pour développer la puissance de production et de distribution.

On distingue généralement, parmi les biens d'une entreprise, des capitaux fixes et des capitaux circulants. C'est en considération de cette structure différenciée du patrimoine de l'entreprise que se sont organisées les conceptions et les techniques de financement. A la répartition de biens en capitaux fixes et en capitaux circulants correspondraient avec un parallélisme rigoureux les deux sortes du crédit : crédit à long terme et crédit à court terme.

La différenciation de ces deux formes de crédit est trop classique. Nous rappelons seulement que le « long terme » puise ses sources sur le marché financier, fait appel à l'« épargne créatrice » cherchant volontairement à s'investir à longue échéance, utilise la valeur mobilière du marché monétaire dominé par les banques dépositaires de l'« épargne réserve », et se sert des techniques bancaires de l'escompte ou du découvert.

Ainsi, une entreprise industrielle qui voudrait acheter des machines-outils et autre matériel d'équipement, conformément à un programme à longue échéance, doit s'adresser au marché financier comme pour ses achats de terrains ou de bâtiments, dans la mesure où elle ne peut les payer sur ses ressources propres.

Les crédits à court terme sont donc distribués plus librement que les crédits à long terme. Généralement, c'est une intervention directe de l'Etat qui tend à établir un ordre de priorité entre les entreprises qui appartiennent aux diverses branches d'activité économique.

« En cette matière les pays anglo-saxons venaient de donner l'exemple d'une action systématique, accordant à leur banque centrale les moyens d'exercer un contrôle sur l'orientation des crédits distribués par l'ensemble du système bancaire. La loi de 1946 sur le statut de la Banque d'Angleterre, en effet, a prévu (art. 4) que celle-ci d'après les directions du Trésor, peut « si elle l'estime nécessaire dans l'intérêt général », réclamer aux banques certains renseignements et leur adresser des recommandations, puisqu'elle peut contrôler toutes les émissions de titres particulièrement importants. De même aux Etats Unis, le Federal Reserve Board peut établir une réglementation pour contrôler les ouvertures de crédits de tous les banquiers et prêteurs d'argent. En

France, la création du Conseil National du Crédit permet la même politique» (8).

En Israël, la Banque Centrale qui dirige la politique du crédit, assure le réescompte au crédit national des prêts à moyen et à long terme consentis à l'industrie et à l'agriculture. De plus, elle oriente les crédits vers les investissements qui ont la priorité au point de vue de la productivité et de l'intérêt général.

M. E. James (9) a annoncé : « Quand on parle de « sélection », il faut savoir qui fait le choix. En principe, on vient de le voir, ce rôle devrait être à la Banque de France et son choix devrait s'effectuer en partie d'après le critère de conformité au Plan.

Donc, en dernier ressort, ce sont les autorités publiques qui dirigent la sélection. La sélection actuelle, assurée par l'Etat ou ses intermédiaires, doit au contraire favoriser les entreprises qui travaillent pour la satisfaction des besoins essentiels de la nation ».

La politique sélective de crédit est appliquée en Israël par la « Banque d'Israël ». Elle répond aux besoins essentiels devant favoriser l'expansion de l'économie israélienne. Le crédit est accordé en vue de faciliter la constitution ou l'adaptation des moyens industriels destinés à assumer la fabrication des produits nécessaires au pays. Les prêts d'abord destinés à développer la fabrication de produits de remplacement, ont été étendus au rééquipement industriel. L'importance de ces prêts sur fonds de l'Etat a donné lieu à de nombreuses discussions sur la politique d'investissements suivie ces dernières années. Cette politique devrait se faire d'après le critère de productivité ou du développement d'un domaine économique important du pays. Il s'agirait de satisfaire largement les besoins prioritaires, et de réaliser l'idéal « tout pour la production, rien pour la spéculation ».

En outre, l'Etat en Israël, comme dans la plupart des autres pays, accomplit toutes les tâches. Cela s'applique d'autant mieux aux crédits bancaires : l'Etat interventionniste ne peut se désintéresser d'un rouage aussi important de la vie économique. Pour organiser, développer et contrôler la distribution du crédit à moyen terme et à long terme, l'Etat avait en Israël des motifs : la nature des risques, l'insuffisance des ressources des établissements privés spécialisés.

La politique sélective de crédit est très importante pour Israël en tant que pays où manquent certaines ressources en matières premières. Dans ce cas, l'Etat doit orienter les investissements vers les domaines ou les branches qui peuvent assurer la mise en valeur des matières non exploitées ou des industries pas assez développées. L'afflux des crédits parmi les divers secteurs en Israël est

(8) E. JAMES, *Cours d'Economie Politique*, p. 177, Doctorat 1956-1957.

(9) E. JAMES, *op. cit.*, p. 177.

fixé par la priorité que donne le gouvernement à certaines branches. Le crédit sélectif en Israël est un moyen d'améliorer la balance du paiement, l'emploi, de développer les « zones non exploitées » ; cette politique prend en considération même des raisons non économiques telle que la défense nationale.

Une partie importante des crédits sur fonds publics consentis aux entreprises privées ne se distinguent pas des crédits économiques normaux ou des crédits sociaux (10). Ils sont en effet accordés aux risques des établissements bancaires chargés de leur distribution, pour compenser les ressources traditionnelles insuffisantes ou pour favoriser certaines activités d'intérêt social. Mais d'autres crédits sur fonds publics sont consentis aux risques du Trésor, les considérations habituelles de rentabilité et de sécurité qui président normalement aux opérations de crédit étant écartées dans une proportion variable, en raison de l'intérêt économique des investissements.

L'Etat agit alors comme le créateur d'une épargne collective, constituée au détriment des entreprises et des particuliers, et redistribuée entre certaines entreprises au profit de l'économie générale.

L'Etat peut donc agir indirectement sur l'orientation des investissements privés par l'intermédiaire de la politique sélective de crédit.

Le volume des crédits.

En 1954, le gouvernement bloqua le volume des crédits bancaires, et il a eu de nouveaux recours à cette mesure, du mois d'août 1955 jusqu'au début de mars 1956. Ce blocage a été suspendu en mars, et les banques ont été autorisées à augmenter le volume de leur crédit de 30 %. En outre, la Banque Centrale a commencé ses opérations de réescompte en février 1956. En mai 1956, la Banque Centrale a également publié un nouveau règlement qui autorise les banques à dépasser le minimum statuaire fixé à 15 %, et à utiliser une partie des liquidités sous forme de crédits.

A cette époque, (1956), beaucoup d'entreprises souffraient du manque de fonds de roulement suffisant, et étaient obligées d'en recourir au crédit bancaire. A cause de la pression inflationniste permanente, et de la hausse des prix, le taux d'intérêt était très élevé (officiellement de 9 %), mais en pratique, même les banques sérieuses n'accordaient pas de crédits à moins de 15 % (9 % intérêt légal + frais + commission + participations et contributions diverses).

(10) Il existe des crédits « sociaux » qui sont accordés pour favoriser certaines catégories sociales ou pour faciliter certaines activités d'intérêt social qui n'auraient pu remplir les conditions nécessaires pour bénéficier de crédits économiques normaux.

Le volume des crédits s'accrut de 285,5 millions de livres israéliennes en 1954 à 830,1 millions en 1960, soit une augmentation de presque 300 %. Cette augmentation en volume des crédits a créé « l'opportunité d'investissements » soit dans les secteurs publics, soit dans le secteur privé.

Le tableau n° 17, nous révèle le développement des crédits entre 1954 et 1960. On peut constater l'existence d'excès de la demande de crédits permanents.

TABLEAU N° 17

LES CRÉDITS BANCAIRES ACCORDÉS AU PUBLIC - 1954-1960 (1)
(en millions de livres israéliennes)

Années	Banque d'Israël	Autres banques	Crédits bancaires	Contre-dépôts gouvernementaux	Dépôts gouvernementaux servant aux crédits	Total (3) + (4) = + (5)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1954.....	—	221,5	221,5	22,5	41,5	285,5
1955.....	15,7	228,3	244,0	35,2	62,2	341,4
1956.....	35,1	247,0	282,1	46,7	73,2	402,0
1957.....	51,6	289,8	341,4	59,2	83,0	483,6
1958.....	27,6	378,9	406,5	64,7	101,0	572,2
1959.....	33,6	473,9	507,5	67,4	116,2	691,1
1960.....	57,0	589,6	646,6	65,4	118,1	830,1

(1) Sauf la Banque d'Agriculture d'Israël.

Source : *Annuel report* 1950, Jérusalem, mai 1961, p. 214.

Les crédits accordés aux branches principales du pays.

Le gouvernement et la « Banque d'Israël » furent obligés de contrôler le montant des crédits quantitativement et qualitativement et de les orienter vers les besoins essentiels au développement économique.

Le gouvernement encourageait l'agriculture et l'industrie, et surtout les entreprises de base dans :

- l'exploitation des richesses minérales financée, principalement, par le budget de l'Etat ;
- l'exportation de la potasse, des phosphates, du sel, et d'une série d'autres produits minéraux susceptibles de trouver un marché favorable en Afrique et en Asie, du fait de l'ouverture de la voie maritime d'Eilat ;

— le développement de l'agriculture jusqu'à un niveau permettant de couvrir tous les besoins locaux et l'exportation.

Plus de 50 % des crédits bancaires en 1960 sont absorbés par l'agriculture et l'industrie, 143,4 millions de livres israéliennes sont orientés vers l'agriculture en 1960 contre 129,7 millions en 1959 et 53,9 en 1954; la part de l'agriculture en crédits bancaires s'est accrue de 20 %. L'industrie a absorbé la part des crédits la plus élevée : 214,6 millions en 1960 pour 163,6 millions en 1959 et 57,3 en 1954, soit 30 % d'augmentation en 1960. Le tableau n° 18 nous montre l'orientation des crédits vers les branches principales du pays. Ici nous pouvons constater l'importance de l'industrie dans les dernières années, après la politique sélective des crédits.

TABLEAU N° 18
L'ORIENTATION DES CRÉDITS BANCAIRES
ENTRE LES PRINCIPALES BRANCHES ÉCONOMIQUES - 1954-1960

Les branches	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
	(en millions de livres israéliennes)						
Agriculture	53,9	65,4	84,2	101,4	114,4	129,7	143,4
Industrie	57,3	77,2	92,8	107,9	130,5	163,6	214,6
Construction	31,8	19,8	21,4	27,4	28,2	36,9	43,1
Commerce	37,0	37,5	36,7	44,0	54,0	70,0	82,1
Services publics	8,2	4,4	13,3	27,3	21,4	24,4	33,9
Autorités locales	4,4	3,3	4,5	6,0	7,0	7,7	10,3
Etablissements financiers	6,9	5,6	10,5	9,3	7,5	13,9	15,8
Etablissements nationalisés ..	3,5	3,0	3,1	11,0	14,8	17,6	30,2
Services	10,4	13,7	16,1	17,1	25,9	29,4	36,2
Divers	30,0	44,9	44,9	52,9	68,1	82,0	101,3
TOTAL	243,4	274,8	327,5	404,3	471,8	575,2	710,9
	(en pourcentage)						
Agriculture	22,2	23,8	25,7	25,1	24,3	22,6	20,2
Industrie	23,5	28,1	28,3	26,7	27,7	28,4	30,2
Construction	13,1	7,2	6,5	6,8	6,0	6,4	6,1
Commerce	15,2	13,7	11,2	10,9	11,4	12,2	11,5
Services publics	3,4	1,6	4,1	6,7	4,5	4,2	4,8
Autorités locales	1,8	1,2	1,4	1,5	1,5	1,3	1,4
Etablissements financiers	2,8	2,0	3,2	2,3	1,6	2,4	2,2
Etablissements nationalisés ..	1,4	1,1	1,0	2,7	3,1	3,1	4,2
Services	4,3	5,0	4,9	4,2	5,5	5,1	5,1
Divers	12,3	16,3	13,7	13,1	14,4	14,3	14,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Bank of Israel : Annual report, 1960, p. 217.

Un second tableau (n° 19), nous illustre la politique de la Banque d'Israël, qui favorise l'agriculture et l'industrie par rapport aux autres branches. La Banque Centrale a orienté pour sa part, en 1960, 35,5 % de crédits vers l'agriculture et l'industrie ; 35,8 % vers les services publics (par exemple pour l'investissement du « pipe-line »

TABLEAU N° 19

LES CRÉDITS BANCAIRES SELON LEURS RESSOURCES ET LEUR ORIENTATION
31 DÉCEMBRE 1960

Les branches	Crédits bancaires				Crédits contre dépôts gouvernementaux	Total 4 + 5
	Orientés par la Banque d'Israël		Sans orientation à part hors la Banque d'Israël	Crédits bancaires Total 1 + 2 + 3		
	Banque d'Israël	d'autres Banques				
	1	2				
(en millions de livres israéliennes)						
Agriculture	8,6	74,4	55,0	138,0	5,4	143,4
Industrie.....	11,6	39,2	132,5	183,3	31,3	214,6
Construction	0,2	2,0	34,5	36,7	6,4	43,1
Commerce.....	4,4	8,7	60,0	73,1	9,0	82,1
Services publics	20,4	6,0	6,7	33,1	0,8	33,9
Autorités locales	—	1,1	9,2	10,3	—	10,3
Ets. financiers	—	0,3	15,5	15,8	—	15,8
Ets. nationalisés	11,6	15,0	3,5	30,1	0,1	30,2
Services.....	—	5,1	27,2	32,3	3,9	36,2
Privés	—	—	60,0	60,0	5,0	65,0
Divers	0,2	0,3	32,3	32,8	3,5	36,3
TOTAL....	57,0	152,1	436,4	645,5	654	710,9
(en pourcentage)						
Agriculture	15,1	48,9	12,6	21,4	8,3	20,2
Industrie.....	20,4	25,8	30,4	28,4	47,8	30,2
Construction	0,3	1,3	7,9	5,7	9,8	6,1
Commerce.....	7,7	5,7	13,7	11,3	13,8	11,5
Services publics	35,8	3,9	1,5	5,1	1,2	4,8
Autorités locales	—	0,7	2,1	1,6	—	1,4
Ets. financiers	—	0,2	3,6	2,4	—	2,2
Ets. nationalisés	20,4	9,9	0,8	4,7	0,1	4,2
Services.....	—	3,4	6,2	5,0	6,0	5,1
Divers	0,3	1,2	21,2	14,4	13,0	14,3
TOTAL....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Bank of Israel : Annual Report, 1960, p. 216.

Haïfa-Eilath); et 20,4 % aux établissements nationalisés. D'autres banques ont distribué leurs crédits sous l'orientation de la Banque Centrale, 74,4 % orientés vers l'agriculture et l'industrie (soit 187,5 millions de livres israéliennes), 7,9 % vers la construction, 13,7 % vers le commerce. Seulement 1,5 % allait aux services publics et 0,8 % aux établissements nationalisés.

Nous remarquons donc l'importance du volume de crédits, orienté, dans les dernières années, vers l'industrie. Ce développement est lié à l'augmentation de la part d'industrie dans la production nationale, et surtout à l'augmentation de la production en produits destinés à l'exportation, par exemple l'industrie diamantaire qui a reçu 26,9 millions de livres israéliennes de crédits en 1960, contre 11,2 millions en 1959 et 5,1 millions en 1958 (tableau n° 20).

TABLEAU N° 20

LES CRÉDITS A COURT TERME DANS LES INDUSTRIES
SELON LES BRANCHES PRINCIPALES - 1958-1960

Branches	1958	1959	1960	% d'augmentation par rapport à l'année précédente	
				1959	1960
Alimentation	26,4	27,8	32,3	5,3	11,6
Textiles, cuir	31,7	42,4	47,9	33,4	11,3
Bois	6,9	9,3	11,1	33,9	11,9
Papiers et imprimerie	8,1	10,7	16,4	31,9	52,9
Caoutchouc et plastique	7,1	10,9	14,1	54,5	29,4
Métaux et produits électriques	32,9	41,8	54,9	27,0	31,3
Chimie	26,4	30,6	35,8	16,1	17,1
Mines (non métaux)	10,6	13,0	14,5	23,0	10,8
Diamant	5,1	11,2	26,9	120,1	14,0
Divers	11,1	14,1	14,8	27,6	4,6
	166,3	211,9	268,7	27,4	26,8

Source : Bank of Israel : Annual Report, 1960, p. 195.

En outre, 54,9 millions de livres israéliennes sont orientés vers « Métaux et électricité » contre 41,8 millions en 1959 et 32,9 millions en 1958, soit une augmentation de 31,3 % en 1960 pour 27,0 % en 1959. Le secteur « Papiers et imprimerie » a augmenté de 52,9 % en 1960 pour 31,9 % en 1959, mais sa part est toujours faible parmi les autres branches principales, comme les textiles et le cuir, l'alimentation et la chimie qui absorbent une partie essentielle de

crédits orientés vers l'industrie, concurrençant les crédits orientés vers l'agriculture. Le tableau n° 21 nous illustre une augmentation de 17 % de 1955 à 1958, ensuite une augmentation de 5 % entre 1958 et 1959, et 17 % entre 1959 et 1960. L'augmentation de 17 % des crédits orientés pour l'année 1960 par rapport à l'année 1959 est similaire à l'augmentation pendant la période 1955-1958, ce résultat nous montre l'importance des crédits sélectifs dans la politique financière dans les dernières années.

TABLEAU N° 21

L'ORIENTATION DES CRÉDITS VERS LES DIVERSES BRANCHES AGRICOLES DE 1959-1960
(en millions de livres israéliennes)

	1959		1960		L'augmentation ou la diminution					
					de 55 à 58		de 58 à 59		de 59 à 60	
	Mill. L.I.	%	Mill. L.I.	%	Mill. L.I.	%	Mill. L.I.	%	Mill. L.I.	%
Coton	13,5	16,6	17,5	18,3	1,7	35	4,1	42	4,0	30
Culture des arbres	21,5	26,3	25,6	26,3	4,7	74	3,8	23	4,1	19
Organisation d'achat....	7,6	9,3	9,1	9,5	0,9	17	—	—	1,5	20
Légumes	8,0	9,8	8,0	8,4	0,7	10	—	—	—	—
Arachides	5,0	6,1	5,9	6,2	—	3	0,9	22	0,9	18
Divers	20,4	25,4	23,8	24,9	1,3	7	-6,3	-25	3,4	17
Crédits aux nouvelles colonies	5,6	6,9	5,6	5,9	0,6	17	—	—	—	—
TOTAL	81,6	100,0	95,5	100,0	10,0	17	3,7	5	13,9	17

Source : *Bank of Israel : Annual Report*, 1959, p. 124 ; — 1960, p. 121.

Les deux produits les plus favorables, sont les crédits orientés vers le coton : 17,5 millions de livres israéliennes soit 18,3 % des crédits sélectifs à l'agriculture et une augmentation de 30 % entre 1959 et 1960. En outre, la « culture des arbres » a absorbé 25,6 millions soit 26,8 % et a marqué une augmentation de 19 % en crédits sélectifs entre les mêmes années. Nous remarquons que les cultures maraîchères ont subi un ralentissement de crédits sélectifs qui ont été provoqués par la diminution de surfaces cultivées de ces produits.

On peut dire en bref, que la nouvelle politique du gouvernement dans les investissements est l'orientation de crédits sélectifs vers les branches les plus productives et les plus importantes aux besoins du pays. En effet, la politique sélective de crédits est un outil nécessaire pour l'orientation des investissements en Israël.

Crédits de productivité.

Les crédits de productivité ont été créés à une époque où existaient uniquement les prêts d'équipements, destinés essentiellement à compléter les ressources des industries de base (par exemple l'industrie agricole et surtout les entreprises nationales). Ces crédits sont destinés à améliorer non seulement l'équipement, mais encore la productivité des entreprises. En Israël nous remarquons au cours des dernières années une tendance vers ce genre de crédits qui sont destinés à financer en partie des investissements matériels (bâtiments, machines).

La primauté, donnée à l'accroissement de la productivité, n'empêche pas que les crédits aient été réservés, de préférence, aux entreprises produisant des biens de consommation courante comme l'alimentation ou aux entreprises situées dans le Sud d'Israël ou s'orientant vers l'exportation.

Actuellement, la politique du pays, tend à améliorer le niveau technique de la production industrielle pour développer l'exportation afin de réduire, à l'avenir, le déficit de la balance commerciale.

Sous-Section II. — Subventions gouvernementales

Un programme d'équilibre suppose la priorité pour les équipements : le contrôle des changes et des droits de douane élevés, arrêtent toute importation de biens jugés non nécessaires.

Pour permettre le développement de l'industrie israélienne, l'Etat est obligé d'adopter une politique protectionniste sévère.

Grâce à des subventions, le volume des produits finis destinés à l'exportation a augmenté rapidement. Les subventions attribuées par le gouvernement à certains produits, provoquent des investissements dans les secteurs les produisant, et, grâce à cette politique de subvention, des investissements supplémentaires ont été orientés vers ces secteurs, permettant la création de nouvelles entreprises. Des subventions, des fixations de prix de vente favorables, des fournitures de matériel encouragent les investissements, tandis que d'autres sont, au contraire, découragés par une fixation de prix moins avantageux.

Chaque ministère étant responsable de la fraction d'investissements qui lui incombe, il affecte les subventions, aux entreprises privées et publiques effectuant les investissements jugés désirables. Le montant de la subvention varie suivant les charges qui résultent de telle ou telle exigence du gouvernement ou de l'intérêt que

présente le développement d'une industrie donnée. Si on veut renforcer la richesse productive d'une région particulière (par exemple l'agriculture dans le Sud ou telle industrie à Eilath), les subventions seront d'autant plus élevées, et cela sera de nature à encourager les investissements privés.

Donc, la subvention est un second outil dans les mains du gouvernement israélien. Le crédit sélectif complété par la politique de subvention permet l'orientation de certains investissements vers les secteurs insuffisamment développés.

L'avantage et l'inconvénient de la subvention.

Le gouvernement israélien subventionne deux secteurs principaux : l'agriculture et l'industrie (y compris les mines), dont nous parlerons successivement.

A. — Subventions dans l'agriculture

La subvention dans l'agriculture est augmentée de 24 millions en 1960 (11) (tableau n° 22) et elle se montait à 71,7 millions en

TABLEAU N° 22
SUBVENTION A LA PRODUCTION AGRICOLE 1956-1960
(en millions de livres israéliennes)

	1956	1957	1958	1959	1960
Lait	7,6	9,0	11,7	16,1	12,5
Viande	—	—	—	0,8	3,0
Œufs	1,4	2,9	4,0	11,9	19,4
Légumes	4,8	12,7	21,3	7,7	5,1
Divers	3,1	6,6	4,9	5,0	7,7
Subvention totale aux produits ...	16,9	31,2	41,9	41,5	47,7
Sécheresse	—	2,6	1,2	6,2	24,0
TOTAL	16,9	33,8	43,1	47,7	71,7

Source : Bank of Israel : Annual Report, 1960, p. 115.

1960 pour 47,7 millions en 1959 et 16,9 millions en 1956. C'est la sécheresse de 1960 qui a provoqué cette importante augmentation,

(11) Il faut ajouter encore la subvention de l'Agence Juive aux nouvelles colonies, d'un montant de 5 millions.

mais nous notons quand même dans le tableau n° 22, le développement de la subvention entre 1956 et 1959. En 1959, la subvention a presque triplé par rapport à l'année 1956. Ce tableau nous montre que la subvention est surtout donnée aux produits de consommation qui remplacent l'importation en produits comme des viandes, du lait et des œufs. La subvention d'Etat aux produits agricoles a provoqué et provoquera — à notre sens — un surplus de la production conduisant forcément à un abaissement de prix. En effet, ces produits en excès ne trouveront pas facilement des débouchés à l'extérieur. A ce moment la production subira forcément un ralentissement et cela se soldera par une perte pour les investisseurs.

A notre avis, la subvention à ces produits doit être attribuée pour une courte période, et doit être supprimée au moment où la production répondra aux besoins locaux. Le gouvernement doit cesser le paiement de la subvention à ces secteurs dès qu'ils provoquent un excès de la production difficilement exportable ; il faut prévoir et essayer d'enrayer tous les inconvénients qui peuvent résulter de la subvention aux secteurs produisant des biens de consommation.

B. — *Subventions dans l'industrie*

Le gouvernement subventionne surtout les industries finies destinées à l'exportation. La subvention s'est élevée en 1960 à 96 millions de livres israéliennes pour 65 millions en 1959, et 37 millions en 1958, soit une augmentation de 28 millions en 1959 et 31 millions en 1960 par rapport aux années précédentes (1958-1959).

La subvention gouvernementale aux produits destinés à l'exportation, dont le but principal est de diminuer le déficit de la balance des paiements grâce à l'augmentation de revenus en devises, est souhaitable. Mais le gouvernement doit savoir que la subvention ne doit pas durer trop longtemps, et doit être remplacée par des investissements supplémentaires dans le but d'améliorer encore le niveau qualitatif de la productivité, dont l'abaissement du coût de revient.

Au sein du secteur public, le gouvernement a encouragé et subventionné l'utilisation des minéraux locaux fort pauvres et extraits en petites quantités selon des procédés coûteux, comme la recherche des gisements pétroliers, et il est beaucoup plus difficile de justifier les coûteuses entreprises des minerais de cuivre (dits les « mines du roi Salomon » près d'Eilath) et de fer. Au début, la gestion par des entreprises du secteur public, des mines de cuivre et de l'extraction des sels de la Mer Morte a été critiquée et des erreurs ont été offi-

ciellement admises. Mais en raison de l'autonomie économique, l'Etat a pratiqué la politique de subvention pour diminuer la dépendance à l'égard de l'extérieur.

Il est évident pour nous que le crédit sélectif et la subvention sont des moyens d'orientation de certains investissements actuellement en Israël.

CHAPITRE III

LE CHOIX DES INVESTISSEMENTS ASSUJETTI AUX CONSIDÉRATIONS POLITIQUES

Dès la proclamation de l'Etat d'Israël, les pays arabes lui déclarèrent la guerre.

Les efforts des Nations-Unies aboutirent, en 1949, à la signature d'un accord d'armistice. Cependant, ces conventions ne revêtent pas aux yeux de tous un caractère définitif. Au moment où nous écrivons ces lignes, treize ans environ après la fin des hostilités, la situation est encore tendue sur les frontières israéliennes et risque à chaque instant de dégénérer en conflit ouvert.

On comprendra que de telles conditions, plus elles durent, plus elles affectent l'économie, et, pour cette raison, sont considérées souvent en tant que moyens préliminaires aux choix des investissements. C'est ce qui justifie ce chapitre.

Les causes de l'antagonisme actuel sont nombreuses. Elles sont de caractère territorial, religieux et politique. Il ne nous appartient pas d'en traiter dans cette étude. Disons cependant, sans nous y arrêter trop, que pour quelques-uns (1), la querelle qui oppose Israël à ses voisins arabes ne serait pas le résultat d'une haine profonde. Ils y voient plutôt une sorte de décalage économique. Le monde arabe, en effet, a gardé un caractère féodal ; il est partisan de l'entreprise capitaliste dont une part des profits revient à l'aristocratie locale. Israël, au contraire, veut introduire le progrès technique et les mœurs occidentales. Il instaure aussi des entreprises sous la forme « socialiste » ou plutôt « travailliste ». Une certaine rivalité économique viendrait dès lors prendre une place importante dans les causes de l'opposition entre Israël et ses voisins.

Dans ce chapitre, nous constaterons que la situation politique

(1) Jacques MADAULE, *Le retour d'Israël*.

actuelle entre Israël et les pays arabes oblige le gouvernement à orienter certains investissements vers des domaines non rentables, et qui pourront être éliminés des programmes d'investissements au moment de la paix.

Nous verrons donc successivement la politique des pays arabes et le boycott économique, et ensuite, les investissements stériles dans la défense nationale.

Section I

Le boycott économique pratiqué par les pays arabes

Israël est entouré de pays arabes qui se sont déclarés ses ennemis et avec qui, dans le cas le plus favorable, il a des accords d'armistice peu rassurants. Ce sont là les seuls rapports qui existent entre Israël et ces pays, et c'est un cas unique dans le monde.

Le nouvel Etat s'est ainsi trouvé coupé de la plupart des anciennes sources d'approvisionnement du pays en matières premières, produits pétroliers et denrées alimentaires, ainsi que des marchés naturels de ses articles manufacturés. Il n'y a non seulement aucun commerce entre Israël et ses voisins, mais ces derniers s'efforcent, au moyen du blocus et du chantage économique, d'empêcher d'autres pays de commercer avec Israël.

L'attitude hostile de tous ses voisins oblige le nouvel Etat à ignorer complètement la possibilité de commercer dans la région même. Le commerce extérieur ne peut se faire que par mer ou par air et avec des pays lointains. Cette politique du monde arabe oblige le gouvernement à suivre une politique d'autonomie israélienne. On distingue deux choses à l'intérieur de cette politique d'abord la recherche d'autonomie économique alimentaire et ensuite l'approvisionnement en devises étrangères.

Sous-Section I. — L'autonomie économique alimentaire

Le premier problème d'Israël était l'alimentation d'une population de 600.000 habitants juifs en 1948. La tâche du gouvernement était de résoudre ce besoin de première nécessité.

Le rapport du F.A.O. (2) donne une description générale de l'évolution économique du pays depuis la fondation de l'Etat

(2) F.A.O., *Projet de développement Méditerranéen*, p. 214, Rome, 1959.

d'Israël en 1948 jusqu'en 1956-1957. On a voué une attention toute particulière au développement de l'agriculture, principalement après la déclaration du boycott des pays arabes, et l'exode de 726.000 (3) arabes ayant quitté le territoire occupé par les israéliens pour se réfugier dans les pays voisins. Le gouvernement prit la décision de suivre une politique d'investissements qui permettrait de satisfaire tous les besoins alimentaires nécessaires au pays. Les émigrants étaient surtout des agriculteurs et leur départ a eu pour effet immédiat de faire baisser fortement la production agricole. En outre, le boycott entraînant la rupture des relations commerciales, le pays ne pouvait plus compter sur les marchés d'alimentation des pays arabes comme auparavant.

Au cours des premières années de l'indépendance d'Israël, le gouvernement a eu comme premier souci la satisfaction des besoins alimentaires de la population. Israël a donc mis l'accent sur l'agriculture, et des investissements immenses ont été orientés vers ce secteur jusqu'en 1956. De plus, l'augmentation de la population, par l'arrivée constante de nouveaux immigrants, a accentué ce besoin d'investissement pour permettre un accroissement corrélatif de la production.

Malgré les mouvements rapides des immigrants jusqu'en 1955, la consommation annuelle « per capita » de nourriture est passée en valeur de 304 livres israéliennes en 1949-1950 à 311 en 1954-1955, et en quantité de 573 à 610 kilogrammes.

Le nombre de calories par jour et par habitant a augmenté de 2.530 en 1949-1950 à 2.900 en 1952-1953, dépassant la moyenne nécessaire évaluée à 2.400-2.700. Le tableau n° 23 nous montre le niveau satisfaisant de la ration quotidienne en calories d'Israël par rapport aux besoins et par rapport à d'autres pays.

Ce niveau élevé en calories en Israël montre l'importance des investissements qui ont été dirigés vers les secteurs de produits alimentaires, réalisant ainsi l'autonomie économique en produits agricoles, et assurant les besoins essentiels de la population, qui se trouve en accroissement rapide du fait d'un taux élevé de l'accroissement naturel et d'une forte immigration. Il est évident que lorsqu'il y a un plus grand nombre d'individus, il y a un plus grand nombre de besoins à satisfaire, donc des investissements supplémentaires à pratiquer.

Nous verrons plus tard comment Israël a réussi à atteindre son but, qui était de satisfaire les besoins alimentaires. Actuellement, l'agriculture comble presque tous les besoins essentiels en alimentation. Ce résultat positif a été provoqué forcément par la politique du boycott des pays arabes. On peut dire que cette réussite d'Israël, arrivant à assurer ses besoins alimentaires, est un premier succès

(3) O.N.U., *op. cit.*

TABLEAU N° 23
CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Pays	Estimation des besoins en calories	Ration calorifique (1)	Pourcentage des calories provenant des céréales ou des tubercules (1)	Protéines animales (1) grammes (par habitant et par jour)
	(par habitant et par jour)			
Israël.....	2.530	2.880	50	30
Grèce.....	2.410	2.580	58	23
Italie.....	2.460	2.550	59	24
Portugal.....	2.470	2.450	59	23
Yougoslavie.....	2.650	2.650	72	19
Turquie.....	2.410	2.660	74	12
Tunisie.....	2.370	2.480	65	15
Egypte.....	2.380	2.590	70	13
Libye.....	2.300	2.070		
Inde.....	2.240	1.890	67	5

(1) 1954-1955 à 1955-1956 pour Israël et l'Égypte ; 1951-1952 à 1953-1954 pour la Yougoslavie ; 1955-1956 pour la Libye ; 1949-1953 pour la Tunisie.

Source : F.A.O., 1959, p. 13.

politique dans la lutte contre le boycott économique. Nous voulons noter ici, que l'orientation des investissements au cours des années ayant suivi l'indépendance aurait été différente sans le boycott et peut-être Israël serait-il resté dépendant des pays arabes pour la majorité de ses besoins en produits agricoles.

Donc, les produits alimentaires qui étaient importés des pays arabes en Israël avant l'indépendance ont été remplacés par des produits locaux grâce aux investissements réalisés dans ce but.

Sous-Section II. — Besoins en devises

Le deuxième effet du boycott sur l'économie israélienne fut la fin des exportations vers les pays voisins et par là même un ralentissement d'entrée des devises étrangères.

Autre mesure prise dans le cadre du boycott par les pays arabes : le blocus du canal de Suez par l'Égypte. Le blocus du canal de Suez ne rend pas seulement son utilisation impossible aux navires israéliens, il consiste également en la confiscation, par les autorités égyptiennes, de toutes marchandises transportées par le canal de Suez à destination d'Israël par des navires d'autres nations, sous prétexte qu'il s'agit de matériel militaire, définition pouvant être appliquée à presque toute marchandise.

Ce blocus du canal de Suez empêche Israël d'exporter ses produits et d'améliorer ses ressources en devises, qui ont subi une forte baisse en raison du boycott.

Les relations commerciales palestiniennes avec les pays arabes étaient d'une importance non négligeable et évoluaient dans un sens positif. L'évolution des événements politiques et militaires a marqué la chute d'abord, puis l'arrêt total de ces relations.

Une autre conséquence directe du blocus est qu'Israël doit payer considérablement plus cher que d'autres pays pour ses importations de pétrole. Etant donné que ce pays n'a pas de charbon et très peu d'énergie hydraulique, le développement rapide d'industries destinées à l'exportation se fait presque exclusivement au moyen de pétrole. La valeur du carburant consommé par Israël se monte à près de 40 millions de dollars en 1957 et constitue environ 10% du total des importations et 40% des exportations du pays. Le coût de revient des produits destinés à l'exportation est devenu forcément plus élevé, et a rendu plus difficile la découverte des débouchés susceptibles d'absorber ces produits.

Au cours de la période allant de 1949 à 1954, les dépenses en devises d'Israël se sont élevées au total de 2 milliards 20 millions de dollars, sur lesquels 460 millions de dollars, soit 23 %, ont été couverts par des exportations et des services ; le solde soit un milliard 600 millions de dollars a été financé par des transferts de capitaux et des prêts, se répartissant de la façon suivante (4) :

	<i>Pourcentage</i>
Contribution de la communauté juive mondiale. .	21,4
Importations de capital privé en nature.	20,7
Liquidation de soldes en sterling et des valeurs étrangères	7,1
Réparations allemandes	7,5
Dons du gouvernement des Etats-Unis	10,9
Emprunts de l'Indépendance et du développement économique	10,4
Prêts de la Export-Import Bank	7,6
Crédits commerciaux et autres importations nettes d'impôts	14,4

Les dons sont collectés dans tous les pays par des représentants de l'Agence juive, et ont résolu temporairement les besoins en devises. Mais nous savons bien qu'un pays ne peut pas compter toujours sur l'afflux des dons, et, pour cette raison, le gouvernement

(4) O.N.U., L'évolution économique au Moyen-Orient, 1945 à 1954.

israélien a pris la décision de développer le commerce extérieur par tous les moyens et à n'importe quel prix. Il fallait donc dans ce but, investir des capitaux considérables, en ouvrant de nouveaux ports comme Eilath, qui remplace le canal de Suez pour l'exportation vers les pays africains et certains pays d'Asie, en construisant le « pipe-line » Haïfa-Eilath qui réduit le coût du pétrole, et en rétablissant le chemin de fer Eilath-Ber-Sheba pour réduire le coût du transport des produits minéraux destinés à l'exportation. Nous allons détailler ces investissements comme les suivants :

1° Eilath est, après la création de l'Etat, une petite colonie fondée dans l'étroite bande de territoire israélien longeant le Golfe d'Aquaba, serrée entre la Jordanie et l'Egypte (voir ci-dessous). Sa fondation fut inspirée par la conviction qu'il fallait s'accrocher à cet endroit, qui, aujourd'hui, a une importance stratégique et économique primordiale. Le port d'Eilath qui a absorbé des capitaux considérables pour son développement, raccourcit le chemin et ouvre la porte aux produits qui ne peuvent transiter par le canal de Suez. Pour cette raison, la colonie d'Eilath était maintenue artificiellement en vie par l'aide du gouvernement qui a fait aménager des installations suffisantes dans le port. Eilath, qui reçoit les bateaux de façon continue, est une seconde réussite pour le gouvernement contre le boycott arabe.

2° En Israël, le « pipe-line » de 6 pouces, (413 km entre Eilath et Haïfa), dont la capacité est de 570.000 tonnes par an, a été achevé à la fin de 1958 ; il transporte le pétrole brut à la raffinerie de Haïfa. Ce « pipe-line » permet depuis août 1960, date de remplacement par des tubes de 16 pouces à ceux des anciens de 6 pouces, l'acheminement de tout le pétrole nécessaire aux besoins du pays. La capacité sera portée à 2,9 millions de tonnes en 1961 et pourrait l'être ultérieurement à 5,8 millions de tonnes par an.

Pour achever toutes ces constructions, il fallait beaucoup d'investissements qui ont été financés surtout par le gouvernement. En outre, le port pétrolier d'Haïfa est en voie d'amélioration par la construction d'un « pipe-line » sous-marin de 3 km et 32 pouces de diamètre pouvant recevoir des tankers jusqu'à 80.000 tonnes. La capacité de transport de la flotte israélienne est déjà supérieure aux besoins actuels.

3° Pour permettre des exportations rapides, le gouvernement a décidé de gros investissements pour le rétablissement du chemin de fer reliant le Sud avec tout le pays, ce qui facilitera le transport des produits minéraux et de tous les produits finis destinés à l'exportation. En outre, le coût de transport réduit donne la possibilité d'améliorer le commerce extérieur et d'augmenter les ressources en devises.

Le rapport de l'O.N.U. (5) révèle que les ressources officielles d'or et de devises étrangères ont augmenté considérablement dans les dernières années; en 1950, les ressources en devises étaient de 30,5 millions de dollars, contre 7,8 millions en 1951 et 4,3 millions en 1953. En 1952, les réserves en devises étaient nulles. A partir de 1954, les réserves commençaient à augmenter grâce à la politique du gouvernement, et en 1959 elles s'élevaient à 117,6 millions de dollars.

Remarquons que ces investissements, sont actuellement provoqués par la politique régionale du Moyen-Orient, qui oblige le gouvernement à lutter contre le boycott et favorise ainsi le développement économique israélien.

On pourrait citer dans le cadre du boycott économique pratiqué par les pays arabes contre Israël, l'affaire « Renault-Kayser ».

La Régie Nationale Française des automobiles « Renault » avait passé un contrat avec la Société « Kayser » pour le montage des Dauphines en Israël. A la suite de pressions de la part des pays arabes, et à l'étonnement de l'opinion publique israélienne, cet établissement français rompait son contrat. Le résultat, qui n'était sûrement pas cherché par les pays arabes, fut l'obligation dans laquelle s'est trouvé le gouvernement israélien de pratiquer des investissements et de permettre la naissance d'une petite voiture, « La Sabra », qui remplace avantageusement, pour l'économie israélienne, le projet de montage des Dauphines. De plus, la plus grande part de la production de cette voiture va être dirigée vers l'exportation permettant des entrées de devises.

Cet exemple nous montre l'effet plus que bénéfique sur l'économie israélienne du boycott pratiqué par les pays arabes.

Section II

La défense nationale

La situation militaire et stratégique de l'Etat d'Israël, dont les frontières sont démesurées et sinueuses, pose des problèmes spécifiques pour la sécurité du pays (6).

M. Ben-Gourion (7), le premier ministre israélien a annoncé :

(5) *L'évolution économique au Moyen-Orient 1958-1959*. Supplément à l'étude sur l'économie mondiale (1959), p. 97.

(6) Le territoire d'Israël d'une superficie de 20.406 km² est entouré de frontières terrestres d'une longueur de 951 km, la distance entre la frontière septentrionale, et le point le plus éloigné au Sud (Eilath) est de 553 km.

(7) D. BEN-GOURION, *Le peuple et l'Etat d'Israël*, p. 86.

« Il est inutile de rappeler que notre sécurité n'a pas été définitivement assurée par notre victoire dans la guerre d'indépendance. Le problème reste aussi grave qu'au jour de la fondation de l'Etat et peut-être même s'est-il aggravé depuis lors. Nos voisins refusent de s'entendre avec nous... Leurs armées et leurs armes, ils n'en ont besoin que dans un seul but : anéantir Israël. »

L'expérience enseigne qu'il faut réduire au minimum le nombre des points faibles. La concentration exagérée de la population en un point déterminé constitue, en effet, pour l'ennemi une invitation à diriger ses coups. La configuration géographique de l'Etat — bande de terrain, étroite en sa partie septentrionale, qui est la plus peuplée, et large dans le Néguev aux espaces désertiques — fait que chacun des villages est proche d'une frontière et que chaque ville est ouverte à l'attaque.

L'ennemi peut y faire à tout moment une incursion rapide et dévastatrice. Il est donc impossible de faire abstraction des données géographiques et stratégiques du pays qui impliquent menaces et dangers pour l'existence de l'Etat et des citoyens. Il ne s'agit pas seulement de renforcer le potentiel militaire, il faut encore créer des conditions susceptibles d'écarter toute menace, ou tout au moins d'en diminuer la portée et les conséquences.

Les facteurs que nous venons d'énumérer montrent l'importance vitale de l'orientation d'investissements et de la dispersion de la population (voir ci-dessous).

Les espaces vides aux frontières doivent faire place à une chaîne de colonies qui serviront au pays de rempart vivant et pourront amortir le premier choc de l'ennemi jusqu'à l'arrivée de renforts militaires. La dispersion de la population est donc une nécessité impérieuse pour Israël, dont aucune frontière n'est suffisamment protégée et qui est entourée de toutes parts de voisins hostiles.

Le mouvement collectiviste facteur de puissance militaire.

Le plan d'urbanisme de tout kibboutz était dicté par un certain nombre de considérations et en particulier par des considérations militaires. Les colonies collectivistes, établies, constituent de véritables forteresses.

Certaines sont d'ailleurs situées sur des positions stratégiques, qui ont seules dicté leur établissement (par exemple, tous les kibboutzim du Néguev). Les kibboutzim continuent encore à jouer un rôle militaire important. Chaque colonie renforce ses moyens de défense, en construisant des tranchées, des fortifications, des abris, car on ne sait jamais ce que les voisins réservent à l'Etat d'Israël. D'autre part, les membres des colonies collectivistes font partie de l'armée de défense d'Israël soit dans la réserve, soit dans le service actif.

Nous verrons plus tard que des investissements considérables sont orientés vers la construction de kibboutzim et leur maintien artificiel par le gouvernement. Donc, dans l'intérêt de la sécurité du pays, le gouvernement est obligé d'orienter d'immenses investissements vers les domaines qui permettront une défense nationale certaine.

De plus, les critères de sécurité pèsent sur l'expansion agricole en déterminant la localisation des centres de colonisation : les conditions stratégiques priment les conditions économiques, dans le choix des sites d'implantation, notamment des colonies frontalières.

Nous avons constaté que le choix des investissements en Israël, est très délicat et malheureusement les décisions prises, sont souvent inspirées par une nécessité politique et non économique ou sociale.

Les dépenses militaires.

L'économie d'Israël est en grande partie artificielle et présente des caractères tout à fait exceptionnels ; en effet sous la pression des nécessités politiques, le budget de la « Défense Nationale » est relativement considérable et contribue pour beaucoup au déficit des finances publiques. Selon le tableau ci-dessous (tableau n° 24) la défense nationale a coûté en 1955-1956, 56 millions de livres israéliennes pour 24 millions environ en 1949-1950 soit une augmentation d'environ 233 % en chiffres absolus. Dans ce pourcentage, par rapport au total du budget ordinaire, la défense nationale a diminué de 45 % en 1949-1950 à 18 % en 1955-1956.

LE TABLEAU N° 24
DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de livres israéliennes)

	1949-50	1951-52	1952-53	1953-54	1954-55	1955-56
1. Défense Nationale	23.840	55.107	46.131	50.547	50.153	56.000
2. Total du budget ordinaire ...	51.589	116.488	160.340	194 227	279 269	311.625
3. Pourcentage de la défense ...	45 %	47 %	28 %	26 %	18 %	18 %

Le tableau n° 25 nous montre les dépenses militaires et les budgets spéciaux qui sont passés de 41,8 millions de livres israéliennes en 1950 à 254 millions en 1958. Cette charge considérable de la défense pèse fortement sur la part de la consommation publique et signifie que la situation militaire de la région pousse le gouver-

TABLEAU N° 25

DÉPENSE ET BUDGETS SPÉCIAUX PAR RAPPORT AUX RESSOURCES TOTALES
(en prix courants)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
	(millions de livres israéliennes)								
Consommation publ. . .	94,1	123,2	192,6	244,6	340,8	428	675	625	683
a) Dépense civile . . .	52,3	70,4	123,7	170,5	222,6	268	335	370	429
b) Défense nationale et budgets spéciaux . .	41,8	52,8	63,9	74,1	118,2	160	340	255	254
Total des ressources . .	575,5	818,8	1.325,7	1.666,9	2.196,0	2.622,0	3.165	3.706	4.130
	(en pourcentage)								
Consommation publ. . .	16,4	15,0	14,5	14,7	15,5	16,3	21,2	16,9	16,5
a) Dépense civile . . .	9,1	8,6	9,7	10,2	10,1	10,2	10,5	10,0	10,4
b) Défense nationale et budgets spéciaux . .	7,3	6,4	4,8	4,5	5,4	6,1	10,7	6,9	6,1
Total des ressources . .	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Pourcentage de la dépense dans la production nationale brute .	8,8	7,6	3,0	5,5	6,5	7,6	13,4	8,2	7,2

Source : PATINKIN, *The Israel Economy : The first decade*. The Falk Project for economic Research, Jérusalem, 1959 : 1° les chiffres absolus, p. 42 ; 2° les chiffres en pourcentage, p. 46.

nement à pratiquer des investissements non productifs (8) pour assurer la sécurité nationale. Nous remarquons en 1956 une augmentation des dépenses militaires qui se sont élevées à 340 millions de livres israéliennes soit 10,7 % des ressources totales pour 6,1 % en 1955 et 6,9 % en 1957. Cette augmentation fut provoquée par la campagne du Sinaï.

Le financement de la guerre a été assuré dans une large mesure par un prélèvement de 75 millions de dollars sur les réserves de devises étrangères et par des emprunts, non divulgués à la Banque d'Etat. La charge de la guerre est retombée sur toutes les classes de la nation, et a ralenti le rythme du développement dans le budget 1957-1958. La proportion des dépenses allant au développement économique après la campagne du Sinaï était plus faible que dans le budget précédent. Les répercussions exercées sur l'économie d'Israël par la campagne du Sinaï : la production industrielle et agricole ont subi un ralentissement pendant la durée des combats de 50 % dans l'industrie et 30 % dans l'agriculture.

Les dépenses militaires absorbent les capitaux qui, en principe, devraient être investis en d'autres domaines productifs.

(8) Nurkse a écrit que parfois les dépenses militaires sont considérées comme des investissements productifs.

Aussi, les autorités ont-elles décrété une série d'impôts supplémentaires qui ont touché toutes les classes sociales. Le faible niveau de l'épargne en Israël s'explique aussi par le niveau relativement élevé de la consommation de l'Etat comprenant les dépenses de la défense nationale. Après la campagne du Sinaï, des impôts spéciaux ont frappé les déplacements en autobus et en taxi, les voyages à l'étranger, les tarifs postaux et téléphoniques intérieurs, ainsi que les voitures privées.

Un nouvel emprunt volontaire de la défense a fourni environ 22 millions de dollars, en plus 8 millions environ d'impôts spéciaux. Tous ces capitaux couvraient le coût immédiat de la campagne du Sinaï.

TABLEAU N° 26

DÉFENSE ET BUDGETS SPÉCIAUX
(aux prix coûtants)

(millions de livres israéliennes de 1952 - indice 1950 = 100)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
A. — Millions L.I. de 1952									
Consomm. publ. .	178,7	196,2	192,6	199,2	252,3	279,6	392,7	339,1	347,1
a) Dépense civile .	99,4	112,1	128,7	138,9	164,8	175,1	194,9	200,7	218,0
b) Défense nat. et budgets spéciaux	79,3	84,1	63,9	60,3	87,5	104,5	197,8	138,4	129,1
Ressources totales	1.120,4	1.323,9	1.325,7	1.313,6	1.584,2	1.750,8	1.956,1	2.100,9	2.277,1
B. — Indice de la quantité 1950 = 100									
Consomm. publ. .	100	109,8	107,8	111,5	141,2	156,5	219,8	189,8	194,2
a) Dépense civile	100	112,8	129,5	139,7	165,8	176,2	196,1	201,9	219,3
b) Défense nat. et budgets spéciaux	100	106,1	80,6	76,0	110,3	131,8	249,4	174,5	162,8
Ressources totales	100	118,2	118,3	117,2	141,4	156,3	174,6	187,5	203,2

Source : PATINKIN, *op. cit.*, p. 55.

Nous constatons par le tableau n° 26 une augmentation des dépenses militaires (aux prix de 1952) subie entre 1950 et 1958, de 79,3 millions à 129,1 millions de livres israéliennes, sauf en 1956 où elles se sont élevées à 197,8 millions en raison de la campagne du Sinaï. L'indice de la quantité a augmenté à 162,8 (1950 = 100).

Les deux tableaux n°s 25 et 26 montrent l'importance de la Défense nationale au sein de la dépense publique. Au cours des années 1950-1960, un tiers du budget était orienté vers la défense nationale, l'année de la campagne du Sinaï la défense a dépassé la moitié du

budget. En 1960, la défense et les budgets spéciaux se sont élevés à 316 millions de livres israéliennes pour 287 millions en 1959, soit une augmentation de 29 % (9).

La charge de la défense nationale qui pèse sur Israël, soit en pourcentage de la dépense courante du gouvernement, soit en pourcentage de la production nationale brute, est moins forte que dans des pays comme les Etats-Unis, l'Angleterre et la France, mais elle est plus forte que dans les pays tels que : Italie, Suède et New-Zélande qui ont un niveau de revenu similaire à celui d'Israël. Le tableau n° 27 constate la charge militaire d'Israël en pourcentage des dépenses du gouvernement de 28,9 % et 7,7 en pourcentage des productions nationales brutes et 6,4 % des ressources totales.

TABLEAU N° 27

LES CHARGES DE DÉFENSE DANS DIVERS PAYS - 1953-1954
(en pourcentage)

	Israël (1)	U.S.A.	Angle- terre	France	Italie	Suède	Nouvelle Zélande	Inde	Ceyland
1. Dépense militaire par rapport aux dépenses du gouvernement (en %)	28,9	50,7	29,1	36,8	21,7	15,9	12,4	21,6	3,4
2. Dépense militaire par rapport aux produits nationaux bruts	7,7	13,9	9,9	9,5	5,3	3,7	3,7	1,9	0,5
3. Dépense militaire par rapport aux ressources totales	6,4	13,9	10,0	9,4	5,2	3,8	3,7	1,9	0,5

Source : PATINKIN, *op. cit.*, p. 53.

(1) Moyenne pondérée de 1955, 1957, 1958.

La défense nationale par âme, a subi une augmentation de 78 livres israéliennes en 1950 (livres israéliennes de 1952) à 109 livres israéliennes en 1958 ; et en quantité (1950 = 100) 139,7 en 1958. Ces chiffres, que nous avons énumérés, montrent l'importance de la défense nationale, importance qui s'est accrue au cours des dernières années (tableau n° 28).

Les nécessités de la défense nationale dans un Etat moderne ne se limitent pas au financement des dépenses militaires. Elles imposent une orientation spécifique de toute la politique du pays ; la

(9) *Bank of Israel, Annual Report, 1960, p. 248.*

TABLEAU N° 28

DÉFENSE NATIONALE PAR PERSONNE
(en livres israéliennes de 1952 - Indice 1950 = 100)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
A. — L.I. de 1952									
Consommation publique ..	141	131	120	121	149	160	215	176	174
a) Dépense publique	78	75	80	84	97	100	107	104	109
b) Défense et budgets spéciaux	63	56	40	37	52	60	108	72	65
Ressources totales	884	886	825	796	938	1.000	1.070	1.088	1.139
B. — Indice de la quantité 1950 = 100									
Consommation publique...	100,0	92,9	85,1	85,8	105,7	113,5	152,5	124,8	123,4
a) Dépense civile	100,0	96,2	102,6	107,7	124,4	128,2	137,2	133,3	139,7
b) Défense et budgets spéciaux	100,0	88,9	63,5	58,7	82,5	95,2	171,4	114,8	103
Ressources totales	100,0	100,2	93,3	90,0	106,1	113,1	121,0	123,1	128,8

Source : PATINKIN, *op. cit.*, p. 56.

production sur place des articles les plus utiles en cas de guerre doit être encouragée aux dépens des activités, peut-être plus lucratives, mais moins utiles à ces fins militaires. Il en résulte d'abord une tendance à consacrer une part considérable des disponibilités en devises étrangères aux besoins des forces armées, réduisant d'autant les achats d'équipement ou les fournitures directes aux besoins civils. La seconde tendance est d'accroître le nombre des habitants et donc des mobilisables. Tous ces facteurs orientent des capitaux considérables vers la défense nationale, au lieu de les orienter vers des domaines plus productifs qui auraient provoqué un développement complet de l'économie.

Voilà ce que nous voulions constater : la situation politique oblige le gouvernement à orienter certains investissements dans un but de sécurité nationale et à empêcher d'autres investissements, qui ont sûrement la priorité au point de vue économique.

Tôt ou tard, le siège d'Israël sera-t-il levé ? le pire est-il passé dans la difficile conjoncture d'une économie obsidionale ?

Bien que l'optimisme en ce qui concerne le développement de relations commerciales en Israël et ses voisins semble peu justifié dans l'avenir, ce serait une faute que d'éliminer complètement une telle possibilité. Peu de nations sont nées sans douleurs d'enfantement, il n'y a aucune raison pour qu'Israël constitue une exception dans l'histoire du monde, et c'est pourquoi la lutte politique actuelle d'Israël ne doit être considérée que comme une phase, certes importante, dans le processus de la création.

DEUXIÈME PARTIE

Choix actuel des investissements en Israël

TITRE I

LES CENTRES DES DÉCISIONS

Dans cette partie, nous examinerons le comportement des agents qui prennent effectivement la décision d'investir en Israël, et les conséquences de cette décision sur la structure économique de ce pays.

Les investissements sont effectués par des agents différents ayant une puissance très inégale. Chacun d'eux a son plan propre qui n'est pas semblable à celui des autres, car, précisément, les données déterminant leur décision n'ont rien de commun. Quand, dans leur choix d'investissement, ces agents tiennent compte de l'abondance des facteurs, leur appréciation est fonction de la quantité des facteurs dont ils disposent personnellement, ou bien tels qu'ils existent au plan global.

Les investissements réalisés en Israël, sont essentiellement décidés par trois agents :

- 1° l'Etat ou secteur public ;
- 2° les individus ou secteur privé ;
- 3° le secteur ouvrier et coopératif.

Le cas où un Etat investit directement à l'étranger est rare.

De même par souci de simplification, nous n'insistons pas sur le cas où un investissement a un caractère mixte (participation de l'Etat à l'investissement étranger).

Le comportement de ces agents n'est pas semblable en ce qui concerne le choix des investissements. La conséquence de cette divergence de comportement se révèle par l'existence d'entreprises de différente grandeur, orientées vers des secteurs divers. C'est pourquoi l'on trouve dans un pays pauvre, à côté d'ateliers artisanaux ou de petites entreprises, des usines modernes et même d'immenses unités de production utilisant les techniques les plus avancées.

Etant donné que la condition fondamentale de tout progrès économique consiste dans l'accroissement de la production totale des marchandises et des services, il est nécessaire de suivre la politique, les efforts (et leurs résultats) adoptés par les divers milieux israéliens.

Il est à noter que l'économie israélienne actuelle n'est ni une économie privée pure, ni une économie collectiviste, mais plutôt une économie mixte qui se caractérise par l'existence de trois secteurs économiques :

- a) Le secteur public.
- b) Le secteur semi-public (l'économie ouvrière de la Histadruth).
- c) Le secteur privé.

On examinera le choix des investissements dans chacun de ces trois secteurs.

CHAPITRE PREMIER

L'INVESTISSEMENT DÉCIDÉ PAR LE SECTEUR PUBLIC

Il est clair qu'il faut fonder les décisions en matière d'investissements sur ce qu'elles coûteront et apporteront à l'ensemble de la société, et non seulement sur un calcul des prix de revient et des bénéfices prévisibles.

MM. Rodan et Kahn disaient : la rentabilité privée et le coût privé peuvent être différents de la productivité sociale et du coût social. Dans ce cas pour apprécier la productivité des investissements, il est nécessaire de mesurer leur productivité sociale et leur effet sur l'ensemble de l'économie. La productivité marginale sociale est différente du taux du chiffre d'affaires. Si, dans une industrie, un investissement donné est associé à un output annuel de 20 % et dans un autre à un output de 100 %, cela ne veut pas dire que le deuxième est nécessairement préférable au premier, cela veut dire simplement que le taux du capital par rapport aux autres ressources employées est plus grand dans le premier, ou en d'autres termes, que le taux de consommation du capital est plus élevé dans le second.

Dans le développement économique des Etats, l'importance du rôle joué par le secteur public est indéniable. Dans l'état actuel des choses, le progrès économique de ces pays ne peut s'effectuer d'une façon satisfaisante si on se fie uniquement aux initiatives privées, intérieures ou extérieures.

François Perroux (1) écrit : « ... l'innovation publique et son investissement peuvent élever la zone de maximisation de l'emploi des ressources, parce qu'ils rendent disponibles des ressources

(1) F. PERROUX, *Sur la différence entre les politiques anticycliques et les politiques de croissance harmonisée*, I.S.E.A., Paris oct. 1956.

privées et parce que les innovations privées sont entraînées par l'impulsion venant du secteur public».

Le souci de bien-être social, exprimé non seulement par la priorité donnée à la production des biens de consommation, mais aussi par une large allocation pour l'éducation, l'hygiène et les services sociaux et aussi pour les investissements de bases.

L'évolution de l'investissement et de la production qui s'est produite après la guerre dans les pays sous-développés a été influencée par de multiples facteurs, mais la politique des pouvoirs publics a incontestablement occupé une place prépondérante.

L'élévation des niveaux de vie est évidemment le principal objectif économique à long terme. Un trait marquant de l'expansion de l'investissement dans les pays sous-développés, au cours des dix dernières années, a été l'augmentation rapide et généralisée de l'investissement public. Contrairement aux pays développés où l'on attache une importance considérable à l'investissement public en tant que stabilisateur de l'économie, l'investissement public a surtout servi, dans les pays sous-développés, à accélérer la croissance économique.

L'expansion de l'investissement public a eu principalement pour objet de permettre la mise en place de l'infrastructure, ce qui est considéré comme un stimulant de l'investissement dans l'industrie privée. La politique de l'Etat a donc visé principalement au développement des services économiques essentiels dont a besoin le secteur privé, tels que les transports et l'énergie.

Dans la plupart des pays sous-développés l'investissement public a augmenté rapidement entre 1950-1951 (2). Dans des pays comme la Birmanie, Cuba et l'Inde, où l'investissement était auparavant faible et stationnaire, une augmentation exceptionnellement rapide de l'investissement public a été la cause principale de la fin de la stagnation au cours des dernières années.

Certains investissements sont réalisés pour des raisons extra-économiques, défense nationale par exemple. Dans ce cas, l'aspect politique l'emporte, les considérations économiques constituent alors, tout au plus, un élément du choix. L'Etat doit pouvoir faire un choix rationnel entre les différents projets en présence. Il lui sera d'ailleurs possible d'introduire des facteurs politiques dans ses évaluations de la valeur économique d'un projet.

L'ère de l'économie « spontanée », de l'économie « inconsciente » est révolue ; actuellement, nous sommes en plein dans l'ère de l'économie dirigée, de l'économie « consciente ». Nul ne conteste plus, que l'Etat occupe une place prépondérante dans la direction de l'activité économique en général, les principaux moyens de la

(2) O.N.U., *Etude sur l'économie mondiale*, 1959.

politique d'investissement étant entre les mains du pouvoir public et ne pouvant être ailleurs. Les faits, autant que les doctrines, ont abouti à cette concentration.

Le besoin de l'intervention étatique, dans le développement du pays, se révèle d'une nécessité absolue. La structure économique et sociale de l'Etat d'Israël ne se prête pas aisément au développement économique. L'Etat devra, sans doute, plus que dans les pays très avancés, jouer un rôle primordial, un rôle actif, non seulement dans le domaine des investissements publics et dans la création de l'infrastructure, mais aussi, dans le domaine des investissements privés, en les orientant et en créant les conditions indispensables à leur multiplication et à l'accroissement de la productivité du travail. Si nous avons tant insisté sur les obstacles à l'investissement, c'est surtout pour indiquer les secteurs où l'Etat devrait intervenir pour donner l'impulsion et surmonter les difficultés. Il est certain que l'espoir de développement économique de pays comme Israël, dépend intimement de la capacité de l'Etat en matière de planification, de direction et surtout d'investissement.

Dès lors un certain nombre de questions se posent quant à la façon dont l'Etat doit agir dans sa politique de développement, afin d'éviter l'arbitraire et l'empirisme. Sur quel critère doit-il se baser dans le choix de l'investissement ? par quelle activité doit-il commencer ? Pour répondre à ces questions, plusieurs spécialistes de ce problème ont fourni des critères différents afin d'orienter la politique de développement.

Parmi ces différents critères, citons tout d'abord celui qui soutient que, dans la politique d'investissement, on doit accorder une place toute particulière à l'infrastructure comme les installations publiques gratuites telles que les routes, les ports, l'éducation, etc., et en outre au secteur de base comme l'énergie, les transports ferroviaires et aériens, dont les prix couvrent souvent à peine les frais de fonctionnement.

En face de cette thèse il en existe une autre qui ne manque pas de logique. Elle soutient que les pays jeunes doivent consacrer en premier lieu, le plus gros de l'investissement aux secteurs qui travaillent pour l'exportation. Cette thèse avance un argument : Ces pays jeunes manquent de devises pour acheter l'équipement indispensable à leur développement ; donc, pour se procurer ce surplus de devises, il n'y a pas d'autres moyens que d'augmenter les exportations. Ensuite, du fait du développement, les besoins du pays en question augmentent ; pour satisfaire ces besoins, la seule solution est l'augmentation des exportations qui permettra d'équilibrer une augmentation des importations des biens de consommation.

Une troisième thèse soutient que les pays jeunes doivent consacrer le plus gros de leurs investissements aux industries qui tra-

vaillent pour la consommation intérieure. L'argument est que, l'obstacle le plus sérieux qui s'oppose au développement des pays jeunes étant l'exiguïté, voire même l'absence d'un marché national, il faut pour surmonter cet obstacle, accorder une préférence particulière aux industries qui travaillent pour la consommation intérieure. Ceci afin de constituer un marché intérieur.

D'autres thèses ont plus de faveur auprès des dirigeants politiques. En premier lieu on peut citer celle qui prouve que les pays sous-développés doivent absolument commencer par le développement du secteur agricole. Cette thèse qui bénéficie du soutien d'un grand nombre d'économistes occidentaux, évoque plusieurs arguments pour appuyer son point de vue. Le développement du secteur agricole est un préalable indispensable au développement et à la création d'un secteur industriel. L'industrie a besoin de certaines matières premières d'origine agricole.

Une deuxième thèse, qui ne manque pas d'arguments, adopte une optique différente de la précédente. Elle met l'accent en premier lieu sur le développement du secteur industriel.

Les partisans du secteur industriel, s'ils sont d'accord sur ce point ne le sont pas sur un autre : la forme de cette industrialisation. Certains préfèrent l'industrie à forte intensité capitaliste tandis que d'autres préconisent l'industrie à faible densité capitaliste.

Le tableau n° 29 nous montre que la part publique dans le financement de l'investissement est très élevée dans l'agriculture, les mines et dans les investissements de base tels que électricité et transports. Au cours de l'année 1959, par rapport à 1958, le pourcentage total de la part publique dans le financement de l'investissement reste constant et s'élève à 54 %. Ce chiffre montre l'importance du secteur public au sein de l'économie israélienne.

On voit l'agrandissement du secteur public par rapport aux deux autres secteurs israéliens privé et ouvrier, ainsi que la reconnaissance claire et précise de l'intervention de l'Etat dans la vie économique, car l'Etat devait investir davantage pour développer l'industrie nationale en vue de pourvoir aux besoins locaux, d'exporter, d'économiser des devises et d'accroître le revenu et le produit national. Mais avant tout il doit faire des investissements extra-économiques tels que constructions de routes, d'écoles, etc.

Les capitaux publics sont largement utilisés là où l'initiative privée est impuissante, ou insuffisante, et lorsque les capitaux privés ne se présentent pas. Ce n'est pas la rentabilité qui dirigera l'action de l'Etat en Israël, mais l'effet de l'investissement sur le taux de la croissance. L'horizon de l'Etat est vaste, et dépasse largement une recherche immédiate de profit, tandis qu'au contraire, l'entrepreneur privé est forcé de choisir des investissements rentables, s'il ne veut pas courir le risque d'une ruine.

TABLEAU N° 29

LE FINANCEMENT PUBLIC DANS L'INVESTISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ - 1958-1959
(en millions de livres israéliennes)

Branche d'activité	1958			1959		
	Investis- sement total	Finan- cement public	Part publique dans le finan- cement de l'inves- tissement	Investis- sement total	Finan- cement public	Part publique dans le finan- cement de l'inves- tissement
Agriculture	193	142	74	189	138	73
Industrie	156	65	42	193	65	34
Mines	8	6	75	12	9	75
Electricité	51	35	69	39	28	72
Transports	118	70	59	113	78	69
Construction	274	120	44	298	147	49
Services	118	57	48	127	63	50
TOTAL	918	495	54	971	528	54

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1959, p. 54.

Il y a sûrement dans le calcul économique social un élément qui ne se trouve pas dans le calcul économique privé ; c'est le plus vaste horizon temporel qui permet d'attendre le rendement des facteurs bien plus longtemps que le calcul privé ne saurait l'admettre.

Les investissements, les primes et les crédits sont distribués par l'Etat pour financer les entreprises publiques ou privées. Le financement total de l'Etat est arrivé à un maximum de la création de capital local brut en 1954, soit 80 % ; il a diminué depuis, sauf en 1958 où on a enregistré une hausse légère du financement de l'Etat.

On peut dire que les investissements réalisés par l'Etat sont très élevés par rapport aux autres pays. Cette activité est décrite dans le tableau n° 30. Le tableau permet de suivre cette évolution ; la création de capital par financement étatique est passé de 78 millions de livres israéliennes en 1950 à 332 millions en 1954 et à 534 millions en 1958. La création totale du capital local brut s'est élevé à 924 millions en 1958 pour 415 millions en 1954 et 127 millions en 1950. Néanmoins le pourcentage global d'investissements étatiques s'est élevé à 11 % pour la France en 1954, 28,7 % en Angleterre, 30 % aux Indes, 32,3 % au Japon, 43 % en Birmanie alors que le pourcentage pour Israël était de 50 %.

TABLEAU N° 30

LA PART DE L'ÉTAT DANS LE FINANCEMENT DU CAPITAL LOCAL BRUT - 1950-1958

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1° Création du capital brut par l'Etat	45,6	44,4	41,4	34,6	33,2	29,5	28,2	23,1
2° Primes du secteur de l'Etat	3,4	3,8	8,9	12,1	10,3	8,8	7,3	1,0
— Pour des Etablissements privés qui n'ont pas un but de profit	—	—	4,2	3,6	0,8	1,1	0,2)	0,6
— Pour des Etablissements privés	—	—	1,0	4,6	3,9	1,4	2,8)	0,4
— Pour des Etablissements du secteur public	3,4	3,8	3,7	3,9	5,6	6,3	4,3	0,4
3° Crédits financés par le secteur de l'Etat	51,0	51,8	41,8	49,3	49,5	56,6	61,7	72,3
— Crédits pour des logements privés	—	—	—	1,4	1,3	—	—	—
— Pour des Etablissements privés	—	—	23,7	24,4	3,3	33,3	34,8)	48,4
— Pour des Etablissements du secteur public	—	—	18,1	23,5	14,9	23,3	26,9	23,9
4° Achats des actions par le secteur de l'Etat	—	—	7,9	4,0	7,0	5,1	2,8	3,6
— Des Etablissements privés	—	—	1,4	0,9	3,8	0,0	0,3	1,2
— Des Etablissements du secteur public	—	—	6,5	3,1	3,2	5,1	2,5	2,4
5° TOTAL : (+ 4) création du capital dans le financement étatique	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
6° Création du capital dans le financement étatique (mill. L.I.)	77,8	103,5	148,9	250,8	331,7	352	397	494
7° Création total du capital local brut (mill. L.I.)	127,4	191,2	296,3	232,8	415,3	551	655	868
8° Création du capital dans le financement d'Etat comme pourcentage de création total du capital local brut (7 divisé par 8)	61,1	54,1	50,2	75,4	79,9	63,9	60,6	56,9

Source : Le quatrième rapport 1957-1958 par Central Falk pour la recherche économique en Israël, p. 78.

Le tableau ci-dessus illustre l'augmentation des investissements de l'Etat dans le secteur public. Elle s'est élevée à 1/3 dans la période s'étendant jusqu'à 1955, et depuis subit une légère diminution. Par contre, la part d'investissements étatiques orientée vers le secteur privé s'est accrue au cours des dernières années.

Israël s'est fixé un programme d'investissements et d'industrialisation qui doit être réalisé de toute manière. Parmi ces investissements, les uns sont immédiatement productifs, mais les autres ne porteront leurs fruits que dans un délai très long. Donc, nous allons traiter successivement l'investissement d'infrastructure (les investissements qui ne sont pas immédiatement productifs) et l'investissement productif qui cherche à la fois le profit et l'intérêt général.

Section I

L'investissement d'infrastructure en Israël

Il y a dans tous les pays des investissements à faire qui paraissent tout d'abord non rentables, c'est-à-dire qui ne « payent » pas. Nous examinerons donc les investissements pratiqués pour les transports routiers, les voies ferrées, les transports maritimes, les hôpitaux, l'éducation nationale, etc.

A. — *Transports routiers*

Les routes sont larges et, pour la plupart, bien entretenues.

On ne s'étonnera donc pas d'apprendre que la route en Israël est le principal moyen de communication pour les passagers et les marchandises. Pour cette raison l'Etat a fait un grand effort pour développer le réseau routier et assurer de très bonnes relations directes entre les villes et surtout avec le Sud d'Israël. Parmi les travaux publics considérables effectués dans les dernières années, nous pouvons citer la route qui relie Beersheba-Eilath et qui traverse le Néguev.

Le nouvel Etat a aussi fourni un gros effort pour équiper le pays d'un excellent réseau routier dans le Nord du pays. Ainsi en six ans, près de 800 km de nouvelles routes ont été établis et 930 km d'anciennes voies ont été améliorés. En 1958, le gouvernement entretenait 2.995 km de routes principales.

Il ne faut pas oublier non plus que la route en direction d'Eilath passant par le Néguev central, a une importance stratégique toute spéciale qui encourage son développement.

B. — Voies ferrées

Un réseau de chemin de fer de quelques 520 km desservait l'ancienne Palestine, avant 1948. Ainsi, une statistique de 1946 nous indique un parc total de 2.900 wagons de marchandises environ pour 128 voitures de voyageurs. Cette situation s'expliquait par le fait que les distances étant assez limitées, le gain de temps que donnait le train par rapport à l'automobile était insignifiant. Le réseau, surtout à voie unique, ralentissait la vitesse de circulation des voies et diminuait la fréquence des trains. De plus, le profil des voies n'était pas toujours propre à une circulation rapide. Ainsi, pour les petits déplacements, l'intérêt du chemin de fer ne s'affirmait pas.

Lors de la création du nouvel Etat, le gouvernement s'est occupé de la réfection du réseau. De nouvelles constructions furent aussi entreprises immédiatement. En 1949, les lignes Jérusalem-Tel-Aviv, Haïfa-Tel-Aviv et Haïfa-Jérusalem furent rouvertes au trafic. En certains endroits il avait fallu modifier quelque peu le tracé pour contourner des territoires ne faisant pas partie de l'Etat. Depuis 1954, une nouvelle ligne côtière relie Hedera à Tel-Aviv et permet de raccourcir de 70 minutes le trajet Haïfa-Tel-Aviv. Les chemins de fer appartiennent à l'Etat ; il y a 416 km de lignes principales et 215 de lignes secondaires en activité. L'extension du réseau ferroviaire au Néguev est d'une importance considérable pour le développement et le peuplement de cette région. Une ligne de chemin de fer progresse dans le Néguev afin d'assurer, jusqu'au centre du pays, le transport des matières premières qui y sont produites. La voie ferrée de 74 km reliant Beershaba à Lod a été mise en service en 1956, et la ligne de Beersheba à Dimona en 1960.

Le matériel roulant a aussi subi un rajeunissement par l'achat de voitures étrangères. Depuis le début de 1959 les chemins de fer israéliens n'emploient plus que des moteurs « Diesel ». Des signaux électriques ont été installés en 1958 sur la ligne Haïfa-Tel-Aviv, ce qui a coûté 1.500.000 livres israéliennes. Un réseau de contrôle de télé-communication a été installé de Haïfa à Lod et s'étendra prochainement à toutes les lignes.

Le trafic des chemins de fer va grandissant, que ce soit pour les marchandises ou pour les voyageurs (tableau n° 31). Le nombre des trains de passagers a considérablement augmenté et beaucoup de voies ferrées ont été construites, permettant le transport direct de la fabrique au port, et vice-versa, des produits destinés à l'exportation. Le trafic par km est aussi en hausse, ce qui montre que l'accroissement des transports ne résulte pas uniquement de l'ouverture de nouveaux tronçons.

TABLEAU N° 31
PASSAGERS ET MARCHANDISES TRANSPORTÉS
PAR LES CHEMINS DE FER ISRAËLIENS

	Nombre passagers (milliers)	KM (milliers)	Marchandises transportées (1000 tonnes)	Marchandises (1000 tonnes/km)
1954.....	2.933	199.834	1.310	124.159
1956.....	4.391	318.282	1.475	161.771
1958.....	4.820	354.752	1.619	203.678

Source : Israël : faits et chiffres, p. 105.

C. — Transports maritimes et aériens

Les transports par mer et par air sont une condition importante du maintien des rapports commerciaux avec le reste du monde.

Principaux ports. — Le port principal du pays est Haïfa. Il est doté de toutes les installations modernes pour le service : cargos et passagers. Avec Kichon, port auxiliaire qui n'est accessible qu'aux navires jaugeant moins de 3.000 tonnes, il permet un trafic de plus de 2.500.000 tonnes de marchandises par an. Le port de Haïfa dispose d'un dock flottant de 10.000 tonnes et d'un silo à grains, pouvant emmagasiner 200 tonnes par heure. Il s'est agrandi en 1960, et un nouveau quai de 520 mètres de long peut accueillir de plus grands bateaux.

Les ports de Tel-Aviv et de Jaffa, par contre, ont à eux deux une capacité annuelle de 500.000 tonnes.

Le port d'Eilath, sur le Golfe d'Akaba, bien que relativement nouveau possède une importance de premier plan à la suite de l'ouverture du golfe à la navigation israélienne et internationale. L'essor d'Eilath, comme point de départ du commerce israélien avec l'Asie et l'Afrique orientale est à présent l'un des objectifs essentiels des plans d'équipements d'Israël.

Dans l'immédiat, on prévoit l'aménagement d'installations portuaires capables de traiter au premier stade 125.000 tonnes de marchandises par an et de recevoir des bateaux de 6.000 tonnes. Entre le 15 novembre 1956 et le 15 juin 1957, 1.800 tonnes de marchandises ont été exportées et 22.000 tonnes importées par Eilath, contre les 6.000 tonnes dans les sept années précédentes.

La construction d'un second port en eau profonde dans le Sud du pays (qui coûtera 30 millions de dollars), se réalise à Ashdod à une trentaine de kilomètres de Tel-Aviv. On espère qu'il entrera en service en 1965.

La position d'Israël en fait une escale normale par les avions sur la route de l'Orient. Le principal aéroport, celui de Lydda, a été rénové après 1948 et doté d'une piste de 2.400 mètres et de tous les appareils indispensables à un aérodrome international. Les aéro-dromes de Haïfa, Tel-Aviv et Eilath n'ont depuis qu'un rôle national.

La compagnie de navigation aérienne israélienne « El-Al » relie le pays avec l'Europe Occidentale et l'Amérique. Elle est financée à la fois par le gouvernement, l'Agence juive, la Histadrout et la compagnie de navigation maritime « Zim ». La société aérienne « Arkia », elle-même liée à « El-Al », assure le trafic interne, particulièrement entre Lydda et Eilath et entre les principales villes du pays.

En ce qui concerne les postes et téléphones : En 1958 il y avait 254 bureaux de poste ainsi que 23 bureaux de poste mobiles, desservant 471 colonies. En 1948, il y avait 36 centraux téléphoniques pour 18.400 téléphones. A la fin de 1958, 69 centraux fonctionnaient pour 90.681 téléphones. Les communications téléphoniques avec le Sud du Néguev se font par radio. Des communications par radio, télégraphe et radiotéléphone existent avec beaucoup de pays. Il existe aussi un service telex.

De gros capitaux, alloués principalement sur le budget de développement, et une somme considérable de travail, ont permis de développer les communications, et des progrès remarquables ont été enregistrés en ce domaine.

D. — *Education, sciences et culture*

En dépit de la lourde charge que constituent l'immigration, la défense et l'équipement, un ensemble culturel complet a été créé, du jardin d'Enfants à l'Université ; la recherche scientifique a atteint un haut niveau et il existe une grande variété d'activités culturelles dans les domaines du théâtre, de la musique et de la littérature.

Plus de 550.000 élèves et étudiants fréquentent les institutions éducatives israéliennes, pour environ 130.000 pendant l'année scolaire 1948-1949 (tableau n° 32).

La loi sur l'instruction obligatoire, votée en Septembre 1949, quelques mois seulement après la fin des hostilités, instituait l'instruction primaire gratuite et obligatoire pour tous les enfants de 5 à 14 ans. Les jeunes entre 14 et 18 ans qui n'ont pas terminé le cycle d'instruction primaire sont tenus de suivre des cours spéciaux.

La loi sur l'école d'Etat a établi en août 1953 un réseau d'écoles élémentaires unifié et contrôlé par l'Etat. La majorité des écoles israéliennes permettent le cycle complet : huit ans d'études à l'école primaire et quatre ans à l'école secondaire.

TABLEAU N° 32
ENSEIGNEMENT HÉBRAÏQUE

1948-1949			1957-1958		
(*) Ecoles	Personnel enseignant	Elèves	Ecoles	Personnel enseignant	Elèves
1.286	6.283	129.688	3.036	21.683	477.102
Enseignement Arabe					
56	186	11.129	235	1.201	40.091

(*) Jardins d'enfants, écoles primaires, écoles pour jeunes travailleurs, écoles secondaires, séminaires et enseignement supérieur.

Source : « Israël : faits et chiffres ».

L'Etat, les conseils locaux, et la Confédération générale du travail distribuent des bourses d'enseignement secondaire. Il y a en outre des bourses d'Etat tenant compte de la situation économique des parents.

Le Ministère de l'Education et de la Culture entretient un réseau de clubs et de terrains de jeux pour enfants et adolescents, principalement dans les centres de nouveaux immigrants. Il existe 221 clubs fréquentés par 18.000 enfants des écoles et 55 centres de jeunesse fréquentés par 10.500 garçons et filles ayant dépassé l'âge de 14 ans. Les clubs consacrent leurs activités à la musique et à l'art dramatique. Beaucoup d'entre eux disposent de cours de travaux manuels.

Le Ministère de l'Education met aussi à leur disposition des bibliothèques publiques, des terrains de jeux et des colonies de vacances.

Israël doit compenser par la qualité ce qui lui manque en quantité, et l'un des plus importants facteurs de progrès est la formation d'érudits, de personnes destinées aux professions libérales, de savants, de techniciens d'un niveau élevé.

La recherche. — Pour Israël qui a besoin de développer au maximum ses ressources naturelles, la recherche est une nécessité vitale. Les principaux problèmes qui font l'objet de recherches concernent l'approvisionnement, la transformation de l'eau salée en eau douce, les recherches physiques et chimiques consacrées à l'exploitation des minerais et d'autres produits de base, la construction, les recherches agronomiques et connexes avec l'approvisionnement en énergie si nécessaire aux progrès industriels et agricoles. La plupart de ces recherches sont encouragées et coordonnées par l'Etat, par l'entremise du Conseil de la Recherche d'Israël qui

s'occupe tout spécialement du Centre de recherche de la région de Beersheba.

La Commission à l'énergie atomique est en train d'étudier les possibilités de production d'énergie nucléaire à partir de minerais radio-actifs locaux.

E. — *Services sociaux*

Le niveau sanitaire de la population israélienne supporte favorablement la comparaison avec celui des pays occidentaux et la situation alimentaire générale de la population est satisfaisante.

Le Ministère de la Santé constitue l'autorité suprême centralisant toute l'activité sanitaire. La loi lui donne également le pouvoir d'autoriser la pratique de la médecine et des professions annexes. Les fonctions du Ministère sont exercées dans les diverses régions du pays par 14 directions régionales.

Le Ministère administre 22 hôpitaux (médecine générale, sanatoriums pour tuberculeux et asiles psychiatriques), dont la capacité totale est de 4.807 lits (37 % du nombre des lits existants). De plus, le Ministère entretient plus de 250 dispensaires pour la mère et l'enfant, un certain nombre d'écoles d'infirmières, d'écoles de physiothérapie, d'écoles pour laborantines, de centres médicaux. Il encourage également les autorités locales à créer des services sanitaires dans les limites de leur juridiction.

Une commission gouvernementale a soumis un plan concernant un service national de la santé, basé sur les organismes volontaires actuellement actifs dans le domaine de la santé publique.

En dehors des services officiels, les organismes suivants sont actifs dans le domaine de la santé publique :

- La caisse d'assurance-maladie (« Koupath Holim ») dépendant de la « Histadruth ».
- « Hadassah » : la plus ancienne organisation sanitaire du pays.
- « Malben » fondé par le « Joint » (American Joint Distribution Committee), s'occupe en Israël des nouveaux immigrants malades, âgés ou invalides.
- « Maguen-David Adome », équivalent israélien de la Croix Rouge.

Ce genre d'investissements a une importance relative et ne permet de rendement qu'à long terme pour l'économie globale. Ces investissements seront donc très coûteux et pratiquement, dans une première période, improductifs. Le drainage des marais du Houleh peut être considéré comme un investissement improductif, mais ce

travail considérable a permis l'extinction d'une source de malaria. L'Etat a amorcé de grands efforts pour combattre la tuberculose et le nombre de cas diminue rapidement.

Le perfectionnement des services de santé au point de vue préventif s'est traduit par une amélioration de la santé de la population, et par la réduction du nombre de lits d'hôpitaux requis par millier d'habitants. Les services de santé se sont développés, le nombre de lits a augmenté. Par suite des traitements médicaux dispensés, le nombre de jours passés dans les hôpitaux par les malades a diminué.

Nous voyons que ces investissements sont nécessaires à un pays tel qu'Israël. L'auteur italien Arena (3) reconnaît, tout d'abord la nécessité d'un capital social fixe. « Les investissements initiaux en capital fixe, dit-il, c'est-à-dire en routes, chemins de fer, installations électriques, etc., constituent les facteurs d'agglomérations autour desquels les autres se développeront dans des proportions adéquates et dans le temps technique et économique voulu ». Et plus loin : « Pour modifier le milieu et accroître les conditions de productivité, il est nécessaire d'avoir une grande capitalisation effective, non seulement en biens matériels (travaux d'assainissement, installations électriques, aqueducs, etc.), mais aussi grâce à la création de capitaux immatériels, plus précieux encore, comme l'instruction générale et technique, le progrès moral, une bonne administration des services publics économiques ». Mais l'auteur ajoute après : « L'expérience italienne a démontré l'opportunité de s'arrêter sur la voie des travaux publics dits de préindustrialisation, ceux-ci ne peuvent, ne doivent pas être repoussés jusqu'au moment où sera accomplie la préindustrialisation.

Mais une fois créé le minimum d'installations fixes sociales, il faut rendre possible et favoriser leur utilisation maxima et ce, le plus vite possible ».

Section II

Investissement productif

M. P. Dieterlen (4) a écrit « sur quels critères peut-on se fonder pour opérer un choix entre divers projets d'investissement »? La réponse à cette question servira tout d'abord à choisir entre plusieurs éventualités d'investissements publics ; l'accroissement considérable de l'Etat, au cours des dernières années, en tant que produc-

(3) P. FONTANEAU, *op. cit.*, p. 119.

(4) P. DIETERLEN, voir *op. cit.*

teur, aussi bien direct qu'indirect, de biens et de services, a entraîné une augmentation corrélative des valeurs des investissements publics et fait vraiment sentir la nécessité du bon choix de ces critères. Mais l'utilité de l'établissement de ces critères ne se limite pas aux seuls investissements publics. Outre son action directe pour l'économie, l'Etat entend surveiller l'activité des branches productives essentielles du secteur privé, et au besoin infléchir cette activité».

La période qui s'est écoulée depuis la fin de la guerre d'indépendance a vu aussi une intervention grandissante de l'Etat, en Israël, dans le financement des investissements productifs. Les ressources publiques se sont partiellement substituées au mécanisme traditionnel de la Banque d'Israël.

Un fonds unique a remplacé les différents fonds, et comporte les investissements permettant :

- l'équipement industriel, agricole et commercial ;
- l'adaptation industrielle et agricole, et la décentralisation industrielle ;
- l'accroissement de la productivité.

A côté de ce fonds unique, des crédits sont inscrits aux budgets de certains ministères sur lesquels seront imputées certaines dépenses (exécution de programmes d'action régionale, etc.).

En créant les Sociétés de développement régional, l'Etat désirait mettre à sa disposition un outil destiné, surtout, à faciliter le financement des entreprises des régions insuffisamment développées.

Les entreprises peuvent bénéficier d'un certain nombre d'aides, tant pour financer leurs investissements proprement dits que pour faciliter la mise en œuvre de certains projets d'équipement. Ces aides peuvent revêtir diverses formes que nous allons examiner successivement.

1° Prêts de productivité :

Les prêts de productivité (dont nous avons parlé plus haut) sont destinés à permettre aux entreprises de réaliser des programmes de productivité dont la mise au point a été effectuée au cours d'études antérieures, elles-mêmes financées éventuellement par des prêts d'organisation.

2° Subventions et primes :

C'est la forme la plus complète de l'aide qui eût été accordée. Que ce soit une entreprise ou des individus qui en bénéficient, elle caractérise l'intervention maxima du gouvernement, pour orien-

ter l'activité économique de la nation (voir I^{re} partie, deuxième chap.).

La subvention se traduit par un accroissement de l'actif, donc par une augmentation du potentiel d'activité de l'entreprise.

3° *Bonifications d'intérêts :*

Pour orienter l'activité économique de la nation, l'Etat en dehors des moyens certes puissants, mais à caractère exceptionnel, que constituent la subvention ou le dégrèvement fiscal, utilise le levier classique et d'emploi plus généralisé, du crédit. Le Commissariat Général du plan de modernisation qui dirige pratiquement la mise en œuvre du plan et des programmes d'actions régionales, contrôle l'octroi de ces crédits qui sont distribués par des organismes spécialisés.

4° *Garantie :*

En outre, le gouvernement israélien aide les nouvelles entreprises par l'intermédiaire des exonérations ou des réductions d'impôts, destinées les unes à favoriser les acquisitions de biens effectuées dans un but de modernisation ou de décentralisation, les autres à réduire temporairement les charges d'exploitation consécutives aux transferts ou aux créations d'entreprises exécutées dans des conditions particulières.

Nous avons analysé les différentes sortes d'aides que l'Etat accorde aux entreprises pour faciliter certains projets d'équipement.

Nous allons récapituler en mettant en évidence les différentes directions vers lesquelles l'Etat veut orienter l'activité des entreprises.

- Réalisation du plan de modernisation et d'équipement de l'industrie et de l'agriculture.
- Aide en faveur de la décentralisation industrielle.
- Aide en faveur du développement de la productivité.
- Aide en faveur du développement régional.

Les investissements « productifs » doivent toujours être suffisants pour permettre d'atteindre, au moment voulu, le niveau de production souhaitable, et pour permettre de continuer au-delà de ce niveau recherché. La préoccupation essentielle est d'arriver à déterminer ce volume d'investissements productifs qui permettra d'arriver à une production de X %, plus forte et de continuer pendant les années ultérieures.

La base de cette préoccupation est donc le lien entre le volume

de l'investissement et un certain niveau de l'emploi. Dans les années à venir, la population active augmentera très fortement, ce qui amènera un accroissement considérable de la population employée dans l'industrie.

La planification étatique tend à utiliser le plus largement possible les richesses, afin de réduire les importations et d'assurer le plein emploi des immigrants. Le gouvernement a la tâche énorme, mais féconde, de coordonner les besoins en consommation de la population avec le problème de la main-d'œuvre et celui des ressources et des possibilités nationales, tâche ardue et qui demande du temps, mais les perspectives se présentent favorablement.

L'Etat devrait donc créer l'industrie dont l'existence est nécessaire au développement des autres branches industrielles (privées).

Cette industrie créée par l'Etat, que nous pouvons nommer « l'industrie-clé » joue le rôle d'économie externe à l'égard des autres industries.

Le développement de cette « industrie-clé » permet aux autres industries en relation avec elle d'accroître leur output et ainsi de réaliser des économies internes consécutives à un accroissement d'output dans l'industrie clé.

L'Etat, de sa propre initiative ou par une politique de subventions, permet l'expansion originelle, mais son rôle ne se borne pas uniquement à la création de « l'industrie-clé ». Il peut installer aussi des usines pilotes dont l'effet de démonstration est grand et rend confiants les entrepreneurs privés. L'existence de ces usines pilotes permet en même temps de former un cadre technique souhaitable dans le cas où il y a des erreurs, qui seront corrigées par l'Etat, et dont l'action ne sera pas découragée par le manque de profit (ou même la perte).

Dans l'ensemble, les investissements de l'Etat se réalisent dans la grande industrie et particulièrement dans les branches à forte intensité de capital. Mais en ce domaine, l'intervention de l'Etat peut prendre la forme d'une prise de participation pour soutenir ou encourager, et parfois surveiller, les groupes privés (nationaux ou étrangers).

La politique d'investissement de l'Etat dans le cas d'un recours à l'emprunt extérieur ne change pas, et le souci du remboursement de la dette, et le service de ses intérêts n'influencent pas forcément son choix ; la possibilité de transferts a un effet sur la capacité et la structure de l'ensemble de l'économie. Par exemple, une industrie créée par l'Etat grâce à l'emprunt étranger peut ne pas augmenter directement la capacité de transferts du pays, mais le développement indirect dans les autres branches de l'activité, permettra le remboursement de la dette et le service de l'intérêt sans que ce remboursement nuise à l'économie générale.

Supposons que l'Etat, fonde une usine métallurgique qui nécessite un investissement à forte intensité de capital. De plus, supposons que la production de cette usine ne fasse pas diminuer l'importation des produits sidérurgiques de l'étranger ; peut-on dire, dans ce cas, que le choix de l'Etat est erroné et que cet investissement engendrera un déséquilibre de la balance des comptes ; cela n'est pas certain, et dépend de la réaction de l'ensemble de l'économie à l'égard de cet investissement. Si, par exemple, notre usine métallurgique peut produire du fer blanc nécessaire au développement d'une industrie de conserves de fruits ou de légumes (branche importante en Israël), l'expansion de la production de cette dernière industrie permettra l'exportation de conserves.

Le choix d'une industrie par le secteur public est fonction de son effet sur d'autres industries et non pas uniquement, et dans tous les cas, fonction de l'abondance relative des facteurs. C'est pour cela que, dans beaucoup de pays, les industries à forte intensité de capital et considérées comme économiquement « stratégiques » sont l'œuvre de l'Etat.

Celui-ci n'hésite pas d'ailleurs, lorsqu'il l'estime indispensable, dans le cadre de la planification, de lancer certaines entreprises de base non rentables à leurs débuts, comme la sidérurgie, et à combler le déficit de ces industries par les profits des affaires rentables.

En résumé, le rôle du secteur public est de favoriser le fonctionnement d'une économie nationale dans les conditions voisines de l'optimum économique : il doit permettre une utilisation plus efficace des ressources de la nation et une augmentation du produit global. Ces résultats doivent être obtenus à un coût de production égal ou inférieur à celui pratiqué par les entreprises ou exploitations du secteur privé.

En présentant le budget de développement national pour l'année fiscale 1953 à la Knesseth, M. L. Echkol disait que le pays devait se préparer à de gros sacrifices matériels et que le gouvernement ne pouvait plus avoir recours à des prêts à court terme. Il annonçait que la conséquence de cette politique serait une réduction de la consommation et qu'à l'avenir les efforts devaient être concentrés sur des entreprises rentables telles que :

- le développement de l'agriculture ;
- la création de nouvelles colonies ;
- les grands projets d'irrigation ;
- le développement de l'exploitation des ressources naturelles ;
- l'électrification ;
- l'encouragement de l'industrie par les investissements de fonds publics.

Evidemment, la priorité était accordée aux investissements directement productifs si le rendement économique relatif à ces dépenses était tel qu'il autoriserait ultérieurement une augmentation importante des recettes publiques, permettant ainsi à l'Etat d'utiliser, plus tard, pour les investissements sociaux généraux, des ressources nettement plus substantielles.

M. P. Fontaneau (5) a écrit : « Pour promouvoir et diriger un développement, la disposition par l'Etat d'une masse de manœuvre de fonds publics apparaît essentielle, la dépense publique étant généralement reconnue comme l'une des armes les plus efficaces de l'arsenal de l'interventionnisme étatique. Le critère de rentabilité publique est, semble-t-il clair et précis. Il est pour l'Etat ce qu'est pour le particulier le critère du profit privé.

Mais il ne convient pas de négliger qu'un tel calcul doit être fait pour tout investissement public. Toutefois, certains investissements publics peuvent fournir de tels bénéfices en particulier ceux des secteurs nationalisés (6), les entreprises, qui étaient auparavant privées peuvent être considérées comme faisant partie du secteur directement productif dont l'activité est en principe rentable ».

Mais pour l'Etat d'Israël la question importante est l'immigration. Si on reçoit un million d'immigrants de plus en dix ans, cela implique un effort matériel, physique et économique extraordinaire. Il faudra des centres de formation professionnelle pour que les nouveaux venus puissent se mettre au travail et produire à leur tour.

Il est clair que, seule la collectivité, l'Etat, peut envisager un objectif aussi difficile, un poids aussi lourd.

Le budget de l'Etat n'a cessé de se développer à pas de géant depuis la création d'Israël jusqu'à nos jours. Les recettes de l'Etat en passant de 20 millions de livres israéliennes en 1949-1950 à 504 millions en 1956-1957, ont subi une hausse de 1.700 % (le coût de la vie a augmenté de 500 % ce qu'il était en 1948-1949 soit une hausse réelle de 340 %, qui est relativement très importante, compte tenu de l'augmentation de la population qui était de 200 % (cela

(5) P. FONTANEAU, *op. cit.*, p. 177.

(6) Mais la « nationalisation » n'est nullement une doctrine, ni même une préférence technique. L'association avec les capitaux privés, dans tous les secteurs concurrentiels est recherchée ; et les capitaux publics, même, cèdent la place aux capitaux privés, et à leur gestion, lorsque ceux-ci peuvent les remplacer, libérant ainsi des capitaux publics pour d'autres investissements prioritaires. On a clairement compris en Israël que toute économie systématiquement orientée vers la gestion de l'Etat, vers des nationalisations de plus en plus étendues hors des secteurs à monopole, sur l'influence d'une doctrine ou par un simple attrait de facilités de contrôle et d'orientation économique, non seulement entrave la force de l'initiative individuelle, décourage l'épargne privée, gêne la formation intérieure du capital, mais éloigne sans retour les capitaux privés étrangers.

TABLEAU N° 33

DÉPENSES EFFECTUÉES AU TITRE DU BUDGET DE DÉVELOPPEMENT
(en milliers de livres israéliennes)

	1949-50	1950-51	1951-52	1952-53	1953-54	1954-55	1955-56	1956-57	1957-58	1958-59	1959-60 (prévision)
Agriculture	9,9	12,9	22,6	34,8	58,4	80,3	89,9	81,1	102,8	130,9	125,5
Industrie, carrières et électricité	0,4	7,2	11,3	15,5	36,0	40,4	76,9	66,5	90,1	108,8	88,3
Logements et édifices publics ..	9,7	25,8	18,5	21,8	30,2	35,4	45,9	30,3	100,0	64,1	72,2
Communications et portes ...	7,7	3,5	5,6	11,6	14,8	27,0	31,4	33,2	32,1	36,1	48,9
Travaux publics	3,3	8,3	6,5	8,2	16,9	21,7	9,6	8,1	5,6	4,9	4,0
Prêts aux collectivités locales et aux entreprises publiques	3,5	6,9	6,6	6,2	5,0	7,0	10,8	8,1	6,5	7,2	6,0
Divers	0,7	2,9	2,4	2,7	2,8	11,4	11,3	1,4	2,6	1,8	7,6
Remboursement de prêts ...	—	—	—	—	—	59,5	51,5	51,5	57,5	72,5	143,0
Dépenses renouvelables au titre du financement des opérations	—	—	—	—	—	13,0	20,0	34,0	—	—	—
Pipelines	—	—	—	—	—	—	—	8,2	7,8	12,2	11,0
TOTAL	35,2	67,6	73,5	100,8	164,1	295,7	347,3	322,4	404,9	438,4	506,5

Sources : 1° *Israel Government Yearbook*, 1958 (Jérusalem 1959), Bureau Central de statistique, *Statistical Abstract of Israel*, 1958-1959.
2° O.N.U., « L'évolution Economie au Moyen-Orient 1958-1959 », supplémentaire à l'*Etude sur l'économie mondiale*, 1959, p. 122.

signifie aussi une augmentation de taxes). D'autre part, les dépenses sont passées d'un montant de 25 millions en 1949-1950 à 507 millions en 1959-1960 (tableau n° 33).

Israël a pu prouver au monde entier qu'avec beaucoup de volonté on peut réaliser des travaux qui, dans des conditions normales, seraient considérés comme impossibles. Pourtant ils ont été accomplis parce qu'on les estimait nécessaires.

CHAPITRE II

L'INVESTISSEMENT DÉCIDÉ PAR LE SECTEUR OUVRIER ET COOPÉRATIF

Le rôle particulier que le secteur ouvrier assume depuis le début de la colonisation juive en Palestine s'explique par les circonstances extrêmement défavorables qu'a rencontré le capital privé.

En effet, tous les phénomènes caractéristiques du mouvement ouvrier en Israël sont liés étroitement avec l'économie nationale et notamment lorsqu'il s'agit des entreprises de production.

En 1923, le second Congrès de la Histadruth (C.G.T. israélienne) décida de former une compagnie assurant les fonctions économiques, et en mars 1924 elle était inscrite au registre des coopératives sous le nom de « Société Coopérative Générale des Travailleurs Juifs en Israël, la Hevrat Ovdim ».

La Hevrat Ovdim a une double fonction : d'une part en tant qu'autorité économique centrale de la Histadruth, elle a réuni et investi des capitaux, au nom de l'ensemble des membres de l'organisation ; d'autre part, elle est devenue une forme pour la coordination et l'organisation des activités des sociétés coopératives individuelles appliquées au mouvement ouvrier.

Les liens de Hevrat Ovdim appartiennent officiellement à l'ensemble de ses membres. Les dividendes ne peuvent être distribués, mais selon la constitution, doivent être réinvestis dans l'économie, pour l'expansion des entreprises existantes ou pour la création de nouvelles entreprises.

Ce secteur économique ouvrier créé et dirigé par la Confédération Générale des Travailleurs d'Israël (Histadruth), est un grand « combinat » économique dans les domaines de l'agriculture, des finances, de la construction, de la distribution, du transport, dans les industries lourdes et légères, dans l'administration, etc.

Les fonctions de la Histadrouth se résument de la façon suivante :

1° Organiser et développer les exploitations agricoles et les « entreprises de travail », dans les villages et dans les villes, les kibboutzim, et les coopératives agricoles et industrielles ;

2° améliorer les conditions de travail, et augmenter la productivité ;

3° développer l'enseignement et la formation professionnelle ;

4° accueillir les immigrants et leur assurer du travail ;

5° grouper les travailleurs en « fédération de métiers », selon leurs professions ;

6° Créer des établissements culturels pour l'enseignement agricole et professionnel, des bibliothèques et des cours de sciences appliquées et faire paraître des publications d'ordre professionnel.

Depuis sa création, le but de ce secteur ouvrier a toujours été de créer de nouveaux secteurs économiques, et d'accroître ainsi les possibilités d'emploi, tout en formant les ouvriers pour leur permettre d'accomplir ces tâches nouvelles. L'économie ouvrière a été l'un des instruments principaux de la transformation du pays et a permis l'absorption de nouveaux immigrants dans l'économie.

L'expansion de ce secteur, s'est étendue à des entreprises non coopératives à gestion capitaliste, surtout des industries lourdes et légères, et cela en créant de nouvelles industries, et en rachetant des industries défaillantes.

L'entreprise ouvrière diffère des entreprises privées par ses buts :

a) l'essentiel est de garantir l'emploi à l'ouvrier, en tant qu'ouvrier dans l'agriculture, dans l'industrie, et dans les services ;

b) tendance vers l'emploi consécutif tout en élargissant les possibilités de l'absorption dans les branches qui disposent des ressources productives ;

c) en tant qu'entreprise autonome, elle vise à accumuler l'énergie à l'intérieur de chaque branche, afin de stimuler les activités économiques pour le bénéfice de l'homme travailleur et non dans le but d'en retirer des profits ;

d) l'entreprise ouvrière n'est pas un monopole de classe, car elle se crée pour se délivrer de l'exploitation du monopole capitaliste. Toutefois, en pratique, le développement dans ce secteur, a déformé plusieurs caractéristiques dans ces buts.

M. I. Guelfat (1) a écrit : « Nous sommes ici en présence d'un secteur, pouvant être considéré comme économie dominante dans l'ensemble de l'économie agricole israélienne ».

(1) I. GUELFATE, *op. cit.*, I.S.E.A., p. 53.

Pour montrer la nécessité du secteur ouvrier dans l'ensemble de l'économie israélienne, nous examinerons successivement les entreprises industrielles et ensuite les entreprises sous forme de coopératives de production et de consommation.

Section I

Les entreprises industrielles de la Histadrouth

L'industrie dans le secteur ouvrier, est la branche qui vient au second rang après l'agriculture. Tandis que l'année en cours continue à montrer les progrès réalisés dans les nombreux secteurs de l'économie ouvrière, une des caractéristiques de l'expansion actuelle réside dans le fait que le centre de gravité se déplace vers l'industrie, et particulièrement l'industrie lourde. Ce déplacement est lié aux efforts tenaces faits pour exploiter les ressources minérales locales et les utiliser comme matières premières au profit de la industrie. Les dernières données statistiques publiées par l'Institut de Recherche Economique et Sociale auprès de l'Exécutif de la Histadrouth montrent un élargissement considérable des activités productives dans l'industrie ouvrière au cours de 1958. Du point de vue du volume de l'emploi, le nombre des ouvriers s'est élevé à 25.000, ce qui est sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier en Israël.

La production s'est caractérisée en même temps, par une recherche plus poussée en ce qui concerne les processus techniques et par la multiplication des stades de production. Tandis que les exportations ont augmenté, le nombre des produits s'est accru, et le volume des marchandises écoulées sur le marché a progressé sensiblement. La valeur totale de la production industrielle dans le secteur ouvrier était égale, durant la même période, à 385 millions de livres israéliennes, et après élimination des variations des prix, on a enregistré une hausse de 9 % par rapport à l'année précédente. Ces résultats cependant, ont été obtenus essentiellement grâce aux investissements effectués au cours de la période antérieure.

Au total l'industrie ouvrière représente 20 % environ de la main-d'œuvre active dans l'industrie nationale et plus de 22 % de la valeur globale de la production industrielle. Dans certaines branches, elle fournit les 2/3 de la production nationale, par exemple dans la production des minerais non ferreux.

Tout d'abord il est évident que l'industrie de base tient une part plus large dans le secteur ouvrier. Cela apparaît de deux façons par :

1° Le pourcentage élevé de la production des entreprises ouvrières dans l'ensemble de la production nationale.

2° La proportion plus élevée des secteurs de base dans la production ouvrière par rapport à l'industrie. Ainsi nous sommes amenés à conclure que 64,2% de la production des minerais non ferreux, 40% de la production minière, 37,1% de la production des plastiques et du caoutchouc sont réalisés par les établissements appartenant à la Histadrouth. L'importance plus grande des secteurs de base se révèle, si l'on prend en considération les données suivantes : la production des minerais non ferreux compte 19,4% dans le secteur ouvrier et seulement 6% dans la production nationale, la métallurgie représente 19,1% du secteur ouvrier par rapport à 14,4% dans l'ensemble de la production industrielle.

Un autre trait caractéristique dans l'importance des industries d'alimentation. Elles tiennent la première place dans l'ensemble de la production du secteur ouvrier 34,8% par rapport à 21,1% dans la production globale, et elles constituent 32,6% de la production de l'industrie alimentaire en Israël.

La Histadrouth possède ou contrôle, par l'intermédiaire de son agence économique l'Hevrat Ovdim, de nombreuses entreprises (28 usines en 1955) manufacturières, dont certaines comptent parmi les plus importantes d'Israël.

Le « Solel Boneh » (Paveur-Constructeur) Koor, qui est une filiale de l'Hevrat Ovdim (voir ci-dessous), gère la majorité des installations industrielles dans le secteur ouvrier. Le total des sommes investies dans ces établissements était de 147 millions de livres israéliennes en 1954-1955, dont 100 millions réévalués suivant l'indice des prix 1955 représentaient des investissements en capital fixe qui était constitué pour les deux tiers, en biens d'équipements (2). La plupart de ces investissements ont été effectués dans les industries de base : un tiers pour les industries métallurgiques et des constructions mécaniques, et un tiers pour les fabriques de ciment, le reste étant consacré pour la plus grande partie, aux industries pneumatiques, la verrerie et la céramique.

L'activité industrielle de la Histadrouth a eu pour objectif d'augmenter l'indépendance économique, d'ouvrir aux investissements de nouveaux domaines et d'étendre les possibilités d'emploi. Elle a fait porter (comme nous l'avons déjà dit) son effort sur le développement des industries de base — principalement dans des domaines pour lesquels les détenteurs de capitaux privés n'ont pas montré beaucoup d'intérêt — et elle a également essayé de maintenir un équilibre entre la production destinée à la consommation intérieure et la production destinée à l'exportation, afin de faire

(2) Sur le total des investissements 80 millions de livres israéliennes provenaient des fonds de Solel Boneh, 7,8 millions de l'Agence Juive et de la Histadrouth, 26,7 de participations privées et 33,6 d'emprunts, Histadrouth Koor, Tel-Aviv, oct. 1956.

rentrer suffisamment de devises étrangères pour couvrir ses besoins en produits importés.

Dans le cadre de l'activité industrielle du Solel Boneh-Koor, selon les résultats d'une étude de M. G. Cyderovitsch, directeur de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de la Histadrout, la valeur de la production des grandes entreprises (la valeur annuelle dépassant 5 millions de livres israéliennes par entreprise) a été de 44 % en 1953 pour monter à 65 % en 1954.

Cette tendance se manifeste sous l'angle de l'emploi et de la production par entreprise et, selon la même source, un changement important s'est produit dans les petites entreprises qui se sont, entre temps, transformées en moyennes, celles-ci à leur tour étant devenues plus grandes.

Le financement des entreprises ouvrières a pour origine l'auto-financement et l'existence de fonds importants destinés aux investissements. Il ressort de tout ceci que le secteur ouvrier se trouve dans une situation financière relativement plus difficile que le secteur public.

La tendance à la concentration de l'industrie de la Histadrout et la ramification de la production qui résulte de l'allongement des processus productifs ont nécessité le recours à des ressources financières supplémentaires. L'avenir du développement industriel dans le secteur ouvrier dépend principalement de la mobilisation du capital afin de financer les profits déjà préparés. Un autre problème surgit : il faut procéder à une exploitation « optima » du capital investi sous la forme d'équipements. La politique des investissements de la Histadrout a donc une double tâche : renforcer les positions acquises sur le plan de la production et des investissements, et absorber les nouvelles offres d'emploi proposées essentiellement par les immigrants.

Des fluctuations considérables ont eu lieu dans le domaine des investissements au sein de l'industrie ouvrière. Jusqu'en 1953 une tendance permanente à la hausse s'est manifestée. L'indice construit à cette fin (les valeurs sont exprimées en prix de 1951) montre l'évolution suivante 1951 = 100 ; 1952 = 165 ; 1953 = 193. En 1959 on enregistre un certain recul dans le taux d'accroissement, mais au cours des années antérieures une augmentation est survenue particulièrement pendant la période 1955-1956. Les chiffres présentés par le tableau n° 34 décrivent exactement cet état de choses ainsi que les rapports entre les investissements et la production brute.

Il est possible de constater que l'accroissement du capital investi dans les entreprises était accompagné par une augmentation plus forte de la production. En 1951, pour chaque livre israélienne investie, on a obtenu 0,73 livre de production, en 1956 = 1,15 livre,

TABLEAU N° 34

RAPPORT ENTRE LE CAPITAL INVESTI ET LA PRODUCTION BRUTE
DANS L'INDUSTRIE OUVRIÈRE PENDANT LA PÉRIODE 1951-1956

Année	Total des investissements en millions de L. I.	Production brute en millions de L. I.	Investissement par rapport à la production	Indice 1951 = 100
1951.....	29,2	39,6	0,73	100
1952.....	61,5	70,7	0,87	119
1953.....	79,9	107,4	0,74	101
1954.....	108,0	162,3	0,66	90
1955.....	238,0	206,4	1,16	159
1956.....	287,9	250,9	1,15	158

c'est-à-dire une hausse de 158 %. Cela s'explique principalement par un taux élevé de capital fixe dans le total des investissements. En 1955, 142 millions de livres ont été consacrés au capital fixe, ce qui représente 59,4 % des investissements globaux, le même phénomène est noté en 1956, 60,3 % en capital fixe. Les prochaines années doivent porter les fruits d'une telle expansion financière et élever la production à un degré plus haut.

Sans doute la situation actuelle dans le domaine du crédit et sur le marché des capitaux se fait sentir sur le financement de l'industrie ouvrière. Les moyens propres aux entreprises de la Histadrout ne suffisent pas et le recours au capital extérieur est nécessaire. Jusqu'à présent les investissements effectués (dont la majorité) ont été destinés à l'élargissement et au renouvellement de la production.

Cependant, un problème primordial exige une analyse plus profonde. Il s'agit de la rentabilité des entreprises ouvrières. Il est évident que tout calcul économique ne peut pas éliminer la nécessité d'obtenir des profits. Or, une différence fondamentale entre le secteur privé et le secteur ouvrier se révèle (nous l'avons déjà montré plus haut).

L'économie ouvrière se distingue notamment dans son comportement concernant la rentabilité. Elle met à la première place l'intérêt général. Cependant, la négligence de principe de rentabilité menace le développement des entreprises et leur existence même. Cette nécessité de tenir compte du facteur profit découle de la dépendance du marché où le prix et les coûts déterminent le volume de production. En effet, tout cela se traduit dans les efforts consacrés à l'accroissement de la capacité technique et du rendement de travail ainsi qu'à la meilleure organisation de la production et de la gestion. En outre, les besoins du pays supposent la dispersion des

centres d'activité économique pour développer toutes les régions d'Israël et surtout celles qui sont désertiques. Cela implique une planification à long terme qui doit englober tous les facteurs mentionnés.

Les objectifs des activités de l'industrie de la Histadrouth pendant les 4 ou 5 prochaines années sont les suivants : augmentation de la production d'acier et de fer ; construction de nouvelles entreprises pour le montage des machines agricoles et d'autres éléments de l'équipement technique, notamment le montage des moyens de transports, des turbines et des générateurs, développement de l'industrie chimique, production des tuiles, extraction des minéraux et transformation du pétrole en produits dérivés.

Nous allons voir maintenant en détail l'établissement « Koor » qui dirige la majorité des entreprises de la Histadrouth pour bien saisir le secteur ouvrier.

« Koor » (3).

L'ensemble des entreprises Koor constitue actuellement le plus grand ensemble industriel en Israël. Il a été fondé en 1944 par la Histadrouth et jusqu'à 1958 a formé un département de Solel Boneh.

Koor a pénétré dans tous les domaines de l'industrie de base, d'abord dans les entreprises de construction comme le ciment, les machines nécessaires au bâtiment et l'équipement sanitaire. Récemment, Koor a tourné une nouvelle page dans le développement industriel d'Israël en établissant une aciérie.

La production de Koor se concentre surtout dans les branches de base, comme la production d'acier dans une aciérie qui produit annuellement 100.000 tonnes de fer et d'acier, dans la fabrication de ciment qui couvre 75 % des besoins du marché local (voir ci-dessous).

L'expansion rapide de la production de la Société Koor a pour origine la réalisation, sur une large échelle, des investissements.

L'augmentation si forte du volume du capital investi principalement dans le domaine du capital fixe, prouve le fait de l'expansion incomparable par rapport aux autres secteurs, de l'industrie israélienne.

Actuellement, Koor représente 67 % du total des investissements affectés dans l'industrie ouvrière. Cependant, la cadence selon laquelle ces investissements ont été réalisés est assez variable.

(3) La fonction fondamentale de « Koor » consiste dans la détermination de la politique générale de ses 26 entreprises et dans leur contrôle. Cependant, elles constituent chacune une unité indépendante avec une gestion propre qui assure toute la responsabilité des opérations courantes de l'établissement.

En 1953 on a enregistré un certain ralentissement, provoqué par les restrictions imposées par le gouvernement sur le volume de crédit.

Par ailleurs le problème du financement se pose avec acuité. Les sources de capital dont les entreprises de Koor jouissaient ne suffisent pas à assurer la croissance prévue. Jusqu'en 1956 les sommes investies ont les origines suivantes : le capital propre à l'entreprise et les fonds : 74,7 % ; les prêts à long terme : 5,2 % ; les prêts à court terme et à moyen terme : 20,1 %. Le tableau n° 35 permet de suivre l'évolution du volume des investissements et leur composition pendant la période 1950-1956.

TABLEAU N° 35
EVOLUTION DU VOLUME DES INVESTISSEMENTS ET LEUR COMPOSITION
PENDANT LA PÉRIODE 1950-1956

Année	Investissements accumulés (en milliers de L.I.)			Taux de l'accroissement annuel
	Total	En capital fixe	En capital circulant	
1950.....	12.265	9.448	2.817	100
1951.....	17.841	12.878	4.963	145
1952.....	43.327	31.625	11.702	352
1953.....	58.211	39.956	18.288	475
1954.....	121.662	93.926	27.736	992
1955.....	146.526	101.387	45.139	1.195
1956.....	169.076	108.779	60.297	1.378

Les objectifs de la politique économique de Koor sont l'amélioration des processus productifs, en soulignant la nécessité d'élever le rendement et la qualité des produits.

Le second problème est celui qui concerne l'abaissement du coût de la production et l'exploitation maxima de l'équipement existant. Les difficultés sur le plan financier exigent efficacité et plein emploi pour tous les facteurs de production. Jusqu'à maintenant nous avons parlé des entreprises industrielles qui appartiennent à l'ensemble de la communauté ouvrière (la direction est cependant influencée par le fait que les ouvriers ont une certaine responsabilité dans la marche de l'affaire). Examinons maintenant les entreprises coopératives.

Section II

Les entreprises coopératives de production et de consommation

Les entreprises coopératives de production et de consommation sont celles qui sont dirigées par les ouvriers à la façon des coopératives.

Ce secteur coopératif, où la direction est élue, comprend les coopératives de production et de services, les villages collectifs et coopératifs.

Sous-Section I. — Coopérative ouvrière de production

Les modestes débuts de la coopérative ouvrière de production datent d'avant la première guerre mondiale : quelques petites entreprises de confection, d'imprimerie, etc.

La « supervision » administrative directe des coopératives de production est faite par un « centre fédéral ». Ce centre supervise aussi toutes les entreprises sous forme coopérative, non seulement des coopératives de production, mais aussi des coopératives de transports et de communication, des coopératives hôtelières, des coopératives d'imprimeries, de boulangeries et de services divers. En 1954, le budget du Centre Fédéral a atteint 460.000 livres israéliennes.

La concentration dans la production des biens de consommation (alimentation, meubles, produits en métal) est caractéristique pour les coopératives de production. Elles sont basées principalement sur les petites ou moyennes entreprises ayant un équipement limité et un volume de capital insuffisant pour développer l'industrie de base fabriquant des biens de production.

Au cours de l'année 1957, un recul des entreprises coopératives se manifeste plus qu'ailleurs sur le plan des investissements. Les instruments de crédit ne satisfont plus les besoins en capital des coopératives. Le ralentissement dans le rythme des investissements a des conséquences négatives sur l'avenir de la coopération qui se trouve en difficultés toujours croissantes dans ce domaine.

En 1951, la part des coopératives de production dans le total des investissements effectués dans toute l'industrie ouvrière était égale à 17 %, l'année suivante à 11 % et en 1956 à 6 %. En 1956, les nouveaux investissements répartis selon leur origine se présentent

ainsi : 25,9 % capital mobilisé à l'intérieur des entreprises, 74,1 % capital extérieur.

Il est évident que la crise qui sévit actuellement au sein du mouvement coopératif dans le domaine de la production est grave (tableau n° 36). La diminution presque incessante du nombre d'entreprises et d'employés ainsi que du volume des investissements, est inquiétante pour l'avenir de ces établissements fondés sur la base de travail commun et l'aide mutuelle : une base idéologique dont la réalisation était le rêve des fondateurs de la coopération. Au contraire les autres ramifications de mouvements coopératifs dans le domaine de la consommation, des transports, de l'agriculture ont pleinement réussi.

Sous-Section II. — Coopérative ouvrière de consommation et de distribution

De nombreuses entreprises ont été créées par les institutions de la Histadrout dont le fonctionnement a exigé aussi une production de biens fabriqués. Il s'agit en premier lieu des coopératives de consommation incluant le « Mashbir Hamerkasi ». Cette société est une grossiste et encadre tout le mouvement coopératif ; elle est un gros importateur et répond de plus en plus, par sa propre fabrication, à la demande d'articles ménagers, d'outils agricoles, et surtout de produits alimentaires (le sucre, la farine, etc.).

La politique du Magasin de Gros coopératif israélien « Hamashbir Hamerkasi » a été énoncée dans le rapport de cette institution pour les années 1951-1954 dans les termes suivants :

Trois principes se trouvent à la base du développement (4) :

- a) production des marchandises destinées à la consommation, afin de subvenir aux besoins de la colonisation ouvrière et des travailleurs des villes et de la campagne ;
- b) dissémination de l'activité industrielle dans l'espace et création des entreprises dans les localités à développer économiquement et qui doivent recevoir les nouveaux immigrants,
- c) formation des entreprises manufacturant les produits de la terre.

Pendant l'année 1955, le chiffre d'affaires des sociétés coopératives de consommation a été de 118 millions de livres israéliennes pour 72 millions en 1953 ; alors que celui des magasins coopératifs des sociétés de consommation atteignait 147 millions.

(4) M. I. GUELFAT, *op. cit.*, I.S.E.A., F (5).

TABLEAU N° 36
 PRODUCTION BRUTE, SELON LES BRANCHES PRINCIPALES,
 pendant la période 1957-1958

Branches	En millions de L. I.		En pourcentage		Indice en 1958 1957 = 100
	1957	1958	1957	1958	
Métallurgie	7.515	8.277	20,1	18,6	110,1
Équipement électrique	1.397	1.026	3,7	2,3	73,4
Ciment et dérivés	1.569	1.633	4,2	3,7	104,2
Céramique et verre	1.599	2.020	4,3	4,5	126,3
Extractions	903	942	2,4	2,1	104,3
Alimentation	12.147	17.602	32,5	39,4	144,9
Produits chimiques	633	701	1,7	1,6	110,7
Bois	5.013	6.132	13,2	13,7	122,3
Papiers et imprimerie	1.910	2.156	5,1	4,8	112,4
Cuir et dérivés	1.533	1.858	4,1	4,2	121,2
Textiles	349	408	0,9	0,9	116,9
Confection	414	455	1,1	1,0	109,9
Divers	2.429	1.405	6,5	3,2	57,8
TOTAL	37.419	44.615	100,0	100,0	119,2

Dans la préface du rapport du Comité Directeur de la Société à l'Assemblée générale de 1956, il est souligné que l'Hamashbir Hamerkasi est la seule entreprise commerciale qui ait réussi à unir dans son organisation, et d'un lien étroit, les agriculteurs, les citadins et les nouveaux immigrants, phénomène extrêmement rare dans les mouvements coopératifs de consommation des autres pays.

D'autre part, la Coopérative Agricole de vente, la « Tnouvah » a organisé un réseau de laiteries à travers tout le pays, et dirige des fabriques qui transforment le surplus de la fabrication agricole. Parmi les divers produits de « Tnouvah », on peut citer la préparation des conserves, des fruits, etc. « Tnouvah » a réalisé un chiffre d'affaires de 144 millions de livres israéliennes.

En outre, la Histadrout a joué un rôle important dans la création et le développement de la navigation et de l'économie maritime en général en collaboration avec le secteur public.

Les coopératives de transport bénéficient d'un monopole dans le domaine des communications locales et inter-urbaines. Selon les données de l'Institut des Recherches Economiques et Sociales de la Histadrout, les coopératives de transport occupaient vers la fin de 1955, 6.500 personnes et leur chiffre d'affaires était de plus de 60 millions de livres israéliennes.

En ce qui concerne le logement et la construction entre 1948 et

1956, l'activité de la Histadrouth se traduit par les chiffres suivants : avec un budget de 127 millions de livres israéliennes, 38.000 maisons ont été construites, permettant de loger 150.000 personnes.

Aussi, les dirigeants de l'Histadrouth ont conçu dès les stades initiaux, la nécessité de la création d'un organisme bancaire financier pour « accompagner », soutenir et encourager les différentes initiatives économiques du Mouvement ouvrier et à cette fin une institution appropriée a été fondée en 1921, « la Banque Ouvrière » ou Banque Hapoalim. Elle a eu comme tâche principale de prêter son concours financier aux différentes entreprises se trouvant dans l'orbite de l'« économie ouvrière ».

Pendant les années 1950-1954 son capital et ses réserves ont doublé et sont passés d'un million à deux millions de livres israéliennes. Les dépôts ont augmenté de 16 millions à 43 millions (à cette somme il faut ajouter les dépôts du gouvernement israélien, destinés à soutenir diverses entreprises ouvrières, qui ont progressé de 1,2 million à 14,7 millions.

La société d'assurance « Hasneh » et, surtout les nombreuses caisses mutuelles de retraite revêtent une importance croissante comme instrument de financement des entreprises ouvrières. Leurs capitaux dépassent le montant de 100 millions, mais 40 % seulement de cette somme sont investis dans les entreprises économiques du mouvement ouvrier.

Sous-Section III. — Collectivités agricoles

La constitution des communautés de travail sur la base idéologique de « chacun selon ses possibilités et à chacun selon ses besoins », qui est l'idée du communisme le plus pur, a été réalisée dans l'expérience des Kibboutzim (voir titre II de la deuxième partie). En éliminant la recherche de profit individuel et en créant une vie collective fondée sur l'absence de l'exploitation et sur la lutte vers l'établissement d'une société parfaitement communautaire, le kibboutz a accompli une tâche importante dans l'histoire du pays.

Les collectivités agricoles en Israël qui réalisent la vente de leurs produits par l'intermédiaire de la société « Tnouvah », et qui satisfont tous leurs besoins en achetant aussi à la coopérative, la société de gros « Hamashbir Hamerkasi », sont également un exemple dans ce domaine.

Les collectivités agricoles ont des entreprises industrielles ; ces entreprises ont été fondées pour fournir les produits industriels nécessaires aux besoins de l'agriculture, c'est-à-dire fourniture et distribution directe de quelques facteurs de la production agricole, sans passer par des « intermédiaires ».

Les kibboutzim ont encouragé cet essai afin de renforcer leur capacité d'absorption économique et budgétaire. Ce réseau compte à côté de petits et moyens ateliers, de grandes unités, ayant les caractéristiques des grandes entreprises industrielles, tant au point de vue du nombre des employés, que sous l'angle des méthodes de travail et des chiffres d'affaires. Ces entreprises se sont développées avec l'aide financière des diverses institutions de la Histadrout, du budget de l'Etat et des capitaux privés.

Les investissements effectués dans ces entreprises industrielles se concentrent généralement dans les trois branches principales de la production : l'industrie du métal et l'équipement électrique 21,8 % (en 1956), bois : 41,5 %, alimentation et tabac : 17,8 %, dans l'ensemble 80,1 % du total.

L'intégration du secteur ouvrier dans l'économie nationale.

La position de l'économie ouvrière, vers le début de l'année 1956, tant dans l'ensemble du revenu national que dans les différentes branches de l'économie nationale, est décrite dans le tableau n° 37.

TABLEAU N° 37

POURCENTAGE DE L'ÉCONOMIE OUVRIÈRE PAR RAPPORT AU REVENU NATIONAL

	Economie ouvrière		Revenu national	% de l'économie ouvrière au revenu national
	Produit en millions de L. I.			
	Brut	Net		
1. Agriculture (y compris les travaux publics exécutés dans les colonies ouvrières..	260.000	140.000	219.000	64%
2. Industrie et artisanat	220.000	90.000	417.000	19%
3. Bâtiment et travaux publics.	120.000	60.000	133.000	45%
4. Transports	90.000	45.000	120.000	35%
5. Commerce, coop. finances ..	510.000	135.000	398.000	34%
6. Services divers	100.000	40.000	495.000	8%
	1.300.000	500.000	1.700.000	28%

Source : GYDEROVITSH, *L'industrie ouvrière dans l'industrie de l'Etat*, p. 37.

L'économie ouvrière fournit environ 28 % du produit national, son poids spécifique dépasse de beaucoup son importance numérique. La production de presque toutes les branches du secteur était hautement concentrée, ces branches étant surtout celles de base, et la

composition organique de son capital étant très supérieure à celle du capital de l'ensemble de l'économie nationale (5).

L'expansion rapide a été rendue possible par les sommes considérables investies dans l'économie du travail. D'après les calculs de l'Institut des Recherches Economiques et Sociales de la Histadrout, les sommes investies entre 1953 et 1956 ont progressé comme suit (en millions de livres israéliennes) :

	1953	1956
Agriculture	55	85
Industrie et artisanat	10	20
Construction	22	60
Transports et communications	5	20

Le secteur ouvrier a fait d'énormes progrès pendant la durée de son existence. Il est devenu le deuxième secteur en Israël. L'industrie ouvrière est la seconde branche de l'économie ouvrière en Israël (voir tableau n° 38). La tendance de son expansion a un

TABLEAU N° 38
L'INDUSTRIE OUVRIÈRE EN 1955

Branche	Nombre Entr.	Nombre Trav.	Production en milliers de L. I.		Investissements en milliers de L. I.	
			Brute	Nette	Accumulés	Nouveaux
1. Matériel et électrique	89	3.758	34.939	15.221	54.308	16.841
2. Matériel bâtiment et verre	39	3.102	20.562	15.085	62.081	3.068
3. Birc.	85	1.350	7.220	4.760	6.154	500
4. Chantiers navals	2	379	2.834	2.088	3.108	647
5. Tuyaux.....	3	1.635	14.048	5.127	22.685	2.926
6. Alimentation	114	2.898	41.032	14.252	25.695	5.776
7. Production chimique	9	976	15.727	4.993	17.954	1.943
8. Produits de bois.....	35	1.528	15.168	8.209	14.731	1.754
9. Imprimerie-Papeterie ...	13	606	3.310	2.421	2.232	364
10. Tannage et cuir	3	39	425	23	113	3
11. Textiles	8	353	3.171	1.263	2.858	269
12. Chaussure-confection	14	287	2.352	968	470	51
13. Diamant	4	153	1.825	482	608	13
14. Divers	18	571	12.165	6.582	22.697	4.147
15. Total de l'industrie	408	17.128	185.438	77.195	236.556	38.302
16. Patrimoine		1.178	11.813	7.200	17.550	1.450
17. Ateliers dans colonies		3.000	12.000	25.706	—	—
18. Total général		21.566	209.053	86.965	254.088	39.752

(5) I. GUELFAT, *op. cit.*, I.S.E.A., p. 68.

double caractère : d'une part le développement de l'industrie de base et des ressources naturelles du pays surtout sur le plan des matières premières, et d'autre part, le développement des communautés agricoles et l'amélioration de leur niveau de productivité.

Il est donc indispensable et normal que les entreprises ouvrières suivent et subissent le même sort que l'ensemble de l'économie nationale.

- Elles profitent d'une conjoncture favorable.
- Elles doivent souffrir en cas de crise, mais pratiquement, elles sont « secourues » par Hevrat Ovdim et par des subventions de l'Etat, surtout dans nos périodes « pré-électorales ».
- Elles s'associent et s'entendent avec le secteur privé dans l'intérêt commun de la branche.

CHAPITRE III

L'INVESTISSEMENT DÉCIDÉ PAR LE SECTEUR PRIVÉ

Pour la majorité des firmes privées, les trois caractères de l'entreprise capitaliste, tels qu'ils ont été dégagés par les économistes, restent fondamentaux (1).

1° Elles réalisent la combinaison des facteurs de production apportées par des agents différents du propriétaire de l'affaire.

2° Ces opérations de production ne sont pas une fin en soi, elles ne visent pas non plus une satisfaction directe des besoins comme c'est le cas dans l'exploitation familiale agricole, leur but est d'obtenir un produit qui sera écoulé sur le marché.

3° Enfin, le moteur de tout ce processus est le profit.

Cette position a été discutée ; on trouve en effet chez certains entrepreneurs une volonté de puissance, un désir de sécurité ou de loisir qui peuvent servir de stimulants, mais le profit paraît toujours être le moyen unique de réaliser ces fins.

Ces trois caractères sont d'essence différente. Le dernier est une préoccupation, un esprit qui imprègne et anime les deux autres, activité productrice et activité commerciale, qui représentent en quelque sorte pour atteindre cet objectif prédéterminé, les moyens ; ceux-ci inséparables, mais d'importance inégale.

En effet, de l'opération productrice et de l'opération commerciale finale, dépend le profit ou la perte, la vie ou la mort de l'entreprise. Ce gain monétaire vers lequel tend l'entrepreneur capitaliste sera obtenu sur le marché où seront vendus les produits.

On pourrait objecter que cette vente ne serait pas possible sans une production antérieure satisfaisante, qui réponde aux désirs

(1) F. PERROUX, *Cours d'économie politique*, t. II, p. 79 et s.

du marché, celui-ci déterminant les quantités à produire, les qualités du produit, son prix, toutes conditions auxquelles devra s'adapter la firme.

Ainsi, de l'examen rapide des caractères de l'entreprise privée se dégage la place primordiale qu'il faut accorder à la notion de marché. Elle doit être la préoccupation première du chef d'entreprise.

L'évolution économique générale notamment — sous l'aspect du progrès technique — vient confirmer cette constatation.

Ainsi, les résultats de l'examen théorique des caractères de l'entreprise privée, aussi bien que l'évolution des rapports de force entre producteur et consommateur, convergent pour mettre l'accent sur l'importance de marché et donc sur l'intérêt capital que présente sa connaissance. C'est sur celle-ci que devraient se fonder toutes les décisions de l'entrepreneur, les plus légères comme celles qui l'engagent le plus.

En prenant de telles décisions, l'erreur n'est pas tolérée.

« L'investissement est au centre de la vie économique » proclame M. Dieterlen. Il justifie ainsi l'attention dont bénéficie ce phénomène dans les préoccupations des économistes et des hommes politiques sur le plan de l'économie nationale. L'investissement n'est pas moins central dans l'entreprise. L'opération que nous visons ici consiste dans l'installation de capital au sens technique — c'est-à-dire un ensemble des moyens matériels qui servent à produire d'autres biens — au sein de l'unité de production envisagée. Quelque modeste que soit le début de toute activité, on trouve toujours à son origine un atelier plus ou moins artisanal avec quelques machines, donc l'investissement préside à la naissance de toute entreprise.

L'entreprise fonctionne en vue du profit, c'est ce qu'exprime M. Dean (2) : « Une entreprise ou firme d'affaires est un organisme destiné à réaliser des profits et c'est le « profit » qui reste le critère déterminant de la réussite de chaque entreprise individuelle ».

« Le profit est la part de revenu excédant le coût de production.

La plupart des gens préfèrent en effet pouvoir compter sur un revenu certain, même limité ». Donc le profit est le revenu qui reste disponible après paiement des dépenses d'exploitation (comme les achats de matière, la rétribution de la main d'œuvre de production et l'intérêt de l'argent emprunté).

« Etant donné que les profits viennent ainsi en fin de liste dans la distribution des revenus venant des ventes, il est difficile de les prévoir avec précision et en conséquence ils comportent une part de risque ».

(2) Joël DEAN, *Théorie économique et pratique des affaires*, 1959, p. 5 et 6.

On peut classer les investissements en deux catégories suivant le risque couru par l'investisseur :

1° ou bien le taux du marché s'appliquant aux investissements sans risque (dans le sens d'une garantie maximum) tels que les bons et les titres d'Etat ;

2° ou bien un taux d'intérêt qui tienne compte du risque et de l'incertitude, ce qu'exprime M. Dean (3) :

« On peut faire une distinction entre risque et incertitude ». Le risque est une probabilité qui est calculable (au moins en théorie) par un actuaire. On est en présence d'une valeur statique « la plus favorable » avec une certaine dispersion autour de ce point. Le degré du risque est alors mesuré par la grandeur de cette dispersion. Au contraire l'incertitude, ou aléa, dans sa forme pure, ne laisse pas la possibilité de connaître ni la valeur probable, ni l'ampleur de la dispersion autour de celle-ci.

L'entrepreneur convertit l'idée en un accroissement net de la production nationale en agissant, comme innovateur et organisateur. Il emprunte un capital au taux d'intérêt (4) de marché, il engage du personnel aux tarifs courants des salaires et il met en place un système de production et de vente. La notion plus courante par laquelle sont considérés comme bénéfiques du capital, inclut non seulement l'intérêt du capital investi et la compensation des risques, mais en plus les récompenses accordées à l'esprit d'innovation (d'après le sens de Schumpeter).

« Les incertitudes ou aléas, qui surgissent à chaque pas dans ce calcul de biens à venir font qu'il convient seulement pour donner des estimations larges du profit. Mais il ne peut constituer un guide pour décider ce qui est « correct » ou « faux » dans les pratiques comptables en ce qui concerne l'analyse du profit » (5).

L'incertitude est en relation avec le temps, et sera d'autant plus grande que l'événement futur se placera plus loin dans le temps :

Parallèlement, la prime de risque augmente au fur et à mesure de l'allongement de la durée de l'investissement. L'entrepreneur, par définition, accepte certains risques. Le degré de ceux-ci sera fonction de la dimension temporelle de la tentative, et aussi du rapport entre l'investissement et l'ensemble des actifs par l'individu. Le choix de

(3) Joël DEAN, *op. cit.*, p. 5 et 6.

(4) Keynes écrit comme les classiques sur l'importance du taux de l'intérêt dans la détermination des investissements en courte période. Les auteurs posts-Keynésiens critiquent fortement cette position. Ils montrent l'insignifiance des variantes du taux de l'intérêt dans l'incitation à investir — et soulignant l'importance de certains autres facteurs comme les précisions du profit, les incertitudes, la demande de biens de consommation, etc.

(5) Joël DEAN, *op. cit.*, p. 19.

l'entrepreneur se fera entre des projets offrant un profit plus élevé mais moins certain, et les projets offrant un profit moins élevé mais plus certain.

Le profit est la différence des recettes et des dépenses de toutes natures de l'entreprise pendant une période donnée. Mais, cette définition en apparence si claire, doit être examinée de près.

M. Lesourne (6) écrit « Enfin le calcul du revenu actualisé suppose une évaluation des dépenses et des recettes futures. En fait, le passé n'intervient en aucune manière, car les dépenses et les recettes passées ne peuvent plus être affectées par nos décisions.

Sachant maintenant calculer la valeur actuelle du profit pour une suite de situations futures bien déterminées de l'entreprise, il reste à utiliser cette connaissance pour choisir entre diverses décisions possibles. Cela dépendra naturellement de la manière dont nous pourrions relier notre décision présente aux situations futures de l'entreprise ». Lorsque plusieurs modes d'approche sont possibles, il vaut mieux commencer, en général, par les procédés les moins coûteux. Donc, des critères de choix qui seront un élément indispensable en vue de permettre de se concentrer sur les aspects essentiels du problème et de préparer le travail de simplification rationnelle qui sera poursuivi.

« Deux bons critères sont souvent constitués :

1° par la maximation du profit d'une unité au sein de l'entreprise, si l'on réussit à évaluer correctement la valeur de ce qui entre et de ce qui sort de cette unité ;

2° par la minimation des dépenses de l'entreprise, ou d'une unité, lorsque les recettes sont données. Il en est ainsi, par exemple, lorsque le prix et la production totale sont les mêmes pour toutes les décisions envisagées ». La minimation des dépenses est alors équivalente à la minimation du coût moyen ou à la maximation de la différence entre prix de vente et coût moyen. Par contre, lorsque la production et les recettes sont variables, l'un de ces derniers critères conduit aux pires erreurs.

M. Massé (7) écrit : « En ramenant une suite de revenus futurs, à un seul nombre, l'actualisation résout le problème de l'ordre de préférence entre les suites de revenus ».

Si deux suites de revenus écrit M. Massé, $(R_0, R_1, R_2; \dots, R_n)$, $(R'_0, R'_1, R'_2, \dots, R'_n)$ de valeurs actualisées respectives B et B' sont telles que $B > B'$, la première sera par définition préférée à la seconde. Si $B = B'$, les deux suites seront réfutées équivalentes.

(6) LESOURNE, *Technique économique et gestion industrielle*, 1958, p. 35.

(7) Pierre MASSÉ, *Le choix des investissements, critères et méthodes*, Dunod, Paris, 1959.

Le classement des suites de revenus en fonction de leurs valeurs actualisées est ainsi conforme à l'intérêt de l'entreprise. Une justification plus profonde de cette définition des préférences résulte de la considération de l'investissement du point de vue de l'économie globale.

Il arrive assez fréquemment que l'on ait à comparer deux investissements rendant la même suite de services et rapportant de ce fait la même suite de recettes. Il suffit alors de comparer les deux suites de dépenses $((D_0, D_1, D_2, \dots, D_n)$ et $(D'_0, D'_1, D'_2, \dots, D'_n)$ de valeurs actualisées respectives c et c' . On préfère alors l'investissement de moindre coût total actualisé C .

Les esprits à courte vue tendent à considérer systématiquement qu'un outil est meilleur qu'un autre lorsqu'à égalité de service rendu il coûte moins cher à créer, quels que soient ultérieurement les frais d'exploitation d'entretien et de renouvellement.

On peut subdiviser les objectifs par grandes lignes de produits, ou grands départements, s'il y en a plusieurs mais également par la fonction de l'investissement.

Les investissements peuvent être du type *capacité*. Dans les investissements de ce type, on trouve l'extension, la création de capacité pour produits nouveaux. L'investissement peut être du type reconversion qui implique un désinvestissement dans une branche plus un investissement dans d'autres branches. Le but essentiel dans les investissements de ce type c'est la maximation du profit.

Les investissements peuvent être du type *productif*. On classe ici les investissements qui ont pour but, l'abaissement du prix de revient, l'amélioration de qualité.

On ne doit pas oublier en effet, que les décisions d'investissements se fondent principalement sur des prévisions d'évolution de la demande; prévision du coût de l'investissement, prévision du coût d'entretien et d'utilisation de l'équipement nouveau, d'où résulte en définitive, une prévision de la *rentabilité*.

Donc, de ce fait, la priorité pourra être accordée à des investissements accroissant la capacité des lignes de production actuelles. La priorité pourra être donnée à des investissements pour de nouveaux développements et la priorité pourra être donnée aux investissements qui permettent de se retrouver dans une position compétitive, pour les matériels traditionnels au risque d'être dépassés.

On va traiter successivement la capacité, la productivité et la rentabilité au sein des investissements.

Section I

La capacité

Le climat économique actuel est en effet profondément différent de ce qu'il était il y a 50 ans. Ce qui caractérisait avant tout le « bon vieux temps » était la stabilité : l'approvisionnement en matières premières était assez régulier, les débouchés étaient relativement constants, ou tout au moins ne se modifiaient que lentement. Dans un tel contexte, faire le point à intervalles assez espacés, chaque année à l'occasion du bilan, était suffisant pour les chefs d'entreprise.

« Que les temps sont changés » ! La fourniture de matières premières connaît des à-coups brutaux : fermetures de frontières, nationalisations, variations soudaines des prix suivant les phases de la guerre froide. Il en va de même pour les débouchés, tel marché extérieur peut se trouver fermé en quelques heures, sur la décision d'un ministre. Cette instabilité pourrait détourner de tout essai de prévision. Il ne le faut pas, au contraire, car dans de telles conditions il est extrêmement utile d'avoir envisagé différentes éventualités, d'avoir réfléchi à l'avance aux décisions à prendre dans tel ou tel cas.

La capacité occupe en Israël une grande place dans les décisions d'investissement car d'une part elle s'oppose à la satisfaction immédiate d'une demande en expansion rapide lorsqu'elle dépasse les capacités de production installées, et d'autre part, elle oblige l'entrepreneur non pas à connaître la demande actuelle mais *la demande future*, celle qui se rencontrera sur le marché lorsque son équipement sera installé et en mesure de la satisfaire, et c'est à ce niveau que l'entrepreneur doit ajuster son matériel. M. Byé (8), a exprimé que « l'investissement n'est pas déterminé par la demande actuelle mais par la demande prévue pour un « horizon de temps » plus ou moins long. La détermination de l'investissement échappe donc à la demande actuelle ».

Les théoriciens envisagent souvent l'investissement au seul point de vue qualitatif, pour eux, investir c'est avant tout installer de l'équipement, accroître la capacité de production. Mais ceci n'est qu'un aspect de l'investissement le plus important peut-être, car il en définit les fins, mais ce n'est pas le seul, l'entrepreneur doit aussi se soucier des moyens, de préciser les modalités de cette opération.

(8) Maurice Byé, *Relations économiques internationales, Cours doctorat, 1956-1957.*

Lorsque le service d'étude des matières, ou le service commercial, fournit aux responsables du contrôle budgétaire les prévisions de vente pour l'année ou les années suivantes, deux situations peuvent se présenter : ou bien ces prévisions représentent des objectifs réalisables, ou bien elles dépassent les possibilités actuelles de la firme. Dans le premier cas, les budgets de vente et de production mobilisent tous les soins. Dans le second, le budget d'investissement prend toute l'importance : c'est le cas de la majorité des entreprises israéliennes. Ainsi, dès le premier passage du marché potentiel au marché projeté, se précise le rôle des différents facteurs de production et notamment, celui des équipements et outillages disponibles.

Pour évaluer la capacité de production qui sera nécessaire, pour satisfaire une demande, il faudrait disposer d'un rapport-type production-capacité installée, qui servirait d'étalon pour évaluer la capacité exigée par une production donnée. C'est seulement par la suite que l'on pourra comparer cette capacité exigée de la capacité existante.

Dans l'autre méthode, l'approche matérielle serait un peu différente, le rapport-type qu'elle chercherait, se rapprocherait plutôt d'un taux d'utilisation moyen de l'outillage, taux considéré comme raisonnable à la fois dans la profession ou dans l'entreprise, dans le passé. En effet, rares sont les cas où une capacité de 10 sert à fabriquer une production de 10. Même dans les branches que l'on dépeint comme sous-équipées, le taux d'utilisation du matériel n'atteint jamais 100 % et c'est le cas en Israël (voir ci-dessous).

L'utilisation moyenne normale est souvent de beaucoup inférieure à ce pourcentage, sans que l'on songe à parler de surcapacité. Il existe de nombreuses justifications à cet écart : désir de satisfaire des demandes de pointe, volonté de pallier à des arrêts éventuels pour réparation de certaines pièces, souci de pouvoir suivre une demande en expansion comme l'accélération de la demande en Israël grâce à l'accroissement de la population. Quelles que soient ces raisons, on s'aperçoit dans les études générales consacrées à l'économie israélienne, que cet écart est assez important dans toutes les activités.

Un écart existe entre la production et la capacité installée, ceci est une constatation, et cet écart est normal : voilà un jugement de valeur, une justification.

Ces taux moyens peuvent parfaitement recouvrir une grande dispersion. Une question est consacrée au taux d'utilisation de la capacité de production : c'est-à-dire au rapport en pourcentage de la production actuelle au maximum que l'entreprise pourrait réaliser avec son équipement existant.

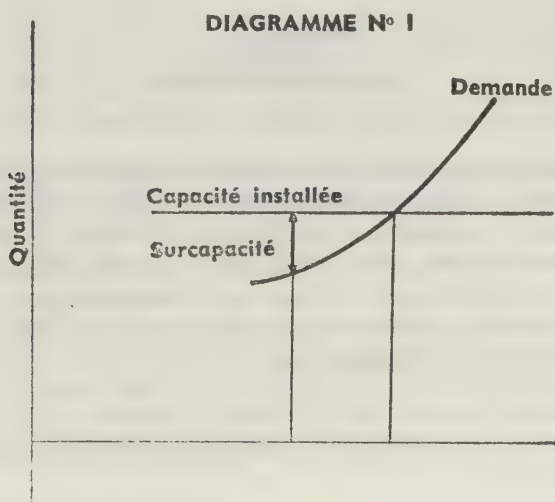
Ce même taux d'utilisation peut être recherché à l'intérieur de sa

firme par un entrepreneur. S'il est en accord avec la moyenne professionnelle, ou si son propre taux se justifie par des considérations d'espèce, il est à prévoir que l'entrepreneur le considérera comme le taux normal, à conserver. Ainsi, il pourra calculer la capacité totale pour effectuer la production correspondant à la demande dégagée par l'étude du marché : s'il escompte une demande de 100, il ne se bornera pas à une capacité de 100 mais de 115 ou de 125, conseillée par l'expérience personnelle ou la sagesse de la branche. De la comparaison de ces exigences à ses possibilités se dégagent aisément les compléments de capacités rendus indispensables.

Lorsque l'équipement de l'entrepreneur est supérieur aux besoins, il ne faut pas croire que se trouve terminé le rôle de l'étude de marché, ni même que les questions d'investissements soient écartées.

La surcapacité est un état qui se rencontre fréquemment et surtout en Israël, elle prend un aspect différent suivant qu'elle se rencontre dans la branche ou dans le marché potentiel d'une seule firme.

La notion de surcapacité est presque inhérente à la notion d'entreprise. En fait, nous l'avons vu plus haut, l'état « normal » d'une firme est celui où se rencontre une capacité de production inemployée, il n'y a donc là qu'une question de degré. On rencontre à l'origine la même justification, éviter le risque de goulot provoqué par un bris de machine, profiter au mieux des accroissements de demandes temporaires en cas d'expansion, abréger les longs délais de livraison qui risquent de favoriser la concurrence, et surtout un souci général de se protéger des plans de vente et de production ; ainsi cette marge de capacité représente vraiment, dans l'esprit de l'entrepreneur, une marge de sécurité (voir diagramme n° 1).



Bien qu'en Israël le degré d'industrialisation soit relativement limité, il existe un certain nombre d'industries ayant une capacité de production excédentaire. Cette capacité de production inutilisée est due à plusieurs causes.

1° On espère que l'expansion du marché local, résultat de l'accroissement naturel de la population et de l'immigration, absorbera une partie de la capacité de production excédentaire actuelle.

2° La politique délibérée du gouvernement a été de prévoir une capacité de production supplémentaire en vue de futurs débouchés, particulièrement à l'étranger.

Mais d'autre part, il existe aussi de nombreux plans visant à accroître la capacité de production. La capacité de production excédentaire a été évaluée à 30 % de la capacité de production totale (9).

La capacité de production excédentaire des industries, surtout celles qui travaillent pour le marché intérieur, est donc imputable soit à des facteurs spéciaux comme des déplacements de la demande ou le manque de matières premières, soit au fait que la demande ne s'est pas développée aussi rapidement qu'on l'avait espéré.

La surcapacité est, nous l'avons vu, un stimulant précieux pour le secteur de distribution des produits. Dans un pays en expansion comme Israël, c'est la marque d'un dynamisme certain. La surcapacité permanente semble être un peu la politique constante du secteur privé en Israël.

Jusqu'ici, il n'a été question que de quantités : quantité à produire, capacité à installer, au sujet des investissements à réaliser.

On doit examiner aussi, la productivité des investissements.

Section II

La productivité

La productivité permet d'améliorer la qualité ou encore d'en abaisser le prix. M. Marche (10) écrit à ce sujet qu'elle constitue le rendement en quantités physiques. Accroître la productivité, c'est produire davantage avec des facteurs de production donnés ou obtenir une production donnée avec des quantités plus faibles de facteurs. Ainsi, les indices de productivité sont des mesures du progrès technique ou économique.

(9) O.N.U., *op. cit.*, 1958.

(10) M. MARCHE, *A la recherche d'un critère de rentabilité pour les investissements importants.*

Nous nous efforcerons de montrer comment les indices de productivité tiennent compte des différents facteurs de progrès que nous classerons de la manière suivante :

1° Adaptation des quantités des facteurs et des biens produits au prix, cette adaptation consistant à réaliser une production donnée avec un coût minimum ou à réaliser à partir de facteurs donnés, la production de valeur maximum.

2° Réalisation de l'optimum de production, c'est-à-dire utilisation de l'unité de production avec un maximum de rendement.

3° Utilisation de fonctions de production plus « productives », correspondant par exemple à un nouveau processus de fabrication, « meilleur » que les précédents.

4° Amélioration de la structure de l'appareil productif par le développement des unités de production les plus « productives ».

La mesure de la productivité joue donc un rôle important dans la mesure du progrès.

La technique et les possibilités des investissements. La théorie des innovations.

Un écrivain comme J. Schumpeter, attribue au facteur technique une place très importante dans l'explication du développement économique.

Il ne s'agit pas ici d'étudier toute la théorie du progrès technique, nous nous bornerons à analyser les effets du progrès technique sur les possibilités d'investissement.

La question se pose alors de savoir comme une invention peut être économiquement profitable ? Il faut distinguer ici entre deux cas du progrès technique :

1° le cas où l'invention introduit une méthode nouvelle pour produire un bien déjà connu,

2° et celui où l'invention introduit un bien tout à fait nouveau.

Dans le premier cas, il faut que l'investissement réduise le coût de production. En d'autres termes, il faut que le progrès technique réduise les unités d'un ou plusieurs facteurs (travail, matières premières, capital) nécessaire pour produire une unité de bien.

Dans le second cas, on ne pourra pas parler d'une réduction du coût, puisque le bien introduit est nouveau. Ce dernier peut cependant servir comme substitut direct à un bien déjà connu. Il faut alors que le coût du bien nouveau ne soit pas supérieur à celui du bien ancien (s'ils donnent la même satisfaction).

Donc le progrès technique concernant les procédés de fabrication (qu'il s'agisse d'inventions techniques proprement dites ou d'amélioration de l'organisation, etc.), va permettre de produire un même bien dans des conditions de productivité meilleure. L'entreprise qui appliquera les procédés, profitera d'un bénéfice spécial : une rente différentielle. Cette rente constitue comme précédemment un signal : il y a avantage à faire des investissements dans la branche considérée. Par ailleurs, elle donne la possibilité de constituer une certaine épargne. Elle augmente ainsi l'incitation à investir.

Le progrès technique, en permettant l'abaissement des prix de revient, donne la possibilité d'atteindre une couche de consommateurs et agit ainsi comme l'aurait fait un accroissement autonome de la demande.

M. Hosmalin (11) écrit sur le concept de progrès technique : « L'analyse du moment caractéristique marquant l'intervention du progrès dans le milieu économique et des formes diverses qu'il revêt à cette occasion permet d'accéder à un degré de précision plus satisfaisant ».

On en prendra pour base la définition donnée par A.L.A. Vincent, l'un des spécialistes français de ce problème : « Nous appellerons progrès technique la variation relative de la productivité globale, dans un domaine donné, entre deux époques données ».

La productivité globale étant définie par le rapport :

$$R = \frac{\text{Production}}{\text{facteur de production}} = \frac{Q}{F}$$

Si l'on appelle R1 la productivité à l'époque T1 et R2 la productivité à l'époque T2 le progrès technique est mesuré par l'expression :

$$\frac{R2-R1}{R1}$$

Des progrès ont été réalisés en Israël en ce qui concerne la production d'articles manufacturés destinés à l'exportation. Cependant, au cours des dernières années, l'exportation de ces produits s'est heurtée à des difficultés croissantes. On peut en conclure qu'il faudra développer la production des articles à un prix de revient peu élevé et améliorer les qualités de ces produits.

Les problèmes des coûts et de l'efficience dont il sera traité dans les sections suivantes ont donc un rapport étroit avec la question

(11) G. HOSMALIN, *Investissements, rentabilité et progrès techniques*, Edition Génis, Librairie de Médecis, p. 23.

du développement de la production des articles destinés à l'exportation. Mais les industries produisant pour le marché intérieur doivent avoir, elles aussi, une productivité élevée pour remplir convenablement leur rôle dans l'expansion de l'économie et mettre pleinement à profit l'élargissement des marchés intérieurs. Pour assurer la productivité maximum dans une situation donnée, il faut réduire au minimum le coût réel de tous les facteurs de production.

Cela n'équivaut pas nécessairement à une maximisation des profits, car, en envisageant le coût réel de ces facteurs, il faut tenir compte aussi des effets qu'aura la réparation du revenu entre les facteurs de production, ainsi que des répercussions qu'auront les prix des produits sur l'ensemble de l'économie.

Les études dont il s'agit permettent d'évaluer en général la productivité d'après la valeur ajoutée par travailleur du secteur de production ou par personne occupée, exprimée en monnaie nationale, l'évaluation de la productivité ainsi faite est tout particulièrement significative si la valeur ajoutée est une valeur nette, c'est-à-dire dont on a déduit l'usure du capital fixe utilisé, sous forme d'une provision pour amortissement. La productivité ainsi évaluée équivaut alors au revenu net créé par travailleur, revenu dont l'augmentation est souvent considérée comme étant l'objectif principal du développement économique. Il importe toutefois de ne pas perdre de vue que la valeur ajoutée nette traduit parfois plutôt l'état de l'ensemble de l'économie que celui d'un secteur économique donné. Il peut arriver en effet dans l'industrie manufacturière que la faiblesse de la valeur ajoutée nette ne résulte pas d'une productivité peu élevée, mais de la pénurie des matières premières et des autres facteurs de production, due à des coûts excessifs dans d'autres secteurs, par exemple l'agriculture ou les transports. La faiblesse de la valeur ajoutée par travailleur peut être due à l'insuffisance du capital utilisé ou à l'utilisation inefficace du capital imputable à une mauvaise gestion, aussi bien qu'au manque de personnel qualifié.

Il est à noter que la position concurrentielle assez faible de l'industrie manufacturière, tient apparemment à des coûts de production relativement élevés. Il est significatif tout d'abord, que les articles manufacturés produits en quantités supérieures à la demande interne ne puissent être exportés que grâce à des primes à l'exportation ou à des accords bilatéraux.

Les coûts élevés de production et le faible niveau de la productivité en Israël résultent de causes qui tiennent à l'ensemble de l'économie aussi bien qu'à la structure propre des industries manufacturières. On examinera ci-dessous, certaines de ces causes.

1° *Insuffisance des investissements et du crédit :*

Certains besoins, notamment de crédit à long terme, ne sont pas satisfaits ou ne le sont qu'à des taux d'intérêt exorbitants. Il en a été ainsi également en ce qui concerne le crédit à court terme depuis que l'on a commencé en 1953 et 1954, à pratiquer une politique de resserrement du crédit.

Après 1952, date à laquelle on a commencé à appliquer une politique nouvelle pour lutter contre l'inflation, la dépréciation progressive de la livre israélienne a fortement accru les prix en monnaie locale du matériel et des biens de production achetés à l'étranger et les besoins de fonds de roulement ont augmenté continuellement par suite du développement de la production et de l'augmentation des salaires.

Au moment où la demande de crédit augmentait, l'offre diminuait. Il a été imposé de nouvelles règles en matière de disponibilités et on a fixé un plafond pour le volume du crédit.

Une forte augmentation du crédit à court terme a dû être obtenue à un taux d'intérêt très supérieur à celui de 11 %, pratiqué par les banques pour leurs prêts à des particuliers (12).

Cette situation a également beaucoup affecté les investissements privés nationaux, bien que les capitaux étrangers aient continué à affluer depuis la promulgation de la loi de 1950. L'Etat est devenu une source plus importante de crédit à long terme pour l'industrie manufacturière.

2° *Coût de la main-d'œuvre :*

En Israël, cependant, le niveau des salaires est relativement élevé, et également supérieur à celui de plusieurs pays plus industrialisés. Le coût de la main-d'œuvre représentait 25 % du coût de production totale en 1955-1956. Si le coût de la main-d'œuvre est comparable, en Israël, à celui des pays d'Europe occidentale, la production par travailleur y est bien inférieure, ce qui explique la faiblesse de la position d'Israël au regard de la concurrence, au taux de change actuel.

3° *Transports :*

Le coût des transports a joué un rôle moins important car les distances à parcourir y sont plus courtes. Les transports locaux n'entrent que pour une faible part dans le coût total. Le coût élevé des transports a eu une répercussion sur les approvisionnements en

(12) Certaines entreprises ont recours parfois, par l'intermédiaire de banques, à des sources de crédits non bancaires et doivent payer des taux d'intérêt de 20 à 25 %, en allant parfois même jusqu'à 36 % l'an.

certaines matières premières de production locale comme la potasse, les phosphates et le sable pour la fabrication du verre, qui sont extraits dans le Néguev.

4° *Energie :*

L'énergie électrique et son coût jouent un rôle important dans le développement économique et l'on a enregistré un accroissement rapide tant de la capacité de production que de la consommation de l'électricité. En Israël, il y a une pénurie aiguë d'électricité ; en 1952 il a fallu d'importantes mesures de rationnement.

5° *Prix et disponibilités des matières premières et des autres biens de production :*

Le prix de nombreuses matières premières utilisées par les entreprises semble être plus élevé.

Depuis l'indépendance d'Israël, la productivité industrielle globale a augmenté. Les essais de maximisation de la productivité, au début, ont surtout eu pour cadre les activités de base où la concentration et la taille des unités de production favorisaient particulièrement la rationalisation des méthodes de production. Actuellement, dans les activités industrielles de base (énergie, industries lourdes), les améliorations de productivité qui pourraient s'effectuer par l'amélioration des méthodes et avec une meilleure organisation, se trouvent réalisées.

Désormais, les recherches de productivité maximale nécessitent dans ces secteurs des dépenses d'investissement importantes.

Pour l'agriculture et pour certaines industries de transformation dont le produit est plus proche du stade de la consommation, les actions de productivité ne nécessitent souvent que des « investissements intellectuels », destinés à améliorer les méthodes. C'est pourquoi en Israël les marges de productivité dont la réalisation ne nécessitent pas d'investissement notable, sont élevées.

Les capacités de production inemployées de l'équipement national créées dans la période d'investissements massifs, après l'indépendance, les progrès réalisés dans le domaine de productivité, ont assuré à l'économie israélienne une importante élasticité de production. C'est grâce à cette élasticité que l'économie a pu faire face aux pressions d'une demande toujours accrue et conserver la stabilité des prix de 1955 jusqu'à aujourd'hui, malgré la permanence des éléments inflationnistes qui troublent sa structure. C'est cette élasticité de production qui fait la force de l'économie israélienne.

En outre, le secteur privé en Israël empêche le risque de spécialisation de l'entreprise. L'entreprise produit plusieurs articles à la

fois et, pour cela est obligée de créer une capacité de production plus élevée.

Entrent donc, dans cette catégorie de la productivité, tous les projets dont le but est, dans des conditions générales identiques, d'améliorer le prix de revient ou la qualité des fabrications en remplaçant un équipement existant par un équipement plus moderne ou la valorisation de produits fabriqués d'une meilleure qualité.

La frontière entre investissement de capacité et investissement de productivité est souvent indécise. Le remplacement d'une machine nouvelle, plus productive, procurera sans doute non seulement des économies de main-d'œuvre ou de matière, mais encore une capacité supplémentaire (13). Le projet va ainsi avoir effet sur la productivité et sur la capacité, avec une certaine proportion de l'un et de l'autre.

Si l'on veut établir un classement assez strict des investissements, on déterminera la raison principale et on indiquera à côté les avantages annexes.

L'entreprise peut aussi moderniser le plus possible son équipement, par des investissements « stratégiques » (14), parce que la nature de son activité ou la forme de marché, lui interdisent la concurrence de prix. Les dépenses ont pour but, en ce cas, plutôt d'améliorer la qualité du produit que de diminuer son coût de production.

Section III

La rentabilité

M. Hosmalin (15) définit ainsi la rentabilité pour l'entrepreneur capitaliste privé : « A l'échelle de l'entreprise privée, de type capitaliste, l'idée de rentabilité est associée à la réalisation d'un profit monétaire. La rentabilité va ressortir d'une confrontation entre l'ensemble des recettes et l'ensemble des dépenses réellement effectuées ou imputées (au titre du capital fixe) pour une période

(13) L. CHARMONT, « L'élaboration du plan d'investissement », *Hommes et techniques*, juillet-août 1956, p. 429.

(14) *Investissement stratégique* : Nous entendons ses bénéfices indirects pour d'autres parties de l'entreprise. Certains investissements sont entièrement stratégiques, c'est-à-dire qu'ils ne présentent aucune promesse de profit en eux-mêmes, mais ils élèvent le taux de revenu dans d'autres produits ou d'autres marchés, ou bien ils apportent une contribution à la puissance générale de l'entreprise. Les investissements stratégiques les plus importants sont probablement destinés à réduire les risques.

(15) G. HOSMALIN, *Investissements, rentabilité et progrès techniques*, Librairie de Médecis, p. 67.

et une production données. Au numérateur du rapport exprimant la rentabilité on porte la différence entre les recettes et les dépenses faites par l'entreprise. Au dénominateur on reprend uniquement le montant des dépenses et on peut ainsi facilement obtenir un taux exprimant le pourcentage entre la masse des bénéfices réalisés et le total des dépenses engagées. Lorsque, au lieu d'établir un rapport, on fait simplement la différence entre la masse des recettes et la masse des dépenses, on obtient la valeur absolue du bénéfice au lieu de son taux ».

On remarque alors avec J. Marchal (16) que le profit est essentiellement le « revenu de l'entrepreneur capitaliste », c'est-à-dire « le montant brut qui reste entre ses mains une fois que tous ses collaborateurs ont été payés ». L'auteur donne à cette notion le nom de « profit brut », pour insister sur le fait que le montant correspondant ne subit aucune déduction au titre d'un quelconque élément non directement évaluable, tel que salaire d'entrepreneur ou intérêt sur le capital propre.

Pour A. H. Hansen (17) la rentabilité collective d'un investissement se mesure par « l'accroissement de la capacité de la société à produire un revenu réel ». Le rapport entre les ressources mises en œuvre et cet accroissement d'efficience peut être admis, en effet, comme la meilleure expression de la notion de « rentabilité sociale » d'un investissement.

Admettons qu'après avoir procédé aux calculs nécessaires, une entreprise ait décidé de lancer tel produit nouveau qu'elle n'a encore jamais fabriqué et dont la rentabilité est de 15 % ; ce chiffre a été obtenu en tenant compte à la fois des ventes futures probables, du prix de vente probable, non seulement la première année mais aussi les années suivantes, en fonction de la réaction de la concurrence, etc.

Ces 15 % représentent une rentabilité assimilable à un profit, c'est une rentabilité de financier.

Mais en ce qui concerne les investissements en prix de revient, les avis théoriques sont différents. Souvent le calcul de rentabilité est fait par rapport à un matériel ancien. Une machine peut continuer à fonctionner, on en achète une plus moderne. Les 15 % ne sont pas un profit, mais la justification de la dépense correspondant à la nouvelle machine par rapport à l'ancienne ou par rapport à une ancienne méthode de fabrication périmée. Si l'on fait beaucoup d'investissements à 15 % le total ne donnera pas 15 % de rentabilité réelle (18). On devra déduire la détérioration inévitable du profit correspondant au progrès technique.

(16) G. HOSMALIN, (2) Thèse 1954, p. 74.

(17) A. H. HANSEN, *Economic policy & full employment*, p. 289.

(18) L. CHARMONT, « L'élaboration du plan d'investissements », *Hommes et techniques*, juillet-août 1956, p. 434.

Si l'on remplace une machine par une autre machine plus moderne, le concurrent en fait autant. On dit par exemple que, dans l'industrie mécanique, les hausses annuelles des prix de revient totaux, à la fois pour améliorer des conceptions de l'équipement et des méthodes de fabrication, sont de l'ordre de 3 % par an (chiffres qui ont été relevés dans différents pays). Par le fait que, sans arrêt, des hommes trouvent des idées nouvelles, il se produira inévitablement une détérioration de la rentabilité moyenne de toutes les entreprises. Pour avoir la meilleure rentabilité dans le remplacement des machines, il faut un très grand écart de rendement entre la machine nouvelle et la machine ancienne.

Donc, pour obtenir une rentabilité importante, il faut, soit faire beaucoup de bénéfices, soit investir peu d'argent.

Une rentabilité de 10 % peut être sûre, tandis qu'une rentabilité de 30 % sur le capital investi présente peut être un grand risque, car la concurrence peut réagir et faire annuler le bénéfice. En Israël il existe chez les entrepreneurs privés une tendance à préférer la rentabilité certaine même faible aux rentabilités plus fortes mais aléatoires.

L'appréciation exacte des risques pourra du moins en théorie, faire comme celle de la rentabilité probable, se baser sur hypothèses de réalisation (réalisations techniques, lancement commercial, réaction de la concurrence, etc.).

Exemple (19) : choix entre projet A et projet B.

<i>Projet A</i>	<i>Rentabilité</i>	<i>Probabilité</i>
Hypothèse de réalisation n° 1	40 %	0,2
Hypothèse de réalisation n° 2	25 %	0,4
Hypothèse de réalisation n° 3	5 %	0,3
Hypothèse de réalisation n° 4	— 10 %	0,1
		1,0

<i>Projet B</i>	<i>Rentabilité</i>	<i>Probabilité</i>
Hypothèse de réalisation n° 1	20 %	0,2
Hypothèse de réalisation n° 2	15 %	0,5
Hypothèse de réalisation n° 3	5 %	0,3
		1,0

La rentabilité probable du projet A sera :

$$40\% \times 0,2 + 25\% \times 0,4 + 5\% \times 0,3 - 10\% \times 0,1 = 18,5\%$$

Pour B :

$$20\% \times 0,2 + 15\% \times 0,5 + 5\% \times 0,3 = 13\%$$

Le projet A paraît donc préférable.

Coûts et prévisions des profits.

Des études de prévisions et de programmes d'activité qui sont, en pratique, courantes, dans les méthodes modernes de direction. En effet, d'une part les prévisions de ventes, de prix et de combinaisons de produits convergent pour donner une prévision des revenus. D'autre part, la prévision des coûts suppose le même genre d'analyse que celle nécessaire pour établir les standards de contrôle des dépenses dans la pratique du contrôle budgétaire.

Le diagramme de rupture d'équilibre dit encore « de point critique » ou de « point mort » ou, en anglais « Breack even point », est une application pratique importante des fonctions de coût déterminées empiriquement. Et le but ici est de juger en tant qu'instrument pour la prévision des profits (diagramme n° 2).

M. J. Dean (20) écrit : « ce graphique qui est un diagramme indiquant les relations qui lient le coût total et le revenu total au débit de production. Ces relations doivent être conçues comme les images des divers coûts et des divers revenus qui sont possibles à un moment déterminé.

L'intervalle ainsi figuré, entre la droite représentative du revenu et la droite représentative du coût, définit la fonction de profit sous forme d'une relation à court terme entre les projets et le début de production, tous autres facteurs étant supposés constants ».

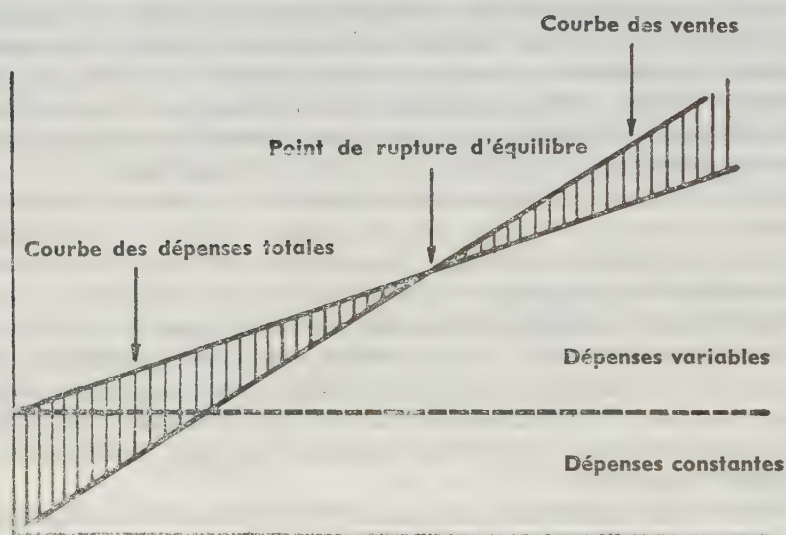
Les frais que l'on déduit du chiffre d'affaires d'une entreprise pour déterminer son bénéfice net global avant imposition sont, on le sait de deux sortes : les frais proportionnels et les frais fixes.

Les premiers augmentent avec le chiffre d'affaires et dans la même proportion que celui-ci, c'est le cas des dépenses de matières premières mises en œuvre dans une fabrication.

Les deuxièmes, au contraire deviennent constants quand le chiffre d'affaires reste voisin d'un certain montant : par exemple le loyer des locaux industriels d'une affaire produisant annuellement un million d'unités ne se modifie pas, en principe, quand la production tombe à neuf cent mille unités. Les frais fixes ne progressent donc que par paliers et pour des changements appréciables du rythme d'activité.

Les investissements peuvent donc exercer deux influences opposées : en augmentant la charge globale de frais fixes, ils tendent à réduire le bénéfice net tant global qu'unitaire. Mais en permettant selon les cas un accroissement du prix de vente unitaire justifié par une meilleure qualité, une diminution de la charge unitaire de frais proportionnels grâce à de meilleures conditions de travail ou une réduction de la charge unitaire de frais fixes par la multiplication du nombre d'unités intéressées, ils favorisent l'augmentation du profit net global ou unitaire.

DIAGRAMME N° 2 (1)



(1) L'analyse de rupture d'équipement est inutilisable dans certaines firmes. C'est particulièrement le cas lorsque la partie prédominante du coût est constituée par des dépenses de matières dont les prix sont sujets à de grandes fluctuations.

Source, J. DEAN, p. 392.

La rentabilité ou la non-rentabilité des investissements dépend donc de la mesure dans laquelle l'une de ces influences l'emporte sur l'autre.

Sont rentables, les investissements nouveaux dont le résultat est d'augmenter le bénéfice net global. Ils ne sont pas rentables, si les investissements nouveaux ne sont pas suivis d'un accroissement de bénéfice net global.

L'attente d'un profit est l'un des facteurs essentiels de la décision, du moins dans une économie fondée sur l'appréciation privée des biens de production et la recherche du bénéfice. Mais le gouvernement israélien ne cherche pas seulement les facteurs qui commandent un niveau élevé de productivité. Son but évident est la recherche des principes de base d'une politique économique efficace dans le pays.

Les problèmes de rentabilité, à court et à long terme, qu'il tente de résoudre, nécessitent, très souvent, la prise en considération des facteurs techniques d'accroissements, de la productivité réelle de la firme, des modalités d'utilisation d'un matériel, ainsi qu'une échelle de production par rapport aux types d'équipement mis en œuvre et un rythme de leur renouvellement ou de leur modernisation.

Dans chaque cas, il faut comparer le profit réalisable et le coût de l'opération. Pour l'entreprise israélienne, comme pour l'économie israélienne toute entière, mais parfois pour des raisons spécifiques, la quantité de capitaux disponibles est limitée, ce qui impose des choix et la définition de critères de sélection.

La mise en œuvre d'un progrès technique est une occasion d'investissement dans un système économique fondé sur la propriété privée et sur la recherche du profit.

Mais l'intérêt de l'entrepreneur individuel en termes de profit monétaire marque des incompatibilités avec l'intérêt en termes d'efficacité réelle.

Dans la période ayant suivi l'indépendance d'Israël, les investissements avaient pour but, surtout dans le secteur privé, d'élargir les capacités de production. On attendait aussi des investissements, l'abaissement de prix de revient et l'amélioration de la qualité. Mais l'objectif principal était d'atteindre les capacités qui pouvaient répondre à l'amélioration de la demande locale.

A partir des années 1955-1956, la tendance s'est renversée et la politique des investissements a pris un caractère davantage qualitatif, en même temps que quantitatif. La perspective de l'intégration de l'économie israélienne dans le marché international, ne fait que renforcer les raisons qui militent en faveur des investissements destinés à diminuer le coût de la main d'œuvre et à augmenter la qualité du produit et la productivité.

Donc, au cours de l'expansion des dernières années, le problème de productivité n'a cessé d'être la préoccupation des chefs d'entreprises.

Les actions de productivité effectuées avec des « investissements intellectuels » et des investissements qui cherchent directement à réduire le coût de la production, augmentent la productivité des industries israéliennes en modifiant le taux factoriel des échanges en faveur de leurs produits.

Signalons également l'importance accrue en 1956 et 1957 des investissements pour le lancement de nouveaux produits.

Le secteur privé joue un rôle considérable dans les industries manufacturières. En 1953, le total de la valeur ajoutée — industrie et extraction — s'est élevé à 242 millions de livres israéliennes, dont 79 % provenaient du secteur privé, 13 % des établissements de la Histadrout, 7 % des entreprises collectives et des coopératives

et 1,4 % des entreprises manufacturières et minières appartenant à l'Etat.

Donc, l'augmentation fortement croissante de la demande a pu être satisfaite grâce à des capacités supplémentaires dont disposait un certain nombre de secteurs. L'amélioration de la productivité (condition essentielle de l'expansion de l'industrie et de l'agriculture israélienne) a également contribué à la réalisation d'une plus grande production sans que les investissements aient augmenté proportionnellement, et à obtenir l'abaissement indispensable des prix de revient, avec comme objectif : augmenter la compétitivité des produits israéliens.

Pour pouvoir satisfaire à la demande, seule une reprise des investissements peut résoudre les difficultés à long terme. Il faut procéder à des investissements destinés à augmenter la capacité et à abaisser les prix de revient.

Concurrence ou complémentarité entre le secteur public, le secteur ouvrier et le secteur privé ?

L'expansion de l'investissement public a eu principalement pour objet de permettre la mise en place de l'infrastructure économique et sociale d'ordinaire considérée comme condition préalable essentielle du développement économique général. Dans de nombreux pays, ces dépenses d'infrastructure sont considérées comme un stimulant important de l'investissement dans l'industrie privée. Dans d'autres, cependant, où la réaction des investisseurs privés n'a pas été enthousiaste, les gouvernements ont dû investir directement dans l'industrie ou l'agriculture.

En Israël, où l'investissement total a augmenté assez fortement, cette augmentation a résulté principalement d'une expansion du secteur public qui s'est développé beaucoup plus vite que le secteur privé. Le secteur public et le secteur ouvrier jouent un rôle important en Israël, et se développent rapidement ; leur tâche est de mobiliser aussi vite que possible les ressources disponibles afin d'augmenter la capacité de production du pays. Nous devons noter que ce peuplement rapide ne s'est pas accompli en Israël sans de gros investissements et une mise en valeur économique assez impressionnante. Pour équiper le pays, établir les nouveaux venus et donner du travail à tout le monde (même à ceux pour lesquels on n'avait pas d'emplois utiles et qu'on occupait de façon symbolique tout en les payant), il a fallu de gros capitaux dont Israël ne disposait pas.

Treize ans d'expérience montrent que les investissements publics ont permis d'établir plus d'un million d'hommes en de nouveaux foyers de façon assez confortable et d'élever leur niveau de vie dans

la majorité des cas. Ces investissements ont également permis de créer une nouvelle économie nationale qui commence à se suffire à elle-même dans une mesure accrue et à occuper une place encore fort modeste mais notable, sur les marchés internationaux.

Ceci fut atteint tout en investissant aussi à longue échéance, dans tous les cas où le secteur privé n'était pas capable de réaliser ces investissements indispensables pour le pays, dans un pays à la nature difficile, et en équipant militairement à grands frais le nouvel Etat.

Donc, nous voyons assez clairement que le pays avait besoin, de toute façon, de gros investissements peu rentables et souvent d'investissements non rentables, pour assurer à long terme la poussée rapide et interne d'une économie nouvelle pratiquement dépourvue de ressources naturelles, ayant à faire des prodiges pour faire vivre sa population.

Nous avons déjà noté que le profit est le seul but d'un investissement privé, par contre le secteur public cherche l'intérêt général et il doit investir dans les domaines où le secteur privé est incapable de le faire. Il s'agit ici principalement des investissements sociaux : logement, santé publique, hôpitaux, éducation, écoles et des autres investissements administratifs et militaires. Nous savons bien que les investissements administratifs et sociaux ont un rôle moteur et pilote dans l'économie nationale, voir même dans le secteur privé.

Tous ces investissements venant du secteur public sont stimulants pour les investissements dans le secteur privé. Par exemple, l'entreprise privée ne sera jamais capable de décider la construction d'une usine dans un endroit désertique sans route. Or, la construction d'une route peut stimuler la création d'une usine privée. Depuis l'indépendance les ressources publiques ont aidé les investissements privés implicitement et sous forme d'investissements d'infrastructure.

La part du financement public (21) dans les investissements en Israël s'élève à 75 % pour 25 % en investissements privés. Au cours des dernières années, les dépenses du développement dans le secteur d'Etat a subi un ralentissement, par contre le secteur ouvrier a augmenté sa part, grâce aux épargnes qui se sont accumulées dans les caisses des établissements de la Histadrout comme le « Koupat Holim ».

En 1953, 190 millions de livres israéliennes ont été investis dans le secteur public, soit 58 % du total d'investissement global qui s'élevait à 331 millions. Mais, on doit noter que l'Etat finance 75 % des investissements, donc la différence entre ces deux taux a été

(21) C'est-à-dire le secteur public plus le secteur ouvrier.

orientée vers le secteur privé. Dans ce cas, l'intervention du secteur public dans l'activité privée est directe.

Le gouvernement a mis l'accent — mis à part les investissements d'infrastructure — sur le développement et la modernisation des grands secteurs de base qui commandaient tout essor ultérieur de l'activité nationale et d'expansion harmonieuse de l'ensemble de l'économie.

Ainsi, il a mis l'accent sur l'amélioration des conditions de production de l'agriculture et la modernisation des industries de transformation. Pour toutes ces raisons il a fallu que les ressources publiques aident les investissements privés, sous forme de participation à l'équipement par des prêts sur fonds d'Etat.

L'avenir appartient aux nations qui investissent beaucoup : s'équiper, c'est en effet pouvoir produire plus, plus vite et moins cher. C'est aussi se donner les moyens de fabriquer des articles nouveaux, d'appliquer des techniques inédites, d'utiliser des matériaux jusqu'alors inemployés et de satisfaire des besoins insatisfaits. Investir, c'est donc s'assurer une plus grande puissance et de façon quasi certaine, de nouveaux marchés.

Au cours des dernières années, l'Etat a encouragé les investissements du secteur privé, pour améliorer le niveau soit de la capacité en face du peuplement rapide, et soit de la productivité pour abaisser le coût de revient qui permet d'orienter des produits locaux vers l'exportation. Ainsi, l'Etat considère les investisseurs privés en tant qu'agents pouvant accélérer la production nationale. En bref, chaque secteur est complémentaire de l'autre.

M. G. Leduc (22) écrit à ce sujet : « Il est donc indispensable que des investissements privés se manifestent pour compléter et en quelque sorte authentifier par leurs décisions l'action menée dans le cadre des plans d'investissements publics, sans eux, les réalisations accomplies du chef de ces Plans demeurerait à l'état de cadres vides : des routes sans circulation, des ports sans bateaux, des écoles sans élèves perdraient même leur caractère d'investissement, au sens économique du terme ».

En dehors du contrôle direct des investissements du secteur public par l'Etat, le gouvernement a eu recours à diverses mesures pour influencer le volume et l'orientation de l'investissement privé qui demeure prédominant dans les pays industriels. Dans l'ensemble, les décisions touchant l'investissement public peuvent être assez précises.

Bien que, comme on l'a déjà fait observer, le gouvernement exerce sur l'investissement public un contrôle bien moindre que

(22) G. LEDUC, *Cours du Doctorat d'économie d'Outre-Mer et du développement*, 1957-1958.

l'on ne pourrait le croire à première vue, il n'en demeure pas moins toujours possible de régler le volume ou la répartition de l'investissement public. En revanche, quand un gouvernement prend une décision concernant l'investissement privé, il cherche en fait à influencer l'orientation du commerce et de l'industrie privés, et les résultats sont forcément plus incertains. Mais, le fait qu'une aide relativement faible à l'investissement privé peut suffire à rendre une entreprise submarginale rentable, comme c'est le cas en ce qui concerne le logement, domaine où il y a coexistence de l'industrie publique et de l'initiative privée.

L'action des pouvoirs publics sur l'investissement privé soit indirectement, soit directement a pour effet d'accroître la rentabilité des investissements privés qui est une part inséparable de l'économie globale du pays.

Le secteur public donc, est orienté par l'Etat vers les branches dont les détenteurs de capitaux privés ne désiraient ou ne pouvaient assurer le développement. Cependant, lorsque l'entreprise privée fonctionne avec efficacité, les pouvoirs publics ne font rien pour la supplanter ; au contraire, dans l'avenir, les entreprises publiques en Israël rechercheront activement la participation des intérêts privés.

Bien que les investissements aient joué un rôle important, voire même souvent indispensable, en tant que stimulants des investissements privés — comme nous l'avons exprimé plus haut — ils n'ont généralement pas suffi à eux seuls à en élever le niveau ni à les canaliser vers les secteurs désirés. Il a fallu compléter les investissements publics par les investissements réalisés grâce au secteur privé.

Il ne nous reste qu'à essayer de montrer que les pouvoirs publics protègent le secteur privé en Israël. Cette protection vise à influencer ou à réglementer la structure des importations, non seulement des mesures de réglementation des changes ou des importations, mais aussi d'autres ayant pour objet de créer, pour certains produits déterminés, un marché intérieur protégé, en opposant des barrières à la concurrence étrangère.

Le gouvernement israélien a cherché également à surmonter deux autres obstacles importants à l'investissement privé par l'action directe sur l'industrie de crédit public et d'allocations de devises. Ces politiques se sont accompagnées de mesures tendant à accroître la rentabilité des entreprises et l'augmentation des bénéfices grâce à des exonérations fiscales et réduction des coûts, par exemple grâce à des taux de change privilégiés pour l'importation des pièces détachées, de matières premières et de matériel.

L'action sur les importations a servi non seulement à protéger la production nationale, mais aussi en accroître les approvisionnements en matériel et autres articles nécessaires, pour atteindre les

objectifs d'industrialisation. En général, ces importations ont bénéficié de droits relativement bas ou même de subventions ainsi que de taux de change peu élevés s'accompagnant d'allocations relativement généreuses de précieuses devises étrangères. Dans les dernières années les importations de biens d'équipement ont représenté une grosse part de l'ensemble des importations et se sont orientées en grande majorité vers le secteur privé.

D'une manière générale, le gouvernement a eu recours aussi à d'autres mesures, consistant par exemple à assouplir le contingentement des exportations, à réduire ou supprimer les droits à l'exportation, ou a consentir des taux de change plus favorables pour encourager l'exportation de produits nationaux. Ces mesures encouragent implicitement les investissements privés qui cherchent le profit.

Pour conclure, on peut dire qu'il existe en Israël deux secteurs essentiels au point de vue du but principal, l'un qui cherche l'intérêt général et l'autre qui cherche le profit. Les deux secteurs sont complémentaires entre eux et non concurrentiels.

TITRE II

LES DOMAINES DES DÉCISIONS

CHAPITRE PREMIER

LE CHOIX DANS L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE

La structure de la plupart des pays sous-développés est agricole. Or, c'est une grave erreur de donner à l'industrialisation la place primordiale dans ces pays. Certes, on ne peut nier que la tendance vers l'industrialisation pousse l'économie vers l'expansion.

Mais, d'autre part, pour nourrir cette main-d'œuvre industrielle, il faut un développement de l'agriculture. Donc, le développement de l'un doit accompagner celui de l'autre, afin qu'un équilibre lie les deux sortes de développement. Il semble même qu'il faut aller plus loin et dire que « le rythme de l'industrialisation doit suivre et non précéder le rythme du développement de l'agriculture » et que « l'industrialisation est indispensable, mais elle doit être conduite avec le souci de contribuer à l'expansion de l'agriculture et non de la concurrencer » (1).

Il nous semble que ce souci n'est pas étranger à la politique économique d'Israël. Dans un grand nombre d'hypothèses écrit M. Byé (2) « la création d'une industrie est la condition même du développement de l'agriculture. Il en est ainsi dans les régions sous-développées. Ici l'agriculture a trop de travailleurs sur la terre pour pouvoir être menée, rationnellement, le développement industriel

(1) *L'avenir des pays sous-développés*, p. 129.

(2) *Relations économiques internationales*, op. cit.

accroîtra donc la productivité de l'agriculture notamment parce qu'il déterminera le retrait des travailleurs hors de la terre», selon l'expression de Mme Robinson sur le « chômage déguisé ».

Il nous semble donc que dans les pays sous-développés, pour qu'un équilibre s'impose entre le développement de l'agriculture et l'expansion de l'industrie, il faut d'abord s'assurer un minimum alimentaire. Puis, en faisant le choix entre les diverses branches de l'activité industrielle, il faut que l'équipement agricole occupe une place primordiale dans la production industrielle du pays.

Actuellement, quelques-uns des pays qui appliquent une politique saine et rationnelle, ont senti le danger de l'excès de l'industrialisation, qui mène à la surindustrialisation, rend le pays également dépendant envers les marchés étrangers, dépendance plus accentuée que s'ils étaient sous-industrialisés, comme dans le cas d'Israël avant l'indépendance.

Dans un discours, M. Hoofien, président de la Banque Nationale d'Israël, déclarait sur le problème de l'industrialisation (janv. 1953) :

« Pendant les vingt dernières années, nous nous sommes construits une théorie d'après laquelle le succès économique du Sionisme dépendait de l'industrialisation de la Palestine.

Nous nous sommes dit : pourquoi notre pays ne deviendrait-il pas un Etat industriel comme la Belgique ou la Suisse ?

Aujourd'hui, avec le développement des activités industrielles, nous constatons que ce point de vue était faux. Nous avons oublié que la Suisse a mis des siècles à devenir ce qu'elle est aujourd'hui, et que nous n'avons pas le temps nécessaire pour imiter son exemple. De même, nous avons oublié que la Suisse avait à sa portée, les riches marchés de ses voisins, tandis qu'Israël, même après la cessation du boycottage — qui demeure jusqu'à aujourd'hui — ne pourra guère compter sur un apport économique et financier considérable de la part de ses voisins. Il en résulte que nous devons, maintenant, reviser notre jugement sur le rôle de l'agriculture dans notre vie économique. Il ne s'agit pas d'éliminer l'industrie mais de reconnaître la primauté de l'agriculture. Nous devons rester encore pendant de longues années, un pays essentiellement agricole ».

Depuis 1956, la production agricole s'est accrue plus vite que celle de l'industrie. Ce résultat est dû en partie au programme appliqué par le gouvernement pour parvenir à un plus haut degré d'autarcie en matière de produits alimentaires. La part des dépenses consacrées à l'agriculture est passée de 18,4 % en 1950 à 19,3 % en 1951, est restée constante en 1952, et en 1953, s'est élevée au maximum de 25,7 % ; pour 1954, on retrouve le même pourcentage. Cet accroissement indique toute l'importance que le gouvernement d'Israël attache au développement de l'agriculture. L'investissement dans l'industrie également a subi toujours une augmentation depuis l'indépendance de l'Etat.

La part de ces investissements est passée de 15,9 % en 1950 à 19,3 % en 1951, à 23,7 % en 1952, et, en 1954 a atteint le maximum (en prix courants) soit 26,3 % (voir tableau ci-dessous).

TABLEAU N° 39
L'ORIENTATION DE L'INVESTISSEMENT DOMESTIQUE BRUTE,
PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ : 1950-1958
(prix courants)

Branche d'activité	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Agriculture, forêts, pêche.....	18,4	19,3	19,3	25,7	25,4	22,0	20,8	19,3	22,9
Industrie manufacturière et extractive, construction et électricité	15,9	16,6	23,7	24,8	26,3	22,8	26,1	20,5	22,6
Transports et communications	13,2	10,1	12,7	10,7	9,5	12,6	12,7	16,8	12,7
Logements	45,9	47,6	36,9	31,6	33,7	34,4	31,6	31,9	30,0
Commerce et services	6,6	6,4	7,4	7,2	5,1	8,2	8,8	11,5	11,8
TOTAL (en pourcentage)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
TOTAL (en termes absolus; millions de L.I.)	127,3	191,2	295,5	332,0	439,0	566,7	648,7	864,4	922,2

Source : *Statistical Abstract of Israel*, 1957-1958 et 1958-1959.

Le tableau n° 39 qui indique l'orientation des investissements par secteur ou branche d'activité, fait ressortir que la proportion élevée de l'investissement agricole par rapport à l'industrie s'est effectuée surtout en 1950 et 1951, années d'immigration massive. Tandis que dans les années qui suivent 1954, l'investissement agricole a subi un ralentissement permanent. Au contraire, pour l'industrie qui était toujours en augmentation jusqu'à 1956, et ultérieurement, a subi un ralentissement dans le secteur de l'électricité en 1959. L'investissement de l'industrie s'est accru de 22,6 % (sans l'électricité), par contre, les investissements agricoles ont diminué de 2,1 % (voir tableau n° 40).

Le tableau n° 40 met enfin en évidence qu'aujourd'hui l'accent est mis sur l'investissement dans l'industrie et le développement des produits manufacturés.

Le pourcentage de l'investissement total dans l'agriculture est passé de 19 % entre 1955-1959 à 17 % en 1960. Néanmoins, ce pourcentage a subi une élévation dans l'industrie de 14 % à 20 %.

Le secteur agricole a atteint un niveau de production qui couvre à peu près la demande locale d'alimentation et ce secteur aussi est limité par les ressources en eau. On ne pouvait donc absorber un

Branches	1951		1952		1953		1954		1955		1956	
											Prix cou- rants	L'au- ou dimin- de 19 à 19
	Mi. L.I.	%	Mi. L.I.	%	Mi. L.I.	%	Mi. L.I.	%	Mi. L.I.	%		Mi. L.I.
Agriculture et irrigation	34,2	18,2	55,5	18,3	97	31,9	113	27,0	127	22,5	125	- 10
Industrie.....					55	18,1	56	13,4	61	10,8	105	15
Electricité.....	31,5	16,8	66,0	23,0	9	3,0	9	2,1	33	5,8	49	13
Mines.....					10	3,3	19	4,5	26	4,6	32	9
Transports.....	19,2	10,2	36,7	12,8	24	7,9	46	11,0	67	11,9	66	- 5
Services.....	12,4	6,6	22,7	7,9	41	13,5	46	11,0	60	10,6	56	- 7
Logements.....	91,3	48,2	116,0	38,0	68	22,4	130	31,0	191	33,8	182	- 12
TOTAL.....	188,6	100,0	286,9	100,0	304	100,0	419	100,0	565	100,0	615	3

Sources : 1951-1952 : D. PATINKIN, p. 77 ; — 1953-1955 : Bank of Israel, *Annual Report*, 1955, p. 61
 1956 : Bank of Israel, *Annual Report*, 1956, p. 94 ; — 1957 : Bank of Israel, *Annual Report*, 1957, p. 55
 1958-1959 : Bank of Israel, *Annual Report*, 1959, p. 50 ; — 1960 : Bank of Israel, *Annual Report*, 1960, p.

grand nombre d'immigrants. Par contre, l'industrie parvient à couvrir 25 % des importations des biens de capital. Elle est susceptible de se développer plus facilement, car elle dispose de débouchés théoriquement illimités. En effet, le marché local est en croissance constante du fait de l'immigration.

De ce fait, le développement industriel peut réaliser les tâches mentionnées ci-dessous :

- l'obtention de l'équilibre de la balance des paiements ;
- la création d'emplois supplémentaires qui permet d'atteindre aussi deux objectifs à la fois : l'absorption des immigrants et la modification de la structure professionnelle de la population.

Tout en développant l'agriculture et la construction (secteur qui avait la proportion la plus élevée de l'investissement global), Israël est parvenu dans les dernières années à un degré d'industrialisation qui est loin d'être négligeable. Pendant cette période, de nombreuses entreprises nouvelles ont été créées. D'autre part, la plupart des entreprises déjà existantes ont renouvelé leurs installa-

LES BRANCHES : 1951-1961

1957		1958				1959				1960				1961		Pourcentage de l'investissement total	
L'aug. ou la dimin. réelle (-) de 1956 à 1957		Prix courants	L'aug. ou la dimin. réelle (-) de 1957 à 1958		Prix courants	L'aug. ou la dimin. réelle (-) de 1958 à 1959		Prix courants	L'aug. ou la dimin. réelle (-) de 1959 à 1960		Prix courants			1955 à 1959	1960		
Mi. L.I.	%		Mi. L.I.	%		Mi. L.I.	%		Mi. L.I.	%							
16,7	11,8	193,4	40,3	23,5	188,6	- 4,1	- 2,1	176	- 10	- 5	188	19	17				
10,7	9,6	156,0	45,6	42,9	193,2	35,6	22,6	214	16	8	244	14	20				
- 8,3	- 15,9	51,2	- 6,0	- 10,4	38,6	- 13,1	- 25,3	34	- 5	- 13	44	6	3				
0,9	2,6	8,2	- 12,7	- 69,8	11,7	3,4	40,1	12	- 2	- 14	16	2	1				
31,2	45,5	118,4	- 31,2	- 21,0	112,6	- 7,0	- 5,9	166	36	28	239	13	15				
63,5	36,9	117,6	- 0,7	- 0,1	127,0	8,2	6,9	165	18	12	205	13	15				
25,2	31,2	274,4	5,0	4,8	298,5	21,1	7,6	309	- 15	- 5	391	33	29				
144,9	20,8	919,2	40,2	4,6	970,2	44,1	4,8	1.076	38	4	1.327	100	100				

tions et beaucoup ont introduit les méthodes modernes de production.

On peut constater maintenant que la politique économique est résolument orientée vers l'industrialisation dès 1956 et, actuellement, Israël est le seul pays du Moyen Orient dans lequel l'industrie contribue au revenu national dans une plus forte proportion que l'agriculture (tableau n° 41), ceci, bien que la production agricole ait triplé depuis la création de l'Etat.

Dans le domaine de l'agriculture, le revenu moyen *per capita* est généralement bas en Israël, par rapport à d'autres pays.

Le tableau n° 42 nous montre le revenu *per capita* dans l'agriculture : il était de 436 livres israéliennes en 1957, tandis que le revenu général *per capita* dans l'industrie s'élevait à 780 (aux prix de 1952), soit près du double. Un tel écart a mis l'Etat dans l'obligation de réviser la politique économique, car dans de telles conditions, les capitaux devraient naturellement être dirigés vers l'industrie de façon à équilibrer les revenus à longue échéance.

C'est grâce à l'exemption fiscale presque totale dont jouit l'agri-

TABLEAU N° 41

(En millions de livres israéliennes)

Années	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
<i>Agriculture :</i>								
Invest. annuel	50	64	61	66	75	80	82	91
Revenu agricole	82	94	104	114	141	135	152	164
Augmentation du revenu	—	12	10	10	27	6	17	12
Augmentation du revenu Investissement $\times$ 100		19 %	16 %	15 %	36 %	7,5 %	20 %	13 %
Moyenne des taux de profit : 16 % pouvant être considéré comme le taux actuel en ce qui concerne l'agriculture.								
<i>Industrie :</i>								
Invest. annuel	41	53	70	59	69	75	95	110
Revenu de l'ind.	120	143	170	194	205	235	260	295
Augmentation du revenu		23	27	24	"	30	25	35
Augmentation du revenu Investissement $\times$ 100		43 %	39 %	41 %	15 %	40 %	27 %	23 %
Moyenne des taux de profit : 31 % pouvant être considéré comme le taux actuel en ce qui concerne l'industrie.								
<i>Economie Nationale :</i>								
Invest. annuel	272	333	317	259	297	351	383	486
Revenu National	657	791	856	919	1.015	1.132	1.290	1.410
Augmentation		134	65	63	96	117	158	1.200
Augmentation du revenu Nouvel Investissement $\times$ 100		40 %	20 %	20 %	32 %	33 %	41 %	24 %

Taux moyen du profit : 30 % pouvant être considéré comme le taux général de profit.

Source : Chiffres d'investissement basés sur les *Statistical Abstracts of Israel*.

TABLEAU N° 42

REVENU NATIONAL, REVENU AGRICOLE ET REVENU NON AGRICOLE PAR CAPITA

Années	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Revenu national (en millions L.I.)	657	791	856	919	1.015	1.132	1.290	1.410
Per capita (en L.I.)	518	529	533	557	601	633	690	714
Revenu agricole (en millions L.I.)	82	94	104	114	141	135	152	164
Per capita population agri- cole (en L.I.)	366	302	313	329	391	364	400	436
Per capita population non agricole (L.I.)	501	550	580	608	644	703	762	780
Revenu agricole (par travailleur en L.I.)...	1.123	1.221	1.281	1.325	1.566	1.290	1.524	1.426
Revenu industriel (par travailleur en L.I.)...	1.334	1.513	1.698	1.851	1.828	1.844	2.271	2.052

Source : Chiffres de *Statistical Abstract*.

culture dans ce pays, ainsi qu'aux nombreuses subventions dont elle est bénéficiaire, qu'elle a pu non seulement se maintenir, mais aussi se développer à pas de géant. Mais on ne peut guère baser indéfiniment une économie sur des moyens artificiels ; une économie saine doit reposer avant tout sur des principes sains et purement économiques.

D'après le tableau n° 42, nous constatons que la différence n'est pas si grande entre le revenu du travailleur agricole et celui du travailleur industriel, puisque pour l'année 1957, le revenu de ce dernier était environ de 150 % par rapport à celui du travailleur agricole. Or, nous avons déjà pu remarquer que le revenu général *per capita* était de près de 200 %, ce qui signifie que dans l'agriculture le salaire est partagé dans des familles plus nombreuses. Il existe donc dans ce secteur un chômage déguisé et il faudrait que le surplus de la main-d'œuvre, c'est-à-dire la partie vivant en parasite, soit dirigée vers l'industrie, ce qui amènerait une augmentation tant des revenus agricoles qu'industriels.

Un des critères de la rentabilité du capital investi dans un secteur économique est le calcul de son taux de profit (3) et sa comparaison avec les taux existants dans les autres secteurs.

Dans l'agriculture israélienne, le capital investi représente la valeur des terres cultivées augmentée de l'investissement annuel.

Etant donné que les prix des terres sont fictifs (sous évalués) faute de transactions réelles, il serait imprudent de se baser sur les chiffres précités. La solution serait d'étudier la rentabilité du capital en se basant sur les investissements annuels consentis dans le domaine de l'agriculture et de comparer cette rentabilité avec celle de l'industrie.

Le tableau n° 41 démontre suffisamment que le taux de profit très bas existant dans l'agriculture n'a pas influencé le taux de profit général. Nous pouvons dire que le secteur non agricole pouvait soutenir la comparaison avec les autres pays évolués où l'on obtient un taux de profit allant de 25 à 30 %.

Alors que le secteur agricole est « surcapitalisé » le secteur non agricole est lui, « sous-capitalisé » ; les investissements devaient donc se diriger vers l'industrie où se trouve le taux du profit le plus favorable.

La situation actuelle en Israël est la suivante : d'une part le secteur agricole « surcapitalisé » qui a réussi à couvrir presque tous les besoins en alimentation, d'autre part, un secteur industriel « sous-capitalisé » n'arrivait pas à subvenir aux besoins de la population.

Ce déséquilibre profond de la structure générale du pays oblige

(3) Le taux de profit ici se réfère par rapport au salaire, à l'intérêt, et à la rente.

les autorités à orienter les investissements vers le secteur industriel où se trouve la possibilité d'avoir un état d'équilibre, bien entendu à longue échéance.

Il est vrai qu'Israël se trouve dans un endroit du monde qui est connu depuis treize ans par sa politique régionale et la guerre froide. Le boycott à l'égard d'Israël existe jusqu'à nos jours. Donc Israël ne pourrait pas appliquer le principe de la spécialisation, et pour cette raison nous allons remarquer le développement du secteur agricole malgré sa faiblesse économique par rapport au secteur industriel.

Il est indispensable que les dirigeants du pays sachent qu'il n'existe qu'un seul secteur rentable dans le pays et c'est le secteur industriel qu'il faut développer pour améliorer le niveau de vie et pour atteindre l'équilibre de la balance du paiement.

Le Plan quinquenal 1960-1965 (voir troisième partie) nous montre l'importance du secteur industriel actuellement considérable dans l'économie du pays (industrie métallurgique et mécanique, industries des matériaux et industries manufacturières).

Section I

Les investissements dans l'agriculture

Le climat et la structure économique du pays concourent à rendre de telles productions fort avantageuses, surtout en terrain irrigué. Mais Israël tient à mettre en valeur et à occuper de façon sédentaire, en partie pour des raisons de défense nationale et en partie pour décongestionner les zones les plus densément occupées, tout son territoire si possible, même les terrains qui ne sont guère irrigables. Israël tient aussi à donner le plus de travail possible aux nouveaux immigrants dont l'absorption a été plus rapide que le développement industriel.

La production de l'agriculture israélienne représente près de 12% du revenu national en 1957, soit 630 millions de livres israéliennes (4). Son importance a été soulignée à maintes reprises. Pour des raisons économiques, politiques, sociales ou de sécurité, la nation doit affecter une bonne partie de ses forces à l'agriculture, même si le travail du sol nécessite une grande dépense de temps et d'énergie.

Depuis la création de l'Etat, de grands progrès ont été réalisés dans tous les domaines de l'agriculture, mais certains problèmes

(4) Chiffres bruts.

restent néanmoins à résoudre. Ainsi des colonies agricoles nouvelles ont été établies, l'irrigation a subi une extension importante et le revenu agricole a plus que triplé. Mais, il s'agit encore de trouver des solutions à des questions aiguës : comment arriver à abaisser les coûts de production pour s'aligner au niveau mondial, comment accroître l'efficacité du travail, comment améliorer le rendement du sol, comment irriguer des régions où un tel travail semble économiquement impossible, comment maintenir ou augmenter le revenu des fermiers parallèlement à un abaissement des prix agricoles ? Les problèmes des nouvelles colonies ne sont eux non plus, pas entièrement résolus, et demandent une aide financière.

Les deux tâches essentielles qui se posent au ministère de l'agriculture sont cependant de nourrir une population dont l'accroissement est incessant, de fournir de plus en plus de matières premières à l'industrie locale et de réduire le plus possible les importations et d'accroître les exportations agricoles, pour économiser les devises étrangères. Ces soucis ont été à la base d'un plan de développement de sept ans.

Le développement de l'agriculture en Israël s'est fait dans le sens d'une culture intensive en raison de la limitation des ressources en terre et en eau, de la faible superficie moyenne des exploitations et de la faible superficie de terre irrigable par habitant. Dès 1956, Israël couvrait à cent pour cent ses besoins en légumes, pommes de terre, fruits, lait et œufs, à 80 % en fourrages et coton. L'autonomie alimentaire poursuivie comme fin est encore bien lointaine et, malgré la stabilité ou la légère régression des importations de produits agricoles, plus ou moins utopique à longue échéance.

La progression agricole est, en partie, liée à l'accélération de la colonisation paysanne, mais plus encore, à l'introduction de techniques évoluées, à l'élargissement de l'éventail de production et, surtout, à la solution partielle apportée au problème de l'eau.

Dans cette section, nous examinerons tout d'abord les formes d'exploitation et le nombre des entreprises. Deuxièmement, la fertilité du pays ; nous verrons, par la suite, comment elle a été accrue particulièrement par les travaux d'irrigation. Troisièmement, nous étudierons la priorité donnée à l'investissement et à la production agricole.

Sous-Section I. — Les formes d'exploitations

Ce qui est propre à l'agriculture israélienne c'est la diversité des formes d'exploitation. A la fin de 1957, on comptait près de 743 colonies agricoles dans le pays, et la population rurale s'élevait

à 332.000 habitants ; ce nombre comprenant, cependant, plusieurs types d'établissements qui diffèrent par leur conception particulière de la vie sociale et par des conditions spéciales de la région. L'agriculture essaie toutes les formes d'exploitation — étatiques — coopératives et privées — ainsi que toutes les méthodes de financement. Les formes d'exploitations se classifient en deux grandes catégories, elles-mêmes adaptées aux lieux et aux circonstances, les formes communautaires, dont le type est le « kibboutz », beaucoup plus inspiré de Cabet et de Fourier que du marxisme-léninisme ; les formes basées sur la propriété individuelle, le « moshav ».

Tout immigrant qui se dirige vers l'agriculture est du reste entièrement libre de choisir l'une ou l'autre forme ; l'étendue des terres est partout calculée, selon les rendements, en vue d'assurer, autant que possible au travailleur agricole, une rémunération équivalente aux salaires des villes et de l'industrie.

A. — *La colonisation collectiviste. Le kibboutz (5)*

Les débuts ne sont pas faciles, 70 % des investissements de l'Agence Juive tendent à aménager suffisamment le sol pour permettre une exploitation rentable. Le remboursement doit se faire en vingt ans. Le drame de beaucoup de kibboutzim est qu'ils n'ont pas de capital : ils s'endettent lourdement, souvent trop vite. Mais cela n'empêche pas qu'ils sont rentables. Nous affirmons qu'ils constituent la formule d'exploitation et de gestion la plus efficace en Israël.

Les kibboutzim groupent moins de 5 % de la population du pays, 21 % de la population rurale. Ils fournissent 34 % de la production agricole et possèdent 33 % des tracteurs (1,7 pour cent ha) et 8,9 % des moissonneuses batteuses. Les rendements de blé et d'orge sont les meilleurs du pays et de toute l'Asie, la production d'œufs de poules, la production de lait de vache sont parmi les plus élevés du pays, voire même du monde.

Finalement, si 93 nouveaux kibboutzim sont venus s'ajouter aux 136 qui existaient en 1943, ce fut beaucoup moins en application

(5) M. A. CHOURAQUI écrit : « Le kibboutz est une création spontanée qui a répondu à une double exigence, de l'homme et de la terre ». Les expériences du mouvement collectiviste commencèrent dès 1909, mais on peut dire que c'est en 1920 que l'on est entré dans des réalisations qui sortaient du cadre de la période d'essai. Le principe était alors posé : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Le kibboutz a pour cadre la liberté. Personne n'est contraint à s'engager dans un kibboutz. Il faut d'ailleurs que les candidats y viennent vraiment par vocation.

Il faut dire en effet, que l'argent ne joue aucun rôle dans le kibboutz. Le travailleur ne touche aucun salaire et n'a jamais un sou en poche. Certains kibboutz remettent toutefois, chaque mois à leurs membres une petite somme à titre d'argent de poche. L'unique rémunération est la satisfaction des besoins élémentaires. Tous les bénéfices sont affectés au développement de la colonie.

d'une doctrine sociale mûrement réfléchie, ou du fait de la supériorité de gestion des kibboutzim, que par une certaine contagion de l'idéalisme et de l'esprit pionnier chez les jeunes. A cela s'est ajouté un impératif de défense pour garder les frontières du pays ; il fallait des colons-soldats, surtout pour garder le Néguev. Or, le Kibboutz est le meilleur type possible d'entreprise de défrichement en zone d'insécurité.

Pour ces raisons, il y a donc une certaine relance des kibboutzim. Sans doute l'écart nous paraît immense entre une grosse entreprise collective de production comme Givat Brenner (6) et un kibboutz de frontière comme Gvoulot, dans le Néguev.

L'écart qui nous sépare mesure tout juste trente ans. La création d'un kibboutz est liée à des considérations d'ordre stratégique et d'ordre économique. Il faut donc tenir compte de la liaison avec les voies de communication existantes, du ravitaillement en eau et de la situation des terres labourables. Le plan du kibboutz est dicté par le climat (direction du vent dominant — fréquence des pluies) et la topographie du terrain, sans négliger de prendre en considération la nature des cultures et de l'élevage, la situation stratégique. L'équipement nécessaire est acheté avec le capital d'investissement fourni par l'organisation de colonisation intéressée.

Les capitaux pour l'établissement des premiers kibboutzim après la première guerre mondiale, provenaient presque tous d'emprunts à long terme consentis par le « Keren Hayesod ». Les kibboutz plus récents ont été établis en partie par le « Kerem Hayesod », en partie grâce à des investissements de la compagnie « Nir » et des compagnies d'eau, sans oublier la part croissante du gouvernement. En partie aussi, au moyen d'emprunts à long terme accordés par les Banques, et, enfin avec les investissements et réinvestissements des kibboutzim eux-mêmes.

a) Machinisme et modernisme.

Les kibboutzim n'ont pas le privilège de pouvoir bénéficier d'un long passé et de ce fait n'ont pas de traditions agricoles, comme nous en trouvons dans les fermes européennes. Ils sont au contraire comparables aux fermes américaines qui se sont modernisées tôt en faisant appel aux plus récentes découvertes scientifiques et techniques.

(6) Le complexe des gens du désert : pour comprendre il faut voir, au nord, des kibboutzim qui sont « arrivés ».

Givat Brenner : 750 hectares, des habitations modernes, des pelouses, une maison de repos, un centre culturel, un musée de peinture, une bibliothèque (3.000 livres), un théâtre (600 places) ; les pavillons où vivent les enfants (750 sur une population de 1.800) ; 120 personnes pour l'agriculture — 240 pour le secteur industriel — 240 pour les services. Le reste, sont déjà des retraités volontaires, à l'ombre des grands arbres.

Une part considérable des investissements réalisés dans les kibboutzim est orientée vers l'outillage le plus perfectionné, permettant la rationalisation du travail, les vastes champs s'adaptant bien à l'utilisation de nombreuses machines agricoles.

D'autre part, le kibboutz n'ayant pas à distribuer de bénéfices, tous les profits lui servent ainsi à moderniser sans cesse son outillage et ses installations. De ce fait, la production des kibboutzim a considérablement augmenté après la guerre de l'indépendance, grâce notamment à l'augmentation du rendement.

Les kibboutzim ont beaucoup été aidés par la station d'expérimentation agricole de « Rehovoth », et par les associations professionnelles d'experts des divers kibboutzim, dans chaque branche de production agricole. Grâce à cette aide, les kibboutzim ont pu améliorer les semences et employer des méthodes de culture perfectionnées.

Le problème le plus important pour le kibboutz est encore à l'heure actuelle, le problème du ravitaillement en eau, surtout pour l'irrigation des champs. Les kibboutzim améliorent sans cesse le système d'irrigation de leurs terres.

b) La priorité de produits agricoles dans le kibboutz.

Les kibboutzim sont tous basés sur l'agriculture mixte et non sur la monoculture. D'une part c'est une assurance contre les mauvaises récoltes, d'autre part, cela rend les colonies aussi indépendantes que possible et remédie au manque de main-d'œuvre au moment de la récolte.

En général, l'exploitation agricole mixte comprend six branches principales :

- cultures des céréales,
- produits laitiers,
- élevage des moutons,
- élevage des poules,
- arbres fruitiers,
- légumes.

L'orientation vers l'agriculture intensive avec l'élevage laitier pour branche d'activité principale, se justifie particulièrement dans les kibboutzim. La production de lait assure à bon compte la base de l'alimentation tout en constituant une part appréciable des produits agricoles rendus sur le marché par les kibboutzim. Les légumes occupent près de 7 % de la totalité des terres cultivées. La culture des pommes de terre se développe malgré des débuts difficiles.

Il faut ajouter que pendant longtemps, l'économie des kibboutzim

fut uniquement fondée sur l'agriculture. Puis les colonies du « Groupe Unifié » créèrent des ateliers au sein de leur exploitation pour augmenter les revenus, car l'agriculture se révélait insuffisante pour subvenir aux besoins de ses membres. Petit à petit, chaque kibboutz installa des ateliers de menuiserie, de serrurerie, de mécanique, d'abord pour ses propres besoins, puis ces ateliers s'agrandirent.

Les branches de production qui rapportent le plus se sont développées au cours de l'année dernière aux dépens de celles qui sont moins profitables. Toutefois, il arrive, notamment en ce qui concerne les produits agricoles, que les prix sur le marché varient d'une année à l'autre, selon la quantité de ces produits livrée sur le marché. D'autre part, plusieurs branches qui ne rapportent guère sont cependant maintenues, soit à cause de la nécessité d'alterner les cultures, soit que l'achat de ce même produit au marché et son transport au kibboutz reviendraient plus cher que sa production à la colonie comme par exemple le lait ; par contre dans de nombreux kibboutzim, on a supprimé l'élevage des moutons car cet élevage présente moins d'avantages que celui des vaches.

Le gouvernement ayant alloué à titre temporaire des terres en friche à un certain nombre de kibboutzim dans le Néguev, pour que ceux-ci les mettent en culture, il est normal qu'il les aide dans leurs efforts de modernisation et de mécanisation. En effet, sur ces terres fertiles mais dépourvues de toute humidité, on ne peut entreprendre que la culture extensive des céréales, blé et orge en particulier. Or, cette culture extensive nécessite l'utilisation de machines modernes qui permettent de cultiver une plus grande superficie, à main d'œuvre égale, pour combler le manque de volontaires dans ces kibboutzim qui ont des débuts assez durs.

Certains assurent que le kibboutz est entré aujourd'hui, dans une période de crise. Nous ne pensons pas qu'il faille employer un terme aussi fort. Cependant, il faut avouer que certaines difficultés sont apparues ici ou là (7). D'une part, dans de petites colonies, les immigrants qui sont venus s'établir ces dernières années ont détérioré l'esprit qui y régnait. Les arrivants de récente date sont, en effet, moins bien préparés à une telle vie et manifestent un enthousiasme moins grand. Quelques grands kibboutzim souffrent aussi de leurs dimensions trop étendues qui ont pour conséquence des difficultés de cohésion. De plus, certains kibboutzim ont engagé temporairement quelques salariés. Ils ont répondu par là à l'appel gouvernemental en faveur du placement des immigrants. Cependant, la présence d'une telle catégorie de travailleurs dans la communauté est à même de susciter quelques ennuis. Des divergences

(7) André FALK, *Israël, terre deux fois promise*.

politiques sont aussi venues semer dans certains cas, la discorde. Le kibboutz peut vaincre ces obstacles, mais il a subi des échecs partiels. En outre, quelques colons quittent les communautés et viennent s'établir dans les villages coopératifs. Néanmoins, nous devons bien préciser que ces difficultés n'affectent pas toutes les colonies, il ne faudrait pas accorder plus d'importance qu'il ne convient à cet aspect négatif. Le kibboutz a joué, et joue encore, un rôle important dans l'économie israélienne.

B. — *La colonisation coopérative. Le moshav* (8)

C'est un système intermédiaire entre la colonisation privée et collectiviste.

Le sol reste propriété du « Fonds National », mais le travail individuel est organisé d'après une « entente » avec l'organisation coopérative du moshav qui assure les divers services sociaux et culturels aux colons. Cette forme d'exploitation est plus favorable aux tendances individualistes des colons.

La création de l'Etat d'Israël marque un tournant dans le développement de la colonisation coopérative, le centre de gravité passe de la colonisation collectiviste pure à la coopérative (moshav) d'une part, et à l'exploitation privée d'autre part.

En règle générale, des colons sont équipés sur un pied d'égalité en ce qui concerne la terre ou l'outillage agricole. Le comité du village élu par les membres — hommes ou femmes — est investi d'une large autorité sur les fermes individuelles.

M. I. Guelfat (9) écrit : « Peut-être l'économie agricole coopérative en Israël peut-elle être considérée comme réalisant un des principaux postulats schumpéteriens d'une économie dynamique, notamment, une nouvelle organisation de la production et la mise en fonction — contre toute « tradition » ou « routine » — des nouvelles techniques, l'« entrepreneur » étant toujours une collectivité économique entière et qui, souvent, est « inventeur collectif » également ».

(8) Il existe deux genres essentiels :

Les moshvei ovdim (au singulier moshav ovdim) : ce sont des coopératives ouvrières groupant de petits exploitants. Ces colonies reposent sur le principe de l'aide mutuelle et de l'égalité des membres. Ces villages sont fondés sur le principe de l'exploitation familiale. Toutes les fermes sont de mêmes dimensions ; le travail salarié est prohibé. Chaque ferme est exploitée par le coopérateur et sa famille. Tous les produits de la ferme sont vendus par une coopérative centrale et tous les achats pour les besoins du village sont effectués coopérativement.

Les moshavim (au singulier moshav) : ils ressemblent en de nombreux points à la forme précédente. Le moshav s'interdit d'employer des salariés ; le travail y est individuel et le tenancier bénéficie du fruit de ses efforts. Il diffère du moshav ovdim par la base idéologique. Les moshavim sont souvent appelés « colonie de la classe moyenne » tandis que les moshvei ovdim sont des institutions du mouvement ouvrier.

(9) J. GUELFAT, *op. cit.*

L'importance relative de l'agriculture coopérative au point de vue de la production ressort des données suivantes : sur 1,9 million de dounams de céréales, 1,6 million a été produit dans les kibboutzim et les villages coopératifs ; sur 236.000 dounams de produits maraîchers, 160.000 dounams environ ont été récoltés par les colonies coopératives et collectives. Le cheptel dans ces colonies représente, 75 % du cheptel total, la production de lait représente aussi, 75 % de la production laitière totale.

Sans doute, nous sommes ici en présence d'un secteur — collectiviste et coopératif — pouvant être considéré comme « économique dominant » dans l'ensemble de l'économie agricole israélienne.

C. — *La colonisation individuelle.*

Il faut ajouter la troisième forme de colonisation agricole « la colonisation individuelle » qui est la plus ancienne et la moins importante. Les colons devenaient propriétaires de leurs fermes et étaient libres d'en disposer à leur guise ; ils forment une classe de petits propriétaires ruraux attachés au sol.

A l'heure actuelle, les colonies collectivistes présentent encore un certain nombre d'avantages, que nous allons nous efforcer de dégager. Du point de vue financier, le village collectiviste est plus avantage que le village coopératif ou la colonisation individuelle, en ce qui concerne le soutien que doivent lui apporter les organismes de colonisation. En effet, l'agriculture d'un village coopératif ne commence à travailler que si l'essentiel de son installation est réalisée. Il ne faut pas à la fois mettre en valeur son lot et construire sa maison. Il a besoin d'avoir tout de suite son cheptel et son village. Un kibboutz au contraire se met à l'ouvrage avec un matériel réduit et améliore son équipement au fur et à mesure de l'extension des cultures. Le kibboutz est économique à un autre point de vue, il rend possible l'utilisation d'hommes n'ayant aucune expérience de la vie rurale, aussi il faut signaler l'importance de la rationalisation du travail au kibboutz qui permet d'augmenter sans cesse les rendements.

Sous-Section II. — Terres cultivables et irrigation

La surface cultivée a augmenté de 3 % en 1959 et est arrivée à 4 millions de dounams. La surface cultivée sans irrigation n'a pas subi de changement, au contraire, la surface irriguée s'est accrue de 9 % ; elle est arrivée à 1,29 million de dounams en 1959 et à 1,36 en 1961 (tableau n° 43).

TABLEAU N° 43
LA SURFACE CULTIVÉE 1954-1961
(en milliers de dunams)

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1961
<i>Sans irrigation :</i>							
Cultures industrielles	122	108	112	126	103	120	2.378
Cheptel et engrais	2.186	2.186	2.196	2.169	2.223	2.180	
Légumes et pommes de terre	75	74	84	89	72	90	73
Plantations	239	230	225	233	235	237	231
Divers	178	102	103	103	122	123	110
TOTAL	2.800	2.700	2.720	2.720	2.755	2.750	2.792
<i>Irrigué :</i>							
Agrumes	164	195	213	246	275	295	355
Autres plantations	72	90	98	119	135	148	179
Cheptel et engrais	182	232	241	310	326	392	508
Cultures industrielles	47	81	103	118	121	141	
Divers	92	103	114	117	121	122	
TOTAL	760	890	965	1.100	1.185	1.290	1.365
Total de la surface cultivée	3.560	3.590	3.685	3.820	3.940	4.040	4.157
Index de l'augmentation de la surface cultivée	100	101	104	108	111	113	117
Index de l'augmentation de la surface irriguée	100	117	127	145	156	170	178

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1959, p. 111 et 1962, p. 151.

Le tableau n° 43 nous montre que la surface consacrée aux cultures industrielles a augmenté de 17 % (en 1959), la surface de légumes et de pommes de terre de 25 %. La surface irriguée a subi peu de changement.

La surface de plantations a augmenté de 7 % et les autres plantations de 10 %.

Les terres d'élevage et d'engrais ont augmenté de 20 %, et grâce à cette augmentation, la surface irriguée s'est élevée à 30 % de la surface totale en 1959 au lieu de 28 % en 1958.

L'augmentation de la superficie de cultures industrielles de 17 % est due à l'augmentation de la superficie des betteraves sucrières (10) : 33 %, des arachides : 21 %, du coton : 8 %.

La superficie de légumes et de pommes de terre a subi une diminution de 7 %, grâce surtout à un système technique plus modernisé.

(10) Deux nouvelles sucreries sont projetées dans le sud du pays, et Israël devrait assurer complètement son approvisionnement de sucre l'année prochaine. Des capitaux brésiliens vont financer une nouvelle sucrerie à « Kiryat-Gat » et l'amélioration des techniques devrait réduire les frais.

Irrigation.

La mise en culture des terres en Israël est principalement conditionnée par la question de l'eau. Le problème de l'irrigation y revêt, en effet, une acuité plus grande encore que dans d'autres pays méditerranéens. Ainsi, en Egypte et en Irak, par exemple, les ressources hydrauliques peuvent être fournies par un grand système fluvial dont il suffit de répartir avec minutie le courant. En Israël, au contraire, la plus grande partie de l'eau est fournie par les précipitations atmosphériques. Toutes les constructions permettant de retenir et d'utiliser à fond les eaux, réalisées entre 1948 et 1959, ont déjà permis d'accroître la surface irriguée (tableau n° 44). La capacité des usines de distribution d'eau a plus que triplé. Bien que la population ait augmenté fortement, l'irrigation par habitants s'est accrue de plus de 100 %. On prévoit, cependant, qu'il est nécessaire d'irriguer un dounam par habitant pour pourvoir totalement à son alimentation. Les auteurs de la planification comptent irriguer 1,8 million de dounams, ce qui nécessite un investissement de plus de 740 millions de livres israéliennes (280 millions de dollars).

Le programme d'irrigation a été établi en fonction du coût d'un tel travail. Trois classes ont en quelque sorte été prévues. La classe de priorité A groupe 2 millions de dounams ; ces régions sont les mieux situées quant au coût de l'aménagement d'irrigation et la proximité de l'eau. Aucun dounam de cette catégorie n'est situé au Néguev.

La classe B qui comprend 1,5 million de dounams, s'étend sur des sols qui présentent moins que les précédents, les avantages considérés. Plus de la moitié de son domaine est située au Néguev, où des travaux ont déjà été menés à bien. Quant aux deux millions de dounams de la classe inférieure suivante, leur irrigation ne sera entreprise que lorsque les terrains englobés sous A et B auront été entièrement aménagés.

L'irrigation est sans contestation un des progrès les plus remarquables réalisés depuis 1948. Il a absorbé une part considérable des investissements orientés vers l'agriculture. Le gouvernement a mis l'accent sur l'irrigation, un facteur préliminaire au développement de l'agriculture. Le mérite en revient pour une bonne part à la « Mekorot Water Co. ». Cette institution semi-publique exécute le programme d'irrigation du gouvernement. Elle a contribué à la moitié à peu près du développement de l'irrigation depuis 1948 ; le reste ayant été effectué grâce à l'apport d'autres sources.

Pour les années en cours, il a été prévu de développer l'agriculture en apportant à chaque région toute l'eau disponible, non seulement durant les mois de pointe, mais pendant la plus grande partie de l'année. On, s'est en quelque sorte, fixé les quatre objectifs suivants :

1^o Utiliser l'eau de la manière la plus efficace possible, spécialement durant les mois d'avril à octobre.

2^o Pratiquer la pré-irrigation au printemps, particulièrement en mars et avril. De cette façon, on compte humidifier le sol à une profondeur de 1 à 2 mètres. Les cultures, par la suite, pourront utiliser cette eau en réserve et, de la sorte, les besoins d'eau seront réduits durant la saison de pointe.

3^o L'irrigation sera développée au Néguev, durant l'hiver.

4^o De plus, des réservoirs seront construits. Ils emmagasineront l'eau en hiver et la redistribueront au moment adéquat.

Parmi les travaux marquants qui ont été entrepris pour irriguer Israël, il faut citer le pipe-line du Yarkon au Néguev. Il est en effet intéressant de noter que l'eau est abondante dans le nord du pays. Mais cette région présente relativement peu de terrains irrigables. Par contre la partie plus méridionale reçoit moins d'eau ; elle est pourtant plus riche en surfaces irrigables. On ne s'étonnera pas, dès lors, de voir s'établir des conduits qui, du nord conduiront les eaux disponibles vers le sud. Ce pipe-line du Yarkon au Néguev, long de 110 kilomètres, conduit une partie de l'eau du Yarkon au sud du pays. Il était complètement installé en juin 1955. Annuellement, cette conduite peut amener 100 millions de mètres cubes d'eau et permet d'accroître la surface irrigable. Cet investissement considérable a permis l'installation de trente villages nouveaux dans lesquels près de 30.000 personnes sont venues résider.

TABLEAU N° 44

SURFACE IRRIGUÉE ET CONSOMMATION D'EAU DANS L'AGRICULTURE - 1954-1961

	Unité	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1961
Surface irriguée	Milliers de ~~do~~ nams	760	890	965	1.100	1.185	1.290	1.365
Quantité d'eau	Mi. mètres cubes	660	760	830	830	980	1.030	975
Quantité d'eau pour un douanm	Mètres cubes	868	854	860	755	827	789	714
	Indice	100	98	99	87	95	92	95
(+) année avec pluie		+	—	+	+	—	—	+
(—) année sans pluie								

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1959, p. 113.

Le grand projet de dérivation des eaux du Jourdain de la haute Galilée vers le sud n'est pas pleinement réalisé bien qu'il se trouve dans un stade avancé, mais l'on pense que plusieurs années de tra-

vail seront nécessaires avant que l'entreprise ne soit menée à bonne fin. C'est un chantier qui fait toute la longueur d'Israël ; travail pour lequel on a mobilisé les forces principales du pays, une fabrique à Yuval-Gat où s'alignent de monstrueux tuyaux d'orgue en béton précontraint doublé d'acier. Ce sont les plus gros conduits du monde avec leurs 2,75 mètres de diamètre et leurs 32 tonnes par section de cinq mètres. On a rabattu des pans de montagne, mis à vif les bouleversements terrestres. Il a fallu inventer une technique nouvelle pour dynamiter la roche et tailler la tranchée dans la colonie agricole.

Le plan des eaux du Jourdain permettra d'irriguer la vallée du Jourdain, l'Emek et une partie du Néguev. Il fournirait au total 320 millions de mètres cubes d'eau environ par an, ce qui permettra le développement de l'irrigation.

Mais, il faudrait rendre au Jourdain les eaux perdues sans quoi le niveau de la Mer Morte en serait affecté. Le Docteur Lowdermilk (11) prévoit, à cette intention, un canal de 4 kilomètres qui amènerait chaque heure de Haïfa au bord du lac Tibériade, 100.000 mètres cubes d'eau de la mer Méditerranée. Mais ce plan nécessite, en effet, l'accord des Etats voisins : la Transjordanie, le Liban et la Syrie ont des droits sur une partie des eaux dont ils disposent. Or, les Etats arabes ne sont pas partisans de cette réalisation qui permettrait à de nouveaux agriculteurs de s'établir en Israël et qui stimulerait les multiples activités utilisant l'énergie électrique, fortifiant en quelque sorte le nouvel Etat.

La première phase dans laquelle 13 millions de livres israéliennes sont investies, consiste à diriger de l'eau du Jourdain vers la centrale du complexe Yarkon-Néguev. La seconde phase exigera une dépense d'environ 150 millions ; sa réalisation donnera 190 millions de mètres cubes par an. Toute l'entreprise devra être achevée vers 1969 et coûtera au total environ 300 millions de livres israéliennes.

Au mois de mars 1951, le « Keren Kayemeth Le-Israël » a commencé l'exécution d'une entreprise gigantesque : le drainage des marais du bassin du Houlet. Quatre objectifs étaient visés.

1° L'assèchement des marais pour transformer les 6.000 hectares de terrain embourbé et malsain en bonne terre fertile, convenant à la culture intensive.

2° L'exploitation des richesses en eau — l'évaporation au-dessus des marais atteignait des dizaines de millions de mètres cubes par année — pour irriguer de vastes étendues dans d'autres parties du pays.

(11) Il est présentement à la tête du Département de l'Agriculture de l'Institut Technologique de Haïfa.

3° L'exploitation agricole ou industrielle des richesses de tourbe, gisant depuis des siècles dans le sol marécageux.

4° L'assainissement de toute la région délivrée du danger de paludisme.

L'exécution de l'entreprise la plus vaste de toutes les entreprises d'expansion économique réalisées à ce jour en Israël, s'est accomplie en trois phases et s'est achevée en 1959.

Le drainage du lac de Houleh a mis en culture 1.133 hectares pendant la campagne 1957-1958 ; par la suite le drainage du lac de Houleh et de ses abords permettra de gagner encore 6.000 hectares de terres cultivables. Les terres nouvellement conquises sont plantées principalement en coton, riz, céréales, canne à sucre, légumes, et une certaine surface a été réservée pour des cultures expérimentales. En particulier, 304 hectares seront plantés en riz à la suite d'une expérience tentée avec succès cette année et au terme de laquelle les rendements ont atteint 650 kilogrammes à l'hectare, soit plus de deux fois le rendement obtenu en Extrême Orient.

Un « office du Houleh » a été institué en vue de développer les terres nouvellement défrichées. Cet office est placé sous le contrôle commun du gouvernement (50 %), de l'Agence Juive (30 %) et du Fonds National Juif (20 %).

En outre, la première pierre de l'usine pour le dessalage de l'eau de mer selon le procédé « Zarkin » (12) a été posée au mois de mai 1961, par le président de l'Etat d'Israël. La nouvelle entreprise doit commencer dès les prochaines semaines et l'on s'attend à ce qu'elle atteigne rapidement une forte production ; son prix de revient permettra en effet, de fournir de l'eau dessalée à un prix inférieur à tout ce que l'on avait obtenu jusqu'à présent dans le même domaine.

Voilà un exemple d'un investissement intéressant pour augmenter la surface irriguée dans le Sud du pays.

Dans les entreprises assurant les travaux relatifs à l'eau les investissements ont subi une hausse considérable parmi les autres investissements en 1959, voire même, par rapport aux entreprises elles-mêmes, en 1954 jusqu'à 1958.

Les travaux pour l'irrigation ont absorbé une part importante de l'investissement total dans l'agriculture. Le gouvernement a mis l'accent sur ce domaine, permettant de développer l'agriculture qui va en corrélation avec le développement des terres irriguées.

(12) *Techniques du pétrole*, p. 8170, mai 1961.

Sous-Section III. — La priorité dans la production et dans l'investissement agricole

A. — La priorité dans la production

La production agricole pendant les dix dernières années a connu deux phases distinctes : au début de la première décennie de l'Etat d'Israël, l'agriculture a dû faire un effort très important pour les légumes et les fruits nécessaires à une population sans cesse croissante. Tous ceux qui ont connu la sévère restriction de ces denrées alimentaires en vigueur en Israël, il n'y a pas si longtemps, peuvent réaliser à quel point l'agriculture a réussi à atteindre ce but. Grâce à cette réussite, le rôle de l'agriculture dans la fourniture des denrées alimentaires nécessaires à la population ne cessa d'augmenter, malgré l'accroissement rapide de celle-ci pendant la période en question. Il suffira de quelques chiffres pour comprendre nettement la situation.

Le nombre de calories fournies par la production locale est passé de 400 en 1948 à environ 1.100 en 1957, par habitant et par jour. Pendant la même période, la quantité de protéines animales est passée de 18 grammes à environ 23 grammes par jour, alors que la quantité de protéines végétales est passée de 14 à près de 20 grammes par jour. La quantité de matières grasses fournie par la production locale est passée de 12 à 36 grammes par jour.

A la suite de cette augmentation de la production, l'agriculture est maintenant à un stade où il se forme des surplus de diverses denrées destinées à la consommation immédiate sur le marché local. C'est pourquoi l'agriculture israélienne, est aujourd'hui planifiée de manière à ce qu'elle produise aussi les denrées essentielles, que l'Etat a dû jusqu'à présent acheter à l'étranger en devises étrangères. Autrement dit, l'accent est mis désormais sur le développement des cultures industrielles telles que le coton, la betterave sucrière, les arachides, etc. et de la culture des céréales destinées à la consommation humaine et animale. Toutefois, ce qui s'impose surtout est l'expansion des cultures destinées à l'exportation tels que les agrumes, les primeurs de fruits et de légumes, etc.

L'agriculture israélienne est aujourd'hui conçue surtout dans le cadre de l'effort économique général pour réduire le déséquilibre de la balance des paiements à la fois en réduisant les importations et en augmentant les exportations. Les conditions naturelles du pays — été long et ensoleillé, climat sec qui permet aux plantes de pousser rapidement, sol léger et poreux — ont contribué à la

richesse des récoltes. La plus-value des exportations agricoles dépasse 70%. En tenant compte de tous ces facteurs, et en ajoutant le niveau professionnel élevé des paysans, il est facile de réaliser pourquoi l'agriculture peut devenir un facteur des plus importants dans la lutte vitale menée par l'Etat d'Israël pour accéder à son indépendance économique.

B. — *La priorité dans l'investissement*

L'investissement global dans l'agriculture a augmenté de 7% (13) par rapport à l'année précédente et s'élève à 189 millions de livres israéliennes. Les prix de l'investissement demeurent constants, donc le pourcentage réel du ralentissement dans l'investissement reste identique. L'investissement dans la colonisation agricole a subi un ralentissement de 12% en 1959 et une augmentation de 1,4% en 1961, par contre, les investissements dans les établissements publics du développement (établissements d'eau par exemple), se sont accrus d'environ 13% en 1961.

L'investissement global dans l'élevage s'est élevé à 25 millions de livres israéliennes en 1961, contre 56 millions en 1958. Le ralentissement a été provoqué par les surplus de la production dans ce domaine. Le tableau n° 45 nous permet de suivre cette évolution.

L'investissement dans les plantations augmente (voir tableau n° 45) par rapport aux années précédentes. Les investissements en tracteurs se sont accrus considérablement, ainsi que ceux en machines agricoles diverses : moissonneuses batteuses, etc.

Le nombre total de machines agricoles a augmenté de 16% en 1959 par rapport à 1958, l'augmentation en tracteurs seulement de 20% ; elle est décrite par le tableau n° 46.

Entre 1954-1959, on a investi dans les colonisations agricoles 558 millions de livres israéliennes en prix courants, ou 598 millions en prix 1959, c'est-à-dire une moyenne de 100 millions par an (prix de 1959). Les investissements dans les établissements publics du développement, pendant la même période, se sont élevés à 370 millions en prix courants ou de 405 en prix de 1959, autrement dit une moyenne de 68 millions par an (prix de 1959).

On peut conclure que la part moyenne des investissements dans les colonisations agricoles atteint 60% de la somme totale des investissements agricoles en 1954 et 1959, soit le double en 1959 par rapport à 1954.

La part des établissements du développement a subi une augmentation de 2/3 entre 1954 et 1959. En 1954 les investissements dans

(13) *Bank of Israel : Annual Report, 1962, p. 155.*

TABLEAU N° 45

LES INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE - 1954-1958 et 1960-1961

	Valeur en prix courants mi. L.I. 1961	Pourcentage d'augmentation ou de diminution (—)					
		1960-1961			1954-1958 (moyenne annuelle)		
		Valeur	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix
<i>La colonisation agricole.</i>							
Plantations.....	30,7	3,7	— 3,9	7,9	31,9	23,1	7,4
comprenant : agrumes.....	19,0	15,2	6,8	7,9	43,4	33,5	7,4
Travaux d'irrigation	13,0	— 11,0	— 18,3	9,0	15,6	5,6	9,5
Elevages et bâtiments	24,6	— 8,9	— 14,1	6,0	27,6	20,9	6,1
Divers	28,0	17,6	12,1	4,9	16,8	10,9	5,3
TOTAL.....	96,3	— 1,4	— 5,11	6,8	23,7	16,2	6,7
<i>Les Etablissements publics de dével.</i>							
Irrigation	71,5	24,6	14,6	8,7	— 1,2	— 7,4	6,9
Protection et conservation des sols	20,7	— 14,1	— 23,1	— 11,7	31,4	23,2	7,3
TOTAL.....	92,2	13,1	3,6	9,2	6,5	— 0,5	7,0
Investissement total	188,5	6,8	— 1,1	8,0	14,9	7,7	6,8

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, p. 120 et 1962.

TABLEAU N° 46
LES MACHINES AGRICOLES EN 1954, 1958 et 1959

	1954	1958 (chiffres absolus)	1959
<i>Tracteurs</i>	3.415	5.225	6.280
« frayeurs »	1.545	1.600	1.680
bicyclettes	1.870	3.625	4.600
<i>Machines combinées</i>	840	975	995
trainées	466	475	475
<i>Presses</i>	610	725	750
<i>Pour 1.000 douuams</i>			
<i>Tracteurs</i>	0,96	1,33	1,55
« frayeurs »	0,43	0,41	0,42
bicyclettes	0,53	0,92	1,14

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1959, p. 121.

ces établissements étaient assez élevés, du fait de la réalisation du pipe-line Yarkon-Néguev.

Les plans de développement montrent que l'agriculture peut jouer un rôle capital en apportant jusqu'à 50 millions de dollars net par année aux caisses de l'Etat. Deux tiers de cette somme environ proviendront des exportations accrues et le reste de la substitution aux denrées importées de produits locaux. Tous ces plans peuvent être réalisés si l'on trouve les fonds nécessaires à leur consolidation.

L'Agence Juive a investi entre 1948 et 1958 plus de 600 millions de livres israéliennes dans la colonisation agricole, mais 400 millions de plus sont nécessaires pour la consolidation des entreprises déjà commencées, sans tenir compte du coût de la création de nouveaux villages ou de nouvelles unités dans les villages existants.

L'achèvement des nouveaux villages doit être réalisé dès que possible si l'on ne veut pas mettre en danger l'ensemble de l'entreprise. Il s'agit en fait de renforcer 32.000 unités fermières établies par de nouveaux immigrants. Après une période de transition difficile, les villages de nouveaux immigrants sont arrivés à une certaine stabilité. Il est facile d'en comprendre la raison. De nombreuses branches de l'agriculture nécessitent un investissement continu. Ainsi, par exemple, les vergers nouvellement plantés nécessitent chaque année un nouvel investissement jusqu'à ce qu'ils atteignent le stade de fructification. Il en va de même pour l'expansion des terres irriguées.

La majorité des investissements a été réalisée jusqu'à présent

dans la catégorie des investissements de base. Il est vrai qu'ils constituent le fondement de l'économie, mais ils ne sont pas eux-mêmes directement producteurs, c'est le cas par exemple pour les investissements (comme nous l'avons déjà dit plus haut) faits dans les logements, les routes, l'électricité, les ressources en eau et les bâtiments de ferme. Pour cette raison, la production actuelle dans les nouveaux villages n'est pas directement proportionnelle à l'investissement. Ce n'est que l'investissement supplémentaire fait directement dans les branches productives qui peut justifier les efforts financiers fournis jusqu'à présent.

Nous avons décrit l'orientation des investissements dans l'agriculture et la structure de la grande révolution agricole qui s'est produite en Israël. Cette révolution n'a pas pris fin ; elle n'est pas encore arrivée à un stade de pleine stabilité et de sécurité. La productivité agricole est encore faible, le nouveau colon n'a pas encore à sa disposition tous les moyens de production nécessaires pour qu'il devienne économiquement indépendant, et fournisse un profit approprié aux investissements réalisés. La route à parcourir est encore longue et difficile, mais lorsque l'on se souvient des obstacles surmontés jusqu'à présent dans l'agriculture, il est permis d'affronter l'avenir avec confiance.

Section II

Les investissements dans l'industrie

Dès la naissance de l'Etat, des plans ont été dressés pour l'expansion de l'industrie. Des industries principales ont été créées. Tout d'abord pour l'utilisation des matières premières locales, comprenant entre autres des entreprises industrielles. Des entreprises capables de faire rentrer des devises étrangères par l'exportation de leurs produits furent fondées dans le but de limiter le déséquilibre de la balance commerciale, largement dû au besoin de ravitaillement et de logements provoqué par l'immigration massive. L'industrie pouvait enfin fournir des emplois à certains des milliers de nouveaux venus attendus dans les premières années.

L'expansion de l'industrie dépend de la disponibilité des matières premières, de l'équipement technique, des machines, des ressources financières, du carburant, de l'énergie électrique et de la main-d'œuvre qualifiée.

La situation financière est une des raisons fondamentales qui amènent les autorités israéliennes à considérer que le principal problème de ce pays, dans la deuxième décennie, est celui du déve-

loppement intensif de l'industrialisation, le but étant de créer en Israël des produits compétitifs permettant, d'une part de substituer des produits nationaux aux produits importés, d'autre part, de développer les exportations. C'est sur ce plan surtout qu'Israël souhaite obtenir le concours et la collaboration de pays économiquement très évolués.

L'idée de base qui semble inspirer Israël dans le domaine du développement industriel peut se formuler comme suit ; Israël doit utiliser au maximum les qualités de son peuple, qui comprend d'une part, un grand nombre d'hommes de sciences, et, d'autre part, une population non instruite (surtout parmi les nouveaux immigrants) mais très douée et très facilement adaptable.

L'effort devra donc porter sur la création d'industries qui, tout en n'exigeant pas de très gros investissements, permettent néanmoins la production de produits spécialisés et incorporant de la main-d'œuvre qualifiée. Un exemple simple, en matière de coton : Israël désire avant tout produire, et vendre, de la confection faite au moyen de son industrie.

La production industrielle a, selon les estimations, augmenté dans ce pays d'environ 13% en 1959 et de 12% par an en 1957 et 1958.

L'accroissement de la valeur ajoutée en prix constants est évaluée à 14%.

L'accroissement de la production enregistré en 1959 a été dû en grande partie à une meilleure utilisation de la capacité de production, en raison notamment d'une demande locale croissante. Une partie de la production industrielle supplémentaire a permis de remplacer les importations par des produits locaux, ce qui a contribué à améliorer la balance des paiements.

Le taux de croissance de la production industrielle s'élève à nouveau et a atteint 11% (14).

Le nombre d'ouvriers dans l'industrie qui s'élevait à environ 50.000, à l'expiration du Mandat, a atteint approximativement 156.000 en 1959. La valeur totale de la production industrielle en 1959 a été évaluée par la Banque d'Israël à 1.965 millions de livres israéliennes (ou 980 millions de dollars) pour 1.694 millions de livres israéliennes en 1958. Il a fallu investir 770 millions de dollars pour procurer des emplois à 100.000 ouvriers supplémentaires, soit, à première vue, 7.700 dollars en moyenne par homme ; mais le cours réel du change était plus élevé que le cours officiel, la moyenne était donc relativement plus basse.

La valeur ajoutée dans l'industrie est évaluée à environ 710 millions de livres israéliennes en 1959 pour 617 millions en 1958, soit

35% de la valeur brute de la production. Etant donné que l'emploi ne s'est accru que de 9% pendant la même période, il y a une nette augmentation de la productivité par travailleur, fait confirmé par la baisse du taux marginal du capital-produit. En 1960, la valeur ajoutée a atteint approximativement 300 millions en prix constants.

Pour Israël qui est encore au seuil de son industrialisation, une branche développée de travail des métaux, de construction mécanique et d'articles électriques est indispensable, car cette industrie donne accès à toutes les autres, à une agriculture moderne, mécanisée, aux transports et aux armements.

Les principales branches que l'industrie israélienne compte aujourd'hui sont indiquées au tableau n° 47. On verra que le groupe des textiles et du vêtement, qui employait en 1946 le cinquième environ du total de la main-d'œuvre dans 22% du nombre total des entreprises, et qui était de beaucoup la plus forte branche de l'industrie juive dans la Palestine sous mandat, a cédé sa suprématie traditionnelle, du moins en ce qui concerne le nombre d'ouvriers et la valeur de la production, aux groupes du métal et des denrées alimentaires.

TABLEAU N° 47

LES PRINCIPALES BRANCHES DE L'INDUSTRIE ENTRE 1946-1958

Branches	Nombre d'entreprises		Nombre d'ouvriers		Production brute en milliers de L.I. 1958
	1946	1958	1946	1958	
Alimentation	392	1.380	7.100	25.000	320.000
Textiles	530	1.020	13.000	16.000	310.000
Vêtements		1.070		9.000	120.000
Ind. métaux et électriques	449	1.610	8.800	30.000	380.000
Ind. du bois	210	1.000	2.620	8.000	90.000
Ind. diamantaire	38	180	2.610	5.000	60.000
Tanneries et cuirs	144	370	1.900	4.000	30.000
Chimie, produits pharmaceutiques.	154	260	1.480	10.000	110.000
Matériaux de construction, verre, céramique	146	330	4.800	12.000	70.000
Caoutchouc et produits plastiques...	11	150	160	7.000	60.000
Papier, carton et imprimerie	190	460	2.650	10.000	40.000
Mines	183	115	2.240	9.000	140.000
Divers		540		6.000	70.000
TOTAL.....	2.447	8.485	46.960	151.000	1.700.000

Source : Israël aujourd'hui, p. 17.

Malgré tout, l'industrie du textile reste toujours une branche très importante en Israël où elle a prouvé son haut degré d'efficacité et sa production est bien connue dans plusieurs pays.

La métallurgie qui est à la base de l'industrie dans les pays développés, est forcément limitée en Israël (malgré l'augmentation de sa production dans les dernières années), en raison de l'absence de matières premières. Cependant, des minerais de fer locaux sont susceptibles d'être exploités malgré le faible pourcentage de fer. Une aciérie a été construite près de Haïfa, avec une capacité de production égale à 110.000 tonnes d'acier par an.

L'industrie chimique a des possibilités beaucoup plus larges.

D'importantes ressources naturelles permettant d'établir une production considérable capable de satisfaire entièrement la demande locale et même d'exporter. Il s'agit surtout de potasse que l'on trouve dans la Mer Morte, des phosphates au Néguev, de pétrole et de cellulose.

On a enregistré un accroissement particulièrement important de la production des minéraux traduisant le résultat des investissements des années précédentes.

La structure de la production a subi dans les dernières années un changement assez fort, et surtout dans la branche de produits alimentaires, le tableau n° 48 montre une diminution dans sa production.

TABLEAU N° 48
LES PARTS DES DIFFÉRENTES BRANCHES
DANS LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 1956 ET 1959
(en pourcentage)

Branches	1956	1959
Extraction et minerais	1,8	1,9
Produits alimentaires	23,5	17,9
Textiles et vêtements	22,0	23,7
Cuir et dérivés	4,7	3,8
Bois et ameublement	6,2	6,4
Papier et impression	4,2	5,3
Produits chimiques et caoutchouc	9,6	11,3
Matériaux de construction.....	6,0	6,5
Diamants	3,8	4,8
Métallurgie	16,7	17,4
Divers	1,5	1,1
TOTAL....	100,0	100,0

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1959, p. 133.

Cette diminution de la production est provoquée par la demande locale limitée et qui n'a pas augmenté parallèlement à l'augmentation de la demande totale en produits industriels. L'excès de produits alimentaires qui ne peuvent être absorbés par le marché intérieur doit être orienté vers l'exportation. Par contre, le mouvement ascendant de la production d'autres articles manufacturés a été favorisé par l'augmentation sensible des exportations au cours de la période 1957-1958 (environ 40 % par rapport aux années précédentes), notamment des exportations de filés de laine, de vêtements, de ciment, de pneus en caoutchouc et de carton.

Les investissements bruts dans l'industrie et les mines ont augmenté de 24 % en prix constants et sont évalués à 205 millions de livres israéliennes en 1959 pour 165 millions en 1958. La plus grande partie des investissements a été faite par des établissements existants (y compris les amortissements), plutôt que dans des entreprises nouvelles. La part du gouvernement dans les investissements est tombée de 43,3 % en 1958 à 35,2 % en 1959. La part du financement privé dans ces investissements a augmenté de 93 millions de livres israéliennes en 1958 à 131 millions en 1959, soit une augmentation de 42,4 %.

L'augmentation des investissements privés a été faite grâce aux résultats positifs des investissements précédents, à des profits plus élevés dans les dernières années et aussi, grâce à une demande croissante, soit locale, soit extérieure, en produits industriels. Ces deux facteurs ont renforcé l'efficacité des investissements nouveaux.

Nous allons voir maintenant, les choix à faire entre les grandes branches de l'économie, par exemple choix entre les investissements dans l'industrie lourde ou dans l'industrie légère, dans l'industrie de biens de consommation ou dans l'industrie des biens d'équipements. Nous envisagerons ensuite la valeur ajoutée dans l'industrie.

Sous-Section I. — Choix entre l'industrie lourde et l'industrie légère

L'industrie lourde demande beaucoup d'investissements par emploi créé. Elle utilise en revanche des matières premières locales et trouve, dans la mesure où elle vient se substituer aux importations du pays, des débouchés auprès de l'artisanat ou des industries de consommation.

L'industrie légère, au contraire, crée davantage d'emplois pour un volume donné d'investissement. Il lui faut, par contre, trouver sur place des marchés de consommation déjà existants. Cela est difficile, car l'accroissement du pouvoir d'achat suit les investissements plus qu'il ne les précède.

M. P. Lelong (15) écrit : « Le choix à opérer ne peut être rationnel que si l'on tient compte d'une grande quantité de variables, difficiles à intégrer et difficiles à mesurer. Il dépend en partie du coefficient d'emploi direct et indirect par rapport à l'investissement.

Or, ce coefficient est fonction, non seulement des liaisons intersectorielles valables pour tous les pays, mais encore de l'influence exercée par l'investissement au lieu même de son implantation, influence variable selon les localités.

Ainsi, un investissement « lourd » bien situé peut arriver à dégager plus d'emplois qu'un investissement « léger » opéré dans un contexte défavorable.

De plus, l'investissement lourd apporte une sécurité non négligeable aux industriels déjà installés ou sur le point de l'être ».

En Israël, on a tendance à développer les industries légères qui absorbent plus d'ouvriers et demandent moins d'investissement.

Cependant, il faut noter que la planification des industries légères est plus difficile à promouvoir et à contrôler que celles des industries lourdes, en raison de leur faible degré de concentration et de leur grande diversité de techniques.

Pour faire investir, cela revient à se demander quelle doit être au départ l'orientation de l'industrie israélienne, pour que son développement soit le plus rapide, le plus rentable, le plus sûr.

Nous démontrerons ci-dessous le développement de différentes branches principales dans l'industrie pour avoir une idée sur l'orientation et le choix entre l'industrie lourde qui est très limitée, et l'industrie légère, la plus souhaitable en Israël (tableau n° 49).

A. — La métallurgie

Environ 800 (16) entreprises relèvent de ce secteur. Elles occupent quelques 43.600 (17) travailleurs et elles ont réalisé, en 1959, une production de 201 millions de livres israéliennes pour 156 millions en 1958.

Dans les entreprises existantes on constate une tendance visant à moderniser les installations et à améliorer le rendement de façon à ce que les coûts de production puissent se rapprocher de ceux que l'on rencontre dans les pays travaillant pour le marché mondial.

Les entreprises nouvelles relèvent principalement du secteur de l'industrie lourde. C'est le cas de l'établissement connu sous le nom de « steel town », la « Cité d'Acier ». Cette aciérie qui appartient à la Koor Co. (secteur ouvrier) doit produire 110.000 tonnes

(15) Pierre LELONG, *Revue « Banque »*, novembre 1959.

(16) « Forum » *Israel economic Investment in Israel Part two*.

(17) *Bank of Israel; Annual Report*, 1959, p. 129.

TABLEAU N° 49

LA PRODUCTION DANS LES DIVERSES BRANCHES DE L'INDUSTRIE - 1960-1961
(en millions de livres israéliennes)

Branches	1960	1961	Pourcentage de l'augmentation de 1960 à 1961
Extraction et mines.....	56,0	61,3	9,5
Alimentation	378,8	635,5	9,8
Textiles et vêtements	482,7	560,7	16,2
Bois et ameublement	182,6	207,8	13,8
Papier et impression	145,6	164,2	12,8
Cuir et dérivés	84,2	91,2	8,1
Caoutchouc et plastique	73,2	87,2	19,1
Produits chimiques	183,4	218,0	18,9
Minéraux non-ferreux	128,1	142,3	11,1
Diamants	125,4	139,6	11,4
Métallurgie	185,1	201,0	8,6
Machines et produits électriques ...	306,8	356,9	16,3
Pétrole et minéraux ferreux	136,7	161,7	18,2
TOTAL....	2.668,5	3.027,2	14,6

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1962, p. 169.

(nous l'avons annoncé plus haut) d'acier laminé et quelques milliers de tonnes de fonte par an. 60 % des matières premières devront être importées, mais Israël espère tirer ultérieurement des gisements de Galilée, la plus grande partie de ses besoins.

A la « Cité d'Acier », fonctionne un laminoir de 18 pouces à trois cylindres pour la production de bielles de 6 pouces, de barres rondes et d'aciers profilés d'une capacité annuelle de 52.000 tonnes pour la fabrication des tuyaux à soudure électrique. Un laminoir de 12 pouces à cinq cylindres fabrique 33.500 tonnes de barres et d'aciers profilés, un autre laminoir de 10 pouces à quatre cylindres produit 8.500 tonnes de baguettes et de barres par an. Une usine de laminage pour tubes d'acier sans soudure du type Mannesmann, a une capacité annuelle de 10.000 tonnes. Un laminoir à froid pour tôles d'acier est en voie de construction ; il devra laminier des tôles importées pour les réduire à des dimensions moyennes et fines, en partie pour galvanisation ultérieure.

On a procédé à de gros investissements dans le groupe des métaux non ferreux ; une usine de laminage pour aluminium et cuivre jaune produit aussi des feuilles d'aluminium et trois autres usines ont agrandi leur possibilités d'action, afin de permettre la fourniture de barres, profils, baguettes et tubes non-ferreux.

Les fonderies de fer utilisent maintenant un équipement de précision pour la coulée centrifuge : l'une fournit des pièces en fonte malléable l'autre des moulages d'acier Bessner.

En outre, on a procédé à de gros investissements dans les industries productrices d'équipement industriel, électrique et agricole. Cette production est basée sur une coopération étroite avec des entreprises étrangères bien connues qui offrent également de bonnes perspectives pour l'exportation de ces équipements.

En matière de moyens de transport, on prévoit un chantier naval pour la construction de navires jusqu'à 10.000 tonnes, des usines pour la production de camions Diesel et d'autobus, de matériel ferrovière et de scooters.

Le développement de l'industrie des récipients métalliques (containers) est envisagé pour permettre la mise en conserve des surplus agricoles qui seront principalement destinés à l'exportation.

Le développement de l'industrie des métaux, nécessitera des investissements de 148 millions de livres israéliennes qui augmenteront les chiffres d'affaires de 156 millions et le nombre des travailleurs de 10.000.

B. — *L'industrie textile*

Environ 1.150 entreprises dans toutes les branches de l'industrie textile employaient près de 38.000 personnes et avaient une production de 560 millions de livres israéliennes en 1961 pour 219 millions en 1958.

À côté de plus grandes entreprises d'Israël, du point de vue de l'emploi et du chiffre d'affaires, il existe également un grand nombre de petites entreprises, principalement dans les branches du tissage et du tricot, qui luttent pour leur existence. Ce dernier facteur explique le bas niveau du chiffre d'affaires moyen et de l'emploi dans cette industrie.

Le textile est une industrie traditionnellement juive, et tous les efforts ont été faits pour exploiter l'habileté et les connaissances disponibles en Israël et à l'étranger. Le développement de cette industrie se propose d'absorber la récolte de coton locale et dans ce but, le nombre des broches pour le filage de coton a augmenté rapidement entre 1956 et 1959 de 50 % soit 135.000 au lieu de 90.000. On prévoit l'addition de 105.000 broches ce qui portera leur nombre à 240.000.

Le développement de l'industrie textile n'est d'ailleurs pas seulement limitée aux filatures, mais également à la production de tricotés, à la confection et à la fabrication des machines à tricotés (principalement destinées à l'exportation, mais aussi au marché intérieur où l'accroissement de la population crée une demande

croissante). Ce développement a permis le remplacement d'une grande partie de l'équipement utilisé actuellement, et qui est démodé.

On doit mentionner spécialement les fabriques de rayonne qui sont installées à Ashdod-Yam et qui serviront à la fourniture de matières premières pour diverses industries textiles et chimiques.

Le développement de l'industrie textile nécessitera un investissement d'environ 138 millions de livres israéliennes. On en attend un accroissement de chiffre d'affaires brut de 76 millions de livres israéliennes et l'emploi de 6.700 personnes supplémentaires.

C. — *L'industrie alimentaire*

L'industrie alimentaire compte plus de 1.200 entreprises ayant 21.000 employés. La production a augmenté de 8%, taux proportionnellement bas — elle s'est élevée à 635,5 millions de livres israéliennes en 1961 pour 322 millions en 1958.

Le plan de développement prévoit l'absorption des surplus agricoles et leur transformation en articles d'exportation. Un important exemple est fourni par la fabrique de sous-produits d'agrumes, il convient de souligner deux nouveaux produits : la pectine et l'hespéridime. L'industrie du sucre s'est agrandie grâce à une nouvelle usine dans le Sud qui produit 10.000 tonnes de sucre raffiné par an.

Les investissements seront d'environ 41 millions de livres israéliennes et permettront une augmentation du chiffre d'affaires annuel de 38 millions et assureront 1.500 nouveaux emplois.

D. — *L'industrie chimique*

Il y a plus de 400 entreprises dont la production est basée sur différents processus chimiques ; plus de 500 personnes sont employées dans cette industrie et la valeur de la production en 1959 était de 170 millions de livres israéliennes.

Une partie considérable des investissements envisagés est destinée à remédier au faible chiffre d'affaires par travailleur par l'adjonction d'un équipement moderne et efficace.

Dans l'industrie chimique, on tend de plus en plus à produire des produits de base, particulièrement dans les industries pharmaceutiques, les plastiques (polyéthylène), les peintures, le carbure de calcium, etc.

L'investissement prévu dans l'industrie chimique est de plus de 74 millions de livres israéliennes, qui devraient fournir une augmentation annuelle du chiffre d'affaires de 83 millions et absorber une main-d'œuvre supplémentaire de 3.000 ouvriers.

E. — *L'industrie du bois et l'industrie
des matériaux de construction*

L'industrie du bois emploie 13.000 personnes dont 2.500 travaillent dans 70 entreprises et le reste est réparti dans de petites menuiseries disséminées dans tout le pays.

Dans la planification de cette industrie, l'accent a été mis sur le développement de deux branches subsidiaires : d'abord, l'industrie du contre-plaqué qui exporte une importante partie de sa production, ensuite l'industrie des panneaux durs qui utilise ses rebuts, etc.

L'industrie des matériaux de construction comprend plus de 500 entreprises allant de la grande fabrique (il y en a trois) aux petites entreprises mobiles qui construisent des blocs. Elle emploie approximativement 6.000 ouvriers.

Cette industrie est appelée à se développer dans un certain nombre de directions ; la capacité de production des trois grandes fabriques de ciment est actuellement de plus de 150.000 tonnes. L'usine de matériaux de construction préfabriqués sera développée dans le but de faire face à la demande de constructions résiduelles et industrielles et d'assurer une haute qualité à bas prix. Les futurs investissements de cette industrie se seront accrus pour faire face à la demande de constructions.

F. — *L'industrie diamantaire*

Nous devons encore ajouter *l'industrie diamantaire* dont la production a augmenté de 11,4 % de 1960 à 1961, tandis que la valeur de la production s'est élevée à 140 millions de livres israéliennes en 1961 pour 67 millions en 1958. L'industrie diamantaire a procuré, en 1958, 24 millions de dollars de devises étrangères à Israël ; en 1959, cet apport de devises étrangères a été de 47 millions.

Une nouvelle usine diamantaire a été construite à Nazareth, quatre ateliers de plissage sont établis dans le Néguev, alors que quinze autres entreprises seront installées dans diverses parties du pays, principalement à Tel-Aviv. On espère aussi créer un institut du diamant pour la formation des travailleurs et les travaux de recherches, l'industrie diamantaire est tournée surtout vers l'exportation.

En outre, la production d'électricité a augmenté en 1958 à la suite de l'entrée en service d'une centrale de 50.000 Kw à Ashdod. Cette centrale a ajouté 19 % à la production d'électricité d'avant 1957. Deux autres centrales d'une capacité similaire ont commencé à fonctionner à la fin de 1958 et en 1959.

Nous avons constaté l'orientation parmi les principales branches industrielles. Cela nous donne une idée complète sur le développe-

ment général de l'industrie israélienne. Les entreprises industrielles existant actuellement en Israël appartiennent surtout à l'industrie légère. Grâce aux investissements venant du secteur public et de la Histadrouth (secteur ouvrier), on peut remarquer aujourd'hui le début de l'industrie lourde.

Mais il est certain que l'industrie israélienne restera surtout limitée aux produits de l'industrie légère.

La structure de l'industrie montre que le pays s'est spécialisé surtout dans les industries de transformation. Il y a peu d'industrie lourde en Israël, cela tient à la relative pauvreté du pays en matières premières et en énergie.

En plus du choix entre les investissements dans l'industrie lourde ou dans l'industrie légère, on doit choisir entre l'industrie de biens d'équipements et de biens de consommation, et là, on peut dire, en résumé, que la majorité des investissements dans l'industrie est orientée vers les entreprises de consommation pour faire face à la demande intérieure.

L'industrie israélienne couvre 40% de la consommation locale. Nous constatons que la progression des investissements productifs a été faible par rapport à l'ensemble de la formation de capital.

En observant également le processus du développement de l'industrie israélienne, on constate que les petites entreprises continuent à s'éparpiller tandis que les moyennes et les grandes tendent, par contre, vers l'agrégation et la centralisation (voir plus loin). La première de ces tendances s'explique par l'afflux d'une masse d'artisans immigrés qui s'installent dans les centres urbains. La tendance deuxième est due au fait que des sommes considérables continuent d'être investies par les hommes d'affaires résidant souvent à l'étranger et s'intéressant surtout à la création d'usines modernes qui peuvent garantir un rendement certain.

Selon le plan économique général, la production industrielle augmentera de quelques 75% de 1958 à 1965. On estime que la production supplémentaire proviendra pour près d'un tiers d'une meilleure utilisation de l'outillage existant, et pour deux tiers environ de nouveaux investissements. L'investissement net nouveau nécessaire qu'exige le développement envisagé est évalué à 786 millions de livres israéliennes, non compris les investissements destinés à accroître la puissance des centrales électriques.

On espère qu'au cours de ces sept années, la production augmentera de deux fois et demie pour les minéraux, de plus du double pour les produits chimiques et les véhicules et qu'elle triplera en ce qui concerne les machines. On s'attend dans toutes les autres branches à une progression de 50 à 90%. 40% environ de la production supplémentaire seront destinés à l'exportation. En 1959, on a exporté à peu près 40% de la production industrielle supplémentaire.

Sous-Section II. — La valeur ajoutée dans l'industrie

Dans l'industrie israélienne la valeur ajoutée est comptée en tant que critère indispensable pour la décision d'investissements et surtout les investissements privés qui sont basés sur l'exportation.

L'industrie textile et alimentaire contribuent à la valeur ajoutée pour un tiers seulement, alors que les articles en métal et les machines comptent pour 40%. Le tableau n° 50 nous montre la valeur ajoutée en 1958 dans les principales branches de l'industrie israélienne.

TABLEAU N° 50

EVALUATION DE LA PRODUCTION ET DE LA VALEUR AJOUTÉE
DANS L'INDUSTRIE SELON LA BRANCHE (EN PRIX COURANTS) 1958
(en milliers de livres israéliennes)

Branches	Valeur de production		Valeur ajoutée
	En chiffres	En %	En chiffres
Extraction et mines	37,0	2,2	22,1
Produits alimentaires	362,2	21,2	103,0
Textiles	223,7	13,0	83,6
Confection	167,0	9,7	61,8
Bois et ameublement	96,9	5,6	42,9
Papier et impression	86,5	5,0	46,4
Cuir et dérivés	71,0	4,1	29,3
Plastique et caoutchouc	45,9	2,7	19,3
Produits chimiques	154,2	9,0	54,7
Minéraux non-métalliques	102,7	6,0	54,7
Diamants	66,2	3,9	18,6
Métallurgie	167,7	9,8	75,0
Machines	38,9	2,3	16,3
Équipement électrique	39,0	2,3	21,5
Moyens de transport	40,6	2,4	21,6
Divers	15,8	0,9	8,6
TOTAL	1.715,4	100,0	651,7

D'après le rapport (18) de la prévision du développement industriel pour 1960-1965, l'industrie métallurgique aura une valeur ajoutée de 60% en 1956.

Cependant, on peut voir qu'il existe d'une manière générale une relation très étroite entre le pourcentage de la valeur ajoutée et

(18) *Israel's Industrial future*, Outlook 1960-1965, Jérusalem 1959, p. 56.

celui de l'emploi. La valeur ajoutée par travailleur varie d'une industrie à l'autre.

Une relation étroite existe entre la valeur ajoutée par travailleur $\frac{(V)}{(T)}$, le capital par travailleur : $\frac{(C)}{(T)}$ et la puissance en chevaux-vapeur par travailleur $\frac{(CV)}{(T)}$. Le coefficient (19) de corrélation des rangs entre les rapports $\frac{V}{T}$ et $\frac{C}{T}$ dans les différentes classes était de 26 % (pour les 239 entreprises autorisées).

Comme on pouvait s'y attendre, on constate une relation plus étroite entre les rapports $\frac{V}{T}$ et $\frac{C}{T}$ lorsque l'on fait abstraction de la répartition des conductives par classes, et que l'on compare des établissements de dimensions diverses dans l'ensemble de l'industrie manufacturière.

Dans ce cas, les variations importantes qui existent pour le taux d'utilisation du capital et d'autres facteurs des différentes classes s'annulent et les établissements où le rapport $\frac{C}{T}$ est élevé semblent aussi avoir un rapport $\frac{V}{C}$ élevé et vice versa. Ainsi en Israël le rapport $\frac{V}{T}$ représentait en 1953-1954, pour les 239 entreprises « autorisées », 3.750 livres israéliennes, c'est-à-dire 44 % de plus que la moyenne générale pour les établissements de toutes dimensions en 1953-1954.

En Israël, il existe une corrélation élevée entre les rapports $\frac{V}{T}$ $\frac{CV}{T}$ dans l'ensemble de l'industrie. Les chiffres approximativement comparables dont on dispose pour les pays d'Europe occidentale montrent que le rapport général entre la valeur ajoutée et le capital dans l'industrie manufacturière est à peu près le même dans ces pays qu'en Israël.

Dans les dernières années nous remarquons qu'une telle politique oriente les investissements dans l'industrie vers les produits qui apporteront les valeurs ajoutées les plus élevées possibles où le dollar ajouté coûtera le moins cher.

Nous expliquerons dans la troisième partie la liaison valeur ajoutée et exportation, car pour le moment ces détails sont destinés seulement à montrer l'importance de la valeur ajoutée dans l'investissement industriel en Israël.

Pour conclure, l'industrie locale n'est pas en mesure de mobiliser en elle-même les ressources nécessaires pour réaliser les objectifs relativement ambitieux du plan. Un certain nombre de conditions devront donc être réunies. Il faudra notamment :

a) que des capitaux extérieurs et des promoteurs d'entreprises soient attirés par les conditions existant dans le pays et qu'ils apportent leur concours ;

b) que le gouvernement mette à la disposition de substantiels moyens de financement sous forme de prêts à court terme, de prêts à long terme, et de participations aux investissements ;

c) que des prêts étrangers interviennent pour financer les achats à l'étranger d'une partie de l'équipement nécessaire ;

d) que les possibilités de formation de main-d'œuvre qualifiée soient augmentées ;

e) que des cadres de direction, des ingénieurs, des chimistes, etc. trouvent soit en Israël, soit à l'étranger, les moyens de recevoir une formation adéquate correspondant aux besoins futurs de l'économie ;

f) que l'on recherche parmi les nouveaux immigrants des travailleurs qualifiés, et qu'on les oriente vers les branches où leur présence sera la plus fructueuse.

Mais, il faut surtout que les immigrants soient absorbés aussi vite que possible par l'économie afin qu'ils deviennent des agents actifs de la société et ne demeurent pas à sa charge. Le problème se complique en raison du fait que la population s'accroît par ailleurs de façon spontanée, par le jeu de l'excédent des naissances, au rythme de 40.000 individus par an. Les 150.000 jeunes gens qui atteindront l'âge adulte au cours des quatre prochaines années devront pouvoir trouver du travail et un revenu. L'industrie et les métiers artisanaux, s'ils se développent, y pourvoieront.

Le secteur de la construction joue un rôle trop important du fait des investissements massifs qui y sont pratiqués (environ 1/3 des investissements globaux) pour nous permettre de placer à l'intérieur de ce paragraphe l'étude des investissements dans la construction.

Sous-Section III. — Les investissements dans la construction

En raison du développement de l'économie israélienne et de l'accroissement rapide de la population dû à une immigration massive, les investissements dans la construction jouent un rôle particulièrement important.

Les progrès réalisés dans la construction depuis l'année 1949 jusqu'à ce jour ont été considérables. Pendant la période allant de 1949 à 1957, la surface bâtie s'est élevée à 146 millions de mètres carrés, dont 12,6 millions pour les habitations et le reste pour les usines, les immeubles commerciaux et les édifices publics. Ce chiffre ne comprend pas les bâtiments agricoles.

Près de 200.000 habitations ont été construites (depuis l'indépendance jusqu'à la fin de l'année 1955), dont 45 % pour les nouveaux immigrants, 20 % pour la colonisation agricole et 35 % pour les entreprises publiques de construction et pour les anciens immigrants.

Les dispositions prises par les pouvoirs publics pour loger les nouveaux arrivants se sont traduites par la part accrue du financement public dans ce secteur. En 1959, 147 millions de livres israéliennes ont été investies contre 120 millions en 1958, soit 49 % des investissements réalisés dans la construction en 1959 contre 44 % en 1953 (voir tableau n° 29). La part du financement public enregistrée en 1957 était de 52 %, le ralentissement de ce chiffre en 1958 est provoqué par la stabilité dans les nombres d'immigrants au cours des dernières années. Au contraire, les investissements privés ont augmenté de 10 % entre 1958 et 1959. Nous constatons ici que la part du secteur privé dans ces investissements a augmenté grâce aux profits du passé et aux profits fort probables dans l'avenir.

Des habitations à bon marché ont été construites pour d'autres couches de la population. La qualité des logements a fait en général de remarquables progrès durant ces dernières années. Le nombre moyen d'habitants par pièce est tombé de 2,5 personnes en 1949, à 1,9 à la fin de 1959.

Les investissements qui ont été réalisés dans la construction en 1961 ont atteint 770 millions de livres israéliennes pour 696 millions en 1960, soit une augmentation de 12,9 % en prix constants (les tableaux n°s 51-53, permettent de suivre cette évolution). 50 % de ces investissements sont orientés vers la construction d'habitations, soit 351,8 millions en 1961 pour 305 en 1960. Le tableau n° 52 nous montre les investissements d'habitations dans les diverses constructions en 1958 et 1959.

La construction d'habitations qui a subi un ralentissement considérable en 1958, a augmenté en 1959 de 7,6 % en prix constants par rapport à l'année 1958, et une augmentation de 45,9 % en 1961 par rapport à l'année précédente.

Aussi, les investissements dans la construction industrielle et les immeubles publics ont subi une augmentation considérable, sauf les bâtiments agricoles ; nous remarquons dans le tableau n° 53, un ralentissement léger des 2,5 % en prix constants.

TABLEAU N° 51

LES INVESTISSEMENTS SELON LES PRINCIPALES BRANCHES ET LEURS SOURCES DANS L'ÉCONOMIE ISRAËLIENNE - 1958-1959
(en millions de livres israéliennes)

Branches	Prix de 1959							
	1958				1959			
	Equipements	Construction	L'out-put agricole des biens d'équi- pements	Total	Equipements	Construction	L'out-put agricole des biens d'équi- pements	Total
Agriculture	23	71	99	193	27	71	91	189
Industrie.....	119	39	—	158	149	44	—	193
Mines.....	4	4	—	8	5	7	—	12
Electricité.....	38	14	—	52	24	15	—	39
Transports	83	37	—	120	66	46	—	112
Services.....	26	93	—	119	29	98	—	127
Constructions d'habitation..	—	277	—	277	—	298	—	298
TOTAL	293	535	99	927	300	579	91	970

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1959, p. 52.

TABLEAU N° 52

LES INVESTISSEMENTS DANS L'HABITATION
SELON LES DIVERS TYPES DE CONSTRUCTION - 1958-1959
(en millions de livres insraéliennes)

Construction	1958 en prix courants	En prix de 1959		Augmentation ou diminution (—) de 1958 à 1959
		1958	1959	
<i>Construction publique</i>				
Immigrants	93,8	94,8	82,3	— 13,2
Autres	52,8	53,4	74,2	39,0
TOTAL....	146,6	148,2	156,5	5,6
<i>Construction privée</i>	131,8	133,2	146,0	9,6
Construction totale d'habitations ...	278,4	281,4	302,5	
A déduire : les paiements n'intéres- sant pas ce secteur	4,0	4,0	4,0	
Valeur totale de la construction	274,4	277,4	298,5	7,6

TABLEAU N° 53

LES INVESTISSEMENTS DANS LA CONSTRUCTION INDUSTRIELLE ET PUBLIQUE - 1958 ET 1959
(millions de livres israéliennes)

Secteur	1958 Prix constants	Prix 1959		Prix 1961		% d'augmentation ou de diminution (+ —) de 1960 à 1961 (prix constants)
		1958	1959	1961 Prix courants	1961 Prix constants par rapport à 1960	
Logements	274,4	277,4	298,5	391,4	351,8	45,9
Bâtiments agricoles...	69,3	70,1	68,8	93,0	85,0	— 2,5
Industrie.....	38,3	38,7	43,6	65,8	59,1	13,7
Mines.....	4,2	4,2	7,1	10,0	9,2	1,1
Electricité.....	13,9	14,1	14,7	19,7	18,3	— 0,9
Transports et pipe-line.	36,2	36,6	46,4	39,9	36,8	3,8
<i>Service</i>	91,8	92,8	97,9	150,1	135,4	15,2
Commerciaux	10,8	10,9	10,7	22,6	20,3	5,4
Maisons de repos	3,2	3,2	2,4	16,2	14,5	6,3
Edifices publics	64,0	64,7	69,6	112,6	101,8	1,9
Divers	13,8	14,0	15,2	1,3 (*)	1,2 (*)	0,2
TOTAL....	528,1	533,9	577,0	769,9	695,6	12,9

(*) En déduisant les chiffres doubles.

Source : Bank of Israel, Annual Report, 1959, p. 150 et 1962, p. 184.

A. — *La construction d'habitations permanentes*

Le logement de milliers de nouveaux immigrants constitue l'un des principaux problèmes israéliens. Depuis 1943 leur nombre a atteint plus d'un million, et en 13 ans la population a triplé. Or, avant la fondation de l'Etat, le ralentissement des activités du bâtiment pendant les années de guerre (1935-1945), s'était déjà exprimé par un déficit de 120.000 pièces.

En juin 1952, date à partir de laquelle l'immigration est quasi négligeable (proportionnellement), en égard aux chiffres antérieurs, le bilan général de l'installation est le suivant :

(entre le 15 mai 1948 et juin 1953, il y avait un total de 700.000 immigrants)

a) logés dans des propriétés et maisons abandonnées par les Arabes de Palestine	140.000
b) logés dans des camps de transit « Maabaroth »	250.000
c) logés par leurs propres moyens	110.000
d) logés dans des habitations permanentes (voisinage de villes ou à la campagne)	200.000

Donc, le problème était d'obtenir des logements pour 250.000 habitants logés dans des camps de transit « Maabaroth ».

Au début de l'existence de l'Etat, la charge de l'habitation des nouveaux immigrants incombait principalement à l'Agence juive. Mais devant l'énormité des besoins, celle-ci dans l'impossibilité d'y suffire par ses propres moyens, dut faire appel au gouvernement.

Depuis 1950, c'est le Département de la construction du Ministère du Travail qui centralise les demandes de logements des nouveaux venus. Le gouvernement et l'Agence juive font construire directement et dans une forte proportion, mais une grande partie des constructions est menée à bien par diverses entreprises. Parmi celles-ci, la plus importante est « Amidar », société nationale de construction, fondée en 1949 par le gouvernement, l'Agence juive, le Fonds national juif et les fonds palestiniens, en collaboration avec des entreprises publiques. Le second rang appartient au « Chicoune », entreprise de construction de la Histadrout. Viennent ensuite la Société « Nve-Oved » : elle construit dans les régions rurales ; « Rasco », travaille surtout pour les classes moyennes ; puis beaucoup d'autres entreprises. Toutes ces entreprises bénéficient de l'aide du gouvernement et de l'aide de l'Agence juive sous forme de prêts et de diverses facilités. Le Ministère du Travail soutient systématiquement tous les efforts de construction, publics et individuels.

Le plan de construction, rigoureusement conçu, comporte huit

schémas de construction et d'urbanisme répartis sur tout le pays de façon à éviter la congestion des régions urbaines. Le Département de planification auprès du bureau du premier Ministère veille à ce que les entreprises se conforment au plan national.

Le service du logement auprès du Ministère du Travail a apporté certaines améliorations dans les normes des habitations construites pour les immigrants.

Depuis l'année 1954, un nouveau plan a prévu le transfert des immigrants directement du bateau vers les lieux de leur implantation définitive, notamment dans les « zones de développement » loin des agglomérations urbaines, sans passer par les camps de transit. En leur fournissant des logements dans les « zones de développement », et non ailleurs, les autorités se sont efforcées d'orienter vers des colonies agricoles et des localités semi-urbaines un nombre aussi grand que possible de ces immigrants.

Sur les 201.000 logements construits par l'Etat, l'Agence juive et d'autres organisations publiques, ou quasi-publiques, au cours des années 1948-1957, 104.000 étaient destinés à des immigrants et 50.000 à des familles installées dans l'agriculture. Ces chiffres comprennent 40.000 habitations permanentes édifiées à l'intention des familles résidant dans les « Maabaroth » ou dans des camps d'accueil.

Toujours est-il que treize ans après la création de l'Etat, le problème de la liquidation définitive des « Maabaroth » continuait à préoccuper les autorités publiques. La solution de ce problème apparaît d'autant plus urgente, et dans ce but on oriente plus de 50% des investissements de la construction vers les habitations.

Malgré l'énorme effort fait par les autorités publiques en matière de construction d'habitations, l'israélien moyen reste encore relativement mal logé. Cela demeure vrai pour l'ancien résident, et l'est davantage pour le nouveau. Considérant les divers indices significatifs de bien-être, on peut dire que c'est dans le domaine du logement qu'Israël semble, de nos jours, le plus défavorisé par rapport aux pays occidentaux.

Au terme de cet examen des diverses étapes conduisant à l'installation des immigrants, il convient de présenter les résultats obtenus dans ce domaine au cours de la première décennie de l'Etat. Le bilan général de cette installation, tel qu'il a été établi par le Département de l'Absorption de l'Agence juive, montre que près de deux tiers des immigrants se trouvent logés dans des habitations permanentes entre 1943 et 1959, un huitième demeure dans des installations semi-permanentes ou provisoires, et moins d'un cinquième avait été orienté vers les diverses formes de colonisation agricole.

Nous pouvons constater dans ce bilan général d'installation,

que les investissements dans ce secteur pouvaient jouer un rôle important dans l'orientation des immigrants vers les zones non urbaines et leur intégration au sein de l'économie du pays.

Il faut ajouter que près de 400 millions de livres israéliennes ont été investis dans la construction de logements, dans la période 1949-1955, soit par l'Agence juive, soit par le gouvernement, soit encore par la Histadrout ou par d'autres établissements privés.

L'effort de construction est donc canalisé vers les projets de logements des immigrants.

Dans un pays tel qu'Israël, où la majorité des habitants sont des nouveaux venus, la satisfaction de leurs besoins de logement devient nécessairement une source importante de stimulation industrielle. Comme partout, le bâtiment est en liaison avec de nombreuses industries auxiliaires, comme les briques, le ciment, les fenêtres et les portes, l'installation, l'ameublement, etc. Le nombre des travailleurs employés de manière directe ou indirecte dans l'industrie du bâtiment représente une partie importante de la force du travail totale. Le bâtiment joue aussi un rôle important en transformant les immigrants non spécialisés en ouvriers semi-spécialisés.

B. — *La construction industrielle, commerciale et les bâtiments publics*

Les investissements dans la construction industrielle ont augmenté de 13% entre 1958 et 1959, et de 14% entre 1960 et 1961, parallèlement à l'augmentation des investissements dans l'industrie. La construction dans les mines et dans le pétrole a augmenté de 69% en 1959 (voir tableau n° 53). Cette augmentation considérable est provoquée par le développement de certaines entreprises dans le Sud d'Israël.

La construction dans le secteur de l'électricité s'est augmentée de 4% en 1959 et diminue de 0,9% en 1961. La construction dans le secteur du transport a subi aussi une augmentation de 27% en 1959 et de 4% en 1961. La majorité de ces investissements est orientée vers le développement de la capacité des ports, des aéro-dromes et vers la construction du pipe-line d'Eilat à Beersheba.

La construction dans le secteur tertiaire a augmenté de 6% en 1959 et de 15% en 1961. Les investissements dans la construction commerciale sont restés constants entre 1958 et 1959. Mais il y a eu une élévation considérable des investissements réalisés dans les domaines éducatifs, religieux et sociaux, des loisirs et de la santé. Tous ces investissements appartiennent au gouvernement et aux établissements publics qui cherchent l'intérêt général et l'amélioration du niveau de vie dans le pays. Ces investissements se sont

élevés en 1959 à 98 millions de livres israéliennes pour 93 millions en 1958 et en 1961 à 150 millions (voir tableau n° 53).

Il faut ajouter encore que les investissements agricoles ont subi un ralentissement léger à cause de l'augmentation des investissements dans les établissements d'eau.

C. — *Le plan quinquennal 1956-1961 (20).*

Nous montrons ici, le Plan quinquennal appartenant au Département du « Chicoune » qui doit achever cette année (1961) 150.000 unités de logements. Chaque appartement d'immigrants coûte pour le gouvernement (ou l'Agence juive) 6.000 livres israéliennes (ou 3.330 dollars). Le budget qui est nécessaire pour cette période est donc de 900 millions de livres israéliennes ou 180 millions par an (tableau n° 54).

TABLEAU N° 54
BUDGET DU PLAN QUINQUENNAL DE « CHICOUNE »

Genre de construction	Nombre des appartements	Coût d'un appartement	Investissement total en mil. de L.I.
Chicoune d'immigrants.....	100.000	6.000	600
Etablissements de Chicoune publics ...	50.000	4.000	200
Immeubles publics	—	—	100
TOTAL....	150.000	—	900

Pour conclure, nous devons signaler que la structure des investissements globaux en biens fixes montre que le taux des investissements orientés vers les logements est très élevé de l'indépendance à nos jours. Pendant les années d'immigration massive en 1950-1951, les investissements pour les logements constituaient environ la moitié des investissements en biens fixes.

Le tableau n° 55 nous montre ces investissements qui se sont ralentis dans les années suivantes, le taux moyen entre 1951-1958 était d'environ 35 %. Ce taux d'investissements pour les habitations est plus élevé par rapport aux autres pays ayant un niveau du revenu similaire.

Le taux des investissements dans la construction — non d'habitations — en biens fixes est passé de 29,8 % en 1950 à 36,2 % en 1958.

TABLEAU N° 55

STRUCTURE DE L'INVESTISSEMENT LOCAL GLOBAL EN BIENS D'ÉQUIPEMENT
(selon les genres de biens)

Les biens	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Immeubles d'habitation	47,1	48,2	38,0	32,8	34,6	32,7	29,9	32,3	31,1
Autres immeubles	11,3	11,7	10,2	10,1	6,9	11,5	11,8	36,6	36,2
Travaux de la construction	18,5	20,4	22,5	27,9	28,6	26,2	23,6		
Equipements de transports	5,1	3,5	5,0	3,7	5,0	8,1	8,2	11,8	9,0
Machines et autres équipements	18,0	16,2	24,3	25,5	24,9	21,5	26,5	19,3	23,7
TOTAL (en pourcentage).	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
TOTAL (en chiffres absolus un. L.I.)	124,5	188,6	286,9	320,2	395,8	539,0	613,7	848,4	893,3

Source : D. PATINKIN.

Donc, la part des investissements dans la construction en biens fixes en Israël constitue 67,3 % en 1958 pour 76,9 % en 1950. Malgré cet écart de ralentissement de 10 % environ, les investissements de la construction restent la part essentielle dans les investissements en biens fixes. Ces résultats sont dus, aux encouragements multiples des pouvoirs publics en faveur du financement privilégié de cette activité (crédits budgétaires, prêts à taux réduits, primes, constructions obligatoires des employeurs, etc.).

L'Etat a réussi ainsi à déclencher un progrès appréciable de la construction, au point que l'on peut espérer la progression des besoins prioritaires.

CHAPITRE II

LE CHOIX SPATIAL DES INVESTISSEMENTS

Depuis quelques années le problème d'économie régionale éveille dans la théorie, et dans la pratique, autant d'enthousiasme qu'il pose de problèmes. Les problèmes d'aménagement de l'espace économique sont nettement liés à ceux de la croissance économique.

Il s'agit de réaliser l'utilisation rationnelle de l'espace économique dans le contexte d'une politique de croissance.

La répartition géographique des investissements par le secteur privé, répartition à partir de « pôles de croissance » créés par lui, ne correspond pas, dans la plupart des cas, à l'intérêt national.

Dans le cas de développement économique régional, on peut constater que contrairement aux affirmations de la philosophie libérale, la recherche de l'intérêt privé n'aboutit pas toujours à la réalisation de l'intérêt général, soit parce que de par leur nature même, l'intérêt privé et l'intérêt général s'opposent, soit parce que l'entreprise privée n'agit pas souvent en suivant les recettes de la rationalisation économique, mais celles de la routine et des habitudes sociales.

Le fonctionnement normal des services publics et l'établissement du capital public (social overhead capital) ont donné les premiers soucis de mise en valeur du territoire national aux autorités publiques (1).

Les inégalités de développement économique entre différentes régions causées par la seule recherche du profit privé ou par la routine, et la nécessité sociale qu'il y avait à harmoniser la croissance économique sur tout le territoire national avec la mise en

(1) M. P. FONTANEAU écrit (*op. cit.*, p. 104) « Les économistes se sont efforcés d'expliquer qu'il ne pouvait y avoir de développement que si la région dans laquelle s'effectuaient les investissements possédait une infrastructure qui suscitât les actions amplificatrices, sources de développement ».

valeur de ses ressources naturelles jusque là inexploitées, ont conduit les autorités publiques à mettre sur pied une politique cohérente de développement régional, traduite par une orientation d'investissements et l'afflux des capitaux vers les endroits sous-développés.

C'est le cas du Néguev en Israël, partie méridionale du pays négligée jusqu'à l'indépendance d'Israël. A partir de 1948, le gouvernement a considéré le développement du Néguev comme un but primordial pour l'économie nationale. Il s'est contenté de prendre une position de principe favorable à l'industrie aussi poussée que possible de zones nouvelles, jusqu'ici négligées par les entrepreneurs.

Le professeur J. Lajugie (2) nous présente ses observations, qui amènent selon lui « à admettre la nécessité de lier étroitement les programmes régionaux de développement à un plan national ».

M. G. Leduc (3) écrit à ce propos que « les principes mêmes d'une politique de développement, visent à réduire les disparités les plus flagrantes par le moyen d'une action appropriée sur des secteurs convenablement choisis, compte tenu à la fois des enseignements de la rationalité économique et des exigences des impératifs sociaux ». Il ajoute encore sur la destination de l'Etat dans la politique régionale : « Le congrès dans son ensemble s'est montré convaincu du rôle décisif de l'Etat en tant qu'agent du développement régional recherché, mais non moins persuadé de la complexité et des difficultés pratiques des tâches à remplir, aussi bien par les pouvoirs de décision, que par les services d'exécution. Il lui est apparu que les techniques les plus efficaces de cette intervention consistent d'une part dans la politique des investissements publics, appelés à créer ou aménager l'infrastructure de base sur laquelle pourraient prendre appui les investissements privés, et, d'autre part, dans une action générale d'encouragement et d'orientation des initiatives particulières, c'est-à-dire dans l'aménagement d'un environnement favorable ».

De quels principes cette politique régionale tirera-t-elle sa rationalité économique et la justesse de ses décisions ? Aucune théorie n'a encore donné les principes d'une action régionale rigoureusement rationnelle. Néanmoins, d'une façon empirique, plusieurs principes ont été dégagés et servent déjà de guide à l'orientation de l'action régionale du « monopoleur de la contrainte publique ».

1^o Mettre en valeur toutes les ressources naturelles jusque là inégalement exploitées.

2^o Employer sur place la main-d'œuvre libérée par la machine et la productivité agricole en créant des industries locales. Le choix

(2) M. G. LEDUC, *Banque*, juillet 1959.

(3) M. G. LEDUC, *op. cit.*, *Banque*.

de proportion des facteurs des industries à créer dans ces localités tiendra compte de l'importance relative de la main-d'œuvre qu'on se propose d'absorber.

3^o Enfin, créer des « pôles de croissance » à travers « l'espace territorial politiquement organisé ». La théorie des pôles de croissance de F. Perroux nous donne des bases solides pour une politique d'économie régionale conçue à l'échelon national.

Des plans d'actions d'économie régionale articulés à un plan national d'investissement, seront les moyens indispensables pour la mise sur pied d'une telle politique de croissance économie harmonisée à travers « l'espace territorial politiquement organisé ».

Les motifs qui inspirent une politique de décentralisation diffèrent selon les pays : les Etats-Unis et l'U.R.S.S. veulent mettre en valeur les richesses naturelles d'un vaste territoire et supprimer les transports irrationnels. La Grande-Bretagne a combattu le chômage permanent dans certaines zones « déprimées », et la France est surtout préoccupée par l'excessive concentration des activités économiques dans la région parisienne.

Actuellement, le plan régional est basé en Israël sur deux raisons principales :

- 1^o une raison classique d'ordre économique ;
- 2^o une raison spécifique d'ordre stratégique — en tant qu'instrument de défense nationale.

Nous verrons successivement ces deux critères essentiels dans la décision régionale.

Section I

La raison économique du développement régional

M. Lagache (4) écrit : « La découverte de nouvelles ressources de matières premières ou d'énergie entraîne la création d'activités économiques dont la localisation laisse généralement le choix entre un certain nombre de solutions ; en effet, les matières premières comme l'énergie se transportent et l'entreprise nouvelle peut préférer s'installer à proximité d'un marché de consommation. Le choix de la localisation était dans le passé, laissé à l'appréciation de l'entrepreneur.

(4) M. H. LAGACHE, *Les investissements privés et les concours financiers de l'Etat* édition Berger-Levrault, 1959, p. 205.

Actuellement, il est orienté ou même parfois déterminé par les pouvoirs publics qui tiennent compte des charges imposées à la collectivité par certaines localisations et des avantages procurés par d'autres localisations ».

La politique d'aménagement du territoire tend à freiner la concentration urbaine en Israël et même à transférer en zones du développement un certain nombre d'industries ou d'usines pilotes.

Le choix des usines décentralisées, le choix des zones de transfert, posent également des problèmes considérables. On peut par exemple, envisager de transférer les usines soit dans les régions à densité de population assez élevée de manière à absorber la population rurale, sans emploi, soit dans des régions à très faible densité de population de manière à donner de l'activité à des lieux qui en sont traditionnellement dépourvus, et c'est le cas en Israël.

Pour développer les zones nouvelles en Israël, les deux problèmes essentiels suivants sont posés au gouvernement dans la priorité des investissements.

Sous-Section I. — La déconcentration de la population et l'aménagement du territoire

Lors du premier recensement de la population qui a eu lieu le 8 novembre 1948, peu après la proclamation de l'Etat, près des 4/5 de la population juive étaient concentrés le long de l'étroite plaine côtière, dont la superficie est un peu supérieure à un dixième de la superficie totale du pays. D'autre part, sur une population juive totale de 717.000 âmes, 413.000, soit 58 %, vivaient à cette date dans les trois grandes villes, Tel-Aviv, Haïfa et Jérusalem.

Vers la fin de 1954, les autorités ont pu aborder sérieusement le problème de la décongestion des grands centres urbains et de l'orientation de la main-d'œuvre nouvellement arrivée vers les régions peu peuplées du pays, au sud et au nord.

Le tableau n° 56 nous montre que le sud, qui comptait à peine 6.000 habitants juifs lors du premier recensement, aura, fin 1958, près de 135.000, soit 22 fois plus, et sa part dans la population juive totale est passée de 1,4 % à 7,3 %. La population du nord, qui en 1948 se chiffrait à 60.000 habitants, a triplé en 1958, soit 186.000 (10,3 % de la population totale). A Jérusalem (5) le nombre des habitants a presque doublé.

Mais, à la fin de 1958, près des 3/4 de la population juive était encore groupée dans la bande côtière, d'où une densité de 567 habi-

(5) En 1948, Jérusalem était considérée comme une ville pas assez développée.

TABLEAU N° 56

LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION JUIVE (1948, 1956, 1958)

District ou Sous-District	En % de la superficie totale		Population 8 novembre 1948 (a)			Population 31 décembre 1956 (a)			Accroissement de la population 1948-1956 (a)			Population 31 décembre 1958 (a)		
	Avant 11-4-57	Après 11-4-57	Nombre	%	Densité (Km ²)	Nombre	%	Densité (Km ²)	Nombre	%	Densité (Km ²)	Nombre	%	Densité (Km ²)
Nord	16,4	17,0	60,501	8,6	43,5	183,294	11,0	93,0	122,793	12,7	203 %	186,291	10,3	95,9
Haïfa	4,2	3,5	140,605	20,1	218,2	276,211	16,6	422,1	135,606	14,0	96 %	308,859	17,1	410,2
Centre	6,4	6,9	106,348	15,2	80,1	354,905	21,3	273,0	248,557	25,7	234 %	371,639	20,5	304,9
Tel-Aviv	0,8	0,8	302,050	43,2	1,892,3	585,796	35,1	3,586,6	283,746	29,3	94 %	634,777	35,1	3,775,2
Jérusalem	2,8	2,4	84,090	12,0	178,5	164,580	9,9	342,0	80,490	8,3	96 %	175,970	9,7	321,7
Sud	69,4	69,4	5,967	0,9	1,4	102,669	6,1	8,3	96,701	10,0	1,243 %	132,612	7,3	10,5
Détails non dis- ponibles			17,117						- 17,117					
TOTAL	100,0	100,0	716,678	100,0	41,3	1,667,445	100,0	92,6	950,777	100,0	133 %	1,810,148	100,0	100,4

(a) Densité de la population totale, y compris minorité non juive, par Km².Source : D'après *Statistical Abstract of Israel*, 1957-1958, p. 10 et 12 et 1958-1959, p. 10 et 12.

tants par kilomètre carré (3.775 pour le seul district de Tel-Aviv), pour une moyenne générale de 100 pour l'ensemble du territoire, 96 dans le nord et 6 seulement dans le Néguev (le sous-district de Beersheva).

Les efforts des autorités ne se sont pas relâchés pour autant : près de la moitié des nouveaux arrivants étaient dirigés vers ces régions au cours des années récentes (oct. 1956 au mois de mars 1959).

La décentralisation de l'industrie et l'agriculture, n'est évidemment pas particulière à Israël. Pour le gouvernement, il faut avant tout attirer une main-d'œuvre vers les régions très peu peuplées et presque dépourvues encore d'infrastructure économique et sociale, et l'inciter par divers moyens à s'y fixer définitivement. Ce mouvement dirigé de population doit nécessairement être accompagné d'un afflux simultané et complémentaire de capitaux. Il s'agit, en d'autres termes, de provoquer une migration parallèle d'hommes et de capitaux vers la région à développer, alors que dans les autres cas, il est plutôt question de déplacement de capitaux des grands centres urbains vers les zones déprimées afin d'empêcher un mouvement d'hommes en sens inverse.

En effet, si l'attribution d'un logement dans une nouvelle localité établie dans une « zone de développement » constitue par elle-même un puissant facteur pour attirer l'immigrant vers cette zone, encore faut-il l'inciter par divers stimulants, et surtout par la création d'emplois stables, à s'y installer de façon définitive. C'est précisément dans ce domaine, qu'on a vite vu un déséquilibre s'établir entre le rythme des investissements, entre le potentiel de travail et une offre insuffisante d'emplois fixes. Ces désajustements étaient, dans une certaine mesure, inévitables du fait que la création d'une infrastructure adéquate dans les « zones de développement », condition nécessaire, sinon suffisante, à l'implantation et à l'essor de nouvelles industries, demande un certain temps.

Si certains facteurs sont venus favoriser les efforts des autorités israéliennes pour mettre en valeur les régions officiellement appelées « zones de développement » (le Sud et le Nord du pays, ainsi que le district de Jérusalem), d'autres, par contre, expliquent la complexité et la lenteur de ce processus ; ce sont surtout des facteurs humains que nous supprimons dans notre étude, pour nous consacrer plutôt au problème de l'implantation géographique des entreprises.

Sous-Section II. — La mise en valeur du Néguev

Le Néguev en Israël, ce serait le Sahara au milieu de la France. Il occupe 12.213 kilomètres carrés de superficie, soit la moitié de celle d'Israël. Sa frontière nord forme une ligne partant d'un point sur la côte de la Méditerranée (le Quadi Gaza), et passant au sud des Monts de Hébron jusqu'à la Mer Morte. Sa frontière sud tombe sur la Mer Rouge où se trouve Eilath.

On savait, avant 1948, que le Néguev contenait des ressources minérales, mais elles ne soulevaient pas grand intérêt, à l'exception de celles de la Mer Morte, qui étaient exploitées. Le gouvernement mandataire de Palestine avait accordé des licences pour l'exploitation du mica, du cuivre, du manganèse et du feldspath. Mais rien n'avait été entrepris.

Encore sous le Mandat, l'Administration britannique en Palestine avait d'abord découragé, puis interdit, tout établissement juif dans le Néguev. Cependant, la poussée démographique juive ayant accru le besoin des terres, les colons se portaient vers le sud.

Nous examinerons successivement le problème de l'eau et la naissance de colonies agricoles, les mines et la naissance d'une industrie.

A. — *Le problème de l'eau et la naissance d'une agriculture*

En 1948, à la fondation de l'Etat d'Israël, il y avait 17 centres agricoles juifs dans tout le Néguev avec une population totale, de 2.000 habitants (comme nous l'avons déjà dit), et cultivant 8.300 hectares. La liberté accéléra le mouvement : en 1952 le nombre était passé à 40, totalisant plus de 6.000 habitants qui cultivaient 84.000 hectares. Mais depuis 1948, 70 villages agricoles ont été fondés dans le Néguev, sans compter les 52 du district de Lakhish, administrativement séparés du Néguev lui-même, 35 % de la population du Néguev cultive le sol, ce qui représente un pourcentage plus fort que dans l'ensemble de la nation.

L'eau, les nouvelles routes, l'électricité ont transformé du tout au tout le Néguev désertique qui devient plus vert chaque année. Environ 300.000 sur les 500.000 dounamsensemencés jusqu'ici ont été consacrés à la culture du blé et de l'orge. Les terres irriguées représentent 50.000 des 200.000 autres dounams et produisent deux, trois et parfois quatre récoltes d'excellents légumes ; 17.000 dounams de coton et 8.500 dounams ont été plantés en betterave sucrière dans le Néguev. Pendant les premiers six mois de 1958, le Néguev a produit 4,5 millions de litres de lait et 8,3 millions d'œufs ;

il possède 5.000 vaches laitières, 5.000 têtes de cheptel et 27.000 arbres fruitiers.

Mais pour le Néguev, seule l'eau manque pour cultiver le sol et permettre la croissance d'un tapis végétal. D'où pourrait venir l'eau ? Dans un pays normal, le développement suit les voies fluviales mais en Israël la formule doit être renversée, car les réserves de terre sont dans le Néguev, où il n'y a pas de rivière, et les réserves d'eau sont dans le nord. Les chutes de pluie annuelles sont insuffisantes pour les besoins d'une agriculture moderne. Ainsi la clef de l'essor consiste-t-elle à amener les eaux du nord vers le sud. Le projet Yarkon-Néguev, qui amène les eaux de la rivière Yarkon vers le sud (voir plus haut) a été le premier pas. En outre, le drainage de petits cours d'eau souterrains et la purification d'eau d'épandage pour l'irrigation permettent de disposer de 50 millions de mètre cubes par an. Une usine de pipe-line en acier et ciment a été créée, cela a permis de poser 1.400 kilomètres de pipe-line en 10 ans.

Néanmoins, le Néguev n'a pas encore toute l'eau dont il aurait besoin. Le Plan National d'irrigation prévoit le détournement des excédents d'eau du Jourdain du nord d'Israël vers le Néguev (voir plus haut) afin d'ajouter 200 millions de mètres cubes d'eau au sol desséché.

L'Institut de Recherches pour les Zones Arides à Beercheva a examiné le problème de l'eau. A Eilath, on a construit une usine qui transforme l'eau de mer en eau douce (ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut).

B. — *Les mines et la naissance d'une industrie*

La découverte d'une matière première déjà connue crée des opportunités d'investissements, dans la mesure où il faut construire les usines nécessaires à leur extraction. L'installation d'une industrie dans un endroit où il n'y en avait pas avant, provoque toujours un processus d'urbanisation qui, comme nous le savons, crée des vastes possibilités d'investissements.

Des mines en Israël ont été découvertes et le Néguev apparaît riche en certaines ressources minérales. La découverte de champs de phosphates, et d'autres découvertes de ce genre, ont permis la fondation d'entreprises de produits chimiques importantes qui utilisent les matières premières israéliennes. Ces entreprises produisent de l'acide sulfurique, de l'acide chlorhydrique, du phosphate de calcium, etc. ; la production totale s'est élevée à environ 17 millions de livres israéliennes, ce qui a permis à l'Etat d'épargner au moins 8 millions en devises étrangères tout en fournissant du travail, et ce qui est encore plus important, en augmentant la capacité du jeune Etat à subvenir à ses propres besoins.

Une entreprise d'exploitation du cuivre a été montée et commence à produire. La mine de Timna fournit à Israël tout le cuivre dont il a besoin et permet même l'exportation.

Nous avons déjà annoncé dans notre première partie que d'autres matières premières existent dans le Néguev, et figurent en priorité sur la liste des enquêtes futures (magnésium, schiste, bitumineux de grande valeur pour la production de l'énergie électrique, et un matériau réfractaire de haute qualité comme la pierre d'argile). Du minerai de fer a aussi été trouvé. Nous avons déjà parlé de l'exploitation des potasses dans la Mer Morte. Une usine de brome a été construite également près de l'entreprise de la Mer Morte pouvant produire 2.000 tonnes de brome et 1.600 tonnes d'éthylène de bromure, dont 90 % pourront être exportés.

Les industries du Néguev ne semblent pas devoir rester seulement tournées vers l'exportation des minerais et l'élaboration de matières premières : déjà, une industrie de transformation s'est installée à Beercheva où fonctionnent des usines de verrerie et de céramique industrielle, des manufactures de poteries et de matières plastiques.

On remarque dans toutes ces entreprises l'importance de l'action gouvernementale : dans le capital des compagnies exploitantes, la part de l'Etat est essentielle. C'est aussi l'Etat qui oriente les investissements, organise et planifie le développement du Néguev à l'échelle nationale. Israël espère ainsi résoudre les problèmes que pose la mise en valeur du Néguev.

Section II

La raison stratégique du développement régional Le développement d'Eilath

Nous avons constaté qu'une raison économique dirige des capitaux vers le sud du pays. En outre, et l'expérience, surtout pendant la guerre d'indépendance, l'avait prouvé de manière concluante, la sécurité du pays exige que l'on évite de laisser de vastes espaces inhabités, et que la meilleure protection consiste dans une colonisation aussi dense que possible de ces espaces. Par ailleurs, cette présence renforce les droits d'Israël sur le Néguev, droits contestés par certains gouvernements arabes.

A la veille de la proclamation de l'Etat, on y trouve déjà 27 villages juifs transformés en colonies forteresses lors de l'invasion arabe de 1948. Tous, à l'exception d'un seul, tinrent bon contre les colonnes égyptiennes.

Le peuplement se poursuit et chaque année voit de nouveaux centres s'installer de plus en plus vers le sud, encouragés par le gouvernement, surtout le long de la route d'Eilath et des frontières dans le but de protéger la frontière contre les Arabes. Les colonies agricoles du Néguev sont pour la plupart des Kvoutzot et des Kibboutzim. Ce genre de vie correspond à l'esprit pionnier des éléments jeunes ou fraîchement débarqués en Israël, dénués de tout et décidés à tout ; il tient du phalanstère agricole et de la colonie de soldats-agriculteurs chargés de la surveillance des frontières, car ces genres d'entreprises collectives, en Israël, ont été créés et sont maintenus pour bien des raisons politiques, bien que la plupart ne soient pas rentables du point de vue économique.

Le système est ainsi adapté aux conditions difficiles de la mise en valeur du Néguev où l'individu et l'exploitation familiale seraient voués à l'échec. Toutes ces entreprises collectives connaissent des débuts difficiles, mais deviennent partiellement rentables après quelques années de travail et de subventions gouvernementales.

Remarquons toutefois que l'accès à Eilath par mer, rendu possible au lendemain de la campagne du Sinaï, a ouvert de nouvelles perspectives aux relations commerciales d'Israël avec l'Afrique Orientale et l'Asie du sud-est. Eilath se trouve à 250 kilomètres, au sud de Beercheva. M. D. Ben-Gourion, le Premier Ministre israélien a dit : « Israël est le seul Etat en Méditerranée ayant accès à la fois à l'océan Atlantique et à l'océan Indien, sans dépendre du canal de Suez (qui est fermé devant les bateaux israéliens). Eilath est à la fois un centre économique et stratégique et les investissements massifs dans le port d'Eilath nous montrent le double but du développement de cette ville qui se trouve sur la Mer Rouge.

La ville elle-même s'est transformée : 10.000 israéliens, pour la plupart nouveaux dans le pays, ont décidé de vivre à Eilath. Le gouvernement a planifié le développement futur de la ville qui est prévu pour 20.000 habitants au premier stade, et susceptible de s'élever à 50.000.

Pour les ouvriers, les compagnies accordent des avantages substantiels : un salaire relativement élevé, fixé en accord avec la Histadrout, une nourriture à bon marché, des congés supplémentaires et des loisirs organisés. Le gouvernement a construit 1.300 logements résidentiels (jusqu'à l'année 1958), et essayé de les rendre aussi bon marché et aussi confortables que possible. Eilath a une école de douze classes, un grand jardin d'enfants, un hôpital, un centre commercial et un hôtel de luxe sur la mer. C'est déjà un lieu d'excursion et une station touristique.

Le gouvernement a planifié la création d'un groupe d'industries chimiques basées sur la potasse, le sel et les phosphates.

Mais Eilath est avant tout un port stratégique, un nouveau lien avec l'extérieur. Cette raison montre l'importance de la ville aux yeux du gouvernement israélien. Comme M. D. Ben-Gourion (6) le constate : « C'est dans le sud et dans le Néguev que se trouve le berceau de notre peuple ; ce sont les secteurs les plus exposés du pays, c'est aussi la région qui nous donne le plus d'espoir pour l'avenir ».

Lorsque l'on décide pour des raisons politiques de développer la population et l'activité économique, d'implanter des usines, des bâtiments, des logements, des travaux publics à Eilath, on fait entrer en ligne de compte des impératifs non économiques.

Pour conclure, l'aménagement du territoire suppose des choix économiques et démographiques, ainsi que stratégiques et exige des moyens financiers considérables comme le constate M. F. Perroux (7) : « Plus généralement dans les centres à créer sous le climat saharien, il est indispensable d'user d'un équipement comportant un degré de mécanisation élevé et une dépense considérable de capital, en langage un peu plus technique, un fort coefficient de capital » peut être facilité par l'existence d'organismes d'études, par une structure décentralisée du réseau et par l'aide de l'Etat accordée pour la réalisation de l'infrastructure économique des régions ou pour le développement des entreprises.

Par l'intermédiaire du budget général du développement en Israël, le gouvernement israélien est toujours intervenu dans le développement des économies régionales (transports, équipement social, etc.).

Il participe directement à la création de l'infrastructure nécessaire à la décentralisation des entreprises par l'intermédiaire du Fonds National d'aménagement du territoire (zones de développement).

Le Néguev, grâce à l'effort du gouvernement dans l'orientation des investissements, et grâce aux pionniers israéliens, apparaît comme un terrain d'expérience et comme une entreprise pilote. Certes, tous les problèmes ne sont pas encore résolus, mais on est frappé d'étonnement par la rapidité des progrès accomplis depuis 1948.

M. Ben-Gourion (8) ajoute à ce propos : « L'existence de l'Etat d'Israël aussi bien du point de vue économique que du point de vue militaire, dépend d'un impératif : celui d'aller vers le sud, de faire couler les eaux et les pluies du pays vers le sud, de diriger la jeunesse pionnière et les colons de l'immigration nouvelle vers le sud, d'orienter les budgets d'équipement surtout vers le sud, d'exploiter

(6) D. BEN-GOURION, *op. cit.*, p. 172.

(7) F. PERROUX, *Pôles de développement ou Nation ?*, t. II, p. 286.

(8) D. BEN-GOURION, *op. cit.*, p. 172.

diverses constitutions scientifiques attachées à l'étude du pays, de sa structure géologique, de sa flore, de son climat et des ressources souterraines vers le sud et de concentrer la pensée des savants et des chercheurs israéliens sur l'étude des forces visibles et invisibles grâce auxquelles il nous sera donné de féconder et de faire fructifier les terres du sud et du Néguev ».

Sans le repeuplement du Néguev, la sécurité du pays restera un vain mot, et nous n'obtiendrons pas l'indépendance économique. Or, ce repeuplement ne peut avoir lieu sans transformation des conditions naturelles. Mais, un tel objectif, n'est pas hors de la portée de la science actuelle, ni de l'initiative dynamique de nos jeunes. La science et le dynamisme nous permettront d'accomplir ce miracle ».

Tels sont, brièvement évoqués, les aspects et les possibilités du Néguev. Certes, les calculs de pure rentabilité économique n'ont pas été pour les autorités le seul mobile des investissements effectués dans la région. Encore faut-il considérer ces derniers comme des investissements de lancement destinés à transformer l'environnement aussi bien matériel que mental, et à promouvoir un développement complexe de la région.

CHAPITRE III

LE CHOIX TECHNIQUE DES INVESTISSEMENTS

Qu'arrivera-t-il si une innovation technique apparaît ? Il se peut qu'elle introduise seulement une nouvelle méthode de production, sans modifier les rapports entre les productivités marginales des divers facteurs. Elle augmentera alors les productivités de tous les facteurs dans les mêmes proportions. On dira ici que l'innovation est « neutre » (*neutral*).

Cependant, les innovations techniques modifient le plus souvent les rapports entre les productivités marginales de différents facteurs de production. Si, étant donné les mêmes quantités de facteurs, une innovation augmente la productivité marginale du capital, dans une proportion plus grande que l'augmentation de celle du travail, on dira qu'elle est « *capital-using* » (ou « *labour-saving* ») (1).

Mais que signifient plus précisément ces termes « *saving* » et « *using* » ? Ils impliquent, notons-le bien, une notion de substitution à la marge entre les différents facteurs, c'est ainsi que lorsque l'innovation augmentant la productivité du capital par rapport à celle du travail, *les entrepreneurs auront tendance à substituer des machines aux ouvriers, dans les limites permises par les conditions techniques et physiques de la production* (2). Si c'est la productivité du travail qui s'accroît relativement à celle du capital, on substituera, dans ces mêmes limites, du travail au capital. Dans le cas d'une innovation neutre, la substitution sera nulle.

On voit ainsi que le caractère d'une innovation dépend de son effet sur la fonction de production, elle sera « *capital-using* » ou « *labour-saving* » si elle modifie la marge de substitution en faveur du capital.

(1) M. HICKS, *The theory of wages*, New-York, 1948, p. 121-122.

(2) Les limites dans lesquelles l'un des facteurs peut être substitué à un autre est appelé par Hicks « l'élasticité de substitution ».

D'après les expressions de M. Hawtrey dans le premier cas, elle se traduira par un « *deeping of investment* » puisque pour chaque unité de produit, il faut plus de capital qu'auparavant. Dans le second cas, son effet sera un « *thinning of investment* », car le capital nécessaire à la production de chaque unité sera moindre qu'avant l'innovation.

Lorsque l'entrepreneur envisage une combinaison productive nouvelle, certaines données lui sont connues, alors que d'autres ne peuvent que faire l'objet d'anticipations. De sa décision prévisionnelle résulte l'emploi d'un certain volume de capital en combinaison avec les autres facteurs. M. Barrère (3) montre à ce sujet la manière dont se réalise la combinaison productive en deux étapes : l'une technique, l'autre économique « ... l'entrepreneur a le choix entre plusieurs solutions techniquement plus avantageuses les unes que les autres, mais entre lesquelles des raisons d'ordre économique peuvent le faire hésiter.

Les coefficients techniques de Léontieff montrent que le principe de substitution à la marge ne joue pas ici le rôle qui lui revient dans la théorie statique. En effet, chaque type d'outillage et d'organisation de la production appelle des quantités de capital et de travail déterminées l'une et l'autre... Capital et travail apparaissent ainsi plus complémentaires que substituables, dès lors que le progrès technique est intégré dans la combinaison nouvelle. Il en résulte que le choix de l'entrepreneur s'opère entre des combinaisons productives, au sein desquelles capital et travail se trouvent impliqués en vertu de causes sur lesquelles il n'est qu'une possibilité d'action assez restreinte.

Mais ce choix sera un choix d'ordre économique : il optera pour la combinaison qui lui paraîtra économiquement la plus avantageuse en vertu de raisons dont les principales sont : le coût de production du nouveau procédé, la quantité de travail destinée à le mettre en œuvre et son coût en salaires ; le volume de production désiré ; l'avantage poursuivi sous une forme monétaire et déterminée (rendement de l'unité de capital ou profits). Lorsque ce choix sera fait, la combinaison productive désignée déterminera directement la production dans laquelle capital et travail sont employés, et, indirectement la relation entre le capital et le produit de l'entreprise, donc l'intensité du capital ».

Nous envisagerons successivement : investissements centrés sur le capital et investissements centrés sur la main-d'œuvre, et ensuite la concentration des investissements.

(3) M. A. BARRÈRE, « L'analyse des relations entre le capital et la production » *Economie politique*, 1955, p. 402.

Section I

Investissements centrés sur le capital et investissements centrés sur la main-d'œuvre

D'après une théorie très répandue, et pourtant fort contestée, le principe qui doit guider le choix des investissements selon leur intensité capitalistique, doit s'appuyer sur la comparaison de la main-d'œuvre inemployée et des disponibilités en capital. La disponibilité en capitaux et en main-d'œuvre est un facteur déterminant du choix entre ces deux facteurs de la production.

On choisit l'investissement à faible intensité de capital, pour réduire le chômage apparent ou déguisé, qui est une des caractéristiques des pays sous-développés. Aussi, faudra-t-il préférer l'investissement dans l'agriculture ou l'industrie qui absorbe relativement une grande quantité de main-d'œuvre à l'investissement dans l'industrie lourde. Dans ces conditions la phase initiale du développement devrait être marquée par l'équipement de l'agriculture, de l'artisanat et de l'industrie légère, et éviter l'industrie lourde, et l'équipement de base.

« Cependant, il n'est pas toujours possible, notamment au stade initial du développement de poursuivre ce but de façon systématique en écartant d'autres considérations telles que la nécessité d'un minimum d'investissements pour développer l'infrastructure, pour créer une capacité de production de matériaux de base » (4).

L'investissement à forte intensité de capital aurait l'avantage dans les pays qui sont caractéristiques comme sous-développés. Dans ces conditions un fort investissement aura lieu dans l'industrie lourde et dans l'équipement de base. Ainsi, une tendance à un niveau de mécanisation et d'automatisation très élevé dans l'industrie et dans l'agriculture se dessinera pour combler le manque de main-d'œuvre (5).

(4) F.A.O. : *Projet de développement méditerranéen*, Rome 1959, p. 72.

(5) Cette théorie dont l'origine est liée à des noms comme N.S. Buchanan et J.J. Polak fut ensuite acceptée par la plupart des auteurs contemporains. Pourtant certains auteurs ont formulé d'expresses réserves à propos de cette théorie et certains autres l'ont ouvertement critiquée en proposant d'autres critères. Ainsi le critère le plus en vogue est devenu l'augmentation du revenu national qu'assure chaque type d'investissement ; Kahn a formulé ce critère sous le nom de « Productivité sociale marginale ».

Le critère correct d'après cet auteur, pour obtenir le maximum de production par des ressources limitées de capital est du point de vue de la Société entière, la productivité marginale qui prend en considération la contribution nette à la production nationale de l'unité marginale d'investissement. Par conséquent le taux d'intensité — capitalistique d'un investissement importe moins que l'effet global net qui en résulte sur le plan de la production nationale. C'est donc essentiellement en fonction de ce critère que doit être déterminée la composition — variable suivant les circonstances

Nous avons donc deux possibilités de choix entre deux facteurs de la production : capital, main-d'œuvre, on emploiera de préférence le plus abondant.

Ainsi, on peut conclure que, dans les pays comme Israël, où le capital est proportionnellement rare et la main-d'œuvre toujours en augmentation, des procédés de production à faible intensité de capital devraient être employés ; il en résulte que certaines industries à forte intensité de capital sont conseillées en Israël.

On parlera successivement de l'équipement technique en Israël et ensuite de l'intensité du capital.

Sous-Section I. — L'équipement technique

Le nouvel Etat a trouvé son équipement technique non seulement suranné, mais complètement usé par l'effort de guerre. Il était aux prises avec un double problème : remplacer cet équipement tout en cherchant les moyens d'augmenter la production, afin de créer de nouveaux emplois pour les immigrants et de couvrir la demande accrue de consommation. La question financière a été réglée par le prêt accordé par la Banque américaine d'export-import en novembre 1949, prêt qui se montait à 135 millions de dollars, sur lesquels 20 millions furent alloués aux machines industrielles, et plus tard, grâce aux grosses avances de fonds venus de Suède, de Suisse, de Belgique et de France, et enfin par les réparations allemandes. Entre 1949 et 1958, on a importé

d'un programme d'investissement. Pourtant, Kahn admet dans la logique intérieure de son critère, qu'il est avantageux de tenir compte du critère d'intensité capitalistique (capital turnover critère) quand : a) le capital est relativement rare, et, b) quand les investissements sont financés par l'aide extérieure (tel est le cas en Israël).

Acceptant le critère de Kahn, H.B. Chenery, a essayé de lui donner une expression mathématique (voir H.B. Chenery, *The application of investment criteria* — *Quarterly journal of economics*, 1953 p. 67, 76-96). Ainsi la « productivité sociale marginale » se mesure par la formule suivante :

$$SMP = \frac{V}{K} - \frac{C}{K} + \frac{Br}{K}$$

K = l'augmentation du capital (investissement)

V = la valeur sociale ajoutée par l'économie interne

C = le coût total des facteurs intérieurs

Br = avantage obtenu dans la balance de paiement.

Ainsi, le produit social marginal se compose de 3 éléments :

$$\frac{V}{K} = \text{valeur ajoutée pour unité d'investissement}$$

$$\frac{C}{K} = \text{coût total pour unité d'investissement}$$

$$\frac{Br}{K} = \text{avantage réalisé sur la balance des paiements par unité d'investissement.}$$

170.000 tonnes de machines industrielles, soit 17.000 tonnes en moyenne par an. La production locale pendant cette période représentait environ 18.000 tonnes, ce qui a fait monter l'investissement en machines et en équipements industriels à 188.000 tonnes, ayant une valeur d'environ 375 millions de dollars.

L'intensité de capital dans l'agriculture, pendant le plan de 6 ans allant de 1947-1948 à 1953-1954 a augmenté, la production de main-d'œuvre qui a doublé de 7 millions à 13,8 millions de jours. Les unités de tracteur se sont élevées de 400 à 1.545, les moissonneuses batteuses se sont élevées de 350 %, soit de 260 à 1.175 unités. L'importation d'outillage de seconde main a été négligeable.

Le tableau n° 57 nous montre le développement de l'importation en équipements industriels. Nous pouvons remarquer qu'en 1954 et 1955 le pourcentage d'importation en équipement industriel reste constant, soit 6,9 %. A partir de 1956 il a commencé à s'élever, sauf en 1957, où il a subi un ralentissement léger. En 1958, il s'élève à 11,8 % et pour le premier semestre de 1959, il était à 11,9 %, soit une augmentation de 72 % entre 1954 et 1958.

TABLEAU N° 57

PRINCIPALES IMPORTATIONS ET VALEUR DES IMPORTATIONS TOTALES
EN MILLIONS DE \$; CHIFFRES DÉTAILLÉS EN % DE LA VALEUR TOTALE

	1954	1955	1956	1957	1958	1958 (1 ^{er} semestre)	1959
Biens de cons. manufacturés ..	17,8	15,3	15,6	11,5	12,4	4,2	10,5
Matières premières	50,1	51,6	47,0	48,7	49,2	48,4	54,2
— Pour l'industrie alimentaire et l'agriculture	14,8	16,8	15,3	15,6	16,6	15,2	19,3
Biens d'équipement	21,6	23,0	28,3	26,7	26,6	26,3	26,2
— Equipement industriel ..	6,9	6,9	9,5	8,0	11,8	11,2	11,9
— Matériel de transport ...	5,8	7,9	8,1	11,1	7,3	7,8	6,1
Combustibles	10,5	9,9	9,0	12,3	9,8	11,0	9,1
Divers	—	0,2	0,2	0,8	2,0	0,1	—
Importations totales (en mil. L. I.)	297,6	333,6	367,0	434,9	429,8	218,8	214,4

Source : Nations Unies, *L'évolution économique au Moyen-Orient*, 1958-1959 (Supplément à l'étude sur l'économie mondiale 1953), p. 116.

Le tableau n° 55 nous illustre les pourcentages des investissements en machines et en équipements par rapport aux investissements totaux (en prix courants). En 1956, la part de ces investissements a subi une forte augmentation, soit 26,5 % pour 18,0 en 1950, l'année suivante on note un fort ralentissement de ces investissements qui sont tombés à 19,3 %, mais en 1958 se sont élevés à 23,7 %.

TABLEAU N° 58

INVESTISSEMENTS ACCORDÉS AUX INDUSTRIES SELON LEURS BUTS - 1957-1961
(en millions de livres israéliennes)

Branches	Invest. total	Terre	Machines et équipem.	Installations	Capital des salariés
1. Métallurgie.....	147,900	36,300	66,300	9,100	36,200
2. Textile.....	137,750	26,550	68,600	10,000	32,600
3. Cuir.....	550	150	150	—	250
4. Chimie.....	74,350	8,700	39,550	8,450	17,650
5. Céramique.....	7,350	1,600	3,350	800	1,600
6. Verre.....	4,800	650	2,100	800	1,250
7. Matériaux de construction	29,100	5,700	15,900	4,200	3,300
8. Bois.....	4,800	1,150	2,400	550	700
9. Papier.....	29,550	5,200	14,650	3,450	6,250
10. Imprimerie.....	950	200	500	100	150
11. Alimentation.....	40,900	5,450	23,950	6,700	4,800
12. Diamants.....	11,100	900	1,300	200	8,650
13. Divers.....	900	250	200	100	300
Artisanats.....	48,000	18,000	18,000	3,000	9,000
TOTAL....	538,000	110,800	256,950	47,500	122,750

Source : *Israel Economic « Forum »*, part two, p. 25.

Un tableau très intéressant (tableau n° 58) nous montre la prévision du Ministère du Commerce et de l'Industrie dans les investissements dans l'industrie israélienne pour 1957-1961. Les investissements en machines et en équipements atteindront 50% des investissements totaux.

Le tableau n° 51 nous montre, dans l'industrie, une augmentation de 25% dans l'investissement en machines, équipements et installations industrielles. La part de ces équipements s'est élevée en 1959 à 77%, pour 75% en 1958. Dans l'agriculture, la part des équipements reste presque constante. On peut donc remarquer l'importance des investissements en machines et équipements dans l'industrie par rapport à l'agriculture.

Il existe en Israël une corrélation entre l'afflux d'immigrants et le choix des investissements en capitaux ou main-d'œuvre. Le tableau n° 59 nous montre qu'en 1950, les investissements en machines et en équipements se sont élevés à 85 millions de livres israéliennes (prix de 1952), soit environ 28% des investissements locaux, globaux, en biens fixes. En 1953 et 1954, un ralentissement de 28% à 29% par rapport à 1950 était subi par les investissements en machines et équipements (en prix de 1952). A partir de 1956 une augmentation est apparue dans les investissements orientés

TABLEAU N° 59

STRUCTURES DE L'INVESTISSEMENT LOCAL GLOBAL EN BIENS D'ÉQUIPEMENT
(SELON LES GENRES DE BIENS)
(millions de livres israéliennes ; index 1950 = 100)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
<i>a) Mill. L.I. de 1952</i>									
Invest. global local en biens d'équipement ..	303,4	336,6	286,9	238,8	270,6	358,8	353,6	427,5	440,2
Habitations et autres travaux	218,2	235,8	202,8	176,4	209,9	279,1	255,1	326,5	330,2
Machines et équipement ..	85,2	100,8	84,1	62,4	60,7	79,7	98,5	101,0	110,0
<i>b) Indice de quantité 1950 = 100</i>									
Invest. global local en biens d'équipement ..	100,0	110,9	94,6	78,7	89,2	118,3	116,5	140,9	145,1
Habitations et autres travaux	100,0	108,1	92,9	80,8	96,2	127,9	116,9	149,6	151,3
Machines et équipement ..	100,0	118,3	98,7	73,2	71,2	93,5	115,6	118,5	129,1

Source : D. PATINKIN, p. 75.

vers les machines et les équipements et au cours de l'année de 1958 ces investissements se sont accrus de 30 % par rapport à 1950 (en prix constants 1952), ils se sont élevés à 110 millions de livres israéliennes (livres israéliennes de 1952) soit 25 % des investissements globaux en biens fixes ; ils ont donc subi un ralentissement de 3 % proportionnellement à l'augmentation des investissements totaux par rapport aux chiffres de 1950.

Sous-Section II. — L'intensité de capital

L'intensité de capital par rapport au produit dans les différentes industries est variable. Il y a des industries où le besoin en capital est relativement faible (industrie du cuir), et d'autres où il est très fort (industrie pétrolière). Israël a investi, dans une première étape, dans les industries à faible intensité de capital et a renoncé à tout investissement exigeant beaucoup de capital, jusqu'en 1956. M. Barrère (6) a écrit à ce propos que : « la phase initiale du développement [est] caractérisée par un coefficient d'intensité de capital ascendant ».

(6) M. A. BARRÈRE, *L'analyse des relations entre le capital et la production*, op. cit., p. 374.

Ainsi, sur un plan global, les investissements doivent être dirigés aussi bien vers les industries exigeant une grande quantité de capital (industrie sidérurgique), que vers celles employant surtout beaucoup de main-d'œuvre (industrie textile). Mais à l'intérieur de chaque branche, il faut s'efforcer de choisir le processus économisant au maximum le capital, qui est le facteur rare en Israël.

Supposons une firme isolée, où il n'existe que deux facteurs de production : le capital (C) et le travail (T). La baisse ou la hausse du prix de l'un de ces facteurs change la proportion dans laquelle ils sont combinés. On admet que l'output de cette firme est fixé de telle sorte qu'il ne puisse être affecté par le changement des prix. Le problème est de produire cet output donné à un coût minimum. Dans ce cas la courbe de production de la firme peut être comparée à une courbe d'indifférence, avec un taux marginal de substitution décroissant entre les facteurs.

Certains économistes mettent en valeur les avantages d'une industrialisation avec une forte intensité de capital. Ici on est plus attaché au problème du développement et du changement de la structure qu'à la combinaison des facteurs résultant d'une situation donnée, et à un moment donné, nous pouvons dire que ces économistes trouvent que la combinaison des facteurs doit être jugée d'après ses effets dans le temps, et en fonction du développement, et non pas d'une façon statique.

Cette méthode a été critiquée aussi par M. Barrère, qui, en étudiant le problème de l'emploi de la main-d'œuvre dans les pays sous-développés, remarque : « celui-ci doit être (pris en considération) conjointement avec l'emploi du capital, en fonction de la production à atteindre, et non pas en fonction de l'utilisation du capital actuellement disponible. Ce n'est pas une politique de l'emploi qui est en cause, mais une politique de développement » (7).

Les investissements à forte intensité de capital permettent un taux d'accroissement de la production plus élevé que celui des industries à faible intensité de capital.

Actuellement, une question se pose pour l'industrie israélienne. Faut-il orienter les investissements vers l'industrie qui a une forte intensité de capital ou faut-il les garder dans celle qui a un niveau faible ?

Nous avons remarqué qu'Israël, jusqu'en 1956, a préféré orienter les investissements vers les secteurs qui permettaient d'embaucher les nouveaux immigrants et de les intégrer dans la vie économique. A partir de cette date, on remarque la tendance à l'augmentation de l'intensité de capital surtout parmi les investissements publics dans des entreprises de bases à cause des facteurs suivants :

(7) M. A. BARRÈRE, *L'analyse des relations entre le capital et la production*, op. cit., p. 374.

1° L'immigration a subi un ralentissement par rapport aux années précédentes où le chômage a diminué dans le pays.

2° Le coût de revient industriel s'est élevé en Israël par rapport à ceux de l'étranger, et pour développer les secteurs industriels pour l'exportation, il faut abaisser le coût de revient par des machines qui remplacent la main-d'œuvre.

M. P. Massé (8) écrit à ce sujet : « On conclut qu'au point de moindre coût, le taux de substitution (à production constante) de la main-d'œuvre à l'équipement $\frac{(d \times 2)}{(d \times 1)}$ est égal au rapport $\frac{P_1}{P_2}$ du prix de l'équipement au prix de la main-d'œuvre ; le taux de substitution considéré est lui-même égal au rapport du produit physique marginal de la main-d'œuvre. On trouve ainsi la forme classique des conditions de moindre coût :

$$\frac{\text{Produit physique marginal de l'équipement}}{\text{Produit physique marginal de la main-d'œuvre}} = \frac{\text{Prix de l'équipement}}{\text{Prix de la main-d'œuvre}}$$

En Israël, il semble qu'il soit difficile de faire des investissements uniquement à faible intensité capitaliste. Des équipements essentiels à la vie du pays, tels les ports, les voies ferrées, les aciéries et les entreprises de bases, doivent être construites. Kahn (9) déclare que c'est une erreur dirigée en règle générale « que les nations engagées dans la construction ou le développement doivent être économes de l'emploi du capital rare en mettant l'accent sur des investissements exigeant peu de capital ».

Chaque entreprise fait une combinaison des travaux et équipements avant de les engager dans son activité productive. Les proportions de ces deux facteurs sont théoriquement décidées en référence de leur productivité marginale respective et de leurs coûts.

Le système fiscal peut ne pas prendre une attitude neutre envers ces deux facteurs. En taxant l'emploi de la main-d'œuvre, il peut rendre avantageux une plus grande quantité d'investissement, ou inversement, en ajoutant un coût fiscal sur les biens d'équipement, il peut pousser les entreprises à employer davantage de main-d'œuvre et moins d'équipement.

La loi israélienne a respectivement supprimé la taxe à l'importation des machines et équipements nécessaires à l'industrie,

(8) P. FONTANEAU, *op. cit.*, p. 165.

(9) M. MASSÉ, *op. cit.*, p. 84.

pour encourager les entreprises à investir en machines et abaisser le coût de revient, ce qui permettra d'augmenter l'exportation vers l'étranger.

L'équipement en Israël a été rénové dans une importante mesure au cours des dernières années. On peut dire qu'actuellement l'industrie est en général bien outillée grâce à cette orientation donnée par le gouvernement.

Les entreprises de création récente sont relativement très nombreuses, et le montant des sommes dépensées pour l'achat d'équipements modernes est relativement plus élevé. L'une des raisons en étant sans doute que de hauts salaires incitent à remplacer l'homme par la machine chaque fois qu'il est possible — comme nous l'avons dit plus haut.

Néanmoins, on trouve dans certaines industries — notamment dans les cuirs, les imprimeries et dans les filatures — un outillage primaire.

Le gouvernement encourage actuellement les fusions dans l'une des industries, celle de la filature, afin de permettre l'emploi d'un outillage à plus haut rendement et d'en faciliter l'achat.

L'investissement dans les industries à forte intensité de capital, celles des branches-clés (industries des biens de production), aura une action déterminante sur le rythme du processus de croissance.

L'effet multiplicateur de ces investissements jouera et provoquera un accroissement du revenu.

Cet argument est aussi celui des économistes soviétiques qui considèrent comme une loi fondamentale du socialisme la priorité du développement de l'industrie lourde (industrie à forte intensité de capital). Ils trouvent que le développement de l'industrie lourde permet une expansion ultérieure, et à un rythme rapide, des autres industries.

Cette idée a été récemment réaffirmée à l'occasion des discussions entre économistes soviétiques, pour savoir si la priorité à l'industrie lourde respectée depuis le premier plan quinquennal, devait toujours rester valable.

Dans l'optique classique, c'est le taux de l'intérêt qui indique la décision la plus rationnelle à prendre. Ainsi, plus le taux d'intérêt est élevé, plus seront nombreux les projets d'investissement à forte intensité en capital qu'il faudra rayer de la liste des possibilités, à cause de leur rendement médiocre, et réciproquement (10). Mais, dans une économie capitaliste, l'incertitude peut être plus impor-

(10) Le professeur Irving Fisher explique (*Theory of Interest*, 1930. p. 159 à 158) que l'extension de l'investissement dans une direction quelconque dépend de la relation existant entre le taux de l'intérêt et le taux de rendement par rapport au coût. Pour provoquer un investissement nouveau « le taux de rendement par rapport au coût doit être supérieur au taux de l'intérêt ».

tante dans le choix d'investissements alternatifs que le taux de l'intérêt.

Pour cette raison, nous pouvons remarquer en Israël que l'intensité de capital est plus forte dans les secteurs publics et ouvriers que le secteur privé, considéré comme secteur capitaliste.

Et pour conclure, compte tenu de la structure démographique et de l'existence de ressources naturelles, deux points essentiels ressortent des positions théoriques opposées que nous avons précédemment citées :

1° Il est absurde de recourir à des machines compliquées et coûteuses quand le même travail peut être effectué avec efficacité par la main-d'œuvre, bon marché et abondante. Autrement, il y aurait un grand chômage inutile et même nuisible aussi bien du point de vue économique que du point de vue social.

2° En contrepartie, il faut admettre que le but de l'industrialisation est avant tout le développement économique du pays, et non seulement la réduction du chômage ; si ce développement exige l'investissement dans les industries à forte intensité de capital, ce choix ne doit pas faire de doute.

De façon plus générale, on peut se demander quelles sont les connaissances techniques les plus propres à une absorption facile en Israël :

1° Les techniques qui économisent les matières premières ou les autres ressources rares doivent être jugées plus favorablement que celles qui économisent de la main-d'œuvre.

2° Les techniques qui élargissent « l'horizon de production », permettent à ce pays d'augmenter leurs disponibilités en facteurs de production tels que ressources minérales, terre, électricité sont en général les bienvenues dans ce pays parce qu'ils aident à accroître l'emploi en même temps que le revenu réel.

Naturellement, sur le plan de la politique à mettre en œuvre dans une politique de développement général, le choix à effectuer entre les méthodes à forte intensité de capital, et les techniques à forte intensité de main-d'œuvre, sera étroitement déterminé par l'importance relative accordée aux différents critères proposés, de même, des possibilités de compromis entre ceux-ci découleront des autres mesures prises pour créer de nouveaux emplois, de l'existence et des disponibilités en capitaux, de la possibilité d'en accroître le volume, ainsi que du type d'industrie que l'on cherche à développer. Dans certains cas, en effet, la supériorité technique des méthodes modernes de production en grande série peut être assez grande pour donner à ces méthodes un avantage décisif sur toutes les autres.

Certains arguments semblent en effet pouvoir être avancés en faveur de l'adoption de techniques modernes, utilisant relativement beaucoup de capital, ils paraissent aussi battre en brèche le principe général proposé de substitution du capital par la main-d'œuvre : bien entendu, le problème ne se pose que là où il y a possibilité de choix.

Quand les coefficients techniques de production sont fixés, il n'est plus question de choisir telle ou telle méthode ; ce choix sera fait implicitement quand on décidera de produire, ou de ne pas produire, tel bien jugé ou non indispensable au développement économique.

Section II

Concentration des investissements

Nous développerons successivement le choix entre les grandes et les petites entreprises et ensuite la concentration des investissements.

Sous-Section I. — Grande entreprise ou petite entreprise

La dimension des établissements se mesure au nombre de travailleurs par établissement, le degré de mécanisation à la force disponible par travailleur et l'intensité de l'utilisation du capital au capital existant par ouvrier.

En Israël, il semble que le nombre des travailleurs par établissement est nettement trop bas. Le nombre de travailleurs par établissement dans la classe « construction de machines » était à peu près de 20 à 45 personnes en 1958. La dimension des établissements dans des industries déterminées est difficile à trouver, parce que les statistiques ne sont pas assez détaillées.

Dans certaines branches, telles que le raffinage du sucre, le raffinage du pétrole et la fabrication du papier, d'engrais et de ciment, le nombre moyen d'ouvriers par établissement est élevé et le même que dans les pays plus industrialisés. Il s'agit généralement d'industries où, pour des raisons d'ordre technique, les établissements doivent avoir une certaine importance ou même parfois être de très grandes dimensions. De plus, il s'agit surtout d'industries fondées récemment et consistant en un petit nombre d'établissements, parfois même en une seule usine.

Dans d'autres branches, composées surtout d'industries plus anciennes, notamment la fabrication d'articles d'habillement et de chaussures, ainsi que le tannage du cuir, l'artisanat joue un rôle beaucoup plus important que dans les pays industriels et les industries proprement dites consistent en établissements plus petits. Cette constatation s'applique même à l'industrie textile, en particulier au tissage du coton.

C'est une grave erreur de faire de cette priorité un principe général ou un système. La priorité entre la grande et la petite entreprise dépend de plusieurs critères; remarquons qu'il existe un artisanat qui est parfois préférable à de grandes entreprises, comme la confection, par contre il existe de grandes entreprises, qui sont très importantes dans l'économie industrielle du pays comme les industries clés.

Nous préférons donc ne pas fixer une politique de choix entre la grande et la petite entreprise, parce qu'actuellement le gouvernement soutient les deux genres par ses politiques de crédits, etc.

Il semble qu'en Israël la petite industrie manufacturière continue à jouer un rôle important dans les secteurs manufacturiers. Ces entreprises, pour la majorité, sont exploitées par leurs propriétaires et les membres de leur famille, qui ne reçoivent pas de salaires, et comptent un petit nombre d'ouvriers. On ignore l'importance relative de ces catégories, en raison du manque de renseignements sur la quantité de force motrice utilisée et d'autres éléments importants. Il apparaît que la main-d'œuvre, dans ces entreprises a augmenté en valeur absolue, tout en diminuant en pourcentage du total. Cette diminution est intervenue de diverses manières. En Israël, elle n'est que la conséquence de la diminution du pourcentage des très petites entreprises (11).

Les petites entreprises se trouvent concentrés dans les sept principaux secteurs suivants : produits alimentaires, vêtements, produits du bois, ameublement, articles métal, machines, appareils électriques. Le manque de capitaux favorise les petites entreprises par rapport aux grandes. De plus l'existence de petites entreprises se trouve bénéficier de facteurs sociologiques et d'attitudes psychologiques. Il existe une préférence marquée pour le travail indépendant.

Le tableau n° 60 illustre la division des crédits par le budget du développement selon la grandeur des entreprises. Le tableau n° 61 montre le nombre d'entreprises qui ont reçu des crédits du budget du développement, selon la grandeur des entreprises.

On peut ajouter que le système des prix en fonction du prix de revient et d'une marge de profit, ont permis aux petites industries de suivre longtemps, alors qu'elles auraient disparu dans les conditions normales.

(11) O.N.U., *L'évolution économique au Moyen-Orient*, 1958.

TABLEAU N° 60

LES CRÉDITS ACCORDÉS POUR DÉVELOPPER L'INDUSTRIE ET L'ARTISANAT (en L.I.) SELON LEUR IMPORTANCE
du 1^{er} avril 1955 au 31 décembre 1958

Branches	Artisans	à 50.000 49.999	50.000 99.999	100.000 199.999	200.000 299.999	300.000 499.999	500.000 999.999	1.000.000 et plus	Total
Artisanat	3.344.950	—	—	—	—	—	—	—	3.344.950
Métallurgie	—	3.092.840	3.220.530	3.138.940	2.803.101	3.340.200	4.106.330	16.112.680	35.814.621
Tissage et cuir	—	676.530	1.864.710	2.690.700	2.265.300	3.298.500	4.972.010	24.415.048	40.092.798
Chimie	—	541.100	697.500	868.000	987.000	1.464.250	1.250.000	2.029.500	7.839.350
Caoutchouc	—	260.550	141.000	110.000	200.000	456.000	1.365.000	1.320.000	3.852.550
Plastique	—	133.000	60.000	285.000	—	404.000	—	—	882.000
Verre	—	11.000	114.000	150.000	—	—	1.689.600	—	1.964.600
Céramique	—	97.100	195.000	371.500	260.000	—	1.429.000	—	2.352.600
Bois	—	140.530	70.000	295.000	—	1.138.751	2.045.000	1.625.000	5.314.281
Papier et imprimerie	—	440.035	340.000	—	261.000	365.000	—	3.496.935	4.902.970
Alimentation	—	1.991.680	2.684.120	4.838.510	2.372.740	4.284.840	5.894.717	3.829.000	25.895.607
Produits de construction ..	—	340.600	413.000	1.239.753	—	1.494.390	—	3.223.000	6.710.743
Divers	—	927.950	1.129.000	1.049.500	450.000	—	—	1.681.843	5.238.293
TOTAL	3.344.950	8.652.915	10.928.860	15.036.903	9.599.141	16.157.931	22.751.657	57.733.006	144.205.363

Source : *Israel's Industrial Future*, Outlook, 1960-1965, p. 32.

TABLEAU N° 61

NOMBRE DES INVESTISSEMENTS QUI BÉNÉFICIENT DES CRÉDITS
DE BUDGET DU DÉVELOPPEMENT - 1955-1956 - 1958-1959
(selon la grandeur du crédit)

La grandeur du crédit	Artisanat	Métallurgie	Tissage et Cuir	Chimie	Caoutchouc	Plastique	Verre	Céramique	Bois	Papier	Alimentation	Produits de construction	Divers	TOTAL
Artisansats.....	781	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	781
à 49.999..	—	170	32	27	8	5	1	6	8	19	206	15	36	533
50.000 à 99.999..	—	47	27	10	2	1	2	3	1	5	41	6	18	163
100.000 - 199.999..	—	23	20	7	1	2	1	2	2	—	35	9	10	112
200.000 - 299.999..	—	12	9	4	1	—	—	1	—	1	10	—	2	40
300.000 - 499.999..	—	9	8	4	1	1	—	—	3	1	11	4	—	42
500.000 - 999.999..	—	6	7	2	2	—	2	2	3	—	9	—	—	33
1.000.000 et plus..	—	4	10	2	1	—	—	—	1	2	2	2	1	25
TOTAL....	781	271	113	56	16	9	6	14	18	28	314	36	67	1.729

Source : *Israel's Industrial Future, Outlook, 1960-1965*, p. 33.

Cependant, au cours des dernières années, la concurrence est devenue plus vive et l'avenir n'apparaît pas aussi favorable pour les petits établissements.

Sous-Section II. — Monopole, concurrence et cartel en face des investissements israéliens

Dans un pays dynamique toujours en « développement économique », les situations monopolistiques, loin de limiter les investissements, permettent la réalisation de grandes entreprises qui n'auraient pas lieu dans un régime de concurrence parfaite. C'est le cas de plusieurs entreprises, en Israël, qui appartiennent au secteur public et surtout au secteur ouvrier comme nous l'avons déjà dit à propos de « la Cité d'Acier » près de Haïfa. D'ailleurs, dans une organisation monopolistique, où l'entrepreneur privé, du fait qu'il est, individuellement ou en accord avec quelques autres entreprises, maître de son industrie et de son marché, peut éviter toute perte en ajournant l'application de la nouvelle technique jusqu'au moment où il aura amorti toute la valeur de son ancien capital. En agissant de la sorte, il finance la construction des nouvelles machines par

ses fonds d'amortissement, sans résorber l'épargne pouvant se trouver sur le marché du capital : donc ces investissements étant « investissement de remplacement », leur but est tout à fait différent de celui des entreprises publiques ou ouvrières en Israël qui cherchent surtout l'intérêt général.

On remarquera que dans la concurrence parfaite, l'investissement net aura lieu parce que plusieurs entrepreneurs sont obligés de subir une perte, c'est-à-dire d'abandonner les machines anciennes avant l'amortissement total de leur valeur. On rencontre ce cas-là surtout dans l'industrie textile en Israël, qui appartient au secteur privé. Il y avait une concurrence considérable parmi les entreprises de cette industrie et cela a provoqué des investissements nets pour améliorer le niveau de la production et l'abaissement du coût de revient, donc, l'installation des machines les plus modernes dans cette industrie. La situation concurrentielle et la modernisation considérable du niveau technique se sont terminées par une crise de faillite à cause de l'abaissement du prix. En 1958, le gouvernement a réussi à organiser ces entreprises dans un cartel devant le marché extérieur.

M. R. Barré (12) a écrit : « le cartel est un groupement d'entreprises qui passe entre elles un accord limité et temporaire tout en conservant leur individualité et leur indépendance économique, technique et financière ».

Si le cartel est considéré en tant que but pour limiter la production et l'offre, qui augmentent le prix, car c'est un instrument qui joue son rôle contre l'intérêt des consommateurs, il est donc négatif, et dans ce cas-là, il faut bien lutter contre ce genre de cartel.

D'autre part, un autre but du cartel est d'améliorer la qualité et la quantité de produits, et d'élever l'efficacité de la production pour créer un seul bloc pouvant se maintenir devant la concurrence internationale. Ce système se trouve en Israël dans l'industrie textile — comme nous l'avons déjà annoncé — qui offre ses produits régulièrement — sans augmentation de prix — au marché local, et qui exporte les produits de toutes les entreprises par l'intermédiaire d'un seul bureau qui organise ces entreprises et concentre tous les investissements orientés vers un abaissement du coût de revient et vers une amélioration de la situation technique similaire dans toutes les entreprises, dans le but d'exportation.

Nous constatons que le cartel en Israël est avantageux pour l'économie globale. En effet, ce système a sauvé l'industrie textile parvenue à une situation stagnationniste à cause de son niveau assez élevé, provoqué par la concurrence parfaite entre les entreprises jusqu'à l'année 1958.

(12) M. R. BARRE, *Economie politique*, Thémis, p. 368.

M. Dean (13) écrit à ce propos : « Quand le progrès ralentit sa marche, l'entreprise concurrentielle éprouve une sclérose et l'économie dégénère vers les cartels ».

On peut dire, d'une part, qu'il existe une corrélation entre la concurrence et l'innovation ou le progrès technique, d'autre part, quand la situation redevient stationnaire — sans progrès technique — il y a une tendance vers les cartels.

Les conditions en Israël sont tout à fait différentes des autres pays — comme les Etats-Unis par exemple. Le marché israélien est très petit, parfois il est même logique qu'il n'existe qu'une seule entreprise ou deux. Le cartel n'est pas négatif parmi les entreprises d'exportation, mais il est avantageux et parfois même il doit forcément être créé. Il faut ajouter l'intervention de l'Etat dans ce domaine, afin qu'il soit avantageux pour l'économie globale.

(13) M. J. DEAN, *op. cit.*, p. 12.

TROISIÈME PARTIE

**Planification
du choix des investissements
et ses répercussions
sur l'avenir d'Israël**

En Israël la réalisation des nationalisations dans certains secteurs avait déjà, dans une certaine mesure, préparé le terrain à une politique de planification nécessaire pour mener à bien la reconstruction du pays.

La politique des investissements conçue en Israël après l'indépendance dans le cadre de la planification, pour réaliser la reconstruction, et au-delà, une croissance économique, harmonise les caractères et objectifs suivants (1) :

C'est d'abord une politique *quantitative*, inspirée, surtout au début de l'enseignement de Keynes. Elle essaie d'atteindre ses objectifs en ajustant les flux des « quantités globales stratégiques » conformément à ses plans. La politique des investissements dans la planification israélienne, est également *qualitative*, et change par conséquent certains aspects qualitatifs de la structure économique à ses plans.

L'orientation des investissements, dans le cadre de l'économie planifiée en Israël se présente essentiellement sous trois aspects : un aspect réel et humain, un aspect financier et un aspect politique.

M. Bettelheim (2) a écrit sur les deux premiers aspects : « Il est nécessaire de distinguer entre les deux aspects mais il est nécessaire aussi d'établir un lien entre eux, lien qui s'établit au niveau de la production et de la répartition du revenu national : nous aurons à indiquer comment se déterminent les usages possibles du fonds des investissements, de la masse des investissements, de ce qu'on peut appeler le fond d'accumulation, c'est-à-dire comment s'opèrent les choix entre les différentes sortes d'investissements qui s'offrent à tous moments ».

« L'aspect réel et humain du problème : — Les investissements, avons-nous dit, représentent les adjonctions à l'équipement national, pour autant qu'il s'agit d'adjonctions à l'équipement productif, c'est-à-dire qu'il s'agit d'accroître des moyens de production dont

(1) M. Y. K. BULUTOGLU, *Quelques aspects théoriques et pratiques de la politique des investissements industriels*, Thèse, Paris 1957.

(2) M. BETTELHEIM, *Problèmes de planification*, p. 6 et s.

l'économie dispose, le problème consiste à produire ces moyens de production et, par conséquent à orienter vers cette production les moyens et les forces de travail dont l'économie peut disposer. En d'autres termes, le problème des investissements, sous son aspect humain et social, représente une des faces du problème de *la division sociale du travail*. Il s'agit ici de la division sociale du travail qui s'opère entre les deux branches fondamentales de l'économie... Le problème des investissements, sous son aspect réel et non pas monétaire et financier, sous son aspect matériel, et aussi humain, consiste à réaliser une certaine division du travail au sein d'une société donnée ». M. Bettelheim ajoute encore, sur l'aspect monétaire et financier, qu'il ne suffit pas de considérer l'aspect division du travail de notre problème, mais que l'on doit aussi considérer l'aspect financier global de la question.

De ce point de vue, nous nous sommes souvent référé à la période du premier plan de développement (1954-1960) ; un plan de développement s'étendant sur une période de sept ans, a été soumis à la conférence de Jérusalem en octobre 1953. C'est un programme d'ensemble qui prévoit le développement de l'agriculture, de l'irrigation, de la production d'énergie électrique, des mines et carrières, des transports, des communications et du logement. On peut dire que tous ces problèmes, avec les autres, ont pour objet essentiel de combler le déficit de la balance des paiements, de lutter contre l'inflation et d'intégrer les immigrants dans l'économie israélienne. Les plans contribueront, directement ou indirectement, à atteindre ces fins, directement en procurant des devises par l'exportation ou en économisant des devises actuellement dépensées pour l'importation, indirectement, en créant les conditions que requiert le développement des grands secteurs productifs de l'économie.

En Israël, on a mis beaucoup d'espoir dans la planification pour se diriger vers la démocratie économique et sociale dont la réalisation est un des buts de la constitution de 1948. La poursuite de la croissance économique permet d'atténuer les diverses formes de contrainte dans la réalisation des plans, et de reconcilier plus facilement les exigences de croissance économique avec celles de liberté économique et politique, comme l'a souligné M. Maurice Byé, le but de la croissance économique doit être avant tout la libération de la personne humaine.

Dans les dix années à venir, l'objectif essentiel est de combler le déficit de la balance des paiements. On prévoit que la production destinée à l'exportation ainsi qu'à remplacer les produits importés prendra un grand essor, et l'on estime que, en fin de période, le déficit de la balance des paiements sera réduit à 55 millions de dollars. On prévoit encore une stabilité des prix, et l'absorption d'un million supplémentaire d'immigrants.

La réalisation de ces objectifs peut se faire par de multiples moyens, mais les investissements y tiennent une place prépondérante, M. Bettelheim (3) a écrit : « Quant au but des investissements dans une économie planifiée, ce but n'est pas la réalisation d'un profit, c'est directement l'accroissement de pouvoir de l'homme sur la nature, l'accroissement de la productivité du travail et, en définitive, l'accroissement du bien-être permettant de produire davantage avec des efforts moins grands ».

Donc, nous allons montrer la planification et ses effets sur la croissance de l'économie israélienne et sur l'avenir d'Israël. Nous le ferons en trois étapes : d'abord, nous montrerons les conséquences sociales, les résultats de la politique anti-inflationniste et l'évolution de la balance des paiements.

Avant d'aborder l'objet même de cette troisième partie, nous devons bien noter que la planification de l'économie israélienne dont nous allons parler, ne se fait pas à l'échelon global comme c'est le cas en France, par le Commissariat au plan ou en U.R.S.S., par le « gosplan » mais à l'échelon sectorial, au niveau des Ministères, qui prévoient chacun dans le cadre de sa compétence le développement futur de l'Economie Nationale.

(3) M. BETTELHEIM, *op. cit.*, p. 6.

CHAPITRE PREMIER

CONSÉQUENCES SOCIALES

L'économie contemporaine est caractérisée, dans une large mesure, par l'accroissement continu des interventions de la puissance publique, ces interventions n'étant pas isolées les unes des autres ; elles sont généralement coordonnées par des politiques économiques, la plupart de celles-ci se proposant d'augmenter le niveau de vie de la population, objectif qui doit être atteint, à court terme, par la redistribution des revenus entre les diverses catégories sociales et, à long terme, par le développement de la production, ce qui implique la réalisation d'investissements importants. Pour le gouvernement israélien, une politique d'investissements consiste à favoriser le financement des investissements considérés comme prioritaires, l'ordre de priorité étant défini par la politique économique en vigueur. L'action de l'Etat israélien sur les investissements est indirecte lorsque par cette série de mesures techniques, il contrôle ou facilite l'action des particuliers ou des entreprises politiques. Elle est directe lorsque, par lui-même ou par l'intermédiaire d'un organisme prêteur, l'Etat finance des investissements au moyen de ressources publiques.

La politique des investissements a été conçue en Israël au cours des dernières années dans le cadre de la planification sociale, pour lutter contre le chômage et réaliser le plein emploi, et aussi pour atteindre un niveau de vie plus élevé et un revenu moyen par tête s'approchant du niveau des pays assez développés. La réalisation des investissements à but social est un moyen aussi valable pour intégrer les immigrants dans l'économie israélienne. Car, chaque nouvel immigrant signifie un abaissement du niveau de vie de la population autochtone, et ce sacrifice accepté avec ferveur risquerait, n'importe où, de créer un sentiment de lassitude, sinon de révolte, s'il devait se perpétuer à l'infini. La politique de la porte ouverte à

chaque juif du monde entier, a, on s'en doute, des répercussions directes sur l'économie du pays. En fait, cette économie est une des plus étranges qui soit, si l'on veut procéder à son analyse selon des termes et des méthodes classiques.

Pour démontrer les répercussions des investissements sociaux, on parlera successivement de l'amélioration du niveau de vie et ensuite de l'intégration des immigrants dans la vie israélienne.

Section I

Amélioration du niveau de vie

La plus grande partie des ressources provenant de l'accroissement de la production nationale semble avoir été utilisée pour la consommation, et non pas pour des investissements. Les chiffres du rapport de M. Patinkin sont éloquentes à cet égard. Estimé sur la base des prix de 1956, le total brut des investissements s'est élevé à 310 millions de livres israéliennes en 1950, puis, après avoir diminué pendant quelques années, a atteint 340 millions en 1955 et 475 millions en 1958. Si l'on tient compte de la dépréciation, nous constatons que l'accroissement des investissements est moins élevé encore puisqu'il a passé de 224 millions en 1950 à 321 en 1958. La consommation privée, pendant la même période a passé de 631 millions à 1.454 millions et les dépenses du gouvernement, de 179 millions à 347 millions. La consommation a donc augmenté bien plus que deux fois plus vite que les investissements.

Mais le niveau de vie de l'israélien moyen a-t-il augmenté dans ces proportions ? Ou bien, est-ce que l'accroissement de la consommation a été compensée par l'afflux des immigrants ? Le rapport de M. Patinkin (1) est catégorique sur ce point : On constate une nette élévation du niveau de vie. Ainsi, le niveau de vie de l'israélien moyen est de plus de 50 % supérieur à ce qu'il était il y a 10 ans, cela bien que le pays ait absorbé plus d'un million d'immigrants, dont la plupart ne possédaient rien à leur arrivée en Israël.

Sous-Section I. — Le revenu national et le revenu moyen par tête. La composition du revenu national

Partons du principe que la meilleure mesure du progrès économique est fournie par l'évolution du revenu national et le revenu

(1) D. PATINKIN, *op. cit.*

moyen par tête. Le degré de l'évolution du revenu national traduit le niveau des investissements du pays dans tous les domaines économiques.

Entre 1950 et 1958, le revenu national (c'est-à-dire la somme de toutes les marchandises produites et de tous les services rendus, ou encore le total des ressources dont dispose l'économie nationale), a été multiplié par dix, passant de 353 millions de livres israéliennes en 1950 à 3,376 millions en 1960 (sur la base des prix courants). Les chiffres présentés par le tableau n° 62 décrivent exactement cet état de choses.

Le revenu national a été multiplié par le coefficient 2,6, passant de 595 millions en 1950 à 1.530 millions en 1958 (sur la base des prix en vigueur en 1952). Le tableau n° 62 nous montre que les progrès ont été plus rapides entre 1954 et 1958 — époque relativement stable, qu'entre 1950 et 1953 — époque d'immigration massive et d'inflation. Les chiffres indiquent, que le revenu national réel, est passé de 74,5 en 1950 à 107,5 en 1953 et à 191,6 en 1958.

TABLEAU N° 62
REVENU NATIONAL
(en millions de livres israéliennes et en pourcentage)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1° Revenu national (prix courant) . . .	353	554	829	1.088	1.381	1.646	1.963	2.409	2.728	3.047	3.376
2° Indice de prix de la production nationale nette (au prix du marché) .	59,3	69,4	100,0	126,6	135,6	142,1	154,6	170,4	178,3		
3° Revenu national réel (prix de 1952 des moyens de produit)	595	799	829	859	1.018	1.158	1.270	1.414	1.530		
4° Revenu national indice de quantité (1951 = 100) .	74,5	100,0	103,8	107,5	127,5	145,0	159,0	177,0	191,6		
5° La production nationale globale réelle : indice de quantité (1951 = 100) . . .	81,6	100,0	104,9	104,7	132,4	145,5	160,6	178,1	194,0		

Source : D. PATINKIN, *op. cit.*, p. 58.

Car devant divers lots d'investissements à réaliser, le choix devra se porter vers ceux qui permettent d'obtenir l'accroissement le plus élevé et le plus rapide du revenu national, dans une période à venir.

M. Patinkin écrit dans son rapport, que la multiplication du revenu national par le coefficient 2,6 (entre 1950-1958), exprime la progression brute de l'économie israélienne dans cette période. Mais, étant donné que la population de l'Etat d'Israël s'est considérablement accrue durant ces années, un enseignement complémentaire important est celui fourni par l'étude de l'augmentation du revenu par tête. Le nouveau coefficient ainsi obtenu est 1,5 d'après le calcul de M. Patinkin.

Le revenu national par tête s'est accru en moyenne de 9% par an, entre les années 1953 et 1960. Le tableau n° 63 nous illustre les progrès qui ont été plus rapides en 1955 et en 1956 — période de ralentissement de l'immigration —. Cette progression est elle-même légèrement supérieure à celle enregistrée dans la plupart des pays développés.

TABLEAU N° 63
INDICATIONS DU DÉVELOPPEMENT 1953-1960
(pourcentage et augmentation)

	1953 à 1954	1954 à 1955	1955 à 1956	1956 à 1957	1957 à 1958	1958 à 1959	1959 à 1960
1° Revenu national.....	25	19	21	19	14	14	11
2° Revenu national par tête ...	9	14,7	15,5	12,6	10	11	8
3° Indice de prix du coût de la vie	12	5,9	6,4	6,5	3	2	2
4° Salaire moyen par jour	—	10	13	9,0	5	5	4,5
5° Nombre des travailleurs	—	5	3	9	3	4	3,5
6° Population moyenne	3,9	3,6	4,5	5,6	4	3	3
7° Investissement global	5	19	7	21	5	10	4

— Chiffres inconnus.

Les apports successifs des investissements ont contribué à ce développement et à ce niveau de vie, dans une mesure de 5% à 20%, selon que l'on considère l'apport net ou brut, c'est-à-dire tenant ou ne tenant pas compte de la dépréciation (sur la base des prix en vigueur en 1952). Le montant brut des investissements annuels — comme nous l'avons annoncé dans la deuxième partie de notre exposé — s'est élevé à 310 millions de livres israéliennes en 1950 et a atteint 1.076 millions en 1960.

D'après le rapport de M. Patinkin, l'accroissement de la main-d'œuvre, pour sa part, intervient à raison de 50 % dans l'augmentation du revenu national, cela signifie que la progression du revenu national est due, en Israël, à un double accroissement du capital et de la main-d'œuvre, d'après l'estimation de M. Patinkin 30 à 35 % de cette augmentation relèvent par contre d'un processus interne : amélioration de la productivité (2) grâce à l'expérience acquise, utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre et du capital.

Signalons cependant que cette progression interne a été enregistrée uniquement à partir de 1954. C'est à partir de cette année en effet, que la main-d'œuvre immigrante, manquant auparavant de préparation et d'adaptation, commença à s'intégrer au cycle de la production, et à contribuer pleinement au développement national.

TABLEAU N° 63 bis

PRODUCTION MOYENNE PAR OUVRIER DANS L'ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE ISRAËLIENNE,
ET DANS L'INDUSTRIE OUVRIÈRE ENTRE 1951-1958

Année	L'ensemble de l'industrie israélienne		L'industrie ouvrière	
	En livres israéliennes	En indice	En livres israéliennes	En indice
1951	2.328	100,0	2.520	100,0
1952	3.831	164,6	4.590	182,1
1953	5.720	245,7	6.760	268,2
1954	6.984	300,0	9.140	362,6
1955	8.294	355,8	10.676	423,6
1956	10.504	451,2	11.829	469,5
1957	11.110	473,7	13.340	529,3
1958	12.083	519,0	13.983	554,8

En bref, le niveau relativement élevé des investissements en Israël a permis un accroissement considérable du revenu national brut.

Le tableau n° 64 nous révèle la composition du revenu national. Il montre que le commerce et les services constituent à eux seuls une part du revenu plus importante que l'agriculture, l'industrie ou le bâtiment, chacun pris séparément. Cette part s'est élevée de

(2) Le tableau ci-dessus nous fait constater l'amélioration de la productivité par ouvrier dans l'ensemble de l'industrie israélienne et dans l'industrie ouvrière qui est plus élevée. La production moyenne par ouvrier dans l'ensemble de l'industrie s'est élevée à 2,328 livres israéliennes en 1951 et a atteint 12,083 en 1958, soit cinq fois de plus entre 1951 et 1958 (voir tableau, page suivante).

407 millions de livres israéliennes en 1954 à 987 millions en 1960 ; l'augmentation de cette part du revenu est de 15 % en 1959 et de 13 % en 1960.

TABLEAU N° 64
COMPOSITION DU REVENU NATIONAL SELON SES RESSOURCES
(1954-1960)

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	Pourcentage d'augmentation par rapport à l'année précédente	
								1959	1960
Agriculture	203	213	281	329	373	385	408	3	6
Industrie	366	402	475	589	677	775	870	14	12
Construction	88	129	130	179	218	230	234	6	2
Transportation ..	110	140	164	203	205	238	269	16	13
Secteur public ...		338	420		419	425	559	18	13
	323			522					
Ets. sans profit ..		152	188	315	(*) 175	198	220	13	11
Commerce et Service	407	415	479	507	758	874	987	15	13

(*) Des immeubles.

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1955, 1956, 1958, 1960.

L'étude de la composition du revenu montre essentiellement l'évolution des parts du revenu. Celles de l'agriculture et de l'industrie ont accusé une augmentation : passant de 203 millions en 1954 à 408 millions en 1960 dans la part de l'agriculture, soit le double entre 1954 et 1960 ; l'industrie a subi une augmentation plus rapide de sa part dans le revenu national : 361 millions en 1954 870 millions en 1960, soit une augmentation de 2,5 environ. Cela signifie l'importance de la part de l'industrie dans le revenu national. Cette part est presque toujours égale à deux fois celle de l'agriculture.

La part du bâtiment dans l'ensemble du revenu national a baissé de 11,9 % en 1950 à 5,7 % en 1953, et est remontée à 6,8 % en 1960 ; celle de l'agriculture et de l'industrie, prises ensemble, passent de 33,7 % en 1950 à 37,2 % en 1960 ; celle du commerce et des services est restée presque sans variation, à 29 % environ.

Le volume des investissements bruts réalisés en Israël a été très importante après avoir atteint 45 % du revenu national en 1950, il a diminué progressivement jusqu'à 30 % en 1954 et est remonté à

32 % en 1960. Évalués en prix courants, les investissements bruts se sont élevés à 80 millions de livres israéliennes en 1949, à 419 millions en 1954 et à 1.076 millions en 1960. Donc, grâce à ces investissements, le revenu national et le revenu moyen par tête ont accusé une augmentation considérable.

Un accroissement des investissements entraîne immédiatement, et sans aucun retard, un accroissement plus important du revenu. Ayant adopté ce point de vue, Keynes fut logiquement conduit à conclure que l'accroissement de l'épargne — qui est une partie du revenu — se produit également, immédiatement et sans décalage, et que, à chaque moment, l'investissement et l'épargne sont égaux.

Le gouvernement israélien souhaite que l'épargne locale soit augmentée grâce au revenu moyen par tête plus élevé. On prévoit que le revenu national augmentera de 44 %, soit de 6 % par an, et s'élèvera à 4.850 millions en 1967.

Sous-Section II. — Le niveau du salaire et la sécurité sociale

A. — Le niveau du salaire

Dans un pays où les syndicats non seulement sont puissamment organisés, mais possèdent un pourcentage non négligeable des moyens de production, il est normal que l'on constate une tendance vers une élévation du niveau de vie. Étant donné que le gouvernement possède lui aussi une partie des moyens de production et qu'il est, en outre, en mesure d'exercer une forte pression sur nombre d'autres secteurs, grâce à l'attribution de prêts, la position des entreprises privées est beaucoup moins forte que celle des syndicats. Ceux-ci ont fait pression, non seulement pour empêcher que l'afflux des immigrants ne provoque une baisse du niveau de vie des travailleurs israéliens déjà établis dans le pays, mais aussi pour obtenir que l'on consacre à ce but des sommes qui auraient dû être placées ailleurs.

La plupart des travailleurs sont membres de la Fédération générale du Travail : « la Histadrout », qui a réussi à obtenir un niveau élevé de salaires et s'est efforcée de faire admettre le principe de l'échelle mobile. Grâce aux investissements qui sont réalisés dans tous les domaines économiques, soit par les secteurs publics, soit par le secteur privé, on a provoqué une élévation des salaires, élévation marquée surtout pour les ouvriers qualifiés.

M. Patinkin cite des statistiques montrant qu'entre 1950 et 1958, le montant des salaires réels quotidiens a augmenté de 41,2 %, soit

en moyenne 4,4% par an. Le tableau n° 63 montre l'évolution du salaire nominal, moyen par jour. Il a augmenté suivant un taux de 7,4% par an entre 1953 et 1960.

Un accord a été conclu avec l'association patronale le 18 décembre 1953, prévoyant que toute hausse du coût de la vie serait intégralement compensée par une augmentation proportionnelle des salaires et traitements de base inférieurs à 125 livres israéliennes, et que, lorsque l'indice dépasserait 201, chaque point supplémentaire donnerait lieu à une indemnité forfaitaire de 1,25 livres israéliennes.

Les estimations du rendement par ouvrier montrent que pendant les dernières années des progrès importants ont été réalisés tant dans le niveau de l'industrie manufacturière que dans celui de l'agriculture, le rendement par ouvrier agricole atteint le niveau d'environ 70% du rendement par ouvrier dans l'industrie manufacturière. Il a fallu pour cela accomplir d'importants investissements.

Les mouvements des salaires réels dans l'industrie manufacturière sont généralement déterminés aussi par les changements intérieurs dans la productivité et les « termes de l'échange » de cette industrie. En gros, l'élévation des salaires réels a été parallèle à celle du revenu national réel par habitant.

La structure des salaires est caractérisée aussi par un système d'indemnités tenant compte de l'ancienneté et des charges de famille, calculées sur la base du nombre d'années de service.

En bref, le niveau des salaires en Israël est très élevé, grâce à l'influence du syndicalisme, et grâce aux investissements réalisés qui avaient surtout besoin d'ouvriers qualifiés. Ainsi M. Marcel Boiteux (3) précise : « A une époque où le commissariat au plan envisage un programme d'investissements susceptible d'augmenter le revenu national par tête de 50% environ dans dix ans, on ne peut pas, ne pas admettre que le salaire réel augmentera dans une certaine mesure ».

Car, il semble que la part du travail dans la valeur ajoutée ait été assez élevée ; cela est dû surtout au niveau relativement plus élevé des salaires et à la faiblesse de la rémunération du capital.

Le tableau n° 65 nous montre que la part du revenu salarial dans le revenu national est de 70% en Israël pour 64% en Allemagne Occidentale, 61% en Finlande, 50% en Italie, et qu'en Angleterre cette part est aussi élevée qu'en Israël : 73%.

(3) M. Marcel BOITEUX, *L'entreprise et les problèmes de l'investissement*, Librairie Dalloz, 1959, p. 124.

TABLEAU N° 65
PART DU REVENU SALARIAL DANS LE REVENU NATIONAL
(en pourcentage 1955)

Pays	Belgique	Finlande	France	Allemagne Occident.	Italie	Norvège	Suisse	Angle- terre	Israël (1)
%	53,9	61,2	59,1	63,6	50	55,4	58,9	73,2	70

(1) Le pourcentage concernant Israël ne comporte pas les membres des Kibboutzim (fermes collectives) ni ceux des Mochavim (fermes en coopératives) ni les nouveaux immigrants.

Source : O.N.U., 1957.

B. — *La sécurité sociale*

Nous devons maintenant parler de l'expansion des assurances sociales qui fut, par nécessité l'un des soucis majeurs du nouvel Etat.

En 1949, deuxième année de l'existence du nouvel Etat, le gouvernement nomma une Commission interministérielle chargée d'étudier les problèmes des Assurances sociales et de présenter un rapport détaillé. La question essentielle qui se posait était de savoir si, au stade de son développement économique et politique, le pays pouvait assumer le lourd fardeau d'un système d'assurance aussi vaste que possible. Israël avait à subir d'énormes difficultés financières pour assurer sa sécurité. En même temps, les autorités, devaient allouer des crédits énormes afin de fournir aux nouveaux immigrants des logements, l'éducation professionnelle et des emplois, sans parler de la tâche immense — nous l'avons montré plus haut — que représentait l'expansion industrielle et agricole du pays. D'autre part, il était apparu que d'importantes sommes d'argent devaient de toute façon être dépensées dans le cadre des Assurances sociales.

Un système d'Etat était donc, appelé à assurer une distribution des dépenses et à rationaliser les méthodes de la perception et de l'allocation de bénéfices. Tous les partis politiques comprirent la force de ces arguments et firent leur le désir d'assurer le bien-être des citoyens du nouvel Etat. Le principe fut donc admis par tous et, le 18 novembre 1953, la Knesseth, le Parlement israélien, adopta à l'unanimité le projet de loi en question. Dans son rapport la Commission interministérielle avait proposé la création de six branches d'assurances sociales : l'assurance-vieillesse et décès, l'assurance de travail, l'assurance-maternité, l'assurance-maladie, l'assurance-invalidité et le fonds de chômage.

En raison des difficultés économiques et administratives seules les trois premières branches furent incluses dans la loi. La législation des trois autres branches fut remise à une date ultérieure. La décision a également été influencée par le fait, que l'assurance-maladie de la majorité de la population se trouvait déjà sous l'égide de la Koupah Holim alors que le fonds de chômage était irréalisable dans un pays dont la population augmentait sensiblement du fait de l'immigration massive.

La loi prévoit la création de l'Institut des Assurances Nationales qui forme une unité administrative selon les principes posés par lord William Beveridge dans son célèbre rapport.

Un amendement à la loi sur les Assurances nationales entra en vigueur le 1^{er} septembre 1959, rajoutant aux branches existantes, les allocations aux « familles nombreuses ». Le but initial du projet d'assurance des familles nombreuses était de réduire la différence entre le niveau de vie des grandes et des petites familles. L'hypothèse première était que les familles nombreuses sont aussi économiquement faibles.

Ces réformes ont placé Israël parmi les pays les plus avancés pour ce qui est des questions d'assurances sociales.

C. — *Perspectives d'avenir.*

Israël s'efforce de construire un Etat prospère. Le gouvernement et les groupes soucieux des questions sociales s'efforcent d'ajouter de nouvelles branches au système des Assurances sociales. C'est ainsi que le gouvernement a nommé une Commission interministérielle chargée d'étudier les possibilités d'introduction de l'assurances-maladie obligatoire pour toute la population. Actuellement 77% environ de la population en Israël sont assurés contre la maladie dont 85% de ce nombre à la Koupah Holim (Fonds des malades de la Confédération générale des ouvriers).

On a également demandé d'organiser des assurances-chômage bien qu'Israël, pays d'immigration, soit moins menacé par le chômage occasionnel que par le chômage de structure résultant du fait que les nouveaux immigrants ne sont pas toujours adaptés au système de développement de l'économie nationale. Là, encore, nous sommes en présence d'un conflit entre les aspirations sociales et les considérations économiques ; le choix entre les deux n'est pas des plus faciles.

Nous avons constaté le niveau de vie élevé en Israël grâce aux investissements réalisés, soit directement par le gouvernement, soit indirectement par les autres secteurs économiques.

Section II

L'intégration des immigrants dans la vie économique israélienne

Un communiqué de quelques lignes publié dans la presse israélienne vient d'annoncer que « récemment est arrivé en Israël le millionnième immigrant depuis la création de l'Etat. Cet immigrant a été installé dans une zone de développement ». M. A. Scemama (4) écrit dans un article du journal *Le Monde* à ce sujet : « Etonnante discrétion pour un pays qui a été créé pour recevoir des immigrants et qui a toujours fêté, parfois bruyamment, les flots de nouveaux venus ».

On pouvait donc s'attendre à plus de faste et de pompe pour l'arrivée du « millionnième » qui illustre éloquemment l'une des plus étonnantes réalisations de l'Etat d'Israël. Accueillir et absorber en treize ans un million d'immigrants est en soi un tour de force, et si l'on songe aux conditions dans lesquelles Israël — qui à sa naissance ne comptait que sept cent mille habitants — a mené l'opération, on doit reconnaître que la performance est peu banale.

La grande majorité de ces immigrants ont bénéficié du transport gratuit en Israël, organisé par l'Agence juive avec des fonds fournis par les juifs du monde entier. La plupart d'entre eux sont arrivés dépourvus de moyens ou de métier, et l'Agence juive et le gouvernement ont dû dépenser des sommes considérables pour les recevoir, les loger, et les former, pour leur fournir un emploi le plus tôt possible, puis des emplois permanents dans l'agriculture et l'industrie, construire de nouvelles villes et de nouveaux villages, créer et développer des services publics, sociaux et éducatifs et, en un mot, faciliter leur intégration sociale, culturelle et économique. Car ce sont là des sommes considérables pour un petit pays. Même si l'on considère l'opération comme anormalement coûteuse, elle illustre un problème du développement israélien, problème qui est social autant qu'économique celui du rapport entre les investissements et le nombre d'emplois créés. Tout autant qu'à la nécessité d'accroître la production (et notamment la production exportable), les planifications obéissent en effet à la double préoccupation de construire des logements pour les immigrants, même si ces logements ne constituent pas un investissement productif, et de leur créer des emplois même si ces emplois sont d'un rendement économique douteux.

(4) A. SCEMAMA, *Le Monde*, vendredi 18 août 1961.

Nous avons déjà dit qu'un immigrant provoque une baisse du niveau de vie des travailleurs israéliens déjà établis dans le pays, parce qu'il est plutôt consommateur et pas producteur. Mais jusqu'ici, ces efforts d'absorption économique accomplis par le gouvernement pour intégrer les immigrants dans la vie économique le plus tôt possible, ont été couronnés de succès.

Pour suivre cette évolution de l'intégration d'immigrants en Israël, on parlera dans une première section de l'absorption des nouveaux immigrants et ensuite, une deuxième section envisagera la lutte contre l'état de chômage.

Sous-Section I. — Absorption des nouveaux immigrants

Sur le plan collectif, le rythme de l'absorption de nouveaux immigrants dépend d'une part des quatre facteurs suivants :

- a) du milieu social économique dont il provient ;
- b) de son âge, de sa situation de famille et du nombre de personnes à sa charge ;
- c) de son capital disponible ;
- d) de sa formation professionnelle,

et d'autre part (5), du rythme de l'immigration ainsi que des ressources et des moyens dont disposent les diverses institutions compétentes (6) (y compris l'Etat) en vue de faciliter la mobilité géographique ou professionnelle et d'intégrer la main-d'œuvre nouvelle dans l'économie du pays.

Les dépenses initiales d'investissements entraînées par l'immigration imposeront une charge lourde à l'économie d'Israël. L'investissement que nécessite en Israël l'absorption d'un travailleur non spécialisé par création d'une entreprise nouvelle est évalué à 22.000 livres israéliennes dans l'agriculture (soit 45 à 50 milliers de nouveaux francs), 30.000 dans le cas d'une exploitation de montagne et jusqu'à 100.000, voire 200.000 dans le cas d'industries nouvelles (soit 200 à 450 milliers de nouveaux francs). Il est évidemment

(5) Notre étude sera essentiellement consacrée à cette part.

(6) Le gouvernement d'Israël a confié à l'Agence Juive d'organisation de l'immigration dans le pays depuis le choix des immigrants à l'étranger, leur transport, leur entretien dans des camps de passage dans le pays, après leur arrivée, jusqu'à leur intégration dans les divers secteurs économiques du pays. En ce moment, les activités de l'Agence sont principalement orientées vers l'assistance à accorder aux immigrants, la création et le développement de nouveaux établissements agricoles ; l'organisation et la participation à de nombreux projets de logements et à d'autres activités nationales contribuant à l'absorption des immigrants.

moindre quand l'emploi est créé au sein d'une entreprise déjà existente.

Voici les prévisions budgétaires établies par le gouvernement en janvier 1959 pour l'absorption de 100.000 immigrants représentant 30.400 familles (7). Les investissements pour création d'emploi y sont calculés sur la base de 17.000 livres israéliennes en moyenne par emploi. Pour absorber ces immigrants, il faut investir 173 millions de livres israéliennes environ, pour leur logement et coût initial et 517 millions comme investissement pour créer des emplois supplémentaires.

1) <i>Coût initial</i>	Coût en livres israéliennes par personne	Coût en livres israéliennes par groupe de 100.000 personnes
Entretien à l'étranger	30	3.000.000
Transport à l'étranger	225	22.500.000
Transport en Israël	11	1.100.000
Prêt personnel (nourriture, argent de poche)	15	1.500.000
Assurance médicale	7	700.000
TOTAL	228	28.800.000
2) <i>Logement</i>	Par famille	Pour 100.000 personnes
Logements normaux (15.200)	6.000	91.200.000
Logements préfabriqués (15.200)	3.500	53.200.000
TOTAL	9.500	144.400.000
3) <i>Emploi</i>	Par chef de famille	Pour 100.000 personnes
Création de nouveaux emplois	17.500	516.800.000
TOTAL général (1 + 2 + 3)		<u>690.000.000</u>

En ajoutant à ces 690 millions de livres israéliennes la construction de 350 classes, le recrutement de 500 instituteurs et professeurs et les dépenses de fonctionnement des services sociaux, c'est à un total de 750 millions qu'arrivent les experts gouvernementaux israéliens, soit environ 1.500 millions de nouveaux francs. Bien entendu, la dépense se répartira sur plusieurs années. En revanche

(7) *Les Cahiers de la république*, 1959.

il faut y ajouter les dépenses entraînées par l'absorption des immigrants des années précédentes qui n'est pas encore complète.

Les nouveaux immigrants ne possèdent généralement ni les moyens financiers ni souvent la formation technique propres à faciliter leur intégration en tant que producteurs dans le cadre de l'économie israélienne. C'est donc à l'Etat que revient la tâche de faciliter cette intégration avec l'aide de capitaux orientés pour atteindre les buts suivants :

a) faciliter l'intégration des immigrants en tant que producteurs dans l'économie israélienne et non seulement en tant que consommateurs ;

b) assurer un degré d'urbanisme élevé ;

c) créer un seul peuple unique dans tous les domaines et surtout au point de vue social et économique.

Ces investissements ont entraîné une évolution de la structure professionnelle des immigrants et a provoqué l'embauchage dans l'agriculture et dans l'industrie d'individus engagés antérieurement dans le petit commerce ou l'artisanat, ou qui même n'avaient pas d'occupation nettement définie.

Tout immigrant, dès son arrivée, est consommateur, mais ne devient producteur que plus tard. Un « *Time lag* » donc, apparaît dont la durée dépend de l'aptitude de l'immigrant à s'intégrer dans son nouveau milieu socio-économique. Donc, le but du gouvernement israélien dans ses investissements est d'écourter cette donnée de l'intégration. Les autorités encouragent et facilitent l'orientation des immigrants par tous les moyens et surtout financiers, en leur fournissant des terres, en finançant la construction de logements, en mettant à leur disposition l'équipement agricole. De plus les autorités locales ouvrent des chantiers de travaux afin de fournir du travail temporaire. Il est évident que l'immigration peut affecter le produit par tête d'habitant, si elle entraîne des modifications dans la proportion de la population active par rapport à la population totale, comme c'est le cas en Israël, (voir I^{re} partie). Pour cela, une des réalisations de la planification agricole et industrielle en Israël au cours des dernières années a été de choisir le site des nouvelles colonies en fonction de la planification nationale. En regroupant 3 à 5 petites colonies autour d'un centre, le centre pourra assurer tous les services nécessaires. Cinq à huit groupes de colonies constituent une région, autour d'une cité rurale ; tous les services publics et municipaux seront groupés dans la cité, ainsi que les usines de transformation et celle des matières premières. Cette structure pourra aussi contribuer à l'intégration des communautés provenant de toutes les parties de la Diaspora et au mélange des anciens habitants avec les nouveaux venus.

Sous-Section II. — La lutte contre le chômage local

Les efforts et les moyens employés en Israël pour combattre le chômage sont généralement le fruit d'une étroite collaboration entre la « Histadrouth » d'une part, et les services intéressés du gouvernement et des collectivités locales, d'autre part. Des commissions mixtes composées de fonctionnaires du Ministère du Travail et des représentants des bourses de travail, avec des délégués syndicaux, des organisations patronales et des représentants municipaux, siègent de temps à autre afin d'étudier les diverses possibilités pour la lutte contre le chômage. Le rôle de la « Histadrouth » dans ce domaine est très important, et son influence directe et indirecte est presque totale.

Il est à noter que grâce à ces efforts communs, le pays arrive à empêcher des catastrophes sociales surtout dans une économie toujours déséquilibrée. Des travaux de secours financiers par divers fonds ont été effectués dans les baisses saisonnières ou à la suite d'une masse d'immigration. Ces travaux sont organisés par le Ministère du Travail en collaboration avec les bourses du travail.

A. — *L'offre et la demande sur le marché du travail*

La population active civile s'est élevée à 596.000 personnes en 1955, à 720.000 en 1959 et à 740.000 en 1960, soit une augmentation de 17% environ entre 1955 et 1960.

L'expansion de la production en 1960, grâce aux investissements, a provoqué un accroissement de la demande de main-d'œuvre. Le nombre moyen d'emplois a augmenté de 680.000 en 1959 à 750.000 en 1960, soit une augmentation en pourcentage de 3,5% environ.

Au cours des premières années, après l'indépendance de l'Etat, le pays n'était pas capable d'absorber au travail toute la main-d'œuvre arrivée au moment de l'immigration massive. Pour obtenir du travail pour tout le monde, le gouvernement a choisi la politique d'orientation des investissements vers les secteurs qui pourront offrir des travaux aux nouveaux immigrants.

Au cours des trois dernières années, le taux d'augmentation de la demande d'emplois est plus grand que celui de la population active. Actuellement la demande dans le marché du travail est plus élevée que l'offre. Le manque d'employés se trouve parmi ceux qui sont qualifiés et même en quelques régions du développement le manque se trouve chez les ouvriers demi-qualifiés et, voire, non qualifiés.

Car, grâce aux orientations des investissements en Israël, le pays

devient capable d'offrir des emplois nouveaux, donc, la variation du volume de l'emploi est une fonction de la variation du montant de l'investissement, et son orientation vers les secteurs aptes à fournir de nouveaux emplois. M. Keynes écrit à ce sujet dans son ouvrage célèbre « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » (chapitre VIII) que l'emploi ne progresse que de pair avec l'investissement. C'est M. Kahn (8) dans un article intitulé : « La relation entre l'investissement intérieur et le chômage » (*Economic journal*, juin 1931), qui le premier, a introduit la conception du multiplicateur dans la théorie économique. Son raisonnement repose sur l'idée fondamentale suivante « La variation du volume de l'emploi sera une fonction de la variation nette du montant de l'investissement ; et M. Kahn cherchait à établir les principes généraux qui permettent d'évaluer le rapport quantitatif existant dans la réalité entre une augmentation de l'investissement net et l'augmentation de l'emploi global qui l'accompagne ».

M. Keynes (9) a écrit dans le même ouvrage : « Nous pouvons maintenant franchir une nouvelle étape. En des circonstances données, un rapport défini, appelé multiplicateur, peut être établi entre le revenu et l'investissement et, sous le bénéfice de certaines simplifications, entre l'emploi total et l'emploi directement affecté à l'investissement (que nous appellerons l'emploi primaire) ». Car l'emploi primaire à son tour provoquera l'emploi supplémentaire. « Le multiplicateur de M. Kahn mesure le rapport entre l'accroissement de l'emploi total et l'accroissement donné de l'emploi primaire dans les industries d'investissement auquel il est associé. Autrement dit, si l'accroissement de l'investissement ΔN traduit un accroissement de l'emploi primaire ΔN_2 dans les industries d'investissement, l'accroissement de l'emploi total sera tel que :

$$\Delta N_2 = K' \Delta N$$

C'est-à-dire l'emploi total ΔN_2 sera égal à l'emploi primaire ΔN qui est provoqué par l'accroissement de l'investissement, multiplié par le coefficient K' .

M. Keynes continue à expliquer à propos de ce coefficient que « lorsque l'attitude psychologique de la communauté à l'endroit de la consommation est telle qu'il lui plaît de consommer, par exemple, les neuf dixièmes d'un accroissement de revenu, le multiplicateur K est égal à 10 ; et l'emploi total causé par un supplément de travaux publics (par exemple) est dix fois supérieur à l'emploi primaire fourni par les travaux publics eux-mêmes, à supposer qu'il n'y ait pas de réduction de l'investissement en d'autres secteurs ».

(8) M. KEYNES, *La théorie générale*, trad. française, Paris, Payot, 1946, p. 130.

(9) M. KEYNES, *op.cit.*, p. 132-135.

C'est pour cette raison que le gouvernement israélien fait suivre une politique d'orientation des investissements pour créer l'emploi et diminuer le chômage. Les planificateurs savent bien que le chômage ne pourra diminuer que grâce à des investissements qui permettront l'embauchage des chômeurs dans les divers secteurs. M. Keynes écrit encore « Les variations de l'emploi sont importantes et cependant il faudrait pour déterminer le plein emploi un accroissement de l'investissement trop considérable pour qu'on puisse facilement le provoquer ».

Nous avons déjà dit que le Ministère du Commerce et de l'Industrie a mis au point un plan de développement jusqu'en 1961. Ce plan envisage un investissement de 536 millions de livres israéliennes avec la création de 45.000 emplois nouveaux et une addition éventuelle de 340 millions au produit brut. Ce programme est étroitement lié à l'intégration des immigrants, et considéré comme donnant l'unique possibilité d'améliorer rapidement la balance des paiements du pays — voir le chapitre prochain — Il propose la création de 610 nouvelles entreprises industrielles.

Certains auteurs, notamment N.S. Buchanan et J.J. Polak (10), jugent les investissements non seulement en fonction de l'augmentation qu'ils causent dans le revenu national, mais aussi en fonction de l'emploi supplémentaire qu'ils assurent, et du rôle qu'ils jouent sur l'évolution de l'équilibre de la balance extérieure.

Les efforts que le gouvernement israélien fait depuis l'indépendance pour réaliser le plein emploi sont entièrement compatibles avec le maintien d'un taux d'expansion élevé. En fait, le plein emploi suppose l'augmentation de la productivité et l'accroissement de la main-d'œuvre.

B. — *Chômage et emploi partiel*

La population totale est passée d'environ un million d'habitants à la fin de 1949, à plus de deux millions à la fin de 1960. Sur les deux millions et 117 mille habitants, on en compte 1.392.000 qui ont l'âge du travail mais à peine 740.000 constitue la main-d'œuvre civile effective. Le tableau n° 66 permet de suivre l'évolution de la main-d'œuvre civile, et ses pourcentages par rapport à la population entière, et la population en âge de travail.

La main-d'œuvre s'est accrue de plus de 100.000 personnes, nouveaux immigrants ou habitants du pays, entre 1955 et 1960, le nombre des employés a augmenté de 117.000 personnes. Il n'y eut cependant pas d'augmentation du chômage; au contraire, le

(10) N. S. BUCHANAN, *International Investment And Domestic Welfare*, New York, 1945
J. J. POLAK, *Balance of payments problems of countries Reconstructing Whith Help, of foreign loans*, in *Readings in the theory of international trade*, Philadelphia, 1949.

TABLEAU N° 66

LA POPULATION MOYENNE ET LA MAIN-D'ŒUVRE CIVILE - 1955-1960
(en millions de livres israéliennes)

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	% d'augmen- tation de 1959 à 1960
1° Population moyenne (1)	1.768	1.851	1.931	2.000	2.062	2.117	2,7
2° Population en âge de travail- ler (2)	1.179	1.204	1.268	1.314	1.354	1.392	2,8
3° Main-d'œuvre civile	631	620	695	698	720	740	2,8
4° Employés	585	574	646	655	680	702	3,3
<i>Main-d'œuvre civile.</i>							
5° Pourcentage de la population totale	35,6	33,5	36,0	34,9	34,9	35,0	—
6° Pourcentage de la population en âge de travailler	53,6	51,5	54,8	53,1	53,2	53,2	—

(1) Personnes âgées de 14 et plus.

(2) Employés et ceux qui cherchent du travail.

Sources : Bank of Israel, *Annual Report* : 1956, 1957, 1958, 1960.

nombre de chômeurs a diminué. L'augmentation de l'emploi et celle de la production, ont amené normalement une hausse du revenu personnel, suscitant une augmentation de 10% de la consommation personnelle.

Le nombre moyen des employés a augmenté en 1960 de 3,5% environ par rapport à 1959, et s'est élevé à 702.000 contre 680.000 en 1959. L'augmentation la plus élevée est notée dans l'industrie : de 154.000 personnes en 1959 à 163.000 en 1960 soit une augmentation de 6% environ. Le secteur du service public a augmenté de 4% : de 148.000 en 1959 à 154.000 en 1960.

Il faut noter que 15% de tous les travailleurs sont employés à des travaux partiels, c'est-à-dire moins de 35 heures par semaine. Le fait le plus important qui ressort du rapport du professeur Patinkin, en ce qui concerne le chômage, est qu'un pays dont la population est passée en 13 ans du simple à plus du triple est en droit de s'estimer satisfait lorsque le nombre de chômeurs représente moins de 5% des travailleurs (actuellement ce taux est plus bas).

L'augmentation de l'emploi a entraîné une réduction progressive du chômage et a provoqué l'intégration des nouveaux immigrants dans la vie économique. Le pourcentage de chômeurs par rapport à l'effectif total de la main-d'œuvre civile a été plus faible en 1960

que l'année précédente. Le pourcentage moyen par jour de chômeurs (y compris chômeurs partiels) en 1960 s'est élevé à 21.594 pour 25.395 en 1959, soit une diminution de 15 %. Cette évolution est décrite dans le tableau n° 67. Ce tableau nous montre aussi que le nombre moyen par jour des travailleurs employés aux travaux organisés par le Ministère du Travail a diminué de 8.283 personnes en 1959 à 4.640 en 1960, soit une réduction de 44 %. Néanmoins, le nombre moyen par jour des travailleurs n'ayant pas une capacité physique entière s'est élevé à 10.911 pour 9.778 en 1959, soit une augmentation de 11,6 %.

TABLEAU N° 67
LA MOYENNE PAR JOUR DES CHÔMEURS ET DES TRAVAILLEURS
EMPLOYÉS AUX TRAVAUX ORGANISÉS - 1958 à 1960

	1958	1959	1960	% de l'augmentation ou de diminution (—) de 1959 à 1960
Chômeurs et travailleurs employés aux travaux organisés	23.854	25.395	21.594	— 15,0
Chômeurs	9.328	7.334	6.043	— 17,0
Travailleurs employés aux travaux organisés	8.942	8.293	4.640	— 44,0
Travailleurs employés aux travaux « physiquement limites » organisés.	5.584	9.778	10.911	11,6

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1960, p. 79.

La corrélation qui existe entre le chômage et le degré d'instruction est mise en évidence par le fait que 14,5 % des hommes sans emploi en juin 1957 n'avaient pas une instruction suffisante, et que 52 % n'avaient même pas terminé leurs études primaires. Néanmoins il ne s'agit pas seulement d'assurer aux travailleurs une formation suffisante pour qu'ils soient capables d'exercer leur métier, mais aussi de créer un nombre suffisant d'emplois. Sur ce point, M. Patinkin fait, en évitant soigneusement de prendre parti, certaines remarques très intéressantes.

On peut résumer en disant que les investissements ont provoqué une diminution au niveau du chômage en Israël. Il faut considérer que l'une des principales raisons de l'expansion de la production est que la production par heure-ouvrier s'est sensiblement accrue par suite d'une meilleure utilisation de la main-d'œuvre et du matériel, et par des innovations techniques, car, nous précisons ici l'importance des investissements réalisés en Israël et leurs rôles dans le domaine social et économique.

CHAPITRE II

L'INFLUENCE DE LA PLANIFICATION SUR LA BALANCE COMMERCIALE

M. M. Byé (1) écrit sur une question classique qui se pose souvent : « Faut-il des productions destinées à l'exportation ou au marché domestique ? dans quelle mesure conviendrait-il que les investissements s'orientent vers l'une ou l'autre production ? »

Nous pouvons avoir montré que l'économie classique tendra à développer surtout les productions d'exportations (2). La plupart des auteurs (Buchanan, Polak, Mandelbaum) pensent qu'il faut développer dans une certaine mesure au moins, *les productions exportatrices* ».

Il est très important, pour les pays insuffisamment développés de pouvoir exporter beaucoup, et de bénéficier d'un taux favorable des échanges. Il est en effet évident que des exportations stables et importantes permettent de financer une grande partie des importations de biens d'équipements nécessaires au développement, et de réduire au minimum le montant des emprunts. Par la suite de telles circonstances sont, en outre, à même de faciliter le remboursement des emprunts. De plus, si la balance des paiements est favorable, il est plus aisé, souvent, de se procurer des capitaux étrangers à des conditions intéressantes.

On a maintes fois devant les yeux le spectacle tragique de ces Etats qui, par suite de la faiblesse de leurs exportations, ne peuvent pas se procurer les moyens d'acheter les instruments de production qui assureraient leur développement. Il en serait d'ailleurs ainsi en

(1) M. Byé, *op. cit.*, p. 310.

(2) M. G. LEDUC, à ce propos : « j'estime que ce serait une erreur de considérer que les secteurs d'exportation ne puissent pas jouer un rôle d'entraînement. Il me semble que dans beaucoup de pays, l'entraînement — si nous pouvons employer cette expression — s'est exercé par l'action des secteurs orientés vers l'exportation ».

Israël, si l'aide internationale et les dons des juifs installés à l'étranger ne lui permettaient pas de sortir de l'ornière.

Au cours des premières années de l'existence du nouvel Etat, ce sont les contributions de communautés de la Diaspora juive, le prêt, de l'Export-Import Bank ainsi que les créances sterling débloquées à Londres, qui ont surtout financé l'excédent d'importation. En 1951, les dons du gouvernement des Etats-Unis commencent à affluer. Mais depuis 1953, ce sont les réparations allemandes et les transports de solidarité du Judaïsme mondial qui représentent les deux principaux flux « non — requis ». Quant au mouvement net de capitaux, les recettes provenant de la vente de Bons de l'Etat d'Israël à l'étranger, et notamment aux Etats-Unis, constitue le poste le plus important depuis 1951 dans la balance des paiements.

Cependant, exprimé en dollars, le déficit commercial reste en 1960 presque aussi grave qu'en 1950, et ceci malgré le fait que 1950-1951 était une année de forte immigration.

Ajoutons, par ailleurs, que parmi les pays peu développés, ou en voie de développement, Israël a été probablement celui qui par rapport à sa population, a le plus bénéficié, et de loin, ces dernières années, d'une aide extérieure.

Le tableau n° 68 permet de suivre l'évolution de la balance des paiements. Le déficit est passé, entre 1950 et 1960, de 282 millions de dollars à 341 millions. C'est pour le gouvernement une grave source de préoccupation : comment assurer l'indépendance économique, pendant que l'aide extérieure va en s'amenuisant. Comment passera-t-on le cap des années 1962-1966 durant lesquelles la fin des réparations allemandes coïncidera avec le remboursement des grands emprunts américains ?

Le problème de la balance des paiements peut se résumer en deux objectifs : d'une part, l'amélioration de la balance commerciale par l'accroissement des exportations, et d'autre part, l'élimination des importations non essentielles et le remplacement de celles qui sont essentielles par la production nationale.

M. M. Byé (3) écrit à ce sujet : « En faveur des productions exportatrices, on a invoqué deux types d'arguments, l'un modéré qui tend à un certain développement des exportations, l'autre absolu qui tend à décourager absolument certains emplois domestiques.

1° *Argument modéré.* — Il faut, dit-on, développer dans une certaine mesure les productions exportatrices, parce que les devises qu'elles fourniront permettront dans la phase d'équipement, d'obtenir des matières premières et de l'outillage étranger et ainsi, d'accélérer l'équipement.

(3) M. Byé, *op. cit.*, p. 310.

Il faut les développer ainsi parce que, par la suite, ces devises seront indispensables pour assurer le service et l'amortissement de la dette. Le service peut-être lourd, si l'on tient compte des intérêts composés dont l'alourdissement progressif est souligné dans les calculs de *Hinshaw*.

2^o *Argument absolu*. — Il est préparé par Buchanan et, avec beaucoup plus de nuances, par Polak. Le développement des exportations doit dépasser les besoins antérieurement mentionnés. Il faut faire face, non seulement aux besoins de devises, mais à ceux que suscitera le développement des importations, conséquence nécessaire de la croissance du revenu national ».

Une amélioration de la balance des paiements nécessite des investissements considérables vers les deux secteurs ci-dessus. Le taux annuel d'investissement détermine le temps qui sera nécessaire pour combler le déficit de la balance commerciale.

Pour démontrer l'évolution de la balance des paiements et la politique du gouvernement qui dirige les investissements vers les secteurs plus favorables à la balance des paiements, et pour déterminer les priorités d'investissements, le critère principal doit être la contribution de l'investissement à l'amélioration de la balance commerciale par une augmentation nette ou par une réduction nette des importations.

Section I

L'évolution de l'exportation

M. P. Sapir, Ministre de l'Industrie et du Commerce, a déclaré en mars 1958 : « Il y a moins d'une dizaine d'années Israël était connu sur le marché mondial seulement pour un pays exportateur d'oranges de Jaffa et peut-être de potasse. Aujourd'hui ses produits industriels, agricoles et minéraux partent pour les quatre coins de la terre ».

Les exportations de biens et services, en termes de dollars, augmentent depuis 1950 sans interruption. Leur valeur en 1960 est presque 8 fois supérieure à celle de 1950. La valeur de l'exportation s'élèvera en 1960 à 352 millions de dollars pour 287 millions en 1959. Soit une augmentation de 23 % par rapport à 1959. En 1950, la valeur de l'exportation s'élevait à 46 millions. Les exportations en 1960, exprimées en livres israéliennes (au taux de change officiel) représentent 14,4 % du P.N.B., pour 16,3 % en 1959, 12,2 % en 1958, 12,9 % en 1957 et 12,4 % en 1955. La progression des exportations,

TABLEAU

LA BALANCE DES PAIEMENTS
(millions)

	1950	1951	1952	1953
A. — L'EXCÉDENT D'IMPORTATION.				
1° <i>Importations de biens et services</i>	327,6	426,1	393,2	365,2
a) Paiements d'intérêts et dividendes	1,0	1,0	12,8	18,9
b) Autres importations de biens et services	326,6	425,1	380,4	346,3
2° <i>Moins exportations de biens et services</i>	45,8	66,6	86,4	102,3
3° <i>Excédent d'importation</i>	281,8	359,5	306,8	262,9
B. — RÈGLEMENT.				
1° <i>Transferts unilatéraux (nets)</i>	89,6	136,8	191,1	172,8
a) Dons du gouvernement des Etats-Unis (a) ...	—	14,0	84,0	44,7
b) Assistance technique (a)	—	—	2,3	2,6
c) Réparations allemandes	—	—	—	40,9
d) Restitutions personnelles allemandes	—	—	—	—
e) Transferts privés en espèces (b)	19,6	38,8	6,9	8,1
f) Fonds, collectes par diverses institutions (U.J.A. et autres) (c)	70,0	84,0	46,2	47,3
g) Transferts en nature (e)	(d)	(d)	51,7	29,2
2° <i>Mouvement de capitaux (nets)</i>	106,4	115,6	116,4	75,3
a) Capitaux à long et à moyen terme	44,4	87,6	114,9	69,6
I. Bons de l'Etat d'Israël	—	50,4	46,3	36,1
II. Prêts de l'Export-Import Bank (f)	44,4	27,7	27,5	4,4
III. Prêts des gouvernements des Etats-Unis ..	—	—	—	—
IV. Autres obligations du gouvernement (g) ..	—	9,5	11,2	7,2
V. Capitaux privés	—	—	29,9	21,9
b) Capitaux à court terme	62,0	28,0	1,5	5,7
3° <i>Erreurs et Omissions</i>	85,8	107,1	— 0,7	14,8
4° <i>Ensemble des moyens de financement de l'excédent d'Imp.</i>	<u>281,8</u>	<u>359,5</u>	<u>306,8</u>	<u>262,9</u>

Notes : a) En 1952-1954, l'assistance technique des Etats-Unis et de l'O.N.U. est comprise dans le poste B.1b ; en 1955-1958, l'assistance technique des Etats-Unis est incluse dans le poste B.1.

b) En 1950-1951, y compris cadeaux personnels et transferts en nature ; en 1960, y compris les transferts en nature.

c) En 1950-1951, y compris cadeaux à des institutions et transferts en nature.

d) Sont compris dans poste B.1e et B.1f.

8
 — 1950-1960
 (rs)

1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
373,2	426,6	534,5	557,2	572,1	603,6	693,6
19,0	20,3	25,6	28,1	34,0	35,7	38,9
354,2	406,3	508,9	529,1	538,1	567,9	654,7
135,2	143,9	177,9	222,0	238,7	287,4	352,2
238,0	282,7	356,6	335,2	333,4	316,2	344,4
260,6	210,4	240,5	245,4	251,0	251,0	299,5
37,2	20,5	6,8	24,1	11,2	9,5	9,7
1,8	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2
82,3	87,5	79,2	77,9	69,7	66,4	79,7
6,1	18,8	25,7	45,0	65,4	70,7	97,8
14,8	24,3	25,5	21,2	25,3	30,5	36,9
87,2	43,1	87,6	55,7	60,8	65,5	69,8
31,2	15,8	15,3	21,1	18,3	8,1	5,4
1,0	76,4	100,4	78,6	68,6	54,7	45,8
71,2	76,3	78,4	69,4	93,6	81,2	101,4
29,2	32,2	47,4	44,7	33,7	35,3	29,1
1,8	— 2,1	— 2,1	— 11,4	— 6,5	21,0	7,4
—	25,4	32,6	20,4	43,9	18,3	28,5
21,2	8,7	— 5,8	1,3	— 2,2	— 6,4	— 4,6
19,0	12,1	6,3	14,4	24,7	13,0	41,0
70,2	0,1	22,0	9,2	— 25,0	— 26,5	— 55,6
23,6	— 4,1	15,7	11,2	13,8	10,5	— 3,9
338,0	282,7	356,6	335,2	333,4	316,2	341,4

1952-1954, y compris les transferts de fonds d'immigrants.

1959-1960, y sont compris tous les autres prêts à long terme.

1959-1960, y sont compris les prêts à moyen terme.

Source : (1) D. PATINKIN, tableau n° 16.

(2) Les années 1959 et 1960; rapport de la Banque d'Israël, 1960, p. 20.

ANNEXE AU TABLEAU N° 68

RÉSUMÉ DES BALANCES DES PAIEMENTS - 1950-1960
(en millions de dollars)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Importations de biens et services.	- 327,6	- 426,1	- 393,2	- 365,2	- 373,2	- 426,6	- 534,5	- 557,2	- 572,1	- 603,6	- 693,6
Exportations de biens et services.	45,8	66,6	86,4	102,3	135,2	143,9	177,9	222,0	238,7	287,4	352,2
Solde des opérations courantes.	- 281,8	- 359,5	- 306,8	- 262,9	- 238,0	- 282,7	- 356,6	- 335,2	- 333,4	- 316,2	- 341,4
Transferts unilatéraux (nets)	89,6	136,8	191,1	172,8	260,6	210,4	240,5	245,4	251,0	251,0	299,5
Mouvements de capitaux (nets)	106,4	115,6	116,4	75,3	1,0	76,4	100,4	78,6	68,6	54,7	45,8
Erreurs et omissions	85,8	107,1	- 0,7	14,8	- 23,6	- 4,1	15,7	15,2	13,8	10,5	- 3,9
Excédent d'importation (solde des opérations courantes) par tête d'habitants (en dollars)	- 281,8	- 359,5	- 306,8	- 262,9	- 238,0	- 282,7	- 356,6	- 335,2	- 333,4	- 316,2	- 341,4
	224	240	191	159	- 141	- 163	- 195,6	- 174	- 167,4	- 146	- 144

Source : Tableau n° 68.

qui sont parties d'un niveau relativement très bas, est surtout rapide entre 1950 et 1954. En effet les exportations atteignent l'indice 293 en 1954 (1950 = 100) et 520 en 1958. Le pourcentage de couverture des importations par les exportations passe de 14 % en 1950 à 22 % en 1952, 34 % en 1955, 43 % en 1959 pour atteindre 51 % en 1960 (voir tableau n° 69). Cette amélioration en pourcentage de couverture des importations par les exportations, est le résultat des investissements destinés au secteur de l'exportation au cours des dernières années (voir tableau n° 71).

TABLEAU N° 69
FINANCEMENT DES IMPORTATIONS (a)
(en pourcentage suivant la source)

	1952	1955	1958	1959	1960	1950-1960
Recettes au titre des exportations.	22,0 %	33,5 %	42,8 %	47,5 %	50,8 %	43,0 %
Recettes nettes provenant des transferts unilatéraux.	48,5 %	48,8 %	45,0 %	41,5 %	43,3 %	45,0 %
Recettes nettes provenant des mouvements de capitaux.	29,5 %	17,7 %	12,2 %	11,0 %	5,9 %	12,0 %
	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

(a) Sans tenir compte des « erreurs et omissions ».

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1959-1960.

Sous-Section I. — Les principaux produits d'exportation

Nous avons noté, en Israël, un effort très sérieux vers l'exportation ; cette tendance se remarque tant dans le secteur agricole que dans celui de l'industrie.

A. — Produits agricoles : les agrumes

Les produits agricoles destinés à l'exportation, ont rapporté la plus grande partie des devises étrangères jusqu'à 1954 et se sont élevés à 36 millions de dollars soit 42 % de la valeur totale de l'exportation, en 1960 cette valeur s'élève à 62 millions soit 29 % du total, ce qui fait de l'agriculture le deuxième secteur au point de vue de l'exportation

(voir tableau n° 70). Les principaux produits agricoles sont les agrumes pour un montant total de 34 millions en 1954 et 47 millions en 1960, soit 75 % de la valeur totale de l'exportation en produits agricoles.

TABLEAU N° 70
L'EXPORTATION SELON LE SECTEUR 1954-1960
(en pourcentage)

Secteur	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Produits agricoles	42	38	41	39	40	32	29
Produits industriels.	37	37	33	34	34	40	43
Diamants	18	23	23	25	25	27	27
Divers	1	1	2	3	2	3	1
TOTAL....	100	100	100	100	100	100	100

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1959, p. 25.

Outre les agrumes, les exportations comprennent les arachides, qui ont rapporté 2,1 millions de dollars en 1960 pour 1,3 millions en 1954, les œufs qui ont rapporté 6,5 millions en 1960 pour 0,2 en 1954 (voir tableau n° 71).

Le tableau n° 71 permet de suivre l'évolution des exportations depuis 1954 et la valeur de l'importance relative de divers produits agricoles et industriels par rapport au total. Cette importance varie sensiblement selon que l'on raisonne à partir de recettes brutes ou nettes, la « valeur ajoutée » des produits agricoles, et notamment des agrumes, étant supérieure à celle des produits industriels. Ainsi, en 1959 et en 1960, les recettes brutes provenant de la vente de produits agricoles et industriels représentaient un tiers et deux-tiers respectivement du total. Mais les positions de ces deux groupes de produits sont renversées dès que l'on considère leurs rapports respectifs en recettes nettes.

De deux-tiers, et même plus, des exportations totales au cours de la période de l'entre deux-guerres, les exportations des agrumes sont passées à 63 % en 1949 et à 35 % en 1958 pour tomber à leur niveau le plus bas en 1960, lorsqu'elles ne représentaient plus que le quart. Cependant, s'il a perdu de son importance relative, le secteur des agrumes n'en demeure pas moins le secteur d'exportation par excellence de l'économie israélienne, celui dont la contribution nette en devises dépasse tout autre, celui aussi qui dépend relati-

TABLEAU N° 71
EXPORTATION DES PRINCIPAUX PRODUITS, 1954-1960
(en millions de dollars)

Le produit	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Produits agricoles.</i>							
Agrumes	33,7	31,7	40,8	48,5	48,6	45,9	46,6
Œufs	0,2	0,2	0,6	0,6	4,8	6,5	6,5
Arachides	1,3	1,0	1,5	1,3	1,9	1,5	2,1
Divers	0,4	1,2	1,4	4,0	1,5	4,0	4,4
TOTAL....	35,6	34,1	44,3	54,4	56,8	57,9	61,7
<i>Produits industriels.</i>							
Produits d'agrumes.	2,8	2,1	3,8	4,0	5,8	7,3	7,8
Alimentation	1,4	0,4	2,1	3,5	2,6	6,0	7,2
Mines	0,7	0,2	0,4	0,2	0,6	3,1	5,1
Machines	7,1	3,5	1,7	2,1	2,0	3,8	2,7
Pneus	2,3	2,6	3,7	4,7	5,8	6,3	8,2
Métaux, produits électriques, et voitures.	3,1	2,8	1,9	2,9	1,6	2,2	4,5
Ciment	2,5	2,6	3,0	3,5	1,7	2,7	2,5
Contre-plaqué	2,7	3,1	3,6	7,1	5,7	8,1	9,5
Textiles	4,5	5,5	5,8	7,3	8,5	11,0	17,9
Divers	5,5	10,0	10,7	12,3	12,4	19,7	24,7
TOTAL....	32,6	32,8	36,7	47,6	47,1	70,2	90,1
Diamants	15,6	20,6	24,7	35,5	34,3	46,8	56,4
Divers	4,0	1,4	4,0	3,3	1,6	2,4	1,8
TOTAL GÉNÉRAL....	87,8	88,9	109,7	140,8	139,8	177,3	210,0

Sources : 1954-1959, Bank of Israel, *Annual Report*, 1959, p. 24 ; — 1960, Bank of Israel, *Annual Report*, 1960, p. 23.

vement moins que tout autre d'une aide directe de l'Etat pour poursuivre ses ventes à l'étranger.

Il faut ajouter, que durant les cinq dernières années, 25 établissements (4) de conditionnement et d'emballage, ont été équipés de machines les plus modernes, à laver, brosser, cirer, assortir et emballer les agrumes dans les caisses, afin de les présenter aux consommateurs de la façon la plus avantageuse.

B. — Les diamants

Les diamants occupent le second rang après les agrumes parmi les exportations, et représentent le produit d'exportation industriel le plus important.

(4) *Regards sur l'alliance France-Israël*, 1952, p. 92.

Les exportations de diamants, si elles ont marqué un temps d'arrêt en 1958 — voir tableau n° 71 — en raison de la récession aux Etats-Unis, principaux clients, ont connu dans l'ensemble un rythme d'expansion extrêmement rapide puisqu'elles sont passées de 15,6 millions de dollars en 1954 à 56,4 millions en 1960, soit un taux d'accroissement de plus de 20 % par an. Aussi, de nouveaux investissements sont orientés vers ce secteur aux cours des dernières années, des ateliers supplémentaires ont été fondés, notamment dans les zones de développement — voir plus haut — avec l'aide de l'Etat, pour développer le secteur des diamants destinés à l'exportation.

De nos jours l'industrie diamantaire israélienne occupe une place importante sur le marché international, puisqu'elle fournit à elle seule environ un cinquième en valeur de la production mondiale des diamants polis (5).

Ensemble, agrumes et diamants représentaient en 1949 quatre-cinquièmes de la valeur totale des exportations. Entre 1951 et 1958 leur part se situe aux environs des trois-cinquièmes. En 1959, une nouvelle baisse est enregistrée et la proportion n'est plus que de 53 % en raison de la régression relative des exportations d'agrumes, et en 1960 la proportion a augmenté et s'élève à 56 %.

C. — *Les produits industriels*

Des considérations tenant à la balance des paiements ont joué un rôle déterminant dans la politique d'industrialisation du gouvernement comme nous l'avons déjà dit. Au cours des premières années de l'existence du nouvel Etat on se trouvait en présence d'un large écart entre les importations et les exportations. L'importance accordée au développement de l'industrie manufacturière tenant à ce qu'il devait permettre, non seulement d'accroître le degré d'indépendance économique du pays en ce qui concerne divers articles manufacturés, mais encore d'accroître ses exportations pour augmenter la réserve de devises étrangères.

Depuis 1948, le gouvernement d'Israël utilise le contrôle des changes comme moyen d'agir sur la répartition des ressources disponibles et de déterminer la forme du développement économique. En outre, Israël a, au début de 1957, puis en novembre de la même année et en janvier 1958, étendu le système des primes à l'exportation pour certains pays ou certains produits, et relevé les montants versés — mesures dont nous parlerons dans la suite de notre exposé.

Le tableau n° 71 nous montre le développement de l'exportation

(5) *Bank of Israel : Annual report*, 1958, p. 139.

en produits industriels entre 1954-1960. En 1960, la valeur de ces produits s'est élevée à 90 millions de dollars pour 70 millions en 1959, 47 millions en 1958 et 33 millions en 1954, soit une augmentation de 29 % en 1960 par rapport à 1958, et de 173 % par rapport à 1954.

Pendant la même période, la valeur des produits textiles destinés à l'exportation a quadruplé, passant de 4,5 millions de dollars en 1954 à 17,9 millions de dollars en 1960. Les produits alimentaires (y compris les produits à base d'agrumes) ont augmenté de 4,2 millions de dollars en 1954 à 15 millions en 1960. Les autres produits ont subi aussi une forte augmentation (par exemple, les mines, de 0,7 million de dollars en 1954 à 5,1 millions en 1960 soit une augmentation de plus de 700 %). L'augmentation en produits manufacturés destinés à l'exportation, est due aux investissements orientés vers le secteur industriel et surtout vers les produits qui pourront être exportés.

En 1960, les exportations se divisent de la manière suivante : 43 % en produits industriels, 27 % en diamants et 29 % en produits agricoles. Donc, il est évident d'après le tableau n° 70 que l'exportation en produits industriels a subi une augmentation considérable entre 1950-1960. En pourcentage, des produits industriels exportés forment actuellement 45 % de l'exportation totale pour 37 % en 1954 (excepté les diamants).

D. — La prévision d'exportation en produits industriels pour l'année 1965.

Le Ministère de l'industrie et du commerce a publié un rapport qui prévoit le développement industriel en Israël au cours des années 1960-1965. Le rapport est basé sur la capacité actuelle de la production du secteur industriel, tenant compte des projets qui sont en train d'être terminés et aussi de l'orientation des investissements jusqu'en 1965.

Le tableau n° 72 nous permet de suivre cette évolution industrielle en 1965. Le plan prévoit une exportation supplémentaire en produits industriels de 241 millions de dollars, soit trois fois plus que l'exportation totale en 1958 et quatre fois et demie plus qu'en 1955. L'exportation totale arrivera, après le plan, à 323 millions de dollars.

Il semble que les produits les plus favorables à l'exportation supplémentaire seront : les produits chimiques qui dépassent les produits diamantaires et représenteront le produit d'exportation industriel le plus important. Le plan prévoit une exportation en produits chimiques de 60 millions de dollars pour 4 millions en 1958, soit 15 fois plus, et une augmentation de 56 millions en 1965. Cette augmentation de production destinée à l'exportation sera réalisée grâce à un effort de l'Etat dans l'orientation des investissements vers les secteurs rentables pour l'exportation.

TABLEAU N° 72

LA PRÉVISION DANS L'EXPORTATION SUPPLÉMENTAIRE ET SA VALEUR AJOUTÉE EN 1965
(en millions de dollars)

Le secteur	Exportation		Valeur ajoutée en pourcentage	Exportation supplémentaire en 1965		Exportation totale (2) + (5)
	1955 (1)	1958 (2)		Valeur ajoutée (4)	Exportation (5)	
Extraction et mines.....	1.270	3.747	60	14.160	23.570	27.320
Alimentation.....	3.088	7.452	63	10.547	16.725	24.185
Textile.....	4.055	6.116	67	24.580	36.150	42.260
Vêtements.....	1.565	3.028	75	13.500	17.900	20.930
Bois.....	2.267	3.227	45	2.210	4.930	8.155
Papier et impression.....	846	3.407	64	2.380	3.700	7.105
Cuir.....	95	506	51	1.390	2.700	3.200
Plastique et caoutchouc.....	2.670	6.578	56	4.320	7.600	14.180
Chimique.....	3.197	3.910	37	20.705	56.100	60.000
Minéraux et non métalliques.....	2.874	2.705	50	4.410	8.810	11.510
Diamants.....	20.616	34.320	40	8.000	20.000	54.320
Métallurgie.....	2.267	1.627	60	5.950	9.800	11.430
Machines.....	904	674	63	7.350	11.700	12.380
Équipements Électriques.....	492	260	62	3.120	5.000	5.250
Moyens de transport.....	3.598	2.209	64	3.850	6.000	8.210
Divers.....	3.381	2.470	72	7.380	10.300	12.780
TOTAL.....	53.185	82.236	55	133.852	240.985	323.200

Source : *Israel's industrial future*, Outlook, 1960-1965, p. 61.

Les produits textiles passeront à 42 millions pour 6 millions en 1958, soit 7 fois plus, c'est-à-dire une augmentation en valeur absolue de 36 millions de dollars.

« Extraction et Mines » sera élevé à 27 millions pour environ 4 millions, soit sept fois plus que l'année 1958, ce qui correspond à une augmentation d'environ 24 millions de dollars. « Confections » augmentera de 18 millions, c'est-à-dire presque 6 fois plus qu'en 1958, l'exportation totale s'élèvera à 21 millions de dollars.

Une augmentation considérable sera remarquée aussi dans les industries telles que des machines de 674.000 dollars à 12,4 millions en 1965, soit une augmentation de 19 fois par rapport à 1958. Aussi, les équipements électriques subiront une forte augmentation et passeront de 260.000 dollars en 1958 à 5,2 millions de dollars en 1965. Les produits minéraux non-métalliques s'élèveront à 12 millions pour 3 millions en 1958, et les produits métallurgiques s'élèveront à 12 millions pour 2 millions de dollars en 1958.

Nous remarquons dans le tableau n° 72, que la valeur ajoutée restera sans modification en 1965, soit 55 % de l'exportation totale, et en valeur absolue 187 millions de dollars.

Même si ce programme réussissait, si les prévisions les plus optimistes se réalisaient, le pays devrait pendant bien longtemps encore compter sur le soutien extérieur.

Cependant une part importante du déficit actuel serait résorbée, grâce aux choix des investissements dans les secteurs les plus productifs et les plus rentables pour l'exportation destinée aux débouchés extérieurs.

Sous-Section II. — Exportations et « valeurs ajoutées ». **Disparité des prix et primes à l'exportation**

Nous avons déjà annoncé l'importance de « valeurs ajoutées en produits exportés pour calculer les recettes nettes de ces produits et aussi pour mesurer la rentabilité des investissements dirigés vers les secteurs de ces produits.

Le calcul de la « valeur ajoutée » des produits exportés n'est nullement aisé. Cependant si les chiffres avancés ne représentent souvent que les estimations assez grossières, ils permettent de fournir des ordres de grandeurs et d'indiquer certaines tendances. Ainsi la proportion des recettes nettes provenant de l'exportation aurait augmenté sensiblement depuis 1953 (39 % en 1953, 45 % en 1954 et 51 % en 1956), mais elle paraît stationnaire depuis cette année, et avec une légère diminution, en 1959 et 1960 qui reste stable au niveau de 47 %. Le tableau n° 73 nous montre qu'une évolution analogue est observée pour les produits industriels ; en 1953 la valeur ajoutée des produits industriels s'est élevée à 31 % contre 60 % pour les produits agricoles, en 1960 les recettes nettes sont passées à 49 % pour les produits industriels, et 68 % pour les produits agricoles, on note donc une forte augmentation pour les produits industriels, réalisée grâce aux investissements destinés à l'exportation maxima des ressources naturelles locales. On prévoit que les recettes nettes des produits industriels atteindront 55 % en 1965.

Les diamants ont subi également une forte augmentation : de 14 % en 1953, ils passent à 22 % en 1960. On prévoit pareillement une certaine augmentation en recettes nettes en 1960.

Le fait que la « valeur ajoutée » relative aux exportations israéliennes n'atteint que 50 % en moyenne, permet de mieux saisir l'immensité de la tâche à accomplir afin de combler le déficit de la balance commerciale du pays. En effet, si l'on prend comme point de départ le déficit des opérations commerciales enregistrées en 1960 (694 millions de dollars — 352 millions = 342 millions), et

TABLEAU N° 73

EXPORTATION ET « VALEUR AJOUTÉE »
(en millions de dollars)

Rec. br. = Recettes brutes. Rec. n. = Recettes net- tes. V.A. = « Valeur ajoutée.	1953			1955			1956			1957			1958			1959			1960		
	Rec br.	% V.A.	Rec n.	Rec br.	% V.A.	Rec n.	Rec. br.	% V.A.	Rec n.	Rec br.	% V.A.	Rec n.	Rec. br.	% V.A.	Rec n.	Rec. br.	% V.A.	Rec n.	Rec. br.	% V.A.	Rec n.
Produits agricoles	19,7	60	11,9	60	34,1	70	44,3	73	31,8	54,4	74	40,3	56,6	72	40,7	58,1	70	40,7	61,7	68	42,0
Produits industriels.	21,0	31	6,5	32,8	37	12,1	36,7	45	15,1	47,6	46	21,9	46,7	47	22,1	70,7	45	31,8	90,1	49	44,1
Diamants	12,7	14	1,8	20,6	17	3,5	24,7	17	4,2	35,5	19	6,7	34,3	20	6,9	45,2	21	9,5	56,4	22	12,4
Autres.	3,1	65	2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	56,5	39	22,2	87,5	45	39,5	105,7	51	51,1	37,5	50	68,9	137,6	51	69,7	174,0	47	82,0	208,2	47	98,5

Source : Bank of Israel, *Annual Reports*, 1955-1960.

en supposant que toute augmentation des importations soit affectée dans les années à venir uniquement aux branches travaillant pour l'exportation, et que des problèmes de prix et de débouchés extérieurs ne se posent pas, alors, même si la « valeur ajoutée » atteignait 60 %, il faudrait que les exportations passent de 352 millions de dollars à 694 millions, pour que le déficit puisse être comblé. Le taux d'accroissement a donc été de l'ordre de 19 % par an en moyenne. Si ce rythme se maintient dans les années à venir, ce qui paraît peu probable, et en raisonnant toujours sur les hypothèses ci-dessus formulées, il faudra 4 ans avant que la balance commerciale soit équilibrée, plus de 8 ans si le taux d'accroissement n'est que de 10 % par an. On conçoit dans ces conditions le long chemin qui reste à parcourir pour parvenir à équilibrer les comptes extérieurs de la nation.

En 1952, le gouvernement a instauré une politique monétaire favorable au commerce international du pays. Elle devait stimuler l'exportation des fruits du travail national et des matières premières, et décourager l'importation des articles les moins essentiels. Pour encourager les investissements vers le secteur de l'exportation, le gouvernement avait choisi un taux de change multiple (6) ; trois cours avaient été fixés :

Le cours L. I. 1. — = 2,80 dollars devait servir uniquement pour l'importation de quelques denrées essentielles et pour celle des diamants bruts.

Le cours L. I. 1. — = 1,40 dollars était destinée à certaines importations moins essentielles et à l'exportation des agrumes et des articles avec des matières premières locales.

Le taux L. I. — = 1,00 dollars était prévu à l'intention des autres transactions, y compris les transferts de capitaux privés et l'exportation des marchandises confectionnées avec des matières premières importées.

En Juillet 1953, la Commission des changes a déclaré dans son rapport au gouvernement, que l'écart grandissant entre les prix intérieurs et les prix extérieurs était la cause des faiblesses fondamentales de l'économie, à savoir le fait que la production nationale, le volume excessif des dépenses de consommation, l'insuffisance des investissements par rapport à l'augmentation de la population. En raison du faible prix des marchandises importées, les investissements privés se sont de préférence portés vers la production de biens moins essentiels.

La livre israélienne a été dévaluée en 1954 et en 1962 et actuelle-

(6) *Economic review of Israel.*

ment le cours officiel du taux de change est L. I. 1. — = 1/3 dollar. Cette réforme a eu pour principal objet de réduire l'écart existant entre les prix intérieurs et les prix extérieurs, de stimuler la production nationale et d'améliorer la balance des paiements.

Le gouvernement a également entrepris de protéger l'industrie locale en élevant les droits de douane, et en lui accordant des primes et des allocations de devises étrangères à des taux favorables. Les exportations d'articles manufacturés ont été encouragées, mais ces exportations se sont heurtées jusqu'à environ 1958, sur les nouveaux marchés du pays, à la concurrence d'articles fabriqués dans des pays hautement industrialisés. Les coûts de production sont élevés. Cela est dû en grande partie à de très hauts salaires, à la cherté des matières premières et des combustibles importés de pays très éloignés. Le gouvernement a décidé de donner des primes à l'exportation pour la développer. Les primes ont varié entre 0,6 et 1,2 livre israélienne par dollar de valeur ajoutée (7), et ces primes ont atteint 37,4 millions de livres israéliennes en 1958 pour 20 millions en 1957. Le gouvernement a, d'autre part, autorisé les exportations d'agrumes et de pneumatiques à verser à un compte spécial 50 à 70% du produit de leurs ventes à l'étranger, ledit compte spécial pouvant être utilisé plus librement que les autres comptes en devises étrangères.

Il nous semble que cette politique de primes à l'exportation est bien valable à court terme pour augmenter l'exportation et minimiser légèrement l'écart entre l'importation et l'exportation, mais, à notre avis, ce système de primes est une mauvaise habitude qui ne pourra pas résoudre la question au point de vue long terme, car le gouvernement doit subventionner directement les produits destinés à l'exportation pour augmenter leur rentabilité et abaisser leur coût de revient.

Section II

L'excédent des importations sur les exportations

Dès son accession à l'indépendance, le nouvel Etat dut procéder à des importations massives de l'étranger. Cette politique était dictée par la nécessité d'installer des centaines de millions d'immigrants dans un pays encore ravagé par la guerre, de leur fournir des instruments de travail ainsi que de satisfaire leurs besoins

(7) Il y a des cas de primes plus élevées.

alimentaires que la production locale ne pouvait alors couvrir que très partiellement. Les problèmes de sécurité d'une communauté en temps de guerre exigeaient, par ailleurs, l'accroissement du potentiel défensif, dont l'achat d'armements à l'étranger. De plus, l'importation de matériel et d'outillage, devait permettre la mise en valeur accélérée d'un pays sous-équipé, et compenser dans une large mesure la rareté en ressources naturelles. Et ceci afin d'assurer au peuple un niveau de vie qui se rapprocherait progressivement des niveaux occidentaux tout en réduisant à plus long terme la dépendance de l'Etat à l'égard de l'aide extérieure. Le commerce extérieur d'Israël a été caractérisé par un fort excédent d'importation, imputable au niveau élevé de la consommation et des investissements. Au cours de la période comprise entre 1950 et 1960, le déficit du commerce extérieur d'Israël s'est élevé au total de 3.414 millions de dollars (voir tableau n° 68).

En 1960, l'excédent d'importation a augmenté de 25 millions de dollars et s'est élevé à 341 millions. Cette augmentation de l'importation a été provoquée par la tendance à accélérer la production de produits destinés à l'étranger qui a augmenté de 65 millions pour 90 millions d'importation supplémentaire. Donc, l'augmentation de l'importation paraît être la cause de l'augmentation de l'exportation au cours des dernières années. Il nous semble qu'il est très difficile de résorber le déficit commercial par l'augmentation des exportations qui vont toujours en corrélation avec les importations. Il est plus important de mettre l'accent sur les importations pour les orienter vers les investissements, et non vers la consommation.

M. Guelfat déclare : « Il faut, que nous parvenions à augmenter le produit national net de 4% par an, c'est-à-dire la production commercialisable de 8% par an, sans que cet accroissement soit susceptible d'augmenter notre niveau de vie ».

Le tableau n° 74 nous permet de suivre l'évolution de la répartition des importations suivant leur affectation. Ce tableau montre que l'importation en vue de la consommation s'est abaissée de 58% en 1954 à 47% en 1959. L'importation destinée à l'investissement a subi une augmentation considérable en 1957 par rapport à 1954, mais on note en 1959 un abaissement à 27%. L'importation en vue de la réexportation est passé de 17% en 1954 à 26% en 1959.

Le tableau n° 75 nous donne l'indice d'importation suivant leur affectation et par personne. L'indice d'importation en vue de l'investissement et de la production a subi une augmentation considérable 37% et 29% (1956 = 100) pour une diminution dans l'indice de la consommation et du pétrole de 20% et 8%. L'indice d'importation par personne de la consommation a diminué de 29% (1956 = 100), et de l'investissement et la production ont subi une augmentation de 22% et 14%.

TABLEAU N° 74

RÉPARTITION DES IMPORTATIONS SUIVANT LEUR AFFECTATION — 1954-1959
(Biens et services, prix courants) (en pourcentage)

	1954	1955	1956	1957	1958	1959
IMPORTATION EN VUE DE :						
<i>La consommation</i> (Mc) ..	57,5	53,5	56,0	48,0	51,0	47,0
privée	(a)	43,5	37,0	39,0	37,6	34,9
publique	(a)	10,0	19,0	9,0	13,4	12,1
<i>L'investissement</i> intérieur						
brut (Mi)	25,8	30,7	29,0	33,0	29,6	27,0
<i>L'exportation</i> (Mx)	16,5	15,8	15,0	19,0	19,4	26,0
TOTAL....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total en millions de L. I.	673	777	971	996	1.030	1.104

(a) Détail non disponible.

Sources : Bank of Israel, *Annual Reports*, 1955, 1957, 1958 et 1959.

TABLEAU N° 75

L'INDICE DES IMPORTATIONS SUIVANT LEUR AFFECTATION ET PAR PERSONNE

	Indice d'importation suivant leur affectation (1956 = 100)			Indice d'importation par personne		
	1957	1958	1959	1957	1958	1959
Importation totale	119	117	120	112	107	106
Consommation ..	104	107	80	98	98	71
Production	116	117	129	110	107	114
Investissement ..	129	125	137	122	115	122
Pétrole	127	112	92	120	102	81

Source : Ministère de l'Industrie et du Commerce, Rapport de mars (1960), p. 55.

**Sous-Section I. — Influence des investissements
sur la production nationale
d'objets substituables aux produits antérieurement importés
La prévision d'épargne nette
en produits industrialisés importés**

La politique économique d'Israël, en ce qui concerne l'amélioration de la balance des paiements en dehors de l'accroissement des exportations, est due au remplacement des importations essentielles par la production nationale.

Israël s'est efforcé en 1957 et 1958, comme les années précédentes, de combler en partie son important déficit commercial en limitant les importations. Pour limiter les importations, les subventions qui facilitaient les importations de certains produits comme la viande congelée, les engrais chimiques et les médicaments, ont été presque entièrement supprimées. Les droits de douane ont été augmentés, tant en 1957 et 1958, sur une grande variété de produits finis et demi-finis : produits pétroliers raffinés, tabacs, articles de caoutchouc, boissons alcoolisées, appareils électriques, etc. Les matières premières destinées à l'industrie, cependant, ont généralement bénéficié de réductions tarifaires en 1957 et d'un régime plus libéral à partir de 1958.

Au cours des dernières années, l'effort du gouvernement fut d'agir sur le surplus de l'importation par l'orientation des investissements vers des produits substituables aux produits importés.

Le tableau n° 76 nous révèle un fort abaissement des biens de consommation directe de 35 % de l'importation totale en 1949 à 10 % en 1960, et ceci grâce aux investissements orientés vers l'agriculture surtout jusqu'à 1956, ainsi que vers les industries alimentaires ; les biens de consommation, ainsi que les articles entièrement ou en grande partie manufacturés, n'ont marqué qu'une augmentation modérée, malgré l'accroissement considérable du revenu réel et de la production pendant la période considérée. Les importations de matières premières sont passées de 33 % en 1949 à 55 % en 1960. Ces changements illustrent aussi le fait que l'industrie manufacturière d'Israël est fondée dans une grande mesure sur l'importation de matières premières, tandis que les produits finis tiennent une place considérable dans sa production totale.

Ce tableau nous montre aussi que la diminution de l'importance relative des importations de biens d'investissements au cours de la période allant de 1949 à 1959, a été due en partie aux progrès réalisés dans la production locale de certains types de machines et d'équipement ainsi que nous l'avons dit plus haut. En 1960 le pourcentage de ces importations est revenu presque à son niveau précédent (de 1949).

TABLEAU N° 76

LA RÉPARTITION DES IMPORTATIONS SUIVANT LA CATÉGORIE DES PRODUITS
(en pourcentage) 1949-1960

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
TOTAL.....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>Biens de cons. (directe)</i>	35,0	26,2	25,7	22,9	20,9	17,2	15,5	14,0	12,3	12,8	10,5	9,8
Cons. courante	29,5	21,8	21,6	18,1	7,4	14,9	13,1	11,5	9,0	10,0	7,5	6,9
» durable	5,5	4,4	4,1	4,8	3,5	2,3	2,4	2,5	3,3	2,8	3,0	2,9
<i>Matières premières</i>	32,9	31,9	36,9	37,5	44,1	52,6	54,0	49,7	48,6	49,7	54,7	54,6
<i>Biens d'invest.</i>	28,9	34,4	28,1	27,0	24,2	20,0	19,8	24,9	27,0	26,7	26,5	28,4
<i>Biens d'équip. :</i>												
Industrie et bâtiment	7,1	8,3	9,3	9,8	10,0	7,2	7,3	10,0	8,1	11,8	11,7	10,7
Agriculture	6,7	9,2	6,0	5,0	2,9	3,0	2,6	3,1	1,9	1,9	2,1	1,7
Autres secteurs	1,0	0,9	1,0	1,7	1,6	1,5	1,5	1,6	1,3	1,4	1,4	1,5
Matériaux de construction	6,0	8,1	6,8	6,9	4,2	4,4	4,3	5,5	4,6	4,3	4,3	3,1
Matériel de transport	7,8	7,9	5,0	3,6	5,5	3,9	4,1	4,5	11,1	7,3	7,0	11,4
<i>Pétrole brut, produits pétroliers</i> <i>et lubrifiants</i>	(a) 3,5	7,5	9,3	12,6	10,8	10,2	10,7	11,4	12,1	10,8	8,2	7,2

(a) Les carburants destinés à la consommation ont été en 1949 inclus dans les « biens de consommation » ; ce chiffre n'est donc pas comparable à ceux des années suivantes.

Sources : Années 1949-1951, D. HOROVITZ, *Statist. Abstr. of Israel*, 1957-1958 et 1958-1959 ; années 1959-1960, Bank of Israel, *Annual Report*, 1960.

C'est ainsi qu'une baisse relative est enregistrée depuis 1952 pour les biens d'équipements destinés à l'agriculture dont la mécanisation s'est poursuivie à un rythme accéléré au cours des premières années de l'Etat. L'importation de matériaux de construction décroît également après 1952, l'activité dans le bâtiment ayant été réduite à la suite du mouvement migratoire. De plus, l'industrie locale était désormais à même de fournir une quantité croissante de ces matériaux.

La politique économique du gouvernement a provoqué une baisse de la consommation et a agi sur le niveau des investissements publics et privés, a réduit les besoins en produits, et a développé la demande des produits locaux substituables aux produits importés, grâce aux investissements dirigés vers ces produits, pour atteindre ce but gouvernemental dans sa politique extérieure, pour minimiser le surplus d'importation dans la balance commerciale, ou au moins l'empêcher d'augmenter dans les années prochaines.

Le développement de la production nationale brute est de l'ordre de 11 % par an, en moyenne, sur l'ensemble de la période 1950-1958. Le taux d'accroissement annuel des importations n'est que de 6 %, ce qui signifie que les importations progressent en même temps que le produit réel global, ainsi qu'il ressort du tableau n° 77. L'indice du P N B s'est élevé à 237,7 et celui de l'importation seulement à 156 en 1958 — (1950 = 100). Aussi, la propension moyenne à importer calculée par rapport au P N B, accuse-t-elle une baisse au cours de la période considérée, puisqu'elle n'est que de 27 % en 1958 pour 30 % et 37 % respectivement en 1954 et 1951 (8).

TABLEAU N° 77

PRODUIT NATIONAL BRUT ET IMPORTATIONS 1950-1958
(Prix constant : millions de livres israéliennes de 1952)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
A. — Valeur en prix coûtants :									
P.N.B.	827	1.013	1.063	1.061	1.341	1.474	1.627	1.805	1.966
Importation	341	374	339	358	402	418	492	491	533
B. — Indice (1950 = 100)									
P.N.B.	100,0	122,5	128,6	128,3	162,2	178,3	196,8	218,2	237,7
Importation	100,0	109,5	99,2	105,0	118,0	122,5	144,0	144,0	156,0

Source : D. PATINKIN, tableau n° 18.

(8) Calculée par rapport au revenu national, la propension moyenne à importer était de 0,42 en 1957 et de 0,38 en 1958, R N et importation étant exprimées en prix courants et ces dernières converties en L. I., au taux de change officiel (*Bank of Israel : Annual Report*, 1958).

TABLEAU N° 78
L'ÉPARGNE D'IMPORTATION DANS L'INDUSTRIE EN 1965
(en milliers de dollars)

Branches	Importation 1958 (1)	Importation supplémentaire 1964 (2)		Import- totale 1954	Epargne nette de l'importation actuelle (valeur épargnée)			Epargne nette de l'importation supplémentaire (valeur épargnée)			Epargne totale d'importation		
		Cons.	Invest.		Appro- fondis- sement	Substi- tuable	Total	Appro- fondis- sement	Substi- tuable	Total	Appro- fondis- sement	Substi- tuable	Total
Alimentation	5.190	2.126	—	7.316	—	1.610	1.610	—	50	50	—	1.660	1.660
Textile	8.750	4.750	—	13.500	3.150	540	3.690	150	200	350	3.300	740	4.040
Cuir et dérivés	2.600	1.040	—	3.640	—	140	140	—	60	60	—	200	200
Bois	12.900	4.800	—	17.700	—	1.450	1.450	—	850	850	—	2.300	2.300
Papier et carton	5.100	2.250	—	7.350	550	870	1.420	250	430	680	800	1.300	2.100
Caoutchouc et plastique	48.755	9.145	—	57.900	550	3.380	3.930	202	868	1.070	752	4.248	5.000
Minéraux non métalliques	10.715	1.025	3.660	15.400	—	2.600	2.600	—	1.200	1.200	—	3.800	3.800
Produits chimiques et pét.	28.000	—	17.000	45.000	—	5.700	5.700	—	3.300	3.300	—	9.000	9.000
Machines	10.000	—	—	10.000	—	700	700	—	—	—	—	700	700
Equip. électriques	9.400	—	2.700	12.100	750	3.850	4.600	450	450	900	1.200	4.300	5.500
Moyens de transport	141.100	25.136	23.300	189.906	5.000	20.840	25.840	1.052	7.408	8.460	6.052	28.248	34.300
TOTAL													

(1) Compris seulement les produits d'importation substituables.

(2) La prévision du supplément sans augmentation de la production.

Source : *Israel's Industrial Future*, Outlook, 1960-1965, p. 73.

Ceci est une preuve suffisante du développement des produits locaux substituables aux produits importés, car le développement de l'importation est moins fort que le développement du P N B.

Nous remarquons, au cours des dernières années, que les importations de biens de consommation non durables ont de nouveau baissé par rapport au total et que le pourcentage de ces importations a considérablement diminué. Le volume des importations de lainages a diminué, mais cette baisse s'est accélérée dans les années qui ont suivi 1955, et ce pays, grâce à l'expansion rapide de son industrie est devenu exportateur net de lainages. Les importations de cotonnades ont diminué de façon nette et continue. Israël a pratiquement cessé d'importer certains produits dont il est devenu exportateur : par exemple du ciment, des pneumatiques et des filets de coton, et pour les deux premiers, il est maintenant exportateur net.

C'est aussi le cas des tuyaux et des raccords de fonte et d'acier qui remplacent en partie l'importation de ces produits.

La prévision d'épargne nette (9) en produits industrialisés importés est basée sur la création de nouvelles entreprises qui sont en train d'être terminées. Le rapport de la prévision industrielle du ministère de l'Industrie et du Commerce prévoit une épargne nette de 36 millions de dollars en 1965, grâce aux investissements qui seront orientés vers les produits substituables aux produits importés.

Le tableau n° 78 nous montre une épargne nette totale de 34,3 millions de dollars, auxquels il faut ajouter encore 1,7 millions : épargne venant du secteur « poulailler, poules et œufs ».

Dans l'alimentation, on prévoit une épargne nette d'importation de 1,7 millions de dollars. Une troisième raffinerie de betteraves sucrières augmentera la production de sucre de 16.000 tonnes et les deux premières entreprises déjà créées augmenteront leur production annuelle de 7.000 tonnes.

L'industrie textile épargnera plus de 4 millions de dollars, surtout grâce aux cotons locaux substituables aux cotons importés (5.500 tonnes).

L'industrie chimique qui prévoit une épargne de 5 millions de dollars s'est basée sur l'augmentation de la production du pétrole local de 100.000 tonnes et, aussi sur l'augmentation de la production chimique se substituant à 30 % des produits importés.

Les autres industries : métallurgie, machines, équipements électriques, etc., vont aussi substituer leurs productions, du moins en partie, aux produits importés, soit par accroissement de la produc-

(9) Epargne nette : c'est-à-dire l'épargne nette dans la production après la déduction des matières premières importées, électricité, eau et amortissement.

TABLEAU N° 79

LE COEFFICIENT D'IMPORTATION DANS L'EMPLOI DONNÉ AUX RESSOURCES 1954-1959 (a)
(en millions de livres israéliennes ; prix courants)

Emploi donné aux ressources.	1954			1955			1956			1957			1958			1959		
	Total L.I.	Valeur L.I.	Coef. %	Total L.I.	Valeur L.I.	Coef. %	Total L.I.	Valeur L.I.	Coef. %	Total L.I.	Valeur L.I.	Coef. %	Total L.I.	Valeur L.I.	Coef. %	Total L.I.	Valeur L.I.	Coef. %
Consommation totale	1.718	388	22,5	2.072	415	20,0	2.530	543	21,5	2.831	476	16,8	3.206	526	16,4	3.555	519	14,6
Privée	(b)	(b)	(b)	1.644	338	20,6	1.855	353	19,0	2.213	387	17,5	2.523	388	15,4	2.785	385	13,9
Publique	(b)	(b)	(b)	428	77	18,0	675	190	28,1	618	89	14,4	683	138	20,2	770	134	17,4
Investissement intérieur brut	449	174	38,8	557	239	43,4	655	282	43,1	840	330	39,3	924	306	33,1	970	299	30,8
Exportation	243	111	45,7	259	123	47,5	320	146	45,6	401	190	47,4	430	198	46,0	514	286	55,6
Ensemble des emplois	2.410	673	27,9	2.882	777	27,0	3.505	971	27,7	4.072	996	24,5	4.560	1.030	22,6	5.039	1.104	22

a) Les importations exprimées en dollars ont été converties en livres israéliennes aux taux de change officiel de 1 dollar = livre israélienne 1,8.
b) Détails non disponibles.

Source : Bank of Israel, *Annual Report*, 1955, 1957, 1958 et 1959.

tion de leurs entreprises déjà existantes, soit par la création de nouvelles entreprises créées dans le but de minimiser l'importation.

Sous-Section II. — L'indépendance économique pourra-t-elle être assurée ?

Le développement économique israélien a été réalisé par la dépendance du pays à l'égard de l'extérieur, c'est-à-dire grâce à un fort excédent d'importation de biens et de services destinés soit à l'investissement, soit à la consommation.

Comment assurer l'indépendance économique sans toucher les autres buts du pays tels que défense et niveau de vie ?

Il ressort du tableau n° 74 — voir plus haut — qu'à l'exception de 1957, plus de la moitié des importations sont affectées chaque année à la consommation privée et publique. Les achats pour le compte du gouvernement de matériel militaire notamment, ont particulièrement augmenté en 1956, année de la campagne du Sinaï, et dans une moindre mesure, en 1958 et 1960, d'où l'augmentation de la part relative et absolue des importations en vue de l'exportation. Mais la dépendance économique existe toujours à l'égard de l'importation extérieure.

Pour étudier le développement de la balance commerciale vers l'indépendance économique à l'égard de l'aide extérieure, il faut montrer la part relative de l'importation dans l'ensemble des biens et des services du pays. En termes techniques, ce sont les « coefficients d'importation » relatifs à l'ensemble des ressources

réelles, c'est-à-dire le rapport général $\frac{M}{Y + M}$ ou $\frac{M}{C + I + M}$

puisque $Y + M = C + I + M$ ainsi que les rapports $\frac{M_c}{C}$, $\frac{M_i}{I}$, $\frac{M_x}{X}$

coefficients qui indiquent le degré de dépendance de chacun des secteurs, et de l'ensemble de la production intérieure, à l'égard de l'importation. Aussi les comparaisons entre coefficients respectifs de période en période permettent-elles de déterminer si, et dans quelle mesure, des progrès avaient été réalisés en matière de substitution des biens et services importés par la production locale.

Les coefficients d'importations dans les divers emplois donnés aux ressources entre 1954 et 1959 sont indiqués dans le tableau n° 79. Les coefficients d'importation relatifs à la consommation publique et privée ont diminué de 23 % en 1954 à 15 % en 1959, tandis que le coefficient d'importation relatif à la consommation publique, a une

allure irrégulière. Il témoigne d'une tendance systématique à la baisse grâce aux produits substituables aux produits importés.

Le coefficient d'importation relatif à l'investissement atteint et même dépasse, deux-cinquièmes entre 1954 et 1957, en 1958 et 1959 il tombe à un tiers. La dimension de ce coefficient dépend des usages auxquels sont affectés les fonds d'investissement et de développement : une expansion notable de l'activité du bâtiment, dont le coefficient d'importation est relativement faible, tend, par exemple, à réduire le coefficient d'importation relatif à la formation brute du capital, tandis qu'un accroissement des investissements dans le secteur des transports impliquant d'importants achats de matériel de transport à l'étranger, tend au contraire à le renforcer.

Notons enfin, que le coefficient d'importation relatif à l'exportation dépasse tous les autres et se situe entre 46 % et 56 %. Ainsi, l'expansion du secteur d'exportations se trouve plus étroitement liée que celle des autres secteurs à l'accroissement des importations. Il faut ajouter que les indices de l'indépendance économique dépendent avant tout du taux de change adopté pour convertir en livres israéliennes la valeur des importations exprimées en dollars.

Pour calculer l'indépendance économique du pays, le professeur D. Patinkin (10) suppose que :

p = niveau général de prix de PNB ou RN (selon le cas étudié)

N = niveau de prix du surplus de l'importation (en dollars)

R = taux de change actuel ; livres israéliennes à dollars

X = surplus de l'importation réelle (prix constants en dollars).

M. Patinkin suppose aussi que : t et o signifient l'année courante et l'année de base, donc :

$Q_t X_t$ = La valeur du surplus de l'importation en dollars

$R_t Q_t$ = niveau de prix d'importation (prix courants en L.I.)

$R_t Q_t X_t$ = Valeur du surplus de l'importation (prix courants en L.I.).

L'indice de l'indépendance économique marqué dans le tableau n° 80 (ligne 3) est le suivant :

$$\frac{P_t Y_t}{P_t Y_t + R_t Q_t X_t}$$

Cet indice nous montre une légère diminution dans la dépendance économique israélienne à l'égard de l'extérieur. En 1950, l'indice s'élevait à 82,5 % et il est passé à 85,5 % en 1958. Si nous voulons étudier cet indice en prix constants nous aurons l'équation suivante :

(10) D. PATINKIN, *op. cit.*, p. 126.

$$\frac{\frac{Pt \ Yt}{Pt \ Po}}{\frac{Pt \ Yt}{Pt \ Po} + \frac{Rt \ Qt \ Xt}{Rt \ Qt/Ro \ Qo}} = \frac{Po \ Yt}{Po \ Yt + Ro \ Qo \ Xt}$$

Cela revient à dire que l'on calcule le surplus de l'importation selon le niveau de prix en dollars et le taux de change de l'année de base. D'après cette équation, l'indice calculé en 1958 est 106,1 (11) pour 1950 = 100, ce qui signifie une légère augmentation de l'importation.

TABLEAU N° 80
INDICE DE LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Surplus d'importation (mi. \$ - prix courants)	281,8	359,5	306,8	262,9	238,0	282,7	356,6	335,2	333,4
Surplus d'importation par personne (\$ - prix courants)	222	241	191	159	141	162	195	174	167
Le % P.N.B. dans les res- sources (prix courants) totale	82,5	84,3	80,2	81,0	83,3	80,6	79,8	83,7	85,5
Le % P.N.B. dans les res- sources totales desti- nées à la cons. privée et publique) et l'amor- tissement (en prix cou- rants)	98,1	101,6	95,9	94,1	95,3	94,8	93,5	100,0	100,7

Source : D. PATINKIN, p. 113.

Ce tableau nous montre que le surplus d'importation a augmenté de 282 en 1950 à 333 en 1958, mais le surplus d'importation par personne a diminué de 222 en 1950 à 167 en 1960 (prix courants) ce qui signifie une baisse de la dépendance économique à l'égard de l'extérieur.

La balance du commerce extérieur d'Israël, que nous avons exposée précédemment, nous donne encore l'image d'un pays qui n'a pas atteint son plein développement. Les exportations ne sont pas encore au niveau que, (en tenant compte de la population croissante), les ressources nationales laissent prévoir lorsqu'elles seront toutes mises judicieusement en exploitation. La balance du com-

(11) D. PATINKIN, *op. cit.*, p. 55.

merce a toujours été largement déficitaire, malgré le développement continu des exportations dû aux progrès industriels et agricoles du pays. Cela est en grande partie le résultat d'une immigration qui se poursuit sur une grande échelle et des besoins sans cesse accrus de l'économie nationale en fonds d'investissement et en matières premières. Malgré l'augmentation de la production locale dans le pays, on ne prévoit pas une forte diminution des importations à court terme (12) mais bien plutôt une modification de leur composition (vers des biens d'équipement).

(12) Le quatrième rapport (1957 et 1958) du Centre Falk de recherche économique en Israël a prévu en 1958 une diminution du surplus d'importation à 165 millions de dollars en 1962, c'est-à-dire la moitié du surplus d'importation. Il est basé sur le taux de l'accroissement de la population de 3,5 % par an, et le taux d'accroissement par personne de P.N.B., réel et la population réelle étant successivement de 5 et de 3 %. L'équation suivante résume cette prévision dont la réalisation n'est pas probable en 1962. $(2.0) (1602) (1.03)^n (1.035)^n + (2.0) (0.2) (1680) (1.05)^n (1.035)^n = (2.0) (1680) (1.05)^n (1.035)^n + (2.0) (192)$.

Le coefficient (2.0) représente la population en 1958 (en millions), n les nombres d'années, (1602) la consommation privée et publique par personne en prix courants de livres israéliennes ; (1680) le P.N.B., par personne (192), la moitié du surplus d'importation par personne, (192) la moitié du surplus d'importation par personne (calculé par le taux de change 2,300 L.I. = 1 dollar).

CHAPITRE III

LES CONSÉQUENCES DE LA PLANIFICATION ANTI-INFLATIONNISTE

Depuis la création de l'Etat d'Israël jusqu'à la fin de la première décennie après son indépendance, l'économie a été soumise à une forte poussée inflationniste due à la mise en œuvre d'un vaste programme d'expansion économique destiné à faciliter l'absorption de la main-d'œuvre nouvellement arrivée. Les lourds frais de la défense d'un pays en état de tension permanente avec ses voisins, le déficit du budget de l'Etat, et l'augmentation insuffisante de l'offre de biens de consommation et de services, sont autant d'éléments qui expliquent le niveau assez élevé des investissements, et les charges financières écrasantes imposées au jeune Etat dès son accession à l'indépendance.

Au cours de la première décennie de l'Etat, la valeur de la masse monétaire s'est accrue de six fois et demie (tableau n° 81), l'indice des

TABLEAU N° 81
MASSE MONÉTAIRE ET NIVEAU DES PRIX
(moyen annuel)

Années	Quantité de la monnaie (prix courant)		Indice du prix au consommateur		L'offre de la monnaie réelle (mi. L.I. de 1952)
	mi. L.I.	l'augmentation en % de l'année précédente	1952 = 100	l'augmentation en % de l'année précédente	
1948	93,1		58		160,3
1949	128,9	38,5	60	3,4	214,8
1950	169,7	31,7	57	5,0	297,7
1951	224,0	32,0	63	10,5	355,6
1952	247,3	10,4	100	58,7	247,3
1953	290,1	17,3	128	28,0	226,6
1954	330,5	25,8	144	12,5	229,5
1955	398,2	20,5	152	5,6	262,0
1956	469,4	17,9	162	6,6	289,8
1957	560,4	19,4	173	6,8	323,9
1958	645,7	15,2	178	2,9	362,8

Source : D. PATINKIN, p. 96.

TABLEAU N° 82

INDICATEURS DIVERS RELATIFS À L'ÉVOLUTION DES PRIX - 1950-1958

Années	Indice du coût de la vie		Indice du coût de la construction		Indice des prix à l'investissement		Indice du salaire journalier moyen dans l'industrie (en fin d'année)				Cours de la livre israélienne/dollar	
	Moyennes annuelles	% d'accroissement par rapport à l'année précédente	Moyennes annuelles	% d'accroissement	Moyennes annuelles	% d'accroissement	Salaire nominal	% d'accroissement	Salaire réel	% d'accroissement	Sur le marché noir (fin juin)	Taux de change officiel
1950	100	—	100	—	100	—	100	—	100	—	0.654	0.357
1951	110	10,0	125	25,0	136	34,0	128	28,0	107	7,0	1.163	0.357
1952	174	57,7	211	68,9	243	78,9	213	66,5	111	3,7	2.670	0.714
1953	221	28,1	276	30,5	328	34,6	261	22,6	111	—	2.346	1.000
1954	250	12,2	354	28,2	422	28,9	296	13,4	115	3,6	2.580	1.800
1955	264	5,9	394	11,2	465	10,1	322	8,8	120	3,9	2.200	1.800
1956	282	6,4	452	14,8	514	10,6	374	16,2	132	10,0	2.383	1.800
1957	300	6,5	474	4,9	547	6,3	415	9,7	138	4,5	2.460	1.800
1958	310	3,3	479	1,1	555	1,5	440	6,3	142	1,9	2.303	1.800

(a) Un système des changes multiples était en vigueur entre février 1952 et juillet 1955.

(b) Depuis mai 1953.

Sources : 6 premières colonnes : Bank of Israel, *Annual Report*, 1959, p. 61 ; — 6 dernières colonnes : D. PATINKIN, p. 143.

prix à l'investissement est cinq fois et demie plus important qu'en 1948, l'indice de coût de la vie a triplé, l'indice du salaire nominal a été multiplié par quatre et demi, tandis que le taux de change officiel par rapport au dollar est tombé à un sixième de celui adopté au lendemain de la déclaration de l'indépendance. Ces chiffres, qui sont décrits dans le tableau n° 82, sont révélateurs du grave déséquilibre monétaire qui a marqué, bien qu'à des degrés divers, les dix premières années de l'indépendance israélienne.

Quant aux origines de l'inflation, notons qu'elles provenaient dans les premières années de l'Etat, du classique déséquilibre global entre les revenus lancés sur le marché et l'offre de biens et services (*Inflation de la demande*) (1), c'est-à-dire qu'elles créaient des demandes nouvelles de consommateurs sans augmenter en même temps le volume disponible des biens de consommation. Une seconde cause de l'inflation a été la hausse des coûts ou des prix de revient très élevés, et le professeur M. A. Lerner l'a appelée : « *Cost inflation* ».

Section I

Influence des investissements sur l'équilibre entre l'offre et la demande globales

Un déséquilibre économique tient d'une part à l'insuffisance de l'offre, d'autre part, au gonflement excessif de la demande.

A. — *Le gonflement excessif de la demande et ses causes*

Il est dû à trois causes essentielles : l'importance des dépenses militaires, l'absorption des immigrants, et le niveau élevé des investissements. Revenons plus en détails à ces trois causes.

1° Les deux premières années de l'indépendance ont été des années de guerre, et les hostilités n'ont été suspendues que par des armistices précaires — comme nous l'avons déjà dit.

Israël est un pays militaire, une part considérable de son budget ordinaire est consacré jusqu'à nos jours à des dépenses de défense nationale, et il existe en outre un budget militaire dont l'importance n'est pas divulguée. Les nécessités militaires commandent l'économie.

(1) M. KEYNES a montré l'écart inflationniste par l'équation suivante : $L_g = R - (C + S)$ c'est-à-dire l'excès de revenu sur l'offre et l'investissement.

2° Entre le 15 mai 1948, premier jour de l'indépendance de l'Etat d'Israël, et le 31 décembre 1951, une vague massive comprenant 687.000 immigrants est venue s'ajouter aux 650.000 habitants juifs déjà installés dans le pays lors de l'expiration du mandat britannique. Ce fut la plus importante vague d'immigration juive que le pays ait jamais connue, aussi bien en termes absolus qu'en termes relatifs. L'importante participation de l'Etat dans le financement de l'absorption d'un grand nombre d'immigrants et les dépenses de l'Agence juive, ont provoqué une forte poussée inflationniste.

3° Le niveau élevé des investissements : Depuis 1949 jusqu'en 1959, le montant brut total de la formation de capital fixe dans l'économie israélienne s'est élevé, aux prix de 1959, à plus de 6 milliards de livres israéliennes, soit, après déduction des amortissements, à un montant d'environ 5 milliards. Ces investissements ont permis de doter l'emploi, mais aussi de moderniser l'équipement, donc d'augmenter la production par habitant. L'investissement net par habitant nouveau a été d'environ 3.850 livres israéliennes (2).

Pendant la période s'étendant de 1949 à 1958, le pourcentage investi (investissements nets) a été en moyenne de 30,6% du revenu national. Comme le taux d'accroissement du produit national s'est élevé pendant cette période d'environ 13% par ans, le rapport d'accroissement net a été de 1 pour 2,3; ces chiffres révèlent le niveau élevé des investissements.

En outre, l'excédent des dépenses publiques sur les recettes, financé par l'émission de bons du Trésor et d'obligations foncières, et l'expansion du crédit bancaire, stimulé surtout par des investissements plus importants, ont gonflé les revenus monétaires et renforcé la demande du marché.

De fortes pressions inflationnistes se sont produites, car les investissements et les dépenses effectuées pour absorber l'immigration ont dépassé les ressources disponibles à cet effet.

Au début de 1952, des mesures anti-inflationniste ont été prises en raison de la menace que représentait l'inflation pour la bonne marche d'une économie saine. Ces mesures ont eu raison de l'inflation et ont permis une suppression progressive du contrôle des prix et du rationnement.

A la fin de 1953, un troisième stade de l'expansion économique, a débuté. Le nouvel afflux d'immigrants, de 1955 à 1957 a donné une nouvelle impulsion à l'activité économique, car cet afflux massif d'immigrants ne cessait d'accroître la demande de biens et services qui se heurtait à une offre relativement inélastique en courte période.

(2) F.A.O., *op. cit.*, 1959 (ce chiffre appartient à 1957).

B. — *L'insuffisance de l'offre et ses manifestations*

1^o Insuffisance de la production agricole : l'un des plus importants résultats de l'existence d'Israël a été la décadence de l'agriculture arabe qui avait constitué un des fondements de l'économie du mandat. La chute de la production agricole se fait surtout sentir sur certains produits, tels que les céréales, les fruits, les légumes, et les pommes de terre. D'une façon générale, au cours des premières années après l'indépendance, la production agricole d'Israël ne pouvait pas satisfaire le besoin de consommation qui était en augmentation croissante.

Une nouvelle politique concernant les investissements fut décidée par le gouvernement israélien afin d'orienter des investissements massifs vers l'agriculture pour parvenir à une production capable de couvrir les besoins en ce qui concerne les produits alimentaires, ou tout au moins, épargner une grande quantité de devises, par l'irrigation, la remise en culture des espaces abandonnés et l'accroissement de la mécanisation.

Nous avons déjà dit plus haut, qu'Israël a fait des progrès notables dans le domaine de l'irrigation et de la mise en culture des espaces abandonnés, même les plus difficiles à cultiver qui se trouvent dans le Néguev.

Les investissements considérables effectués dans l'agriculture au cours des dernières années, et qui se sont traduits par des progrès en ce qui concerne l'irrigation et l'équipement, expliquent l'influence de ces investissements orientés pour augmenter la production agricole, qui permettra d'équilibrer l'offre et la demande globale en produits alimentaires.

2^o Insuffisance de la production industrielle : la production industrielle en Israël n'est pas en mesure de subvenir aux besoins du pays, et son développement implique de larges déséquilibres du commerce extérieur. De 1947 à 1949, l'augmentation de la production est d'un peu plus du 1/3, mais en revanche, la population, pour la même période, a augmenté de 2/3 ; donc, un déséquilibre existe entre la production et la consommation. Mais, depuis la création de l'Etat d'Israël, nous avons enregistré un développement de la production industrielle.

La structure de l'industrie montre que le pays s'est spécialisé surtout dans les industries légères de transformation, en outre nous avons parlé plus haut du développement partiel de l'industrie lourde malgré la pauvreté du pays en matières premières et en énergie.

Mais si nous suivons l'évolution de la production industrielle en Israël, nous remarquons que d'immenses capitaux sont orientés

vers l'industrie légère d'abord, et ensuite vers l'industrie lourde. La production industrielle s'est donc peu à peu diversifiée, tant en raison du conflit que des nécessités de la consommation.

On peut remarquer facilement que dans les années ayant suivi l'indépendance, cette industrie produisant des biens de consommation n'était pas capable de répondre à toute la demande locale.

Donc, étant donné l'état précédent de la production industrielle en Israël, nous pouvons observer la non-satisfaction des besoins de consommation qui s'accroissaient parallèlement à l'augmentation de la population, surtout dans les industries alimentaires, textiles, industries du cuir et du papier, industrie des produits de construction et industrie métallurgique de transformation (instrument de précision, appareillage électrique et machines).

Les besoins croissants d'Israël dans le domaine industriel et le déséquilibre provoqué par une offre insuffisante, ont obligé le gouvernement à orienter les investissements et à accroître la production des industries produisant principalement pour le marché intérieur ainsi que celles des biens d'équipement, de la métallurgie, des constructions, des bois destinés à l'essor économique des pays.

Enfin, nous remarquons que tous les investissements destinés aux industries ont provoqué un ralentissement de l'inflation et de la hausse des prix. Ces investissements ont diminué le déséquilibre entre la demande et l'offre dans tous les articles des industries métallurgiques de transformation et de construction. On peut voir ici un aspect paradoxal de l'économie israélienne; actuellement le déséquilibre est supprimé dans les industries alimentaires, textiles et chimiques, car ces investissements sont considérés comme des facteurs de lutte contre l'inflation. Néanmoins le niveau élevé des investissements en Israël est considéré en tant que facteur de l'inflation jusqu'à l'année 1956.

On avance généralement deux arguments (3) en faveur de l'inflation provoquée par un niveau très élevé d'investissements: l'inflation est nécessaire pour introduire une hausse des prix consécutive à un progrès technologique rapide, empêchant ainsi que la rentabilité des entreprises et, par conséquent, les progrès de la mise en valeur, soient menacés par une baisse des prix ralentissant l'évolution économique du pays, surtout un pays neuf comme c'est le cas en Israël; deuxièmement l'inflation est nécessaire pour que s'investisse une partie de revenu jusque la consommé.

Donc, la politique « expansionniste » en Israël provoque une élévation du niveau des prix contenu, au besoin, dans les limites raisonnables, par le contrôle des prix et le rationnement, et un déficit de la balance des paiements maintenu dans les limites raisonnables par un contrôle direct des échanges et des paiements.

(3) J. HERBERT-FURTH, I.S.E.A. E (1-3), p. 10.

Section II

La nouvelle politique anti-inflationniste

En 1952, une politique économique a été adoptée par le gouvernement. Elle recourait aux mesures suivantes : on cherchait à équilibrer le budget de la défense ; à équilibrer le budget consacré au développement sans procéder à de nouvelles émissions de bons du Trésor et d'obligations foncières ; on a lancé un emprunt forcé, à 15 ans ; on a restreint l'offre de monnaie et imposé un contrôle qualitatif et quantitatif des crédits, contrôle dont nous avons déjà parlé ; et au lieu d'ajouter aux prix de revient une marge bénéficiaire, on a fixé les prix de vente des biens produits dans le pays d'après le critère du rendement.

Les principaux facteurs qui ont contribué à faire monter les prix en 1952, et depuis ont été les suivants : les mesures de contrôle des prix ont été graduellement levées et les subventions limitées à un petit nombre de produits essentiels. Les capitaux ont continué à s'investir en abondance, et le pourcentage d'augmentation annuelle des investissements, aux prix courants, qui de 42 % en 1951 était tombé à 30 % en 1952 et à 17 % en 1953, est remonté à 31 % en 1954.

Les principaux facteurs qui ont permis de ralentir les tendances inflationnistes ont été un contrôle rigoureux du crédit, une réduction du déficit budgétaire, une diminution de l'offre intérieure d'articles de consommation provoquée par une orientation des investissements vers les principaux articles de consommation. Pour cette raison, une nouvelle politique de resserrement du crédit a été inaugurée pour enrayer l'expansion du crédit de la part des banques et des coopératives de crédit, et réserver les crédits nouvellement consentis aux entreprises les plus productrices et à celles capables d'augmenter leur production et d'équilibrer l'offre et la demande locales. Nous avons remarqué, dans notre exposé, que les prêts à l'agriculture avaient une moyenne de 23 % entre 1954 et 1960, et les prêts à l'industrie étaient passés de 24 % en 1954 à 30 % en 1960 (voir I^{re} partie). Cela montre l'importance de ces investissements destinés à équilibrer l'offre et la demande et à lutter en même temps contre l'état d'inflation. Ces investissements se sont avérés efficaces, et ont freiné énormément la hausse des prix au cours des années suivantes.

La préférence donnée au cours des années ayant suivi l'indépendance à l'agriculture dans l'investissement, montre l'importance des investissements destinés à la consommation, qui augmentait parallèlement à l'afflux des immigrants.

On peut se demander, en corrélation avec le problème de l'immigration, quelles sont les perspectives d'avenir qu'il est permis d'espérer pour que se manifeste l'équilibre de l'économie israélienne ?

Du point de vue *agricole*, on peut dire que les investissements orientés par le gouvernement et par l'Agence juive pour installer les nouveaux immigrants pourront être rentables, et que les Moshav Ovdim créés sont actuellement auto-suffisants.

Nous avons montré plus haut que l'agriculture a pris dans l'économie nationale d'Israël une importance très grande. En encourageant l'agriculture, le gouvernement entend essentiellement permettre à Israël de se suffire davantage à lui-même.

Un « plan directeur pour le développement de l'irrigation et de l'énergie hydroélectrique » a été mis en route en 1956. Il doit permettre de nourrir 2,5, voire même 3 millions d'habitants. Il est vraisemblable que la production a pu augmenter grâce à l'assouplissement des contrôles auxquels était soumise la distribution des produits agricoles. L'augmentation de la production a exigé des investissements importants pour « mettre en valeur des superficies moins fertiles ».

L'orientation générale de la politique agricole a été décidée dans les dernières années. On avait envisagé de créer, pour les nouveaux immigrants, des colonies où ils auraient pu travailler la terre, et aussi augmenter l'offre de la production agricole afin d'empêcher la hausse des prix. Il semble être admis qu'il faudra : développer considérablement la superficie des terres irriguées dont le rendement serait alors moins assujéti aux conditions atmosphériques et qui permettraient la culture intensive (voir plus haut) ; réduire l'importance relative de l'élevage, étendre la superficie consacrée à la culture du blé, afin de réduire la charge que l'importation de quantités importantes de blé fait peser sur la balance des paiements ; développer la production destinée à l'exportation.

Donc, on peut, en résumé, dire que l'objectif principal du plan d'expansion agricole est d'augmenter la part des produits agricoles indiqués dans la consommation alimentaire de la population croissante, et de fournir de plus en plus de matières premières à l'industrie locale et d'accroître les exportations agricoles.

Du point de vue *industriel*, tous les espoirs sont permis dans un avenir plus proche, un libéralisme plus grand doit être instauré et permettra à l'entrepreneur de retrouver le dynamisme inhérent à sa tâche. Une politique de dirigisme avait permis d'assurer les investissements dans les branches des produits industriels les plus demandés sur le marché intérieur.

On prévoit une expansion prononcée des industries légères et

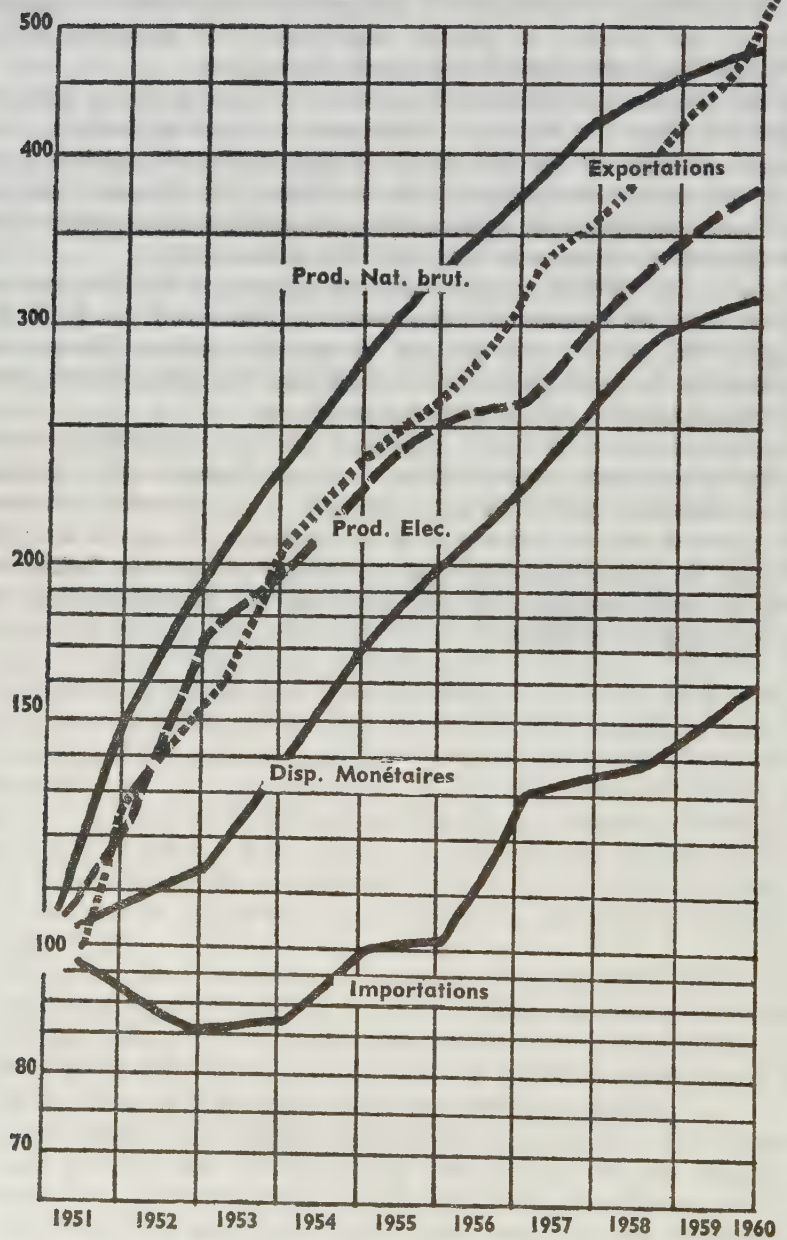
lourdes (textiles, produits chimiques, verres, matériaux de construction, carrières, industries du bois, papiers, denrées alimentaires, métallurgie, production d'équipement industriel et agricole, etc.), ce qui montre la grande importance des investissements destinés à augmenter l'offre de produits industriels.

Il est évident que l'industrie ne trouvera pas dans ses propres ressources tous les capitaux nécessaires à son expansion. Les pouvoirs publics ont décidé, donc, de prendre des dispositions pour que les objectifs soient atteints. La condition préalable est d'encourager les investissements destinés aux produits beaucoup demandés, et de fournir d'importants moyens d'investissements.

Nous avons montré qu'une nouvelle expansion de l'énergie, en rapport avec les besoins de l'économie en plein essor, est à l'ordre du jour. On prévoit que les dix prochaines années verront un considérable accroissement de la production des mines du Néguev, et la multiplication du nombre des produits.

Une amélioration de l'offre intérieure de consommation nécessite des investissements considérables — nous l'avons déjà marqué dans la deuxième partie de notre exposé —. La pression inflationniste pourrait être supprimée de deux manières, d'après la nouvelle politique du gouvernement : par une augmentation de l'offre des biens de consommation et des services, et par absorption des revenus supplémentaires.

DIAGRAMME N° 3



CONCLUSION

En conclusion à notre ouvrage, nous aimerions répondre à deux questions qui ont été souvent posées : premièrement existe-t-il vraiment une politique du choix des investissements en Israël ; deuxièmement dans quelle mesure cette politique a-t-elle réussi ?

Il nous semble inutile de donner une réponse à la première question. Cette thèse tend assez à prouver qu'actuellement le choix des investissements, en Israël, est considéré comme un instrument primordial de la politique économique générale.

Nous devons répondre à notre deuxième question : dans quelle mesure cette politique a-t-elle réussi ?

Depuis la création de l'Etat d'Israël, la politique économique du gouvernement tendait surtout à absorber les immigrants dans la vie économique en leur fournissant du travail, et à alimenter le marché intérieur.

En treize années qui ne furent pas faciles mais furent vécues avec beaucoup d'enthousiasme, l'Etat d'Israël a pu absorber plus d'un million d'immigrants, sa population a atteint un chiffre supérieur à deux millions d'habitants, et atteindra trois millions en 1970 d'après les prévisions gouvernementales. Ce peuplement rapide ne s'est pas accompli en Israël sans de gros investissements, et une mise en valeur économique assez impressionnante pour établir les nouveaux venus et donner du travail à tout le monde. Israël a dû aussi faire des investissements peu rentables pour assurer la poussée aussi rapide d'une économie pratiquement dépourvue d'avantages naturels, ayant à accomplir des prodiges pour faire vivre sa population.

En Israël, actuellement, la masse de la population a un niveau de vie et d'éducation digne des pays occidentaux avancés. Cela en fait un pays stable au point de vue social. Cette stabilité sociale, et ces niveaux élevés, ne font qu'accentuer le fait essentiel que l'Etat d'Israël, issu de l'Europe, a une structure occidentale.

Aujourd'hui la politique du choix des investissements tend à

intensifier la production agricole et industrielle au-delà des besoins propres du pays, afin d'obtenir, par la diminution des importations et l'augmentation des exportations, l'amélioration de la balance des paiements. C'est là, nous l'avons déjà dit, la préoccupation première du gouvernement. Pour le comprendre, il faut savoir qu'en 1951, les importations s'élevaient à 328 millions de dollars, et les exportations à seulement 46 millions. Au cours des dix dernières années, les importations n'ont pas pu être comprimées, puisqu'elles s'élevèrent en 1960 à environ 694 millions, mais les exportations ont néanmoins suivi un rythme ascensionnel bien plus rapide et portent sur environ 352 millions (voir diagramme n° 3).

La production nationale brute a augmenté. Les accroissements les plus importants ont été enregistrés dans l'industrie et dans l'agriculture, et un tiers environ du supplément de la production industrielle a été exporté. L'accroissement de la production a permis de suspendre les importations de plusieurs produits qui, antérieurement, pesaient très lourdement sur la balance des paiements.

La stabilité des prix a été l'un des traits marquants des dernières années. Les prix des produits de consommation courante et des services, ainsi que le coût des investissements n'ont augmenté respectivement que de 1 % en 1959. L'une des raisons principales de cette stabilité a été l'augmentation de la production nationale brute.

Abstraction faite du déficit de la balance des paiements, l'économie israélienne évolue favorablement. Les disponibilités monétaires et le produit national brut, notamment, sont en forte augmentation, ce qui prouve la rentabilité des investissements et aussi l'amélioration du niveau de vie de la population.

Le changement d'orientation que le gouvernement a imprimé à sa politique économique ne manquera pas d'accentuer le rythme des éléments contribuant au développement du Sud d'Israël. Ce n'est pas là une tâche réalisable en une seule année. Nous avons déjà dit que la nouvelle politique d'orientation des investissements tend vers l'exploitation des ressources naturelles du Néguev, augmentant ainsi son potentiel agricole et industriel. La priorité est réservée aux projets à exécuter dans le Néguev : réseau national d'adduction d'eau.

Malheureusement, la vie israélienne est conditionnée depuis la création de l'Etat par des impératifs militaires inconciliables avec une économie saine. Cette influence se marque non seulement dans le développement économique mais aussi dans les mentalités des individus. Le degré de dispersion et l'échantillonnage actuels sont révélateurs d'une économie de guerre. Ce type d'économie se paye d'une façon ou d'une autre : le budget militaire, qui est très important, dépasse nettement les possibilités d'Israël. Ce gaspillage de

capitaux à des fins non productives fait que l'expansion en investissement est moins rapide qu'elle devrait l'être en temps de paix.

Nous voyons donc, que nous pouvons répondre aussi affirmativement à la deuxième question que nous avons posée au début de cette conclusion. Sauf pour les investissements obligatoires pratiqués pour la défense nationale, et que nous ne pouvons pas classer comme investissements véritablement économiques, presque tous les investissements orientés vers la vie économique dans le cadre de la politique gouvernementale ont pleinement atteint leurs buts.

Par son choix des investissements, le gouvernement veut faire d'Israël un pont entre l'Orient et l'Occident, un modèle de coexistence entre le socialisme et le capitalisme.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES ET ARTICLES GÉNÉRAUX

- ALAMIGEON (P.). — *Les investissements de l'entreprise*, Librairie technique, 1958.
- AMAR (A.). — *L'entreprise et les problèmes de l'investissement*. Journées d'études des 8 et 9 novembre 1957 — Librairie Dalloy, 1959.
- BYÉ (M.). — *Cours de relations économiques internationales*, Doctorat (1956-1957).
- BOITEUX (M.). — *Middle East*, Londres, 1946.
- « Le choix entre différentes possibilités d'investissements », *Hommes et techniques*, juillet-août 1956, n° 139-140.
- BUQUET (L.). — *Le calcul économique dans les plans d'investissements au Brésil*, E.A. n° 4 octobre-décembre 1952.
- BROCHIER (H.). — *L'entreprise et les problèmes de l'investissement* (v. Amar A.).
- BETTELHEIM (C.). — « Le problème des investissements dans l'économie planifiée » revue *Problèmes de Planification*, janvier 1951, p. 5-22.
- BROUET (J.). — *Les investissements dans le cas de la création d'une usine nouvelle* (v. Boiteux M.).
- CHENERY (H.). — « The application of investment criteria ». *The quarterly journal of Economics*, February, 1953, p. 76.
- CHAKRAVARTY. — *The logic of investment planning*, Amsterdam North, Holland, publ. Co 1959.
- CHARMONT (C.). — *L'entreprise et les problèmes de l'investissement* (v. Amar A.).
- *L'élaboration du plan d'investissement* (v. Boiteux M.).
- *La politique d'investissement d'une entreprise française de constructions électriques* (v. Boiteux M.).
- « Pour l'ordre de priorité dans les investissements ». *Hommes et techniques*, décembre 1959.
- CHARPENTIER (M.). — « Les préoccupations du Commissariat au plan en matière d'investissement des entreprises ». *Hommes et techniques*, décembre 1956.
- DIETERLEN (P.). — *L'investissement*, Paris, Marcel Rivière, 1957.
- *Quelques enseignements de l'évolution monétaire française de 1948 à 1952*. Librairie Armand Colin p. 91-119.
- « Rationalité de l'investissement » *Critique* n° 153-154 (févr.-mars 1960).
- DARGENTON (P.). — *L'entreprise et les problèmes de l'investissement* (v. Amar).
- DEAN (J.). — *Théorie économique et pratique des affaires*. Adaptation française de Georges Ville, Paris, Ed., de l'entreprise moderne (1959).

- DOBB (M.). — *Discussion : A note on the discussion of the problem of choice between alternative investment projects.*
- FONTANEAU (P.). — *Essais sur les investissements*, Alger, Librairie Ferraris, 1957.
- GUITTON (H.). — *Les fluctuations économiques*, Paris, 1951.
- HOSMALIN (G.). — *Investissements, rentabilité et progrès techniques, calculs prévisionnels du profit et rythme des progrès*, Edition Génis, Librairie de Médecis.
- GALINIER (O.). — *L'entreprise sera demain ce qui aurait été ses investissements d'aujourd'hui* (v. Boiteux M.).
- *La fonction de contrôle des programmes d'investissement* (v. Boiteux M.).
- JAMES (E.). — *Economie politique, cours du Doctorat 1956-1957.*
- KEYNES. — *Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. française, Paris, Payot, 1946.
- KANN (A.E.). — *Investment criteria in développement programs*. Q.J.E., 1951.
- LESOURNE. — *Technique économique et question industrielle*, Paris, Dunod, 1958.
- LEDUC (G.). — *L'économie de l'Union Française d'Outre-Mer* (deuxième série).
- *Cours du Doctorat d'économie d'Outre-Mer et du développement*, 1957-1958.
- *Le développement et ses problèmes*, travaux de congrès des économistes de langue française 1952, Editions Domat-Montchrestien.
- *Cours d'économie d'Outre-Mer et du développement*, licence 4^e année, 1960-1961.
- *Les aspects financiers, fiscaux et budgétaires du développement des pays sous-développés*, Travaux de l'Institut international des Finances publiques. Londres, 1951, avec plusieurs autres économistes.
- LAGACHE (H.). — *Les investissements privés et les concours financiers de l'État*, édition Berger-Levrault, 1959.
- MASSÉ (P.). — *Le choix des investissements*. (Critères et Méthodes), Paris, Dunod, 1959.
- « Quel critère choisir pour l'ordre de priorité des investissements », *Hommes et techniques*, mars 1960.
- MIGEON (M.). — *La politique des investissements* (v. Boiteux M.).
- MARCHAL (A.). — *Cours d'économie politique*. Doctorat, 1953-1954.
- NURKSE (R.). — *Problems of capital formation underdeveloped countries*. Sixth impression, Oxford, Basil Blackwell, 1958.
- PERROUX (F.). — *Les espaces économiques* E. A., janvier-mars 1950.
- PRADEL (P.M.). — *L'épargne et l'investissement*. Paris, Presses universitaires de France, (Que sais-je). 1950.
- ROY (R.). — *Production, investissements et productivité* (cahiers du Séminaire d'économétrie n° 5) Centre national de la recherche Scientifique, édition 1959.
- VAUGELAS (C.A.). — *Les investissements dans une industrie ayant une activité internationale* (v. Boiteux M.).

Revue différentes et recueils statistiques

- CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE. — *Comment attirer les investissements étrangers.*
- CAHIERS DE L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE. — *Critère des choix des investissements en U.R.S.S.*
- NATIONS-UNIES. — *Annuaire statistiques*, 1951-1959.
- O.N.U. — *Études sur l'économie mondiale*, 1959 — Nations-Unies — Département des affaires économiques et sociales, New York 1960.
- *Le courant international des capitaux privés*, 1946.

O.N.U. — *Foreign investment laws and regulations of the countries of Asia and the Far East*, 1951.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. — *Les investissements publics et privés et la politique d'investissements au Maroc* (20 nov. 1951).

STATISTICAL AND ECONOMIC. — 1° *The nature of public investment* p. 26-29.

— 2° *The note of private investment* p. 29-46 (mars 1958).

Thèses

ALINGHI (A.A.). — *La proportion des facteurs ; problèmes du choix entre structures industrielles dans les pays sous-développés*, Paris, 1957.

BULUTOGLU (Y.K.). — *Quelques aspects théoriques et pratiques de la politique des investissements industriels*, Paris, 1957.

FROIS-ABRAHAM (G.). — *Essai sur les problèmes d'investissements en pays sous développés*, Paris, 1960.

GUYNET (F.). — *Le choix des investissements en Algérie*, Paris, 1960.

HOSMALIN (G.). — *Investissements, rentabilités et progrès techniques*. Paris, 1954.

HAIDAR (H.). — *Structures et investissements dans les pays sous-développés*, Paris, 1960.

SAUVÉ (M.). — *La politique d'investissement en France depuis la libération*, Paris, 1952.

II. — OUVRAGES ET ARTICLES SUR L'ÉCONOMIE ISRAËLIENNE

• A. — EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS

Note : Les ouvrages marqués d'un astérisque (*) existent en hébreu et en anglais.

(*) BANK OF ISRAEL. — *Annual reports*, 1955-1960, Jérusalem.

— *Bulletin* n° 6-14.

— *Comment on the report « Israel » industrial finances : « A second look »* prepared by E.A., Thenbaum, Jérusalem, janv. 1961.

F.A.O. — *Projet de développement méditerranéen* (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). Rome, Italie, 1959.

(*) FALK PROJECT FOR ÉCONOMIE RESEARCH IN ISRAEL. — *The public Sector accounts of Israel 1948-1949 — 1954-1955*, Jérusalem.

— *Israel's National in 1950-1954*, by creamer and others, Jérusalem, 1957.

FEUILIC (P.). — *La politique d'immigration de l'Etat d'Israël 1948-1952*, Paris, 1953 (thèse).

GOTTONAN (J.). — *Problèmes d'Israël*, revue Géographia, mai 1955, n° 44.

GRANOTT (A.). — *La politique agraire mondiale et l'expérience d'Israël*, Paris, 1957.

I.N.S.E.E. — *La Palestine*, memento économique, Paris, 1960.

I.S.E.A. — *Niveaux de développement et politiques de croissance Israël*, série F (5) Paris 1956, et série F (8) Paris, 1957.

JÉRUSALEM (THE) POST. — *Economic Annual*, 1960.

(*) MINISTRY OF FINANCE. — *Report on saving in Israel submitted to the International Congress for the study of savings problems*, National Commissioner of saving (July 1957).

(*) MINISTRY OF COMMERCE AND INDUSTRY. — *Israel's Industrial Future, Outlook 1960-1965*, Jérusalem, 1959.

(*) MINISTRY OF AGRICULTURE. — *Report on « Investment in Israel Agriculture » For the period 1954-1959*, prepared for the F.A.O. — Tel-Aviv, June 1960.

O.N.U. — *L'évolution de l'industrie manufacturière en Egypte, en Israël et en Turquie*, Nations-Unies, N.Y., 1955.

— *L'évolution économique au Moyen-Orient (1945 à 1954) et (1957 à 1958) et (1958 à 1959)*.

— *Supplément à l'étude sur l'économie mondiale*, 1959.

(*) PATINKIN (D.). — *The Israel Economy : The first decade*, The Falk Project for economic 4 Th Report, 1957-1958, Jérusalem, 1959.

PARAF (P.). — *L'État d'Israël dans le monde*, Paris, Payot, 1958.

RIEMER (S.). — *Israel ten years of Economic dependence*. « Oxford Economie Papers » juin 1960, p. 141-170.

SITTON (S.). — *Immigration et croissance économique 1948-1958*, Paris, 1960 (thèse).

SION. — *Le V^e Anniversaire de la Fondation de l'État d'Israël* n° 7 mai-juin 1953 (Agence juive pour la Palestine).

The economic department of the Jewish Agency, juin 1958.

Water Planning for Israel limited. Proposed developement of Water for the years 1953-1956, Tel-Aviv, 1953.

Recueils Statistiques

(*) *Israel Government*, year book 1959-1961, Jérusalem State of Israel, facts and figures 1956, Government Printer Jérusalem.

B. — EN HÉBREU

ALEXANDRE-KATZS (E.). — *Rapport israélien au Congrès de l'Institut International des Finances publiques*, septembre 1958.

— *Budget National pour l'année financière 1960-1961*, février 1960 et 1961-1962, janvier 1961.

HOROVITZ (D.). — *L'économie d'Israël*, Tel-Aviv, 1954.

Loi pour l'encouragement des investissements de capitaux 1951 et 1959 (Etat d'Israël).

MINISTÈRE DES FINANCES. — *Le budget National 1960-1961*, Jérusalem, février 1960.

— *The economic report fo the Ministry of Finance* (14 févr. 1956).

PROJETS BUDGÉTAIRES. — 1961-1962.

PINHAS SAPIR. — *Rapport sur les activités du Ministère du commerce et de l'Industrie*, au moment de la présentation du projet budgétaire de 1960-1961, mars 1960 (par le ministre du Commerce et de l'Industrie).

RIV'ON LEKALKALA. — *Revue économie trimestrielle*, Tel-Aviv, 1955-1961.

Recueils Statistiques

CENTRAL BUREAU OF STATISTICS, JÉRUSALEM. — *Statistical Abstract of Israel*, Années 1954-1955, 1959-1960.

LISTE DES GRAPHIQUES

N ^{os}	Pages
1. Capacité installée et surcapacité	145
2. Point de rupture d'équilibre	156
3. Croissance économique entre (1951-1960)	300

LISTE DES TABLEAUX

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

N ^{os}	Pages
1. Répartition des différents secteurs du commerce extérieur de la Palestine.....	15
2. La balance des paiements de la Palestine	16
3. Evolution des salaires et de l'emploi dans un groupe d'industries de production .	19
4. Circulation fiduciaire en Palestine	19
5. Bilan des dépenses des institutions nationales juives en Palestine	20

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

6. Répartition de la population israélienne par sexe et par âge	35
7. La structure professionnelle de la population juive	38
8. Structure par âge et par sexe de l'immigration juive en Israël	42
9. Répartition de l'immigration juive par sexe et par âge	43
10. L'épargne privée	48
11. Les impôts directs et indirects et la dépense publique (1954-1957)	52
12. Recettes sans contrepartie	54
13. La dette de l'Etat à l'étranger (1954-1960)	56

CHAPITRE II

14. Entreprises industrielles agréées, date d'entrée en activité.....	70
15. Les agréments du Centre d'Investissements entre les années (1950-1959)	71
16. La division des crédits selon les régions	73
17. Les crédits bancaires accordés au public (1954-1960).	77
18. L'orientation des crédits bancaires entre les principales branches économiques (1954-1960)	78
19. Les crédits bancaires selon leurs ressources et leur orientation (31 décembre 1960)	79
20. Les crédits à court terme dans les industries selon les branches principales (1958-1960)	80
21. L'orientation des crédits vers les diverses branches agricoles (1959-1960)	81
22. Subvention à la production agricole (1956-1960).	83

CHAPITRE III

23. Consommation alimentaire	89
24. Dépense budgétaire (1949-1950, 1955-1956).....	94

N ^{os}	Pages
25. Dépense et budgets spéciaux par rapport aux ressources totales (1950-1958) ..	95
26. Dépense et budgets spéciaux (1950-1958)	96
27. Les charges de dépense dans divers pays (1953-1954)	97
28. Dépense nationale par personne (1950-1958)	98

DEUXIÈME PARTIE

TITRE I

CHAPITRE PREMIER

29. Le financement public dans l'investissement par branche d'activité (1958-1959)	107
30. La part de l'Etat dans le financement du capital local brut (1950-1958)	108
31. Passagers et marchandises transportés par les chemins de fer israéliens	111
32. Enseignement hébraïque	113
33. Dépenses effectuées au titre du budget de développement (1949-1950, 1959-1960)	121

CHAPITRE II

34. Rapport entre le capital investi et la production brute dans l'industrie ouvrière (1951-1956)	128
35. Evolution du volume des investissements, et leur composition (1950-1956)	130
36. Production brute, selon les branches principales (1957-1958)	133
37. Pourcentage de l'économie ouvrière par rapport au revenu national	135
38. L'industrie ouvrière en 1955	136

TITRE II

CHAPITRE PREMIER

39. L'orientation de l'investissement domestique brute par branche d'activité (1950-1958)	165
40. Les investissements selon les principales branches (1951-1961)	166-167
41. Investissement annuel et revenu national	168
42. Revenu national, revenu agricole et revenu non agricole per capita	169
43. La surface cultivée (1954-1961)	179
44. Surface irriguée et consommation d'eau dans l'agriculture (1954-1961)	181
45. Les investissements dans l'agriculture (1954-1961)	186
46. Les machines agricoles (1954-1959)	187
47. Les principales branches de l'industrie (1946-1958)	190
48. Les parts des différentes branches dans la production industrielle (1956-1959) ..	191
49. La production dans les diverses branches de l'industrie (1960-1961)	194
50. Evaluation de la production et de la valeur ajoutée dans l'industrie selon la branche en 1958	199
51. Les investissements selon les principales branches et leurs ressources dans l'économie israélienne (1958-1959)	203
52. Les investissements dans l'habitation selon les divers types de construction (1958-1959)	204
53. Les investissements dans la construction industrielle et publique (1958-1959) ..	204
54. Budget du plan quinquennal de « chicounim »	208
55. Structure de l'investissement local global en biens d'équipement	209

CHAPITRE II

56. La répartition géographique de la population juive (1948-1958)	214
--	-----

CHAPITRE III

N ^{os}	Pages
57. Principales importations et valeur des importations totales (1954-1959)	226
58. Investissements accordés aux industries selon leurs buts (1957-1961)	227
59. Structure de l'investissement local global en biens d'équipement (1950-1958)	228
60. Les crédits accordés pour développer l'industrie et l'artisanat (1955-1958)	235
61. Nombre des investissements qui bénéficient des crédits du budget du développement (1955-1959)	236

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

62. Revenu national (1950-1960)	246
63. Indications du développement (1953-1960)	247
63 bis. Production moyenne par ouvrier dans l'ensemble de l'industrie israélienne et dans l'industrie ouvrière (1951-1958)	248
64. Composition du revenu national selon les ressources (1954-1960)	249
65. Part du revenu salarial dans le revenu national en 1955	252
66. La population moyenne et la main-d'œuvre civile (1955-1960)	261
67. La moyenne par jour des chômeurs et des travailleurs employés	262

CHAPITRE II

68. La balance des paiements (1950-1960)	266-268
69. Financement des importations (1952-1960)	269
70. L'exportation selon le secteur (1954-1960)	270
71. Exportation des principaux produits (1954-1960)	271
72. La prévision dans l'exportation supplémentaire et sa valeur ajoutée en 1965	274
73. Exportation et valeur ajoutée (1953-1960)	276
74. Répartition des importations suivant leur affectation (1954-1959)	280
75. L'indice des importations suivant leur affectation et par personne (1957-1959)	280
76. La répartition des importations suivant la catégorie des produits (1949-1960)	282
77. Produit national brut et importations 1950-1958	283
78. L'épargne d'importation dans l'industrie en 1965	284
79. Le coefficient d'importation dans l'emploi donné aux ressources (1954-1959)	286
80. Indices de la dépendance économique	289
81. Masse monétaire et niveau des prix (1948-1958)	291

CHAPITRE III

82. Indicateurs divers relatifs à l'évolution des prix (1950-1958)	292
--	-----

INDEX DES AUTEURS CITÉS

- ARENA, 115.
 BONNÉ (A.), 3.
 BEN-GOURION (David), 21, 92, 219, 220.
 BOITEUX (Marcel), 251.
 BYÉ (Maurice), 143, 163, 242, 263, 264.
 BARRÈRE (A.), 223, 228.
 BARRE (Raymond), 257.
 BETTELHEIM, 241, 242, 243.
 BUCHANAN (N. S.), 260, 263.
 CYDEROVITSCH (G.), 127.
 DEAN (Joël), 49, 139, 140, 155, 238.
 DIETERLEN (Pierre), 8, 10, 115, 139.
 ESHKOL (Levi), 56, 67, 119.
 FONTANEAN (Pierre), 59, 120.
 GAATHON (A. L.), 3.
 GUELFAT (Isaac), 3, 124, 177, 279.
 GUITTON (H.), 5.
 ARDANT (Gabriel), 37.
 HICHES, 6.
 HANSEN (A. H.), 153.
 HAWTREY, 223.
 HOOFIEN, 164.
 HOSMALIN (G.), 148, 152.
 JAMES (Emile), 75.
 KEYNES, 5, 6, 241, 250, 259.
 KAHN, 259.
 KUZNETS, 10.
 LEDUC (Gaston), 1, 2, 3, 51, 160, 211.
 LESOURNE, 141.
 LAGACHE (H.), 212.
 LELONG (P.), 193.
 LÉONTIEF, 223.
 LERNER (A.), 293.
 MASSÉ (Pierre), 141, 230.
 MARCHE, 146.
 MARCHAL (Jean), 153.
 MIGEON, 10.
 MOMENT (Jean), 11.
 NURKSE (Ragnar), 7.
 PATINKIN (Don), 3, 245, 247, 248, 250, 288.
 PHILIP (André), 1.
 POLAK (J. J.), 260, 263.
 PRADEL (M.), 5.
 PERROUX (François), 103, 212, 220.
 ROBINSON, 164.
 RODAN et KANN, 103.
 SAPIR (Pinhas), 265.
 SAUVY (Alfred), 3.
 SCEMAMA (A.), 254.
 VINCENT (A. L. A.), 148.
 VITO (F.), 2.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

L'Etat d'Israël est-il un pays sous développé ?	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	5
SECTION I. — NOTION GÉNÉRALE DES INVESTISSEMENTS	5
SECTION II. — VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE PALESTINIENNE	12
A. — Avant 1922	12
B. — 1922-1938	12
C. — 1938-1948	13
D. — L'année 1948	14
E. — La politique économique d'Israël au moment de l'indépendance ...	20

PREMIÈRE PARTIE

FACTEURS DÉTERMINANTS DU CHOIX DES INVESTISSEMENTS EN ISRAËL

CHAPITRE PREMIER. — LES CHOIX DES INVESTISSEMENTS DÉPEND DES RESSOURCES PRODUCTIVES	25
SECTION I. — RESSOURCES NATURELLES	25
<i>Sous-Section I. — Facteurs atmosphériques et climatiques, et ressources en eau</i>	<i>26</i>
A. — Le climat	26
B. — Hydrographie et ressources en eau	27
C. — Le climat et les eaux du Neguev	28
D. — Les régions agricoles	29
<i>Sous-Section II. — Ressources en matières premières</i>	<i>29</i>
Sous-Section III. — Insuffisance en ressources naturelles	31
SECTION II. — RESSOURCES HUMAINES	34
<i>Sous-Section I. — Le mouvement naturel de la population</i>	<i>35</i>
<i>Sous-Section II. — La formation de la population</i>	<i>36</i>
A. — Structure professionnelle	37
B. — Structure culturelle	38
<i>Sous-Section III. — La structure de l'immigration en Israël</i>	<i>40</i>
A. — Structure par âge et par sexe	41
B. — Structure professionnelle et culturelle	43

SECTION III. — RESSOURCES EN CAPITAUX	46
<i>Sous-Section I. — L'épargne privée</i>	47
A. — L'épargne spontanée	47
B. — L'épargne forcée (sociétaire)	49
<i>Sous-Section II. — Capitaux publics</i>	51
<i>Sous-Section III. — L'importation nette de capitaux provenant de l'étranger</i> ..	53
A. — Aide extérieure	54
B. — Capitaux privés et publics	55
CHAPITRE II. — LE CHOIX DES INVESTISSEMENTS DÉPEND DES MOYENS D'ORIENTATION DES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS	58
SECTION I. — LÉGISLATION FISCALE	60
A. — Le but	63
B. — L'exécution de la loi	63
C. — Les avantages accordés par la loi	63
D. — Agréments des projets	63
Avantages fiscaux	64
Transferts de capitaux	65
SECTION II. — BUREAU D'ORIENTATION DES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS ..	66
<i>Sous-Section I. — Le rôle du « Centre des investissements »</i>	66
<i>Sous-Section II. — Les résultats de la politique du « Centre des investissements »</i>	69
<i>Les profits dans les entreprises autorisées</i>	72
SECTION III. — LA POLITIQUE DE CRÉDIT ET DE SUBVENTION	73
<i>Sous-Section I. — La politique sélective de crédit</i>	74
<i>Le volume des crédits</i>	76
<i>Les crédits accordés aux branches principales du pays</i>	77
<i>Crédits de productivité</i>	82
<i>Sous-Section II. — Subventions gouvernementales</i>	82
A. — Les subventions dans l'agriculture	83
B. — Les subventions dans l'industrie	84
CHAPITRE III. — LE CHOIX DES INVESTISSEMENTS ASSUJETTI AUX CONSIDÉRATIONS POLITIQUES	86
SECTION I. — LE BOYCOTT ÉCONOMIQUE PRATiqué PAR LES PAYS ARABES ..	87
<i>Sous-Section I. — L'autonomie économique alimentaire</i>	87
<i>Sous-Section II. — Besoins en devises</i>	89
SECTION II. — LA DÉFENSE NATIONALE	92
<i>Le mouvement collectiviste, facteur de puissance militaire</i>	93
<i>Les dépenses militaires</i>	94

DEUXIÈME PARTIE

CHOIX ACTUEL DES INVESTISSEMENTS EN ISRAËL

TITRE I

LES CENTRES DES DÉCISIONS

INTRODUCTION	101
CHAPITRE PREMIER. — L'INVESTISSEMENT DÉCIDÉ PAR LE SECTEUR PUBLIC	103

SECTION I. — INVESTISSEMENT D'INFRASTRUCTURE EN ISRAËL	109
A. — Transports routiers	109
B. — Voies ferrées	110
C. — Transports maritimes	111
D. — Education, Science et Culture	112
E. — Services sociaux	114
SECTION II. — INVESTISSEMENT PRODUCTIF	115
CHAPITRE II. — L'INVESTISSEMENT DÉCIDÉ PAR LE SECTEUR OUVRIER ET COOPÉRATIF	123
SECTION I. — LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE LA HISTADROUTH	125
Koor	129
SECTION II. — LES ENTREPRISES COOPÉRATIVES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION	131
Sous-Section I. — Coopérative ouvrière de production	131
Sous-Section II. — Coopérative ouvrière de consommation et de distribution	132
Sous-Section III. — Collectivités agricoles	134
<i>L'intégration du secteur ouvrier dans l'économie nationale</i>	135
CHAPITRE III. — L'INVESTISSEMENT DÉCIDÉ PAR LE SECTEUR PRIVÉ	138
SECTION I. — LA CAPACITÉ	143
SECTION II. — LA PRODUCTIVITÉ	146
<i>La technique et les possibilités des investissements (la théorie des innovations)</i>	147
SECTION III. — LA RENTABILITÉ	152
<i>Coûts et prévision des profits</i>	155
<i>Concurrence ou complémentarité entre le secteur public, le secteur ouvrier et le secteur privé</i>	158
TITRE II	
LES DOMAINES DES DÉCISIONS	
CHAPITRE PREMIER. — LE CHOIX DANS L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE	163
SECTION I. — LES INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE	171
Sous-Section I. — <i>Les formes d'exploitations</i>	172
A. — La colonisation collectiviste. Le Kibboutz	173
a) Machinisme et modernisme	174
b) La priorité de produits agricoles dans le Kibboutz	175
B. — La colonisation coopérative. Le Moshav	177
C. — La colonisation individuelle	178
Sous-Section II. — <i>Terres cultivables et irrigation</i>	178
Sous-Section III. — <i>La priorité dans la production et dans l'investissement agricoles</i>	184
A. — La priorité dans la production	184
B. — La priorité dans l'investissement	185
SECTION II. — LES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE	188
Sous-Section I. — <i>Choix entre l'industrie lourde et l'industrie légère</i>	192
A. — La métallurgie	193
B. — L'industrie textile	195

C. — L'industrie alimentaire	196
D. — L'industrie chimique	196
E. — L'industrie du bois et l'industrie des matériaux de construction ...	197
F. — L'industrie diamantaire	197
<i>Sous-Section II. — La valeur ajoutée dans l'industrie</i>	199
<i>Sous-Section III. — Les investissements dans la construction</i>	201
A. — La construction d'habitations permanentes	205
B. — La construction industrielle, commerciale, et bâtiments publics ...	207
Le plan quinquennal 1956-1961	208
CHAPITRE II. — LE CHOIX SPATIAL DES INVESTISSEMENTS	210
SECTION I. — LA RAISON ÉCONOMIQUE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	212
<i>Sous-Section I. — La déconcentration de la population et l'aménagement du territoire</i>	213
<i>Sous-Section II. — La mise en valeur du Néguev</i>	216
A. — Le problème de l'eau et la naissance d'une agriculture	216
B. — Les mines et la naissance d'une industrie	217
SECTION II. — LA RAISON STRATÉGIQUE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL. LE DÉVELOPPEMENT D'EILATH	218
CHAPITRE III. — LE CHOIX TECHNIQUE DES INVESTISSEMENTS	222
SECTION I. — INVESTISSEMENTS CENTRÉS SUR LE CAPITAL ET INVESTISSEMENTS CENTRÉS SUR LA MAIN-D'ŒUVRE	223
<i>Sous-Section I. — L'équipement technique</i>	224
<i>Sous-Section II. — L'intensité de capital</i>	225
SECTION II. — CONCENTRATION DES INVESTISSEMENTS	228
<i>Sous-Section I. — Grande entreprise ou petite entreprise</i>	233
<i>Sous-Section II. — Monopole, concurrence et cartel en face des investissements israéliens</i>	236
 TROISIÈME PARTIE 	
PLANIFICATION DU CHOIX DES INVESTISSEMENTS ET SES RÉPERCUSSIONS SUR L'AVENIR D'ISRAËL	

CHAPITRE PREMIER. — CONSÉQUENCES SOCIALES	244
SECTION I. — AMÉLIORATION DU NIVEAU DE VIE	245
<i>Sous-Section I. — Le revenu national et le revenu moyen par tête. La composition du revenu national</i>	245
<i>Sous-Section II. — Le niveau du salaire et la sécurité sociale</i>	250
A. — Le niveau du salaire	250
B. — La sécurité sociale	252
C. — Perspectives d'avenir	253
SECTION II. — L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS DANS LA VIE ÉCONOMIQUE ISRAËLIENNE	254
<i>Sous-Section I. — Absorption des nouveaux immigrants</i>	255
<i>Sous-Section II. — La lutte contre le chômage local</i>	258
A. — L'offre et la demande sur le marché du travail	258
B. — Chômage et emploi partiel	260

CHAPITRE II. — L'INFLUENCE DE LA PLANIFICATION SUR LA BALANCE COMMERCIALE	263
SECTION I. — L'ÉVOLUTION DE L'EXPORTATION	265
<i>Sous-Section I. — Les principaux produits d'exportation</i>	269
A. — Produits agricoles ; les agrumes	269
B. — Les diamants	271
C. — Les produits industriels	272
<i>La prévision d'exportation en produits industriels pour l'année 1965</i>	273
<i>Sous-Section II. — Exportation et « valeurs ajoutées »</i>	275
<i>Disparités des prix et primes à l'exportation</i>	277
SECTION II. — L'EXCÉDENT DES IMPORTATIONS SUR LES EXPORTATIONS	278
<i>Sous-Section I. — Influence des investissements sur la production nationale d'objets substituables aux produits antérieurement importés. La prévision d'épargne nette en produits industrialisés importés</i>	281
<i>Sous-Section II. — L'indépendance économique pourra-t-elle être assurée ?</i> ..	287
CHAPITRE III. — LES CONSÉQUENCES DE LA PLANIFICATION ANTI-INFLATIONNISTE	291
SECTION I. — INFLUENCE DES INVESTISSEMENTS SUR L'ÉQUILIBRE ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE GLOBALES	293
A. — Le gonflement excessif de la demande et ses causes	293
B. — L'insuffisance et l'offre et ses manifestations	295
SECTION II. — LA NOUVELLE POLITIQUE ANTI-INFLATIONNISTE	297
CONCLUSION	301
BIBLIOGRAPHIE	305
LISTE DES GRAPHIQUES	309
LISTE DES TABLEAUX	310
INDEX DES AUTEURS CITÉS	331
TABLE DES MATIÈRES	315

